RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
pris par la Métropole Rouen Normandie

SOMMAIRE

mars 2019

DECISIONS DU PRESIDENT

Décision (N° DEPMD 52.19) en date du 1er mars 2019 autorisant l'adhésion à l'association ATEC ITS France et désignant Madame Catherine GONIOT et Monsieur Aurélien CAGNARD en tant que représentants de la Métropole Rouen Normandie ..... **p 0001**

Décision (N° SA 152.19 / DIMG/SAMT/LT/02.2019/1) en date du 1er mars 2019 autorisant la cession de deux véhicules immatriculés AP-184-FF et AL-867-YS qui seront mis aux enchères par Maître GUIGNARD ou Maître HEDIER-ROUZET..... **p 0003**

Décision (N° Finances 70.19) en date du 4 mars 2019 modifiant, à compter du 1er janvier 2019, les modes de règlements de la régie d'avances pour la gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) d'Elbeuf..... **p 0005**

Décision (N° SA 93.19 / DIMG/SI/MLB/02.2019/548) en date du 4 mars 2019 autorisant le Président à signer l'avenant n° 2 au bail dérogatoire intervenu avec la société OESI afin de prolonger, de 2 mois à compter du 1er février 2019, la durée de la location du bâtiment Seine Creapolis Sud à Petit-Couronne ..... **p 0009**

Décision (N° SA 95.19 / EPMD-CIAE 04.19) en date du 5 mars 2019 autorisant le Président à signer le protocole transactionnel à intervenir avec la SAS OPTIQUE LEMARCHAND dans le cadre de la Commission d'indemnisation des activités économiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville de Sotteville-lès-Rouen..... **p 0013**

Décision (N° SA 96.19 / EPMD-CIAE 05.19) en date du 5 mars 2019 autorisant le Président à signer le protocole transactionnel à intervenir avec la SAS DEMEME BOUCHERIE GARIBALDI dans le cadre de la Commission d'indemnisation des activités économiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville de Sotteville-lès-Rouen..... **p 0017**

Décision (N° SA 97.19 / EPMD-CIAE 06.19) en date du 5 mars 2019 autorisant le Président à signer le protocole transactionnel à intervenir avec la SAS FOOD STATION 76 dans le cadre de la Commission d'indemnisation des activités économiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux de construction de la ligne T4..... **p 0021**

Décision (N° SA 166.19 / Musée) en date du 5 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec l'EPCI Evreux Portes de Normandie pour l'emprunt d'une œuvre appartenant au Musée des Antiquités – Exposition intitulée « Par quatre chemins. Autour d'un portrait de François 1er – Titien 1539 » organisée au Musée d'art, d'histoire et d'archéologie d'Evreux du 9 février au 5 mai 2019 ..... **p 0025**

Décision (N° SA 167.19 / Musée) en date du 5 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec la ville de La Roche-sur-Yon pour l'emprunt d'une œuvre appartenant à La Fabrique des Savoirs – Exposition intitulée « Dans l'intimité d'un empereur… Napoléon 1er, l'époux, le père, l'amant » organisée au Musée de la Roche-sur-Yvon du 23 mars au 23 juin 2019..... **p 0031**

Décision (N° SA 89.19 / DAJ 2019.12) en date du 6 mars 2019 autorisant le Président à défendre les intérêts de la Métropole Rouen Normandie, à se constituer partie civile et à demander réparation du préjudice subi dans le cadre de l'affaire de Monsieur Pierre AISSA suite à l'incendie de 6 conteneurs place du Maréchal Foch à Rouen ..... **p 0037**

Décision (N° SA 114.19 / SUTE/GCE 2019.1) en date du 6 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention à intervenir avec la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de Seine-Maritime pour le partage de données dans le cadre de la mise en œuvre du programme agricole de protection de l'aire d'alimentation du captage de Jumièges..... **p 0039**

Décision (N° SA 175.19 / Musée) en date du 6 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec le Musée d'art moderne André Malraux (MuMa) pour l'emprunt d'une œuvre – Exposition intitulée « Braque, Miro, Calder, une constellation d'artistes à Varengeville-sur-Mer » organisée au Musée des Beaux-Arts du 5 avril au 2 septembre 2019..... **p 0041**

Décision (N° SA 185.19 / Musée) en date du 6 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec le Musée de Vieux la Romaine pour l'emprunt d'une œuvre appartenant au Musée des Antiquités – Exposition intitulée « Si j'étais gladiateur… » organisée du 5 avril au 31 décembre 2019 ..... **p 0047**

Décision (N° SA 102.19 / DIMG/SI/MLB/03.2019/550) en date du 8 mars 2019 autorisant le Président à signer le bail dérogatoire à intervenir avec la société GEOSTUDIO, pour la location, d'une durée de 36 mois à compter du 1er mars 2019, de bureaux au 2ème étage du bâtiment Seine Ecopolis à Saint-Etienne-du-Rouvray ..... **p 0053**

Décision (N° SA 151.19 / DIMG/SAMT/LT/03.2019/1) en date du 8 mars 2019 autorisant la cession d'un véhicule immatriculé AP-263-ES qui sera mis aux enchères par Maître GUIGNARD ou Maître HEDIER-ROUZET ..... **p 0057**

Décision (N° SA 194.19 / Musée) en date du 8 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec le Musée des Beaux-Arts de Caen pour l'emprunt d'une œuvre – Exposition intitulée « Arts et cinéma » organisée au Musée des Beaux-Arts du 18 octobre 2019 au 20 février 2020 ..... **p 0059**

Décision (N° SA 87.19 / Musée 2019) en date du 11 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec la ville de Meudon – Prolongation, pour une durée de 3 ans, du dépôt du tableau de Frank Boggs « Les Toits de Rouen et le clocher de la chapelle des bénédictins du Saint-Sacrement » au Musée des Beaux-Arts ..... **p 0065**

Décision (N° SA 88.19 / Musée 2019) en date du 11 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec le Musée du Louvre pour le dépôt, d'une durée de 5 ans, d'un bassin de fontaine orné de Neptune sur son char au Musée de la Céramique ..... **p 0069**

Décision (N° SA 101.19 / DIMG/SI/MLB/02.2019/549) en date du 11 mars 2019 autorisant le Président à signer l'avenant n° 1 au bail dérogatoire intervenu avec la société MAYEM-EU GmbH pour la location, à compter du 1er mars 2019, d'un atelier d'une surface totale de 283 m² du bâtiment Seine Actipolis à Caudebec-lès-Elbeuf ..... **p 0073**

Décision (N° SA 181.19 / Musée) en date du 11 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public à intervenir avec l'association étudiante ORTO'GO pour l'exploitation d'un bar à « softs » au sein du Jardin des Sculptures du Musée des Beaux-Arts à l'occasion de la Nuit étudiante qui se déroulera le 28 mars 2019 ..... **p 0077**

Décision (N° SA 100.19 / Actions économiques 01.2019) en date du 13 mars 2019 autorisant le Président à adhérer à l'association Cellule Economique Régionale de la Construction de Normandie ..... **p 0085**

Décision (N° Finances 80.19) en date du 14 mars 2019 modifiant la nature des dépenses à payer de la Régie d'avances de menues dépenses et de recettes ..... **p 0087**

Décision (N° SA 104.19 / CULTURE 2019) en date du 14 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention à intervenir avec la Communauté de communes Lyons Andelle pour le prêt de matériels techniques lors de l'organisation de manifestations culturelles ..... **p 0091**

Décision (N° SA 105.19 / Culture 2019) en date du 14 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention à intervenir avec l'Institut d'Education Motrice COLETTE YVER pour la mise à disposition gracieuse de lieux dans le cadre du festival SPRING qui se déroulera du 1er mars au 5 avril 2019 ..... **p 0093**

Décision (N° SA 115.19 / DIMG/SI/MLB/03.2019/552) en date du 14 mars 2019 autorisant la résiliation anticipée, à compter du 31 mars 2019, du bail dérogatoire intervenu avec la société MOOSH pour la location d'un atelier du bâtiment Seine Creapolis Sud à Petit-Couronne ..... **p 0097**

Décision (N° SA 116.19 / DIMG/SI/MLB/03.2019/553) en date du 14 mars 2019 autorisant la résiliation anticipée, à compter du 31 mars 2019, du bail dérogatoire intervenu avec la société NOMEN'K pour la location d'un atelier du bâtiment Seine Creapolis Sud à Petit-Couronne ..... **p 0101**

Décision (N° SA 184.19 / Musée) en date du 14 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec la Direction des Archives Départementales de la Seine-Maritime pour l'emprunt d'une œuvre appartenant au Musée des Antiquités – Exposition intitulée « Les princes de Monaco en Normandie : des Estouteville aux Grimaldi » organisée au Pôle culturel Grammont du 13 septembre au 14 décembre 2019 ..... **p 0105**

Décision (N° SA 186.19 / Musée) en date du 18 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec le Département de la Seine-Maritime pour l'emprunt de documents – Exposition intitulée « Braque, Miro, Calder, Nelson. Varengeville, un atelier sur la falaise » organisée au Musée des Beaux-Arts du 5 avril au 2 septembre 2019 ..... **p 0111**

Décision (N° SA 180.19 / Musée) en date du 19 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec le Centre Pompidou pour l'emprunt d'œuvres – Exposition intitulée « Braque, Miro, Calder, Nelson… Une constellation d'artistes à Varengeville-sur-Mer » organisée au Musée des Beaux-Arts du 5 avril au 2 septembre 2019 ..... **p 0115**

Décision (N° Finances 86.19) en date du 20 mars 2019 modifiant la nature des dépenses à payer de la Régie d'avances pour la mise en place de publications sur les réseaux sociaux et pour les acquisitions de polices, d'images et de photos sur internet ..... **p 0127**

Décision (N° SA 117.19 / DIMG/SI/MLB/03.2019/554) en date du 20 mars 2019 autorisant le Président à signer le bail commercial à intervenir avec la société BEARSTUDIO, pour la location, d'une durée de 9 ans à compter du 1er avril 2019, de bureaux au 3ème étage du bâtiment Seine Innopolis à Petit-Quevilly ..... **p 0131**

Décision (N° SA 118.19 / DIMG/SI/MLB/03.2019/555) en date du 20 mars 2019 autorisant le Président à signer l'avenant n° 2 au bail commercial intervenu avec la société KEYVEO pour la location, à compter du 1er avril 2019, de bureaux d'une surface totale de 155,12 m² du bâtiment Seine Innopolis à Petit-Quevilly ..... **p 0135**

Décision (N° SA 119.19 / DIMG/SI/MLB/03.2019/556) en date du 20 mars 2019 autorisant le Président à signer le bail dérogatoire à intervenir avec la société HL MARQUAGES, pour la location, d'une durée de 12 mois à compter du 1er avril 2019, d'un bureau au 2ème étage du bâtiment Seine Creapolis Sud à Petit-Couronne..... **p 0139**

Décision (N° SA 120.19 / SUTE/DEE 2019.05) en date du 20 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention à intervenir avec Madame Carole DEBRUYNE-DELATTRE, la ville de Rouen, l'Hôpital Durécu-Lavoisier et l'Amicale Laïque de Darnétal pour la mise à disposition de terrains pour le fauchage et l'écopâturage (n° 0 « côte de Longpaon à Darnétal ») ... **p 0143**

Décision (N° SA 121.19 / SUTE/DEE 2019.06) en date du 20 mars 2019 autorisant le Président à signer l'avenant n° 1 à intervenir avec l'association Au Pré du Bois représentée Madame Cindy ARDEVOL pour la mise à disposition de terrains pour le fauchage et l'écopâturage (n° 1 « Bassin d'orage à La Saussaye » et n° 90 « Hippodrome des Brûlins à Saint-Aubin-lès-Elbeuf ») ..... **p 0147**

Décision (N° SA 122.19 / SUTE/DEE 2019.07) en date du 20 mars 2019 autorisant le Président à signer l'avenant n° 1 à intervenir avec Monsieur Jérémy LAIGUILLON pour la mise à disposition de terrains pour le fauchage et l'écopâturage (n° 28 « Bassin Nord Lotissement de la Maison Blanche à Saint-Paër » et n° 30 « Bassin des Glycines à Saint-Pierre-de-Varengeville »)..... **p 0151**

Décision (N° SA 123.19 / SUTE/DEE 2019.08) en date du 20 mars 2019 autorisant le Président à signer l'avenant n° 1 à intervenir avec Monsieur Eric BREEMERSCH pour la mise à disposition de terrains pour le fauchage et l'écopâturage (n° 73 « Bassin Jacques Brel BR169 aux Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen ») et autorisant le Président à signer la convention d'occupation à intervenir avec Monsieur David COURAGE (n° 25 « Usine de la Chapelle à Saint-Etienne-du-Rouvray) ..... **p 0155**

Décision (N° SA 124.19 / SUTE/DEE 2019.09) en date du 20 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention à intervenir avec Madame Chloë VIALLES pour la mise à disposition de terrains pour le fauchage et l'écopâturage (n° 18 « Bassin St Autin BR154 à La Neuville-Chant-d'Oisel ») ..... **p 0159**

Décision (N° SA 125.19 / SUTE/DEE 2019.11) en date du 20 mars 2019 autorisant le Président à solliciter les aides financières éventuelles auprès de l'ADEME et de la Région Normandie relatives à la réalisation d'audits énergétiques sur les bâtiments publics de la Métropole et de ses communes membres dans le cadre du nouveau marché public qui sera notifié en 2019 ..... **p 0163**

Décision (N° SA 106.19 / Musée 2019) en date du 21 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de mécénat à intervenir avec le CIC Nord-Ouest dans le cadre de l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » ..... **p 0167**

Décision (N° SA 107.19 / Musée 2019) en date du 21 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de mécénat à intervenir avec Peinture & Nuances dans le cadre de l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » ..... **p 0171**

Décision (N° SA 108.19 / Musée 2019) en date du 21 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de mécénat à intervenir avec Little Shop Of Colors dans le cadre de l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises »..... **p 0175**

Décision (N° SA 182.19 / Musée) en date du 21 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec Rory Nelson pour l'emprunt d'une œuvre – Exposition intitulée « Braque, Miro, Calder, une constellation d'artistes à Varengeville-sur-Mer » organisée au Musée des Beaux-Arts du 5 avril au 2 septembre 2019..... **p 0179**

Décision (N° SA 111.19 / DAJ 2019.15) en date du 22 mars 2019 autorisant le Président à défendre les intérêts de la Métropole Rouen Normandie devant le Tribunal Administratif de Rouen dans le cadre de l'affaire de la SAS Cadres blancs afficheurs qui conteste la délibération du Conseil du 12 décembre 2016 sur le Règlement Local de Publicité de Petit-Quevilly ..... **p 0185**

Décision (N° SA 112.19 / DAJ 2019.16) en date du 22 mars 2019 autorisant le Président à défendre les intérêts de la Métropole Rouen Normandie devant le Tribunal Administratif de Rouen dans le cadre de l'affaire de Monsieur Mohamed HAMADA qui conteste la mesure de licenciement et demande l'annulation de l'arrêté correspondant ..... **p 0187**

Décision (N° SA 113.19 / DAJ 2019.18) en date du 22 mars 2019 autorisant le Président à défendre les intérêts de la Métropole Rouen Normandie, à se constituer partie civile et à demander réparation du préjudice subi dans le cadre de l'affaire de Monsieur Mickaël DESOMBRE suite à l'incendie de 5 containers rue Pasteur à Maromme ..... **p 0189**

Décision (N° SA 183.19 / Musée) en date du 25 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public à intervenir avec l'association étudiante Med'international pour l'exploitation d'un bar à « softs » au sein du Muséum d'histoire naturelle de Rouen à l'occasion de la singerie étudiante qui se déroulera les 4 et 5 avril 2019 ..... **p 0191**

Décision (N° SA 126.19 / Musée 2019) en date du 26 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de partenariat à intervenir avec l'Hôtel Littéraire Gustave Flaubert dans le cadre de l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » ..... **p 0199**

Décision (N° SA 127.19 / Musée 2019) en date du 26 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de mécénat à intervenir avec MTCA dans le cadre de l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » ..... **p 0203**

Décision (N° SA 128.19 / DAJ 2019.17) en date du 26 mars 2019 autorisant le Président à défendre les intérêts de la Métropole Rouen Normandie, à se constituer partie civile et à demander réparation du préjudice subi dans le cadre de l'affaire de Monsieur Anthony RIBERPRAY suite à l'endommagement d'un garde-corps par un véhicule en excès de vitesse sur la commune de Belbeuf ..... **p 0207**

Décision (N° SA 129.19 / DIMG/SI/MLB/03.2019/551) en date du 26 mars 2019 autorisant le Président à signer l'avenant n° 2 au bail dérogatoire intervenu avec la société AB2EA pour la location, à compter du 1er avril 2019, de bureaux d'une surface totale de 76 m² du bâtiment Seine Creapolis Sud à Petit-Couronne..... **p 0209**

Décision (N° SA 130.19 / DIMG/SI/MLB/03.2019/557) en date du 26 mars 2019 autorisant la résiliation anticipée, à compter du 11 juin 2019, du bail dérogatoire intervenu avec la société SOMAD AMENAGEMENTS pour la location d'un atelier du bâtiment Seine Creapolis Sud à Petit-Couronne ..... **p 0213**

Décision (N° SA 131.19 / UH/SAF/19.07) en date du 27 mars 2019 autorisant la cession par l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Normandie au Grand Port Maritime de Rouen des parcelles cadastrées section LD n° 48 et 49 au lieudit « Quai de France » (hangar 121) à Rouen dans le cadre du Programme d'Action Foncière ..... **p 0217**

Décision (N° SA 195.19 / Musée) en date du 27 mars 2019 autorisant le Président à signer la convention de prêt à intervenir avec le Musée national Picasso-Paris pour l'emprunt d'une œuvre – Exposition intitulée « Braque, Miro, Calder, une constellation d'artistes à Varengeville-sur-Mer » organisée au Musée des Beaux-Arts du 5 avril au 2 septembre 2019 ..... **p 0219**

Décision (N° SA 140.19 / DIMG/SI/MLB/03.2019/558) en date du 29 mars 2019 autorisant la résiliation anticipée et amiable, à compter du 28 août 2019, du bail dérogatoire intervenu avec la société GILLES FROIDURE pour la location d'un local du bâtiment Seine Creapolis à Déville-lès-Rouen ..... **p 0235**

ARRETES DU PRESIDENT

Arrêté de Voirie (N° SA 19.137 / MRN/PPAC/2019.2) en date du 1er mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AC 354 sise rue Frédéric Lemaître / route de Duclair à Maromme à la demande de GE360 pour la commune ..... **p 0239**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.120 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.55) en date du 4 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section ND 85 et 86 sise 130 boulevard de l'Europe et rue Blaise Pascal à Rouen à la demande de l'Office notarial du Mesnil-Esnard pour YVONNET / PERGAMENCHTIKOV ..... **p 0241**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.121 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.111) en date du 4 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section ND 105 sise boulevard de l'Europe et rue des Murs Saint Yon à Rouen à la demande de GEODIS pour la ville de Rouen ..... **p 0245**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.122 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.58) en date du 5 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section IL 185, 334 et 338 sise 56 rue Dufay à Rouen à la demande de Maître François-Xavier LEPESQUEUR pour VOREUX / OLIVIER ..... **p 0249**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.123 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.60) en date du 5 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AR 125 sise 8 rue Henry Barbet à Rouen à la demande de Maître Benoît MULLER pour AUBRY / WETZEL ..... **p 0253**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.124 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.61) en date du 5 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section CV 205 sise 20 rue Sainte Catherine à Rouen à la demande de Maître François-Xavier LEPESQUEUR pour la SCI BEDSONE / ROUSSEAU ..... **p 0257**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.125 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.62) en date du 5 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section KO 41 sise rues Charles Besselièvre, du Loup et chemin des Maraîchers à Rouen à la demande de l'Office notarial du Neubourg pour AGIER / CZYZ / RIDEL .... **p 0261**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.126 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.110) en date du 5 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AM 319 (partielle) sise rue Henri Vermont à Rouen à la demande de GE360 pour M. Mme BONAVITA..... **p 0265**

Arrêté (N° SA 19.138 / PP2S/19.004) en date du 5 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de création de réseau télécom route des Essarts RD 13 sur la commune d'Oissel à la demande de la SAS GRTP pour le compte d'Orange..... **p 0269**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.127 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.63) en date du 6 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LA 334 sise 14 rue du Lieu de Santé à Rouen à la demande de Maître Franck FASSIER pour CALAS / MOREL ..... **p 0273**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.128 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.64) en date du 6 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section MS 337 sise 3 rue Césaire Levillain, boulevard de l'Europe et rue Pierre Renaudel à Rouen à la demande de Maître Isabelle LEROY pour CARRASSET / MAURIN ..... **p 0277**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.129 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.65) en date du 6 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LA 312 et 313 sise 6 rue Stanislas Girardin et impasse du Renard à Rouen à la demande de Maître Catherine GUILLARD pour POULIQUEN / FLACK ..... **p 0281**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.151 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.68) en date du 6 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section BE 280 sise 53 à 65 place du Vieux Marché, rue de Florence, rue Cauchoise et rue de Crosne à Rouen à la demande de Maître Christine LAMY pour Michel BEHR ..... **p 0285**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.152 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.69) en date du 6 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section MK 76 et 142 sise 4 esplanade du Champ de Mars et boulevard Gambetta à Rouen à la demande de Maître Anne-Cécile DEMARES pour Pascal LESNE..... **p 0289**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.153 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.70) en date du 6 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section IL 298, 394 et 396 sise 229-231 rue Louis Blanc à Rouen à la demande de Maître Charles Patrice LECONTE pour DOHERTY / PETIT-ROUSSEL..... **p 0293**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.154 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.71) en date du 6 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section CV 375 sise 5 rue de Vaucouleurs à Rouen à la demande de Maître Charles Patrice LECONTE pour BELLALOUM / TILLOT..... **p 0297**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.155 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.72) en date du 6 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section CV 277 sise 64 rue Louis Bouilhet, rue Sainte Marguerite et rue du docteur Léonard à Rouen à la demande du cabinet LECHENE & ASSOCIES SARL de GEOMETRE EXPERTS pour les consorts BAS..... **p 0301**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.156 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.73) en date du 6 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section ZE 35, 36 et 158 sise 1 rue Saint Lô, rue Poterne, rue Socrate et rue Fossés Louis VIII à Rouen à la demande de Maître Jean-Baptiste AUBLE pour HENRY / SCI HFX..... **p 0305**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.157 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.75) en date du 6 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AM 161 sise 134 rue du Renard et rue Chasselièvre à Rouen à la demande de Maître Vincent PRADO pour les consorts GAILLAND – Marie-Christine ROBIAL..... **p 0309**

Arrêté (N° SA 19.158 / PP2S/19.006) en date du 6 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de création de réseau télécom route des Essarts RD 13 sur la commune d'Oissel à la demande de la SAS GRTP pour le compte d'Orange..... **p 0313**

Arrêté (N° SA 19.139 / PPAC/19.025) en date du 7 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de fouille sous accotement pour branchement ENEDIS route du Trait sur la commune de Sainte-Marguerite-sur-Duclair à la demande de l'entreprise AVENEL ..... **p 0317**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.167 / DEPN/SVMU/CCEP/AF 2019-05) en date du 7 mars 2019 portant permission de voirie accordée à ORANGE pour l'occupation du domaine public routier sis rue Nétien à Rouen aux fins d'installer un réseau de télécommunication ..... **p 0321**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.140 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.74) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section MW 260 sise 2 rue Jacques Fouray, rue de la Varande et rue Pavée à Rouen à la demande de Maître Benoît MULLER pour MALOUITRE / SCI KARKOUBI.... **p 0327**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.141 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.76) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LX 65 sise 2 place Pilavoine à Rouen à la demande de l'Office notarial Boos pour RIOU / PITHON ..... **p 0331**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.142 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.80) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section MS 337 sise 26 boulevard de l'Europe, rue Pierre Renaudel et rue Césaire Levillain à Rouen à la demande de Maître Bastien BLANCHET pour DEQUEKER / VALLEE ..... **p 0335**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.143 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.81) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section BE 415 sise 50 bis rue de Fontenelle et rue du Cercle à Rouen à la demande de Maître Jean PIROTAS pour BENZERROUG / HEIDELBACH ..... **p 0339**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.144 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.82) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LO 117, 118 et 119 sise 4, 6 et 8 rue Orbe à Rouen à la demande du cabinet LECHENE & ASSOCIES SARL de GEOMETRES EXPERTS pour M. et M^{me} PEYRE ..... **p 0343**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.145 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.83) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LS 67 sise rue Saint Vivien à Rouen à la demande du cabinet LECHENE & ASSOCIES SARL de GEOMETRES EXPERTS pour M. et M^{me} PEYRE..... **p 0347**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.146 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.84) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section DX 32 sise 162 rue de Grieu à Rouen à la demande de Maître Eric HUTEREAU pour M. LAKHAL ..... **p 0351**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.147 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.85) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section BH 216 sise 20 rue Dinanderie à Rouen à la demande de Maître Fabrice CHARTREL pour ANGUE ..... **p 0355**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.148 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.88) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section KW 246 sise 118 rue de Constantine à Rouen à la demande de Maître Pierre BOSGIRAUD pour HORIZON NORMANDIE / SCI BP01 ROUEN ..... **p 0359**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.149 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.89) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section KW 132, 133 et 124 sise 67-71-85 rue Jean Ango à Rouen à la demande de Maître Pierre BOSGIRAUD pour la SCI BRUN / SCI BP01 ROUEN..... **p 0363**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.159 / MRN/PPAC/2019.7) en date du 11 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AV 32 et 85 sise avenue du Mont aux Malades et rue de la Croix Vaubois à Mont-Saint-Aignan à la demande de GEODIS pour l'EPFN..... **p 0367**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.160 / MRN/PPAC/2019.8) en date du 12 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AE 169, 170, 171 et 187 sise 323 rue des Longs Vallons à Notre-Dame-de-Bondeville à la demande de GEOMEXPERT pour NEXITY ..... **p 0369**

Arrêté (N° SA 19.168 / PP2S/007) en date du 12 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de réparation d'un réseau de télécommunication boulevard industriel RD 18^{EG} sur la commune de Sotteville-lès-Rouen à la demande de la société SMT ..... **p 0373**

Arrêté (N° SA 19.169 / PPAC/19.024) en date du 13 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de pose d'écrans de protection grillagés sur la zone de falaise de la Chaise de Gargentua route du bord de Seine RD 982 sur la commune de Saint-Pierre-de-Varengeville à la demande de l'entreprise OUEST ACCRO..... **p 0377**

Arrêté (N° SA 19.170 / PPAC/19.026) en date du 13 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux d'extension du réseau d'assainissement route du Bois Ricard RD 267 sur la commune de Malaunay à la demande de l'entreprise SOGEA NORD OUEST TP ..... **p 0381**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.161 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2018.636) en date du 14 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section MY 73, 84, 105, 85 et 18 sise 160/162 rue Saint Sever et 25 à 33 rue de la Pie aux Anglais à Rouen à la demande de l'Office notarial GESTIN-LEGALL-NICOLAS pour la SCI ROUENNAISE du 160 rue Saint Sever..... **p 0385**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.162 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.29) en date du 14 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section KX 197 sise 14 passage de Constantine à Rouen à la demande de l'Office notarial de CAILLY pour les consorts DANET / LAFARGE..... **p 0389**

Arrêté (N° SA 19.171 / PPAC/19.027) en date du 14 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux d'aménagement d'une voie verte sur l'ancienne emprise SNCF entre Le Trait et Duclair sur les communes du Trait, Duclair et Yainville à la demande de l'entreprise EIFFAGE ROUTE OUEST pour le compte de la Métropole Rouen Normandie ..... **p 0393**

Arrêté (N° SA 19.172 / PPAC/19.029) en date du 14 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de réfections des maçonneries de l'ouvrage d'art SNCF supportant la voie verte route de Yainville RD 20 sur la commune de Yainville à la demande de l'entreprise NGE GC NORMANDIE..... **p 0397**

Arrêté (N° Jeunesse 19.108) en date du 19 mars 2019 fixant, pour l'exercice budgétaire 2019, la dotation globale de financement à 669 500 € pour les recettes et dépenses prévisionnelles du service de prévention spécialisée de l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (APRE) ..... **p 0401**

Arrêté (N° Jeunesse 19.109) en date du 19 mars 2019 fixant, pour l'exercice budgétaire 2019, la dotation globale de financement à 634 600 € pour les recettes et dépenses prévisionnelles du service de prévention spécialisée de l'Association Rouennaise d'Education de la Jeunesse (AREJ) ..... **p 0405**

Arrêté (N° Jeunesse 19.111) en date du 19 mars 2019 fixant, pour l'exercice budgétaire 2019, la dotation globale de financement à 444 600 € pour les recettes et dépenses prévisionnelles du service de prévention spécialisée du Comité d'Action et de Promotion Sociales (CAPS) ..... **p 0409**

Arrêté (N° Jeunesse 19.150) en date du 19 mars 2019 constituant le jury intermédiaire pour le concours d'éloquence ..... **p 0413**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.163 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.40) en date du 19 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section DO 96 sise 2 avenue des Quatre Cantons à Rouen à la demande de l'Office notarial Boos pour PEREIRA / NATAF ..... **p 0417**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.164 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.41) en date du 19 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section DO 96 sise 2 avenue des Quatre Cantons à Rouen à la demande de l'Office notarial DAUPHINE pour WYNANTS / FONTANA ..... **p 0421**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.165 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.78) en date du 19 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AM 256 sise 193 rue du Renard et impasse Saint Filleul à Rouen à la demande de Maître Fabrice CHARTREL pour GARNIER ..... **p 0425**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.166 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.79) en date du 19 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section DK 8 sise 27 rue des Jardins à Rouen à la demande de Maître Fabrice CHARTREL pour le dossier HUE ..... **p 0429**

Arrêté (N° SA 19.187 / PP2S) en date du 19 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de réparation d'un poteau d'incendie boulevard industriel RD 18^{EG} sur la commune de Sotteville-lès-Rouen à la demande de la société REB NORMANDIE pour le compte d'EAUX DE NORMANDIE .... **p 0433**

Arrêté (N° SA 19.258 / PPPR/19.019) en date du 19 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de fibre optique RD 95 sur la commune de Saint-Aubin-Celloville à la demande de l'entreprise ICART ..... **p 0437**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.173 / MRN/PPAC/2019.9) en date du 20 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section ZE 97 sise La Rouillerie à Epinay-sur-Duclair à la demande de FERET HEBBERT pour M. et M^{me} Gérard BUREL ..... **p 0441**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.174 / MRN/PPAC/2019.10) en date du 20 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section ZE 17 et 95 sise La Rouillerie à Epinay-sur-Duclair à la demande de FERET HEBBERT pour M. et M^{me} Gérard BUREL ..... **p 0445**

Arrêté (N° SA 19.175 / PPAC/19.032) en date du 20 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement lors des travaux d'entretien assainissement ponctuels ou urgents dans les sections hors agglomération pour l'année 2019 sur la commune de Canteleu ..... **p 0449**

Arrêté (N° SA 19.176 / PPAC/19.033) en date du 20 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement lors des travaux d'entretien assainissement ponctuels ou urgents dans les sections hors agglomération pour l'année 2019 sur la commune de Déville-lès-Rouen..... **p 0453**

Arrêté (N° SA 19.177 / PPAC/19.034) en date du 20 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement lors des travaux d'entretien assainissement ponctuels ou urgents dans les sections hors agglomération pour l'année 2019 sur la commune du Houlme ..... **p 0457**

Arrêté (N° SA 19.178 / PPAC/19.035) en date du 20 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement lors des travaux d'entretien assainissement ponctuels ou urgents dans les sections hors agglomération pour l'année 2019 sur la commune de Malaunay ..... **p 0461**

Arrêté (N° SA 19.179 / PPAC/19.036) en date du 20 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement lors des travaux d'entretien assainissement ponctuels ou urgents dans les sections hors agglomération pour l'année 2019 sur la commune de Maromme ..... **p 0465**

Arrêté (N° SA 19.180 / PPAC/19.037) en date du 20 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement lors des travaux d'entretien assainissement ponctuels ou urgents dans les sections hors agglomération pour l'année 2019 sur la commune de Mont-Saint-Aignan ..... **p 0469**

Arrêté (N° SA 19.181 / PPAC/19.038) en date du 20 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement lors des travaux d'entretien assainissement ponctuels ou urgents dans les sections hors agglomération pour l'année 2019 sur la commune de Notre-Dame-de-Bondeville ..... **p 0473**

Arrêté (N° SA 19.188 / PP2S/19.009) en date du 20 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de réparation du dispositif de retenu béton giratoire des Colonnes RD 18^{E} et route des Essarts RD 13 sur la commune d'Oissel à la demande de la société AGILIS ..... **p 0477**

Arrêté (N° SA 19.189 / PP2S/19.010) en date du 20 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de sondage et diagnostique de chaussée route des Essarts RD 13 et RD 13A sur la commune d'Oissel à la demande de la société HYDROGEOTECHNIQUE pour le compte de la Métropole Rouen Normandie ..... **p 0481**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.200 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.115) en date du 20 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section CM 172 et 119 sise 62 rue Verte et rue Rolland Leroux à Rouen à la demande de l'Office notarial de la demi-lune pour SC PREVOST ..... **p 0485**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.201 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.118) en date du 20 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section NC 164 et 165 sise 24 rue des Murs St Yon et rue du Terrain à Rouen à la demande de l'Office notarial de la demi-lune pour la Chambre des Métiers / ERDEN PATRIMOINE ..... **p 0489**

Arrêté (N° SA 19.182 / PPPR/19.013) en date du 21 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de voirie, pose de bordures et caniveaux et réfection de chaussée en enrobés route de la Gare RD 61 sur la commune de Fontaine-sous-Préaux à la demande de l'entreprise HAVE SOMACO ..... **p 0493**

Arrêté (N° SA 19.185 / PPAC/19.030) en date du 21 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors de l'opération « forêt propre » sur la chaussée de la RD 121 sur les communes d'Houppeville et Mont-Saint-Aignan à la demande de la Direction de l'Environnement de la Métropole Rouen Normandie .... **p 0497**

Arrêté (N° SA 19.186 / PPAC/19.031) en date du 21 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors de l'opération « forêt propre » sur la chaussée de la RD 367 sur les communes de Quevillon et Canteleu à la demande de la Direction de l'Environnement de la Métropole Rouen Normandie..... **p 0501**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.202 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019.25) en date du 21 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section BI 130, 291 et 301 sise 51 rue de la République et 3 passage St Amand à Rouen à la demande de l'Office notarial de la demi-lune pour DOUDET / BERTA ..... **p 0505**

Arrêté (N° SA 19.184 / Dev. Eco. 02.2019) en date du 25 mars 2019 désignant Monsieur Guy PESSIOT en tant que représentant de la Métropole Rouen Normandie appelé à siéger au sein du Conseil d'Administration de l'Ecole Nationale Supérieure de l'Architecture de Normandie (ENSA) (abroge l'arrêté 19.118) ..... **p 0509**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.190 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.95) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section CL 16 sise 97 rue du Champ des Oiseaux et 1 rue du Clos Thirel à Rouen à la demande de Maître Benoît LEGRAND pour GARCIA / DELAHAYE..... **p 0513**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.191 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.96) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LS 121 sise 25 rue Ambroise Fleury, rue Géricault et rue Adrien Pasquier à Rouen à la demande de Maître Benoît MULLER pour CAVILLON / TREFOUEL ..... **p 0517**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.192 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.97) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section CE 120 sise 31 rue Saint Patrice à Rouen à la demande de Maître Sandra CAUDRON-OSTRIVIDOW pour M. SOHIER / M. M^{me} MUGAT ..... **p 0521**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.193 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.98) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section DV 201 sise 13 rue César Franck à Rouen à la demande de Maître Caroline LEROY-DUDONNE pour M^{me} Véronique LEFAUX ..... **p 0525**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.194 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.99) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section CO 60 sise 68 route de Neufchâtel et rue de la Prévoyance à Rouen à la demande de Maître Sandra CAUDRON-OSTRIVIDOW pour Mme PAPIN / Mme ATIOGBE ..... **p 0529**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.195 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.102) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AW 150 sise 33 rue Saint Gervais à Rouen à la demande de Maître Frédéric LECOEUR pour la SCI BAUCHAIN ..... **p 0533**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.196 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.103) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LA 111 sise 22-24-30 rue Stanislas Girardin à Rouen à la demande de Maître Frédéric LECOEUR pour M. et Mme ERMEL ..... **p 0537**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.197 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.104) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LB 154 sise 18 rue Dugay Trouin, rue Georges d'Amboise et rue Flahaut à Rouen à la demande de Maître Jean-Philippe LECONTE pour COSTA / BOUVET ..... **p 0541**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.198 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.105) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section BD 213 sise 10-14 rue André Gide, rue Herbière, rue de la Vicomté et place de la Pucelle à Rouen à la demande de Maître Charles-Edouard BLAISET pour GIORDANI / RAISON ..... **p 0545**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.199 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.106) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section EK 9 sise 85 rue Descroizilles à Rouen à la demande de Maître Frédéric LECOEUR pour M. et Mme VINCKE ..... **p 0549**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.203 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.91) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section NE 224 sise 9 B rue Etienne Delarue à Rouen à la demande de Maître Mathieu LELEU-EPONVILLE pour BARRE / JOUZEL-VATE ..... **p 0553**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.204 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.92) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LN 82 et 144 sise avenue de la Porte des Champs, rue des Capucins et rue Poitron à Rouen à la demande de Maître Bénédicte BODIN-BERTEL pour DAVID / CARROZZO ..... **p 0557**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.205 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.94) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section DL 267 sise 38 rue d'Ornay à Rouen à la demande de Maître Clémence FLEURY pour François DECULTOT ..... **p 0561**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.206 / MRN/PPAC/2019.11) en date du 25 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AO 314 sise 1 A rue Paul Nouel à Malaunay à la demande de GE360 pour la SCI TOURNESOL ..... **p 0565**

Arrêté (N° SA 19.207 / PP2S/19.011) en date du 26 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de réparation du réseau fibré dans la chambre de télécommunication giratoire des Vaches RD 18^{E} sur la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray à la demande de la société ICART pour le compte de la société FREE ..... **p 0567**

Arrêté (N° SA 19.208 / PPAC/19.039) en date du 27 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de réparation des joints de chaussée côte de Canteleu (pont du Belvédère) RD 982 sur la commune de Canteleu à la demande de l'entreprise FREYSSINET ..... **p 0571**

Arrêté (N° SA 19.209 / PPAC/19.040) en date du 27 mars 2019 portant réglementation temporaire de la circulation lors des travaux de création d'un hydrant route du Hamel sur la commune de Sainte-Marguerite-sur-Duclair à la demande de l'entreprise REB NORMANDIE ..... **p 0575**

Arrêté (N° SA 19.210 / DAJ 03.19) en date du 27 mars 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Christian LONGUEMARE, Directeur de la Régie publique de l'énergie calorifique (abroge l'arrêté DAJ 01.18) ..... **p 0579**

Arrêté (N° Jeunesse 19.107) en date du 28 mars 2019 fixant, pour l'exercice budgétaire 2019, la dotation globale de financement à 165 000 € pour les recettes et dépenses prévisionnelles du service de prévention spécialisée de l'Association de Prévention de l'Est de Rouen (APER) ..... **p 0583**

Arrêté (N° Jeunesse 19.110) en date du 28 mars 2019 fixant, pour l'exercice budgétaire 2019, la dotation globale de financement à 267 800 € pour les recettes et dépenses prévisionnelles du service de prévention spécialisée de l'Association Stéphanaise de Prévention Individuelle et Collective (ASPIC) ..... **p 0587**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.213 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.108) en date du 28 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LA 229 sise 34 rue de Buffon et rue du Contrat Social à Rouen à la demande de Maître Guillaume GRENET pour l'EURL AMBRE ..... **p 0591**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.214 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.109) en date du 28 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section BE 182 sise 15 rue Etoupée à Rouen à la demande de Maître Catherine BERTHEMET pour les consorts HENNION / LAURENT ..... **p 0595**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.215 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.112) en date du 28 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AW 117 sise 60 rue Saint Gervais à Rouen à la demande de Maître Frédéric LECOEUR pour M. BOURDON ..... **p 0599**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.216 / MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019.113) en date du 28 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section LA 181 sise 20 rue du Lieu de Santé à Rouen à la demande de Maître Frédéric MAURER pour la SCI LEUCAT ..... **p 0603**

Arrêté de Voirie (N° SA 19.217 / MRN/PPAC/2019.12) en date du 28 mars 2019 portant alignement en bordure de la voie communale cadastrée section AV 184 sise quai de la Libération à Duclair à la demande d'EUCLYD EUROTOP pour l'indivision DOHYAMBOURE ..... **p 0607**

DECISIONS DU PRESIDENT

DEPMD/52.19

Affiché le :
21 MARS 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

Métropole Rouen Normandie

DECISION DU PRESIDENT

Adhésion à l'association ATEC ITS France

Désignation des représentants de la Métropole

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil de la Métropole Rouen Normandie au Président, par délibération en date du 12 mars 2018,

Rappelle :

Que l'association ATEC ITS France, favorise les échanges et les expériences entre les professionnels de la mobilité (entreprises, acteurs publics, recherche, monde académique),

Que, par son action, elle promeut l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les transports,

Que l'adhésion à cette association permettra à la Métropole d'intégrer le réseau des acteurs de la mobilité intelligente, d'être informée en continu et de bénéficier d'une veille active sur la mobilité intelligente et ses mutations techniques, technologiques, comportementales, sociétales, de gagner en visibilité en participant comme intervenant ou pilote aux activités du réseau ATEC ITS France, et de bénéficier d'un accompagnement pour faire émerger ses projets et les déployer,

Que le montant de la cotisation de l'année 2019 sera de 770,50 € TTC,

Décide :

- d'autoriser l'adhésion de la Métropole à l'association ATEC ITS France,

- de désigner Mme Catherine Goniot et M Aurélien Cagnard représentants de la Métropole auprès de l'association ATEC ITS France,

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à

- Monsieur le Préfet de la Seine Maritime,

Fait à Rouen, le 01 MARS 2019

LE PRESIDENT,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	19 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Adhésion à l'association ATEC ITS France – Désignation des représentants de la Métropole	Décision DEPMD/52.19 du 01/03/19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
26 MARS 2019
PREFECTURE

DIMG/SAMT/LT/02.2019/1
SA 152-19

métropole
ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Affiché le
16 AVR. 2019

Parc de véhicules de la Métropole
Cession, mise au rebut

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil de la Métropole au Président, par délibération en date du 12 mars 2018,

Rappelle :

↳ Qu'il y a lieu de procéder à l'aliénation ou à la mise au rebut des véhicules devenus obsolètes,

Décide :

⏩ D'autoriser la cession des véhicules suivants, qui seront mis aux enchères par Maître GUIGNARD ou Maître HEDIER-ROUZET, commissaires priseurs (VP Auto Rouen) :

Budget Eau

- RENAULT Twingo immatriculé AP-184-FF
- RENAULT Twingo immatriculé AL-867-YS

Les recettes, qui en résulteront, seront inscrites au chapitre 77 du Budget Général.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à

- Monsieur le Préfet de la Seine Maritime,

Fait à Rouen, le 01 MARS 2019

LE PRESIDENT,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
16 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**9 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Parc de véhicules de la Métropole – Cession, mise au rebut	Décision DIMG/SAMT/LT/03.2019/1 du 08/03/2019 SA 151.19	
Parc de véhicules de la Métropole – Cession, mise au rebut	Décision DIMG/SAMT/LT/02.2019/1 du 01/03/2019 SA 152.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

12 AVR. 2019
PREFECTURE

Finances n° 70.19

Affiché le : 19 MARS 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

LA METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Administration Générale : Modification des modes de règlements pour la régie d'avances pour la gestion du fonds d'aide aux jeunes (F.A.J) Elbeuf.

Le Président de la Métropole,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-10,

Vu, le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu, le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, les articles R1617-1 à R1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu, l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant de cautionnement imposé à ces agents,

Vu, la délégation de pouvoirs consentis par le Conseil de la Métropole au Président par délibération du 12 mars 2018,

Vu, la délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie en date du 12 décembre 2016 adoptant la convention de transfert entre le Département de la Seine-Maritime et la Métropole Rouen Normandie,

Vu, la délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie en date du 12 décembre 2016 adoptant le règlement du fonds d'aide aux jeunes en difficultés,

Vu, la délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie en date du 12 mars 2018 modifiant le règlement du fonds d'aide aux jeunes en difficultés,

Vu, la décision du Président n° 413.16 du 13 décembre 2016 portant création de la régie d'avances pour la gestion du fonds d'aide aux jeunes (F.A.J) ELBEUF,

Vu, l'avis conforme du comptable public assignataire en date du .... 25 FEV. 2019

Rappelle :

⇨ qu'il convient de modifier la régie d'avances, à compter du 1er janvier 2019, pour permettre d'effectuer les versements des aides octroyées dans le cadre du fonds d'aides aux jeunes (F.A.J) ELBEUF, par l'intermédiaire d'une carte bancaire et de virement.

Décide :

⇨ de modifier la régie d'avances comme suit :

Article 4 : Les dépenses citées à l'article 3, dont le montant maximum s'élève à 1 500 €, seront payées par chèque, par carte bancaire et par virements.

Les autres articles de la décision du Président n° 413.16 du 13 décembre 2016 demeurent inchangés.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine-Maritime
- Monsieur le Comptable Public
- Messieurs les régisseurs

Fait à Rouen, le - 4 MARS 2019

LE PRESIDENT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	5 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Administration Générale – Modification des modes de règlements pour la régie d'avances pour la gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) Elbeuf.	Décision Finances n° 70.19 du 04/03/19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
12 MARS 2019
PREFECTURE

métropole
ROUENNORMANDIE

Réf : DIMG/SI/MLB/02.2019/548
SA 93_19

Affiché le :
21 MARS 2019

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

PETIT-COURONNE
SEINE CREAPOLIS SUD
Immeuble 1690 Aristide Briand
Bail METROPOLE ROUEN NORMANDIE / Sté O.E.S.I. :
Prorogation durée
Avenant n° 2 : Autorisation de signature

Le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Vu le bail dérogatoire METROPOLE ROUEN NORMNADIE/OUEST EUROPE SECURITE INCENDIE en date du 16 octobre 2018 et de son avenant du 20 novembre 2018,

Rappelle :

↳ Que dans le cadre du transfert de la compétence « Développement Economique » de la commune de Petit-Couronne vers la METROPOLE ROUEN NORMANDIE au 1er janvier 2015, la Métropole dispose d'un ensemble immobilier dénommé SEINE CREAPOLIS SUD sis à PETIT-COURONNE (76650),

↳ Que la société OUEST EUROPE SECURITE INCENDIE (O.E.S.I.) loue des locaux dans le bâtiment situé 1690 rue Aristide Briand aux termes d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux en date du 16 octobre 2018,

↳ Qu'au terme dudit bail, la durée de la location a été prorogée par avenant en date du 20 novembre 2018, pour une durée de 4 mois à compter du 1er octobre 2018,

↳ Que ledit bail arrivant à échéance au 31 janvier 2019, la société OUEST EUROPOE SECURITE INCENDIE (O.E.S.I.) a manifesté le souhait de prolonger à nouveau la durée dudit bail,

↳ Que compte-tenu de la situation judiciaire en cours de la société (procédure de redressement judiciaire prononcée par le Tribunal de Commerce en date du 24 juillet 2018 avec poursuite de l'activité), un accord est intervenu afin de proroger la durée dudit bail pour une durée de 2 mois à compter du 1er février 2019,

Décide :

⏩ D'autoriser la prorogation de la durée du bail dérogatoire au statut des baux commerciaux en date du 16 octobre 2018 pour une durée de 2 mois à compter du 1er février 2019,

⏩ D'autoriser la signature de l'avenant correspondant ainsi que de tout autre document se rapportant à cette affaire.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 04 MARS 2019

LE PRÉSIDENT,

métropole ROUEN NORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**13 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Déville-lès-Rouen – Seine-Créapolis – Bail dérogatoire Société PINKPEPPER – Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/02.2019/546 du 27/02/2019 SA 90-19	
Rouen – Rue Croix d'Yonville – Parcelles KV n° 194 et 195 – Convention d'occupation temporaire C.SAM	Décision DIMG/JL/02.19/547 du 28/02/2019 SA 91.19	
Boos – ZAE Aéroport de Boos – Parcelles section AN n° 1, 6, 8, 9 et 10 – Contrat de prêt à usage de terres agricoles en l'attente d'aménagement Métropole Rouen Normandie/M. Pierre-Charles GRISEL	Décision DIMG/SI/JL/02.2019/545 du 28/02/2019 SA 92.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Immeuble 1690 Aristide Briand – Bail Métropole Rouen Normandie/Sté O.E.S.I : Prorogation durée – Avenant n° 2 : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/02.2019/548 du 04/03/2019 SA 93.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET ~~DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE~~ :

BUREAU DU COURRIER
15 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

EPMD –CIAE n° 04.19
SA 95.19

Affiché le :
20 MARS 2019

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Espaces publics et Mobilité Durable
Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux
Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen
Dossier de la SAS OPTIQUE LEMARCHAND

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L. 5211-9, L. 5217-1 et L. 5217-2,

Vu le Code Civil, notamment ses articles 2044 et 2052,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu la délibération du Conseil en date du 15 décembre 2015 instituant une Commission d'Indemnisation des Activités Economiques permanente,

Vu la délibération du Bureau en date du 18 décembre 2017 désignant les travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen comme ouvrant la possibilité d'une indemnisation amiable pour les activités économiques riveraines,

Vu la délibération du Conseil en date du 17 décembre 2018 adoptant le budget primitif de l'exercice 2019,

Vu l'avis de la Commission d'Indemnisation des Activités Economiques du 13 février 2019,

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation au Président,

Vu l'arrêté du Président du 25 octobre 2017 donnant délégation au Conseiller délégué,

Rappelle :

↳ que par délibération du 15 décembre 2015, la Métropole a mis en place avec un caractère permanent une Commission d'Indemnisation des Activités Economiques riveraines de grands chantiers métropolitains réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage,

Métropole Rouen Normandie
Le 108
108 allée François Mitterrand
CS 50589
76006 ROUEN CEDEX

Tél. 02 35 52 68 10 • Fax 02 35 52 68 59
www.metropole-rouen-normandie.fr

.../...

↳ qu'elle a décidé, par délibération en date du 17 décembre 2018, que les travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen pourraient ouvrir la possibilité d'une indemnisation amiable éventuelle pour les activités économiques riveraines,

↳ que, dans ce cadre, la SAS OPTIQUE LEMARCHAND, représentée par Monsieur Eric LEMARCHAND, Commerce de détail d'optique « VISION PLUS », 26 place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen (76300), a déposé un dossier de demande d'indemnisation le 20 décembre 2018,

↳ que l'ensemble des pièces composant ce dossier a été examiné par la Commission d'Indemnisation des Activités Economiques lors de sa séance du 13 février 2019,

↳ que la SAS OPTIQUE LEMARCHAND se plaint de travaux intervenus à partir du mois de novembre 2018 et, toujours en cours à la date de la présente décision,

↳ qu'eu égard à la nature des travaux effectués, à leur durée, ainsi qu'aux documents retraçant l'évolution du chiffre d'affaires, une indemnisation de 3.200 € pour la période allant du début des travaux au mois de novembre 2018 apparaît justifiée,

↳ qu'il convient de conclure un protocole transactionnel par lequel la SAS OPTIQUE LEMARCHAND s'engage à renoncer à toute action, prétention et à tout recours à l'encontre de la Métropole relatifs aux mêmes faits et se désiste de toute instance ou action en cours engagée contre celle-ci,

Décide :

⏩ d'approuver les termes du protocole transactionnel à intervenir avec la SAS OPTIQUE LEMARCHAND

⏩ d'habiliter le Président à signer le protocole à intervenir,

et

⏩ de verser à la SAS OPTIQUE LEMARCHAND une indemnité d'un montant de 3.200 € (trois mille deux cents euros) pour la période allant du début des travaux au mois de novembre 2018.

La dépense sera imputée sur le chapitre 65 du budget principal de la Métropole.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

➢ Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime.

Fait à ROUEN, le 05 MARS 2019

Pour le Président et par délégation,
Le Conseiller métropolitain délégué,

métropole
ROUENNORMANDIE

Alain OVIDE

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen - 53, avenue Gustave Flaubert – BP 500 – 76005 ROUEN CEDEX – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**13 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen – Dossier de la SAS SHAKTIPAT	Décision EPMD-CIAE n° 03.19 du 27/02/2019 SA 94.19	
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen – Dossier de la SAS OPTIQUE LEMARCHAND	Décision EPMD-CIAE n° 04.19 du 05/03/2019 SA 95.19	
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen – Dossier de la SAS DEMEME BOUCHERIE GARIBALDI	Décision EPMD-CIAE n° 05.19 du 05/03/2019 SA 96.19	
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réalisation de la ligne T4 – Dossier de la SAS FOOD STATION 76	Décision EPMD-CIAE n° 06.19 du05/03/2019 SA 97.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
15 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

EPMD –CIAE n° 05 .19
SA 96. 19

Affiché le :
20 MARS 2019

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Espaces publics et Mobilité Durable
Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux
Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen
Dossier de la SAS DEMEME BOUCHERIE GARIBALDI

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L. 5211-9, L. 5217-1 et L. 5217-2,

Vu le Code Civil, notamment ses articles 2044 et 2052,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu la délibération du Conseil en date du 15 décembre 2015 instituant une Commission d'Indemnisation des Activités Economiques permanente,

Vu la délibération du Bureau en date du 18 décembre 2017 désignant les travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen comme ouvrant la possibilité d'une indemnisation amiable pour les activités économiques riveraines,

Vu la délibération du Conseil en date du 17 décembre 2018 adoptant le budget primitif de l'exercice 2019,

Vu l'avis de la Commission d'Indemnisation des Activités Economiques du 13 février 2019,

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation au Président,

Vu l'arrêté du Président du 25 octobre 2017 donnant délégation au Conseiller délégué,

Rappelle :

↳ que par délibération du 15 décembre 2015, la Métropole a mis en place avec un caractère permanent une Commission d'Indemnisation des Activités Economiques riveraines de grands chantiers métropolitains réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage,

Métropole Rouen Normandie
Le 108
108 allée François Mitterrand
CS 50589
76006 ROUEN CEDEX

Tél. 02 35 52 68 10 • Fax 02 35 52 68 59
www.metropole-rouen-normandie.fr

.../...

↳ qu'elle a décidé, par délibération du Bureau en date du 17 décembre 2018, que les travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen pourraient ouvrir la possibilité d'une indemnisation amiable éventuelle pour les activités économiques riveraines,

↳ que, dans ce cadre, la SAS DEMEME BOUCHERIE GARIBALDI représentée par Monsieur Monsieur Giovanni DEMEME, Commerce de boucherie, triperie, charcuterie, volailles « BOUCHERIE GARIBALDI », îlot commercial – rue Garibaldi à Sotteville-lès-Rouen (76300) a déposé un dossier de demande d'indemnisation le 31 janvier 2019,

↳ que l'ensemble des pièces composant ce dossier a été examiné par la Commission d'Indemnisation des Activités Economiques lors de sa séance du 13 février 2019,

↳ que la SAS DEMEME BOUCHERIE GARIBALDI se plaint des travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen, que ceux-ci sont intervenus du mois de juillet au mois d'août 2018 devant son commerce,

↳ qu'eu égard à la nature des travaux effectués, à leur durée, ainsi qu'aux documents retraçant l'évolution du chiffre d'affaires, une indemnisation de 2.720 € pour la période des travaux apparaît justifiée,

↳ qu'il convient de conclure un protocole transactionnel par lequel la SAS DEMEME BOUCHERIE GARIBALDI s'engage à renoncer à toute action, prétention et à tout recours à l'encontre de la Métropole relatifs aux mêmes faits et se désiste de toute instance ou action en cours engagée contre celle-ci,

Décide :

⏩ d'approuver les termes du protocole transactionnel à intervenir avec la SAS DEMEME BOUCHERIE GARIBALDI,

⏩ d'habiliter le Président à signer le protocole à intervenir,

et

⏩ de verser à la SAS DEMEME BOUCHERIE GARIBALDI une indemnité d'un montant de 2.720 € (deux mille sept cent vingt euros) pour la durée des travaux.

La dépense sera imputée sur le chapitre 65 du budget principal de la Métropole.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

➢ Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime.

Fait à ROUEN, le 05 MARS 2019

Pour le Président et par délégation,
Le Conseiller métropolitain délégué,

métropole
ROUENNORMANDIE

Alain OVIDE

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen - 53, avenue Gustave Flaubert – BP 500 – 76005 ROUEN CEDEX – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**13 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen – Dossier de la SAS SHAKTIPAT	Décision EPMD-CIAE n° 03.19 du 27/02/2019 SA 94.19	
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen – Dossier de la SAS OPTIQUE LEMARCHAND	Décision EPMD-CIAE n° 04.19 du 05/03/2019 SA 95.19	
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen – Dossier de la SAS DEMEME BOUCHERIE GARIBALDI	Décision EPMD-CIAE n° 05.19 du 05/03/2019 SA 96.19	
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réalisation de la ligne T4 – Dossier de la SAS FOOD STATION 76	Décision EPMD-CIAE n° 06.19 du05/03/2019 SA 97.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole RouenNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
15 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

EPMD –CIAE n° 06.19
SA 97.19

Affiché le :
20 MARS 2019

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Espaces publics et Mobilité Durable
Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux
Travaux de réalisation de la ligne T4
Dossier de la SAS FOOD STATION 76

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L. 5211-9, L. 5217-1 et L. 5217-2,

Vu le Code Civil, notamment ses articles 2044 et 2052,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu la délibération du Conseil en date du 15 décembre 2015 instituant une Commission d'Indemnisation des Activités Economiques permanente,

Vu la délibération du Bureau en date du 29 juin 2016 désignant les travaux de réalisation de la ligne T4 comme ouvrant la possibilité d'une indemnisation amiable pour les activités économiques riveraines,

Vu la délibération du Bureau en date du 16 avril 2018 fixant la date de connaissance acquise du projet T4,

Vu la délibération du Conseil en date du 17 décembre 2018 adoptant le budget primitif de l'exercice 2019,

Vu l'avis de la Commission d'Indemnisation des Activités Economiques du 13 février 2019,

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation au Président,

Vu l'arrêté du Président du 25 octobre 2017 donnant délégation au Conseiller délégué,

Rappelle :

↳ que par délibération du 15 décembre 2015, la Métropole a mis en place avec un caractère permanent une Commission d'Indemnisation des Activités Economiques riveraines de grands chantiers métropolitains réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage,

Métropole Rouen Normandie
Le 108
108 allée François Mitterrand
CS 50589
76006 ROUEN CEDEX

Tél. 02 35 52 68 10 • Fax 02 35 52 68 59
www.metropole-rouen-normandie.fr

.../...

↳ qu'elle a décidé, par délibération en date du 29 juin 2016, que les travaux de réalisation de la ligne T4 pourraient ouvrir la possibilité d'une indemnisation amiable éventuelle pour les activités économiques riveraines,

↳ que, dans ce cadre, la SAS FOOD STATION 76 représentée par Monsieur Mohammad Imran ARIF, sandwicherie, rôtisserie, restaurant spécialités indiennes et pakistanaises, fast-food « FOOD STATION 76 », 74/76 rue Paul Bert à Saint-Etienne du Rouvray (76800) a déposé un dossier de demande d'indemnisation le 7 janvier 2019 complété le 28 janvier suivant,

↳ que l'ensemble des pièces composant ce dossier a été examiné par la Commission d'Indemnisation des Activités Economiques lors de sa séance du 13 février 2019,

↳ que la SAS FOOD STATION 76 se plaint des travaux de réalisation de la ligne T4, que les travaux ayant gêné l'accès au commerce ont été réalisés au mois d'octobre 2018 à l'entrée de la rue Paul Bert à Saint-Etienne du Rouvray,

↳ qu'eu égard à la nature des travaux effectués, à leur durée, ainsi qu'aux documents retraçant l'évolution du chiffre d'affaires, une indemnisation de 4.740 € pour la période des travaux apparaît justifiée,

↳ qu'il convient de conclure un protocole transactionnel par lequel la SAS FOOD STATION 76 s'engage à renoncer à toute action, prétention et à tout recours à l'encontre de la Métropole relatifs aux mêmes faits et se désiste de toute instance ou action en cours engagée contre celle-ci,

Décide :

⏩ d'approuver les termes du protocole transactionnel à intervenir avec la SAS FOOD STATION 76,

⏩ d'habiliter le Président à signer le protocole à intervenir,

et

⏩ de verser à la SAS FOOD STATION 76 une indemnité d'un montant de 4.740 € (quatre mille sept cent quarante euros) pour la période durée des travaux.

La dépense sera imputée sur le chapitre 67 du budget Transport de la Métropole.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime.

Fait à ROUEN, le 05 MARS 2019

Pour le Président et par délégation,
Le Conseiller métropolitain délégué,

métropole
ROUENNORMANDIE

Alain OVIDE

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen - 53, avenue Gustave Flaubert – BP 500 – 76005 ROUEN CEDEX – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**13 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen – Dossier de la SAS SHAKTIPAT	Décision EPMD-CIAE n° 03.19 du 27/02/2019 SA 94.19	
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen – Dossier de la SAS OPTIQUE LEMARCHAND	Décision EPMD-CIAE n° 04.19 du 05/03/2019 SA 95.19	
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réaménagement de la place de l'Hôtel de Ville à Sotteville-lès-Rouen – Dossier de la SAS DEMEME BOUCHERIE GARIBALDI	Décision EPMD-CIAE n° 05.19 du 05/03/2019 SA 96.19	
Espaces Publics et Mobilité Durable – Commission d'Indemnisation des Activités Economiques ayant subi des préjudices d'exploitation liés aux travaux – Travaux de réalisation de la ligne T4 – Dossier de la SAS FOOD STATION 76	Décision EPMD-CIAE n° 06.19 du05/03/2019 SA 97.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
15 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

SA 166. 19

2 4 AVR. 2019

CONVENTION DE PRET D'OEUVRES ET OBJETS PRESENTES DANS LES COLLECTIONS DE LA REUNION DES MUSEES METROPOLITAINS

Entre

La Métropole Rouen Normandie, sise le 108 – 108 allée François Mitterrand – CS 50589 76006 Rouen Cedex
Pour le Musée des Antiquités
N° SIRET 20002341400101, APE : 8411Z représentée par son Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Rouen Normandie en exécution de la délibération en date du 12 mars 2018,
(CPr – 2019.001)
Ci-après désigné « le prêteur »

d'une part,

et

L'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) Evreux Portes de Normandie
Structure : Musée d'Art, d'Histoire et d'Archéologie d'Evreux
Représenté par : Guy Lefrand
Fonction : Président d'Evreux Portes de Normandie
Adresse : Hôtel d'agglomération, 9 rue Voltaire, 27004 Évreux
Téléphone : 02 32 31 81 90 Fax : Courriel :

Ci-après désigné « l'emprunteur »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit,

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention de prêt est un contrat ayant pour objet de préciser les termes et conditions du prêt d'œuvres conservées par le Musée des Antiquités. Elle est constituée des conditions générales et particulières fixées ci-après, précisant les dates et lieu(x) de l'exposition, la liste des œuvres prêtées, leurs valeurs agréées d'assurance, ainsi que les conditions spécifiques à respecter par l'emprunteur.

L'œuvre ou les œuvres, objet(s) du présent prêt, est ci-après dénommée « l'œuvre ».

Article 2 : Objet du prêt

Le prêt est consenti dans le cadre de l'exposition suivante :

Titre de l'exposition : P**ar quatre chemins. Autour d'un portrait de François 1er – Titien 1539**

Lieu(x) : **Musée d'art, d'histoire et d'archéologie d'Evreux**

Dates d'ouverture au public : **9 février 2019** à la presse : .....
Date de vernissage : .....
Date de fermeture : **5 mai 2019**.....

Nom et coordonnées du responsable de l'exposition : Florence CALAME-LEVERT, Directrice du musée
Coordonnées :

Ville : Evreux Code postal : 27004
Pays : France
Téléphone : 02 32 31 81 90Télécopie : .....
Courriel : .....

L'œuvre suivante est prêtée au musée d'Art, d'Histoire et d'Archéologie d'Evreux

- *Portrait de L'empereur Hadrien,* médaillon de marbre, inv ENT1875-1737 (N°RMM : D.2010.1.1), valeur d'assurance : 29000 € (euros)

Article 3 : Conditions du prêt

3.1 – Généralités

Les demandes de prêt doivent parvenir au prêteur au moins **six (6) mois avant l'ouverture de l'exposition.**

Le prêt est consenti à titre gratuit. Le musée d'Art, d'Histoire et d'Archéologie d'Evreux accepte les conditions de prêt suivantes :

L'emprunteur ne peut en aucun cas faire usage de l'œuvre qui lui a été confiée dans un autre but que l'exposition ayant fait l'objet de la demande.

L'ensemble des frais relatifs au convoiement, à la fabrication des caisses, à l'emballage, au transport, au transfert, au montage et à l'installation de l'œuvre, et le cas échéant, aux formalités douanières, pour l'aller comme pour le retour, est à la charge exclusive de l'emprunteur ou des emprunteurs.
Chaque œuvre est accompagnée d'un constat d'état établi avant son départ.

3.2 – Convoiement

Toute œuvre prêtée est accompagnée, pour chacun des transports, par un convoyeur présent dans le camion, pour le montage et le démontage.

Les opérations d'emballage, de transport sont organisées et assurées à l'aller comme au retour, par une société habilitée et spécialisée dans le transport d'œuvre d'art, retenue par l'emprunteur. Toutefois, un transport en régie interne peut-être envisagé sur autorisation du prêteur.

Si le convoiement ne peut être effectué par un convoyeur de la Métropole Rouen Normandie, il sera effectué par un restaurateur agréé et ceci aux frais de l'emprunteur.

3.3 - Durée du prêt

Le prêt est consenti, **sous réserve de l'accord de Monsieur le Président-Directeur du Musée du LOUVRE**, du 1er février au 24 mai 2019 pour l'exposition programmée du 9 février au 5 mai 2019.

Les œuvres seront acheminées dans la dizaine de jours avant le début de l'exposition et seront retournées dans les trois semaines après sa fermeture.

3.4 – Conditions de sécurité et conservation

L'installation de l'œuvre doit être effectuée en présence du convoyeur selon les indications fournies par le prêteur.

L'emprunteur garantit les conditions de sécurité (incendie et vol) des œuvres pendant leur séjour et leur transfert ainsi que les conditions générales de conservation préventive :

L'emprunteur s'engage à placer, à ses frais, l'œuvre dans un lieu offrant toutes les garanties de sécurité (dégradation, vol, incendie) et de conservation et à appliquer les normes de conservation requises :

- température : 20° Celsius (+2 / -2),
- hygrométrie : 50 % (+ ou – 5 %),
- lumières : inférieur ou égal à 50 lux pour l'œuvre sur papier, les photographies, les tissus, les miniatures, les bois polychromes
- stabilité de l'espace d'exposition (l'œuvre ne doit pas être exposée au courant d'air ou être placée à proximité d'installations de chauffage, de climatisation ou de lutte contre les incendies (sprinklers, etc.)

L'œuvre sera sous vitrine sécurisée, sur plan légèrement incliné, avec interface de conservation, et préciser que pour le transport l'œuvre sera dans une caisse avec mousse creusée à la forme et recouverte de tyvex.

Il est demandé une surveillance permanente des œuvres, qu'elle soit humaine ou électronique (mise sous alarme, télésurveillance, etc.)

Aucune action de conservation et de montage ne pourra être entreprise sans accord préalable du Musée des Antiquités. Les frais éventuels correspondants seront à la charge du musée d'Art, d'Histoire et d'Archéologie d'Evreux.

3.5 – Modalités et autorisation de reproduction

La Direction des Musées de la Métropole Rouen Normandie autorise l'emprunteur à reproduire l'œuvre prêtée dans le cadre strict de la promotion de l'exposition.

Aucune œuvre ne peut être photographiée ou filmée sans l'accord écrit de la Métropole Rouen Normandie - Direction des Musées. Toute prise de vue réalisée au cours de l'exposition se fait sous le contrôle de l'emprunteur

L'emprunteur réglera les formalités concernant les droits de reproduction des œuvres empruntées auprès du Musée des Antiquités indications figurant sur le constat d'état établi par les soins du Musée des Antiquités)

L'emprunteur s'engage à faire figurer sur tous les supports d'information, de communication et promotion liés à l'exposition (catalogue, cartel, dossier de presse, affiches, carton d'invitation à l'inauguration, site en ligne, etc.) les mentions suivantes de localisation de l'œuvre, *Rouen, musée des Antiquités* et du crédit photographique © *Musées de la Métropole Rouen Normandie* suivi du nom du photographe où de l'agence photographique.

L'emprunteur s'engage à adresser, dès parution, deux exemplaires justificatifs complets et originaux du catalogue à la Métropole Rouen Normandie.

3.6 - Assurances

Le Musée d'Art, d'Histoire et d'Archéologie d'Evreux souscrira les assurances nécessaires, tant au transport des œuvres (aller et retour) que pour toute la durée de l'exposition

La compagnie d'assurance et le transporteur doivent être agréés par le Service des Musées de France ;

L'emprunteur prend entièrement à sa charge l'assurance "clou à clou", l'emballage, et le transport des œuvres prêtées ;

Les œuvres ne pourront quitter le Musée des Antiquités qu'après réception du certificat d'assurance, contrat mis en place par les soins de l'emprunteur. Les pièces seront assurées clou à clou trois semaines avant le début de l'exposition et un mois après la fin de l'exposition, la valeur d'assurance étant de 29 000 euros

3.7 – Modifications, résiliation, rupture de la convention

La liste d'œuvres pourra faire l'objet de modifications qui ne viendraient pas compromettre l'économie générale du prêt. Dans ce cas, un accord écrit des deux parties est requis (assurances, transports, etc...).
La durée du prêt pourra être modifiée en tout ou partie, par accord écrit des deux parties.
La Métropole Rouen Normandie, le prêteur, se réserve la possibilité de résilier unilatéralement la présente convention pour motif d'intérêt général, en cas d'urgence ou de non-respect de l'emprunteur des dispositions du présent protocole ou contrat.

Toutes contestations qui ne pourront être réglées à l'amiable seront portées exclusivement devant le tribunal compétent.

Tous les litiges auxquels le présent protocole pourrait donner lieu seront tranchés par la juridiction française conformément à la loi française.

Les œuvres ne pourront quitter les Musées de la Métropole Rouen Normandie qu'une fois le présent document retourné rempli, daté et signé par l'emprunteur à l'adresse suivante :

Musée des Beaux-Arts, Direction des Musées, 26 bis rue Jean Lecanuet, 76000 Rouen

Fait en trois exemplaires originaux,

A Rouen, le : 5 mars 2019

EPCI Evreux Portes de Normandie
Pour le musée d'Art, d'Histoire et d'Archéologie d'Evreux,
Pour le Président, et par délégation;
La directrice générale adjointe,

Evreux Portes de Normandie - EURE -

Madame Eva DEVILLIERS

Pour le Président de la Métropole Rouen Normandie
Par délégation,
Le Directeur des Musées Métropolitains

Monsieur Sylvain AMIC

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
24 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**15 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées Métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets présentés dans les collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec le Musée d'Art, d'Histoire et d'Archéologie d'Evreux	Convention Musée SA 166.19 du 5 mars 2019	
Musées Métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets appartenant aux collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec la ville de La Roche-sur-Yon	Convention Musée SA 167.19 du 5 mars 2019	
Musées Métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets appartenant aux collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec le Musée d'Art Moderne André Malraux (MuMa)	Convention Musée SA 168.19 du 25 février 2019	

BUREAU DU COURRIER
23 AVR. 2019
PREFECTURE

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :	CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :
métropole ROUEN NORMANDIE	

SA 167.19

Affiché le
24 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

ROUENNORMANDIE

CONVENTION DE PRÊT D'OEUVRES ET OBJETS APPARTENANT AUX COLLECTIONS DE LA REUNION DES MUSÉES METROPOLITAINS

Entre

La Métropole Rouen Normandie, domiciliée à Rouen (76000) – Le 108 – 108, Allée François MITTERRAND – CS 50 589
Pour la Fabrique des Savoirs - Musée
N° SIRET 20002341400010, APE : 8411Z
Représentée par son Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Rouen Normandie en exécution de la délibération en date du 12 mars 2018,
CPr-2019-002
Ci-après désigné « le prêteur »

d'une part,

et

Dénomination et adresse de l'emprunteur,
Structure : Ville de La Roche-sur-Yon
Représenté par : Monsieur Jean-Michel Pierre
Fonction : Directeur des affaires culturelles
Adresse : Le Cyel, 10 rue Salvador Allende, 85 000 La Roche-sur-Yon
Téléphone : 02.51.47.48.91 Courriel : jean-michel.pierre@larochesuryon.fr

Ci-après désigné « l'emprunteur »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit,

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention de prêt est un contrat ayant pour objet de préciser les termes et conditions du prêt d'œuvres conservées par la Fabrique des Savoirs - musée. Elle est constituée des conditions générales et particulières fixées ci-après, précisant les dates et lieu de l'exposition, la liste des œuvres prêtées, leurs valeurs agréées d'assurance, ainsi que les conditions spécifiques à respecter par l'emprunteur.

L'œuvre ou les œuvres, objet(s) du présent prêt, est ci-après dénommée «l'œuvre».

Article 2 : Objet du prêt

Le prêt est consenti dans le cadre de l'exposition suivante :

Titre de l'exposition : *Dans l'intimité d'un empereur...*Napoléon Ier, l'époux, le père, l'amant

Lieu(x) : **Musée de la Roche-sur-Yon**

Dates d'ouverture au public : **23 mars 2019** à la presse : **23 mars 2019**
Date de vernissage : **23 mars 2019**
Date de fermeture : **23 juin 2019**

Nom et coordonnées du responsable de l'exposition : **Sarah Chanteux, musée de La Roche-sur-Yon**
Coordonnées : Rue Jean Jaurès 85000 La Roche-sur-Yon
Téléphone : 02.51.47.48.35
Courriel : sarah.chanteux@larochesuryon.fr

L'œuvre suivante est prêtée au Musée de la Roche-sur-Yon

- *Portrait de Bonaparte, Premier consul,* Amable Delaunay, P 13, huile sur toile, valeur d'assurance : 10 000 € (euros)

Article 3 : Conditions du prêt

3.1 – Généralités

Le prêt est consenti à titre gratuit. Le Musée de la Roche-sur-Yon accepte les conditions de prêt suivantes :

L'emprunteur ne peut en aucun cas faire usage de l'œuvre qui lui a été confiée dans un autre but que l'exposition ayant fait l'objet de la demande.

L'ensemble des frais relatifs au convoiement, à la fabrication des caisses, à l'emballage, au transport, au transfert, au montage et à l'installation de l'œuvre, et le cas échéant, aux formalités douanières, pour l'aller comme pour le retour, est à la charge exclusive de l'emprunteur ou des emprunteurs.
Chaque œuvre est accompagnée d'un constat d'état établi avant son départ.

3.2 – Convoiement

Toute œuvre prêtée est accompagnée, pour chacun des transports, par un convoyeur.

Les opérations d'emballage, de transport sont organisées et assurées à l'aller comme au retour, par une société habilitée et spécialisée dans le transport d'œuvre d'art, retenue par l'emprunteur. Toutefois, un transport en régie interne peut-être envisagé sur autorisation du prêteur.

3.3 - Durée du prêt

Le prêt est consenti du **25 février 2019** au **12 juillet 2019** pour l'exposition programmée **du 16 mars 2019 au 23 juin 2019**

Les œuvres seront acheminées dans les trois semaines avant le début de l'exposition et seront retournées dans les trois semaines après sa fermeture.

3.4 – Conditions de sécurité et conservation

L'installation de l'œuvre doit être effectuée en présence du convoyeur selon les indications fournies par le prêteur.

L'emprunteur garantit les conditions de sécurité (incendie et vol) des œuvres pendant leur séjour et leur transfert ainsi que les conditions générales de conservation préventive :

L'emprunteur s'engage à placer, à ses frais, l'œuvre dans un lieu offrant toutes les garanties de sécurité (dégradation, vol, incendie) et de conservation et à appliquer les normes de conservation requises :

- température : 20° Celsius (+2 / -2),
- hygrométrie : 50 % (+ ou – 5 %),
- lumières : inférieur ou égal à 50 lux pour l'œuvre sur papier, les photographies, les tissus, les miniatures, les bois polychromes
- stabilité de l'espace d'exposition (l'œuvre ne doit pas être exposée au courant d'air ou être placée à proximité d'installations de chauffage, de climatisation ou de lutte contre les incendies (sprinklers, etc.)

Il est demandé une surveillance permanente des œuvres, qu'elle soit humaine ou électronique (mise sous alarme, télésurveillance, etc.)

Aucune action de conservation et de montage ne pourra être entreprise sans accord préalable de la Fabrique des savoirs. Les frais éventuels correspondants seront à la charge du Musée de la Roche-sur-Yon

3.5 – Modalités et autorisation de reproduction

La Direction des Musées de la Métropole Rouen Normandie autorise l'emprunteur à reproduire l'œuvre prêtée dans le cadre strict de la promotion de l'exposition.

Aucune œuvre ne peut être photographiée ou filmée sans l'accord écrit de la Métropole Rouen Normandie - Direction des Musées. Toute prise de vue réalisée au cours de l'exposition se fait sous le contrôle de l'emprunteur

L'emprunteur s'engage à faire figurer sur tous les supports d'information, de communication et promotion liés à l'exposition (catalogue, cartel, dossier de presse, affiches, carton d'invitation à l'inauguration, site en ligne, etc.) les mentions suivantes : **Métropole Rouen Normandie – Réunion des Musées Métropolitains – Fabrique des savoirs – Musée.**

L'emprunteur s'engage à adresser, dès parution, deux exemplaires justificatifs complets et originaux du catalogue à la Métropole Rouen Normandie.

3.6 - Assurances

Le Musée de la Roche-sur-Yon souscrira les assurances nécessaires, tant au transport des œuvres (aller et retour) que pour toute la durée de l'exposition

La compagnie d'assurance et le transporteur doivent être agréés par le Service des Musées de France ;

L'emprunteur prend entièrement à sa charge l'assurance "clou à clou", l'emballage, et le transport des œuvres prêtées ;

Les œuvres ne pourront quitter la Fabrique des savoirs qu'après réception du certificat d'assurance, contrat mis en place par les soins de l'emprunteur. Les pièces seront assurées clou à clou trois semaines avant le début de l'exposition et un mois après la fin de l'exposition, la valeur d'assurance étant de **10 000 €.**

3.7 – Modifications, résiliation, rupture de la convention

La liste d'œuvres pourra faire l'objet de modifications qui ne viendraient pas compromettre l'économie générale du prêt. Dans ce cas, un accord écrit des deux parties est requis (assurances, transports, etc...).
La durée du prêt pourra être modifiée en tout ou partie, par accord écrit des deux parties.
La Métropole Rouen Normandie, le prêteur, se réserve la possibilité de résilier unilatéralement la présente convention pour motif d'intérêt général, en cas d'urgence ou de non-respect de l'emprunteur des dispositions du présent protocole ou contrat.

Toutes contestations qui ne pourront être réglées à l'amiable seront portées exclusivement devant le tribunal compétent.

Tous les litiges auxquels le présent protocole pourrait donner lieu seront tranchés par la juridiction française conformément à la loi française.

Les œuvres ne pourront quitter les Musées de la Métropole Rouen Normandie qu'une fois le présent document retourné rempli, daté et signé par l'emprunteur à l'adresse suivante :

Métropole Rouen Normandie – Réunion des musées métropolitains
Le 108 – 108 allée Frédéric Mitterrand
CS 50589
76006 ROUEN CEDEX

Fait en trois exemplaires originaux,

A Rouen, le : 05 MARS 2019

Pour l'emprunteur,
Le directeur des affaires culturelles
de la ville de La Roche-sur-Yon

M. Pierre Jarachel

Musée
Rue Jean Jaurès
85000 LA ROCHE-SUR-YON
Tél. 02 51 47 48 35 - Fax 02 51 47 45 99

Pour la Métropole Rouen Normandie
Pour le Président, par délégation,
Le Directeur des Musées Métropolitains

Monsieur Sylvain AMIC

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
24 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**15 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées Métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets présentés dans les collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec le Musée d'Art, d'Histoire et d'Archéologie d'Evreux	Convention Musée SA 166.19 du 5 mars 2019	
Musées Métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets appartenant aux collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec la ville de La Roche-sur-Yon	Convention Musée SA 167.19 du 5 mars 2019	BUREAU DU COURRIER 23 AVR. 2019 PREFECTURE
Musées Métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets appartenant aux collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec le Musée d'Art Moderne André Malraux (MuMa)	Convention Musée SA 168.19 du 25 février 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :	CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :
métropole ROUEN NORMANDIE	

DAJ n° 2019-12
SA 89.19

Affiché le :
21 MARS 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Constitution de partie civile contre
Monsieur AISSA Pierre

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu, les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil de la Métropole au Président par délibération en date du 12 mars 2018,

Rappelle :

- Que le 06 décembre 2018, Place du Maréchal Foch à Rouen 6 containers ont été incendiés,
- Que les services de police ont interpellé Monsieur AISSA Pierre,
- Que la Métropole Rouen Normandie doit aujourd'hui défendre ses intérêts dans cette affaire et demander réparation de son préjudice lors de l'audience du 12 mars 2019 à 10 heures.

Décide :

- De se constituer partie civile contre Monsieur AISSA Pierre et, le cas échéant, contre ses représentants légaux.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine Maritime,

Fait à Rouen, le 06 MARS 2019

LE PRESIDENT

métropole
ROUENNORMANDIE
Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**13 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Constitution de partie civile contre Monsieur AISSA Pierre	Décision DAJ n° 2019-12 du 06/03/19 SA 89-19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUEN NORMANDIE

CACHET DE LA RÉCEPTION DE LA PREFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
15 MARS 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

SUTE/GCE : n°2019.1
N° annuel SA 114-19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION

Affiché le
- 1 AVR. 2019

Services publics aux usagers
Grand Cycle de l'Eau
Protection du captage prioritaire Conférence environnementale de Jumièges, mise en œuvre du programme d'actions dans la ZPAAC de ce captage.
Convention d'échange de données entre la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de Seine-Maritime et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature.

Le Président de la Métropole,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret n°2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,
Vu les statuts de la Métropole,
Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 12 mars 2018 portant délégation de pouvoirs au Président,

Considérant :

- Que la Métropole doit élaborer un programme agricole de protection de l'aire d'alimentation du captage de Jumièges identifiée prioritaire par la Conférence environnementale,
- Que la DDTM gère les données du registre parcellaire graphique, nécessaire à l'élaboration dudit programme agricole,
- Que la DDTM propose de mettre gracieusement à disposition certaines de ces données à la Métropole,
- Que la Métropole associerait la DDTM au suivi de la mise en œuvre dudit programme agricole et lui partagerait les données produites dans ce cadre sous forme de rapport ou de données chiffrées, notamment lors du comité de pilotage annuel,
- Qu'il est nécessaire de formaliser ce partage de données par le biais d'une convention,

Décide :

- D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'échange de données à intervenir entre la Métropole et la DDTM de Seine-Maritime.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente Décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine-Maritime,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal ou Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen,

Fait à ROUEN, le - 6 MARS 2019

Le Président,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

À ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	25 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Services publics aux usagers – Grand Cycle de l'Eau – Protection du captage prioritaire Conférence environnementale de Jumièges, mise en œuvre du programme d'actions dans la ZPAAC de ce captage – Convention d'échange de données entre la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de Seine-Maritime et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature	Décision SUTE/GCE : n° 2019-1 du 06/03/19 SA 114.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

MuMa
Musée d'art moderne André Malraux

Affiché le
24 AVR. 2019

MUSEE D'ART MODERNE ANDRE MALRAUX - CONTRAT DE PRET

Exposition : « Braque, Miró, Calder : une Constellation d'artistes à Varengeville »

Organisateur : La Réunion des Musées Métropolitains Rouen Normandie

Représenté par (nom et fonction) : M. Philippe Novel, Directeur Général Adjoint, Métropole Rouen Normandie

Adresse : Métropole Rouen Normandie / Le 108 - 108, allée François Mitterand / CS 50589 / 76006 – ROUEN Cédex

Contacts :

Joanne Snrech, Conservatrice, Musée des Beaux-Arts de Rouen (joanne.snrech@metropole-rouen-normandie.fr) / téléphone : 02 76 30 39 30
Emily Busato, Régisseuse des œuvres, Musée des Beaux-Arts de Rouen (emily.busato@metropole-rouen-normandie.fr) / téléphone : 02 76 30 39 15

Dates et lieu de l'exposition : Musée des Beaux-Arts de Rouen, du 18 octobre 2019 au 20 février 2020

Adresse : Esplanade Marcel Duchamp – 76000 - ROUEN

Contacts :

Joanne Snrech, Conservatrice, Musée des Beaux-Arts de Rouen (joanne.snrech@metropole-rouen-normandie.fr) / téléphone : 02 76 30 39 30
Emily Busato, Régisseuse des œuvres, Musée des Beaux-Arts de Rouen (emily.busato@metropole-rouen-normandie.fr) / téléphone : 02 76 30 39 15

Œuvre empruntée :

- Georges Braque, *La Côte-de-Grâce à Honfleur*, 1905, huile sur toile, 50,8 x 61,5 cm, inv. A 512, valeur d'assurance 450.000,00 €.

1 – Généralités

- L'emprunteur et le Musée d'art moderne André Malraux s'engagent à respecter les termes du présent contrat. Ils peuvent néanmoins, par accord mutuel, y ajouter ou en retrancher certains termes ou en modifier la formulation.

- La demande de prêt doit parvenir au Musée d'art moderne André Malraux au moins six mois avant le début de l'exposition.

- Le Musée d'art moderne André Malraux se réserve le droit de suspendre immédiatement son prêt si les clauses du contrat ne sont pas respectées, et décline toute responsabilité quant aux conséquences d'une telle action.

- Dans le cas où l'exposition serait présentée dans plusieurs lieux, chacun des emprunteurs s'engage à respecter le présent contrat. S'il y a plusieurs lieux d'exposition, les prêts ne peuvent en aucun cas être accordés à plus de trois lieux, qui seront précisés dès l'envoi des premières demandes de prêt.

- L'emprunteur certifie que son établissement est équipé pour garantir des conditions normales de conservation et de sécurité, en particulier :

  - système de détection incendie avec système d'alarme vers les pompiers ou les services de sécurité extérieurs, de police ou de gendarmerie à même de prévenir les pompiers sans délai ;
  - système de détection vol en relation directe avec les services de police ou de gendarmerie ;
  - personnel permanent dans les salles de surveillance durant les heures d'ouverture ;
  - en dehors des heures d'ouverture, système de surveillance relié à une présence humaine permettant une intervention immédiate ;
  - système de conditionnement et de contrôle de l'atmosphère, en particulier de la température et de l'humidité.

2 – Responsabilité et frais

- L'emprunteur s'engage à prendre en charge intégralement les frais de fourniture de photographies, d'assurance et de transport de prêt – y compris les frais afférant au déplacement et au séjour de toute personne l'accompagnant à l'aller, comme au retour. Il doit prendre les mesures pour en assurer correctement la garde.

- L'emprunteur s'engage à ce que le prêt ne soit en aucune façon traité, nettoyé, réparé, refixé ou soumis à un quelconque examen scientifique, à moins que ces opérations n'aient été spécifiquement autorisées par le Musée d'art moderne André Malraux, ou qu'elles ne soient immédiatement nécessaires pour assurer la protection du prêt à la suite d'un accident.

3- Etat et durée

- Le Musée d'art moderne André Malraux réalise à l'attention de l'emprunteur un rapport aussi détaillé que possible sur l'état du prêt. Tout changement appréciable survenu dans cet état, que ce soit lors du transport ou de l'exposition, doit immédiatement être signalé au Musée d'art moderne André Malraux. En ce cas, si le Musée d'art moderne André Malraux juge de faire examiner les œuvres par son personnel, les frais occasionnés par un tel examen sont à la charge de l'emprunteur.

- La date de remise des œuvres aux transporteurs est convenue avec le service régie du musée au moins deux semaines à l'avance. L'enlèvement a lieu théoriquement entre 8 heures et 18 heures.

- Les œuvres prêtées sont renvoyées au Musée d'art moderne André Malraux dans les 15 jours qui suivent la fermeture de l'exposition. Le Musée d'art moderne André Malraux peut demander le retour anticipé de tout ou partie du prêt si les conditions du prêt ne sont pas observées.

- Le Musée d'art moderne André Malraux doit être avisé sans délai de tout changement de dates de l'exposition ou de toute fermeture temporaire des salles. Il se réserve le droit de ne pas accepter la modification des dates prévues.

- Toute demande visant à une prolongation de la durée du prêt au-delà de la durée convenue doit être adressée au prêteur au plus tard un mois avant la date de clôture initialement prévue.

4 – Photographies et droits de reproduction

- Le Musée d'art moderne André Malraux peut fournir sur demande des visuels (fichiers numériques haute définition) des œuvres prêtées. Le tarif en vigueur sera communiqué au moment de la demande.

- Le prêt ne peut être photographié, filmé, télévisé ou reproduit seul pour un usage professionnel, à moins d'un accord préalable du Musée d'art moderne André Malraux.

- Des vues générales de l'exposition où figure ce prêt peuvent cependant être prises pour les besoins de la presse ou de la publicité. Les photographies pour les activités éducatives du musée emprunteur sont autorisées ainsi que les photographies à usage privé par les visiteurs.

- Toute autre utilisation doit être soumise à l'accord du Musée d'art moderne André Malraux.

- Chaque document photographique reproduit doit :

  - faire l'objet du paiement des droits de reproduction dont le montant sera précisé au moment de la demande,
  - porter la mention obligatoire « Prénom et nom de l'artiste, titre de l'œuvre. Le Havre, Musée d'art moderne André Malraux »,
  - mentionner le crédit photographique tel qu'il est indiqué au moment de l'envoi du fichier,
  - le Musée d'art moderne André Malraux exige que lui soit soumis le bon à tirer de la page reproduisant l'œuvre prêtée. Il se réserve le droit de faire corriger le cas échéant la mention obligatoire si celle-ci n'était pas conforme à celle demandée.

5 – Catalogue et publication

- L'organisateur adresse au Musée d'art moderne André Malraux, à titre gratuit, 3 exemplaires de chacune des publications éditées à l'occasion de l'exposition.

- La mention au catalogue doit être la suivante : « Le Havre, Musée d'art moderne André Malraux », éventuellement suivie d'une mention particulière portée sur le formulaire de prêt. Le crédit photographique au nom du photographe doit être mentionné.

- Carton d'invitation : l'organisateur doit adresser au musée 5 exemplaires du carton.

6 – Emballage et transport

- Au départ, l'emballage a obligatoirement lieu sous le contrôle d'un responsable du Musée d'art moderne André Malraux.

- L'emballage, le transport et, le cas échéant, les formalités douanières, sont organisés et assurés, à l'aller comme au retour, par une société spécialisée dans le transport d'œuvres d'art, retenue par l'emprunteur ou par le personnel du musée emprunteur après accord du Musée d'art moderne André Malraux, qui se réserve le droit de spécifier les modalités de transport et de refuser tel ou tel fournisseur.

- Le type d'emballage, tamponnage ou caisse, est choisi par le prêteur et précisé dans les conditions spéciales ou sur la feuille de prêt. Le même emballage doit être utilisé pour le retour de l'œuvre. Tout le matériel d'emballage sera mis en réserve durant la période de prêt dans des conditions propices à sa bonne conservation.

- Le marquage des caisses ne doit jamais faire apparaître le nom du musée, ni aucune mention indiquant qu'elles contiennent des œuvres d'art.

- Le nom du transporteur français et éventuellement de son correspondant sur le lieu de l'exposition ainsi que les modalités exactes du transport : dates précises d'enlèvement au Musée d'art moderne André Malraux, groupages éventuels, dates précises des mouvements dans le cas d'une exposition itinérante – sont communiqués au prêteur au plus tard 3 semaines avant le départ des œuvres.

- Le Musée d'art moderne André Malraux peut demander plusieurs expéditions distinctes et, de ce fait, autant de convoiements que d'expéditions.

- Pour le prêt de certaines œuvres, l'utilisation d'un camion équipé d'une climatisation et d'une suspension hydropneumatique peut être exigée. Cela est précisé sur la feuille de prêt.

- Deux chauffeurs doivent être présents dans le véhicule.

- Dans le cas d'une tournée durant plusieurs jours, le véhicule doit stationner la nuit dans un endroit sûr et approuvé par le Musée d'art moderne André Malraux.

- Dans le cas d'un prêt à l'étranger, l'emprunteur est en charge de toutes les formalités relatives à l'exportation et aux douanes.

7 – Convoiement

- Tous les prêts du Musée d'art moderne André Malraux sont accompagnés, pour chacun des transports, par un convoyeur qui certifie à chaque étape l'état des œuvres. Il assiste à toutes les manipulations de ces œuvres, l'emballage, le déballage, l'accrochage, et les opérations inverses. En cas d'impossibilité d'assurer ce convoiement, le Musée d'art moderne André Malraux préviendra l'emprunteur.

- Les indemnités du convoyeur du Musée d'art moderne André Malraux sont calculées pour une période minimum de 3 jours et 2 nuits pour un séjour en Europe, et de 5 jours et 4 nuits dans les autres cas, éventuellement de 5 jours et 4 nuits pour des prêts très lointains. Les frais d'hébergement (nuit + petit déjeuner) et de transport sont pris en charge directement par les organisateurs. Une place lui est réservée en classe affaire (avion) ou en première classe (train) à l'aller comme au retour. Les indemnités du convoyeur (60 euros par jour) correspondent aux repas et aux frais divers. La durée du séjour peut être prolongée dans le cas d'un report de date, d'un retard dans l'installation de l'exposition ou si les conditions prévues initialement se trouvent modifiées.

8 – Douane

- Les œuvres figurant sur une même autorisation d'exportation temporaire sont répertoriées ensemble.

- Les formalités auprès des douanes étrangères sont accomplies par les organisateurs et toutes pièces adressées en temps utiles au Musée d'art moderne André Malraux

9 – Installation et présentation

- Les opérations d'accrochage et de décrochage sont effectuées le cas échéant en présence du convoyeur ou par un personnel spécialisé. L'installation de la salle d'exposition (peinture, menuiserie, ...) doit être terminée avant le déballage de l'œuvre pour que l'accrochage puisse avoir lieu immédiatement.
- Le musée doit présenter des conditions de conservation et de présentation conformes aux usages :
- Température : 18 – 20 °C
- Hygrométrie : 55% +/- 5%
- Intensité lumineuse contrôlée et utilisée selon les œuvres à éclairer ; 50 lux maximum pour les œuvres graphiques : dessins, estampes, pastels, aquarelles

- Les œuvres ne doivent pas être exposées aux courants d'air ou être placées à proximité d'installation de chauffage ou de climatisation.
- Les tableaux ne pourront être décrochés ou déplacés durant l'exposition sans une autorisation préalable écrite du Musée d'art moderne André Malraux.

10 – Conservation

- Il est formellement interdit de procéder à une intervention de quelque nature que ce soit sur la face comme sur le revers du tableau et du cadre ou de décadrer l'œuvre, sauf demande expresse motivée par des raisons de sécurité et/ou de conservation, et après accord du Musée d'art moderne André Malraux.

- Les restaurations seront exclusivement effectuées par les restaurateurs désignés par le Musée d'art moderne André Malraux.

- L'emprunteur s'engage à prendre toutes les précautions pour que l'état des œuvres reste inchangé. Au cas où un problème surviendrait, il en informera immédiatement le Musée d'art moderne André Malraux et conviendra des mesures à prendre.

11 – Conditions particulières au prêt de certaines œuvres

- Si l'œuvre retenue pour le prêt nécessite une restauration ou une intervention de conservation préventive, la prise en charge de cette intervention peut être demandée à l'emprunteur. Le prêt est alors accordé sous réserve de cette prise en charge.

12 – Assurance

- Les œuvres doivent être assurées, pour la valeur indiquée en euros par le prêteur, par les soins de l'emprunteur et à ses frais, contre tous risques, de clou à clou et en valeur agréée, les clauses de non recours et de dépréciation étant incluses dans le contrat.

- Le Musée d'art moderne André Malraux se réserve le droit de refuser la compagnie proposée par l'emprunteur et d'imposer la compagnie d'assurance.

- Le certificat d'assurance, rédigé en français, parviendra au Musée d'art moderne André Malraux au plus tard deux semaines avant le départ de l'œuvre.

- Si le Musée d'art moderne André Malraux accorde une prolongation, une couverture d'assurance complémentaire lui parviendra au plus tard 10 jours avant le début de ladite prolongation.

Merci de retourner ce contrat signé au Musée d'art moderne André Malraux
Chaque page de ce contrat doit être paraphée.

Date 09 MARS 2019 :

Nom, fonction et signature de l'emprunteur :

Mireille GRAZZINI
Administratrice
Directeur des Musées

Cachet de l'établissement :

métropole
ROUENNORMANDIE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
24 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**15 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Contrat de prêt d'œuvres avec le Musée d'Art Moderne André Malraux dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 175.19 du 7 mars 2019	
Musées métropolitains - Demande de prêt pour les œuvres, les ouvrages de bibliophilie et les correspondances de Georges Braque dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 176.19 du 12 février 2019	
Musées métropolitains - Conditions de prêt temporaire d'œuvres - Collections Fundación MAPFRE, en dépôt temporaire dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 177.19 du 6 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
23 AVR. 2019
PREFECTURE

SA 185.19

Affiché le
25 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

ROUENNORMANDIE

CONVENTION DE PRET D'OEUVRES ET OBJETS APPARTENANT AUX COLLECTIONS DE LA REUNION DES MUSEES METROPOLITAINS

Entre

La Métropole Rouen Normandie, sise le 108 – 108 allée François Mitterrand – CS 50589 76006 Rouen Cedex
Pour le Musée des Antiquités
N° SIRET 20002341400101, APE : 8411Z représentée par son Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Rouen Normandie en exécution de la délibération en date du 12 mars 2018,
CPR-2019.023
Ci-après désigné « le prêteur »

d'une part,

et

Direction Générale Adjointe Education, Culture, Attractivité, Territoire, Direction de la Culture
Structure : Vieux la Romaine Musées & Sites
Représenté par : Xavier SAVARY
Fonction : Responsable du musée
Adresse : 13, chemin Haussé 14930 VIEUX
Téléphone : 02 31 71 10 20 Fax : Courriel :

Ci-après désigné « l'emprunteur »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit,

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention de prêt est un contrat ayant pour objet de préciser les termes et conditions du prêt d'œuvres conservées par le musée des Antiquités de la Métropole Rouen Normandie. Elle est constituée des conditions générales et particulières fixées ci-après, précisant les dates et lieu(x) de l'exposition, la liste des œuvres prêtées, leurs valeurs agréées d'assurance, ainsi que les conditions spécifiques à respecter par l'emprunteur.

L'œuvre ou les œuvres, objet(s) du présent prêt, est ci-après dénommée « l'œuvre ».

Article 2 : Objet du prêt

Le prêt est consenti dans le cadre de l'exposition suivante :

Titre de l'exposition : « **Si j'étais gladiateur... »**
Lieu(x) : **Vieux la Romaine**

Dates d'ouverture au public : **5 avril 2019** à la presse : .....
Date de vernissage : .....
Date de fermeture : **31 décembre 2019**

Nom et coordonnées du responsable de l'exposition : Xavier SAVARY
Coordonnées :
Ville : Vieux Code postal : 14930
Pays : France
Téléphone : Télécopie : .....
Courriel : xavier.savary@calvados.fr /

L'œuvre suivante est prêtée à Vieux la Romaine.

- Statuette en bronze, gladiateur Thrace, inv 391 (A), VA : 5000 €

Article 3 : Conditions du prêt

3.1 – Généralités

Les demandes de prêt doivent parvenir au prêteur au moins **six (6) mois avant l'ouverture de l'exposition.**

Le prêt est consenti à titre gratuit. Vieux la Romaine accepte les conditions de prêt suivantes :

L'emprunteur ne peut en aucun cas faire usage de l'œuvre qui lui a été confiée dans un autre but que l'exposition ayant fait l'objet de la demande.

L'ensemble des frais relatifs au convoiement, à la fabrication des caisses, à l'emballage, au transport, au transfert, au montage et à l'installation de l'œuvre, et le cas échéant, aux formalités douanières, pour l'aller comme pour le retour, est à la charge exclusive de l'emprunteur ou des emprunteurs.
Chaque œuvre est accompagnée d'un constat d'état établi avant son départ.

3.2 – Convoiement

Toute œuvre prêtée est accompagnée, pour chacun des transports, par un convoyeur du Musée des Antiquités.

Les opérations d'emballage, de transport sont organisées et assurées à l'aller comme au retour, par une société habilitée et spécialisée dans le transport d'œuvre d'art, retenue par l'emprunteur. Toutefois, un transport en régie interne peut-être envisagé sur autorisation du prêteur.

L'œuvre devra être emballée dans de la mousse écrin et du tyvex, incluant un absorbeur d'humidité.

Si le convoiement ne peut être effectué par un convoyeur de la Métropole Rouen Normandie, il sera effectué par un restaurateur agréé et ceci aux frais de l'emprunteur.

3.3 - Durée du prêt

Le prêt est consenti, au plus tôt, du 15 mars 2019 au 21 janvier 2020, au plus tard, pour l'exposition programmée du 5 avril au 31 décembre 2019.

Les œuvres seront acheminées dans les trois semaines avant le début de l'exposition et seront retournées dans les trois semaines après sa fermeture.

3.4 – Conditions de sécurité et conservation

L'installation de l'œuvre doit être effectuée en présence du convoyeur selon les indications fournies par le prêteur.

L'emprunteur garantit les conditions de sécurité (incendie et vol) des œuvres pendant leur séjour et leur transfert ainsi que les conditions générales de conservation préventive :

L'emprunteur s'engage à placer, à ses frais, l'œuvre dans un lieu offrant toutes les garanties de sécurité (dégradation, vol, incendie) et de conservation et à appliquer les normes de conservation requises :

- température : 20° Celsius (+5 / -5),
- hygrométrie : 45 % (+ ou – 5 % pour les métaux),
- lumières : inférieur ou égal à 50 lux pour l'œuvre sur papier, les photographies, les tissus, les miniatures, les bois polychromes
- stabilité de l'espace d'exposition (l'œuvre ne doit pas être exposée au courant d'air ou être placée à proximité d'installations de chauffage, de climatisation ou de lutte contre les incendies (sprinklers, etc.)

L'œuvre devra être présentée sous vitrine sécurisée avec un interface de conservation.

Il est demandé une surveillance permanente des œuvres, qu'elle soit humaine ou électronique (mise sous alarme, télésurveillance, etc.)

Aucune action de conservation et de montage ne pourra être entreprise sans accord préalable du Musée des Antiquités. Les frais éventuels correspondants seront à la charge de Vieux la Romaine.

3.5 – Modalités et autorisation de reproduction

La Direction des Musées de la Métropole Rouen Normandie autorise l'emprunteur à reproduire l'œuvre prêtée dans le cadre strict de la promotion de l'exposition.

Aucune œuvre ne peut être photographiée ou filmée sans l'accord écrit de la Métropole Rouen Normandie - Direction des Musées. Toute prise de vue réalisée au cours de l'exposition se fait sous le contrôle de l'emprunteur

L'emprunteur réglera les formalités concernant les droits de reproduction des œuvres empruntées auprès du Musée des Antiquités (indications figurant sur le constat d'état établi par les soins du Musée des Antiquités).

L'emprunteur s'engage à faire figurer sur tous les supports d'information, de communication et promotion liés à l'exposition (catalogue, cartel, dossier de presse, affiches, carton d'invitation à l'inauguration, site en ligne, etc.) les mentions de localisation de l'œuvre, *Rouen, musée des Antiquités* et du crédit photographique © *Musées de la Métropole Rouen Normandie* suivi du nom du photographe où de l'agence photographique.

L'emprunteur s'engage à adresser, dès parution, deux exemplaires justificatifs complets et originaux du catalogue à la Métropole Rouen Normandie.

3.6 - Assurances

Vieux la Romaine souscrira les assurances nécessaires, tant au transport des œuvres (aller et retour) que pour toute la durée de l'exposition.

La compagnie d'assurance et le transporteur doivent être agréés par le Service des Musées de France ;

L'emprunteur prend entièrement à sa charge l'assurance "clou à clou", l'emballage, et le transport des œuvres prêtées ;

Les œuvres ne pourront quitter le Musée des Antiquités qu'après réception du certificat d'assurance, contrat mis en place par les soins de l'emprunteur. Les pièces seront assurées clou à clou trois

semaines avant le début de l'exposition et un mois après la fin de l'exposition, la valeur d'assurance étant de 5000 euros.

3.7 – Modifications, résiliation, rupture de la convention

La liste d'œuvres pourra faire l'objet de modifications qui ne viendraient pas compromettre l'économie générale du prêt. Dans ce cas, un accord écrit des deux parties est requis (assurances, transports, etc...).
La durée du prêt pourra être modifiée en tout ou partie, par accord écrit des deux parties.
La Métropole Rouen Normandie, le prêteur, se réserve la possibilité de résilier unilatéralement la présente convention pour motif d'intérêt général, en cas d'urgence ou de non-respect de l'emprunteur des dispositions du présent protocole ou contrat.

Toutes contestations qui ne pourront être réglées à l'amiable seront portées exclusivement devant le tribunal compétent.

Tous les litiges auxquels le présent protocole pourrait donner lieu seront tranchés par la juridiction française conformément à la loi française.

Les œuvres ne pourront quitter les Musées de la Métropole Rouen Normandie qu'une fois le présent document retourné rempli, daté et signé par l'emprunteur à l'adresse suivante :

Musée des Beaux-Arts 26 bis rue Jean Lecanuet 76000 Rouen

Fait en trois exemplaires originaux,

A Rouen, le : 06 mars 2019

Pour Vieux la Romaine,
Responsable du musée

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le responsable du Musée Vieux-la-Romaine
Musée et sites

Xavier SAVARY

Monsieur Xavier SAVARY

Pour le Président de la Métropole Rouen Normandie
Par délégation,
Le Directeur des Musées Métropolitains

Monsieur Sylvain AMIC

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
25 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**15 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets appartenant aux collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec les Archives Départementales de la Seine-Maritime dans le cadre de l'exposition "Les princes de Monaco en Normandie : des Estouteville aux Grimaldi" organisée du 13 septembre au 14 décembre 2019	Convention Musée SA 184.19 du 14 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets appartenant aux collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec le musée de Vieux la Romaine dans le cadre de l'exposition "Si j'étais gladiateur..." organisée du 5 avril au 31 décembre 2019	Convention Musée SA 185.19 du 6 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt de récépissés des permis de séjour de Joan Miró et son épouse, de la pochette du "dossier d'étranger", de letttre, de demande de renouvellement de carte d'identité et du numéro de carte d'étranger 0018 de Joan Miró avec les Archives Départementales de la Seine-Maritime dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 186.19 du 18 mars 2019	

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention de prêt d'un ouvrage appartenant à la collection de Monsieur Juan Punyet Miró dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 187.19 du 20 février 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
23 AVR. 2019
PREFECTURE

Réf : DIMG/SI/MLB/03.2019/550

SA 102 19

Affiché le :

29 MARS 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY
SEINE-ECOPOLIS
Bail dérogatoire METROPOLE ROUEN NORMANDIE/GEOSTUDIO
Autorisation de signature

Le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil métropolitain en date du 14 mai 2018 adoptant la grille tarifaire des hôtes d'entreprises,

Rappelle :

↳ Que la METROPOLE ROUEN NORMANDIE est propriétaire d'un immeuble nommé Seine-Ecopolis sis à SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY (76800) – 45 Avenue Robert Hooke,

↳ Que la société GEOSTUDIO est actuellement occupante en pépinière d'entreprise au sein dudit bâtiment aux termes d'une convention d'occupation,

↳ Que la société GEOSTUDIO a exprimé le souhait de résilier ladite convention afin de conclure un bail dérogatoire pour la location de deux bureaux d'une superficie totale de 30 m² située 2ème étage du bâtiment,

↳ Qu'un accord est intervenu avec la société GEOSTUDIO pour la signature d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux pour une durée de 36 mois à compter du 1er mars 2019.

Décide :

↠ D'autoriser la location au profit de la société GEOSTUDIO d'une surface de bureaux de 30 m² située à Seine-Ecopolis à Saint-Etienne-du-Rouvray (76800) 45 avenue Robert Hooke pour une durée de 36 mois à compter du 1er mars 2019, moyennant un loyer annuel de QUATRE MILLE HUIT CENT EUROS HORS TAXES HORS CHARGES (4 800,00 € H.T./H.C.),

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

⏩ D'autoriser la signature du bail dérogatoire au statut des baux commerciaux correspondant ainsi que de tout autre document se rapportant à cette affaire.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 0 8 MARS 2019

LE PRÉSIDENT,

métropole Rouen NORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**19 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Caudebec-lès-Elbeuf – Seine-Actipolis – Bail dérogatoire MAYEM-EU GmbH – Modification de la surface : avenant n° 1 – Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/02.2019/549 du 11.03.2019 SA 101-19	
Saint-Etienne-du-Rouvray – Seine-Ecopolis – Bail dérogatoire Métropole Rouen Normandie/GEOSTUDIO – Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/550 du 08.02.2019 SA 102-19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
26 MARS 2019
PREFECTURE

DIMG/SAMT/LT/03.2019/1
SA 151-19

métropole
ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Affiché le
16 AVR. 2019

Parc de véhicules de la Métropole
Cession, mise au rebut

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil de la Métropole au Président, par délibération en date du 12 mars 2018,

Rappelle :

Qu'il y a lieu de procéder à l'aliénation ou à la mise au rebut des véhicules devenus obsolètes,

Décide :

D'autoriser la cession du véhicule suivant, qui sera mis aux enchères par Maître GUIGNARD ou Maître HEDIER-ROUZET, commissaires priseurs (VP Auto Rouen) :

Budget Déchets

- RENAULT Master immatriculé AP-263-ES

Les recettes, qui en résulteront, seront inscrites au chapitre 77 du Budget Général.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à

- Monsieur le Préfet de la Seine Maritime,

Fait à Rouen, le 08 MARS 2019

LE PRESIDENT,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
16 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**9 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Parc de véhicules de la Métropole – Cession, mise au rebut	Décision DIMG/SAMT/LT/03.2019/1 du 08/03/2019 SA 151.19	
Parc de véhicules de la Métropole – Cession, mise au rebut	Décision DIMG/SAMT/LT/02.2019/1 du 01/03/2019 SA 152.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

12 AVR. 2019
PRÉFECTURE

SA 194.19

Affiché le
30 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

ROUENNORMANDIE

CONVENTION DE PRÊT D'UNE OEUVRE EN DÉPÔT AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE CAEN (COLLECTION DU MUSÉE D'ORSAY)

Entre

Le Musée des Beaux-Arts de Caen
Structure : Musée des Beaux-Arts
Représenté par : Emmanuelle Delapierre
Fonction : Directrice
Adresse : Le Château – 14000 Caen
Téléphone : Fax : Courriel :

Ci-après désignée « le prêteur »

d'une part,

et

La Métropole Rouen Normandie, domiciliée à Rouen (76000) – Le 108 – 108 allée François Mitterrand – CS 50589 76006 Rouen CEDEX
Pour Le musée des Beaux-arts de Rouen
N° SIRET 200 023 414 00101, APE : 8411Z
Représentée par son Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Rouen Normandie en exécution de la délibération en date du 12 mars 2018 lui donnant délégation,

Ci-après désignée « l'emprunteur »
CPr-2019.011

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit,

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les termes et conditions du prêt d'une œuvre en dépôt au **Musée des Beaux-Arts de Caen** (appartenant aux collections du Musée d'Orsay). Elle est constituée des conditions générales et particulières fixées ci-après, précisant les dates et lieu de l'exposition, la liste des œuvres prêtées, leurs valeurs agréées d'assurance, ainsi que les conditions spécifiques à respecter par l'emprunteur.

L'œuvre ou les œuvres, objet(s) du présent prêt, est ci-après dénommée « l'œuvre ».

Article 2 : Objet du prêt

Le prêt est consenti dans le cadre de l'exposition suivante :

Titre de l'exposition : **Arts et Cinéma**

Lieu : **Musée des Beaux-arts de Rouen- Esplanade Duchamp, Rouen.**

Dates d'ouverture au public : **18 octobre 2019**
Date de fermeture : **17 février 2020**

Nom et coordonnées du responsable de l'exposition :
Coordonnées : **Joanne Snrech, Conservatrice**
Ville : **Rouen** Code postal : **76000**
Pays : **France**
Téléphone : **02 76 30 39 15**
Courriel : **joanne.snrech@metropole-rouen-normandie.fr**

OU

Coordonnées : Emily Busato, régie des expositions
Ville : Rouen **Code postal :** 76000
Pays : France
Téléphone : 02 76 30 39 30
Courriel : emily.busato@metropole-rouen-normandie.fr

L'œuvre suivante est prêtée au musée des Beaux-arts de Rouen :

- Eugène Boudin, *La plage de Trouville*, 1864, huile sur bois (RF 1961-26)
  Valeur d'assurance : 900 000 € (euros)

Article 3 : Conditions du prêt

3.1 – Généralités

Le prêt est consenti à titre gratuit, à l'exception des frais de régie précisés à l'article 3.7.
L'emprunteur accepte les conditions de prêt suivantes :

- l'emprunteur ne peut en aucun cas faire usage des œuvres qui lui a été confiées dans un autre but que l'exposition ayant fait l'objet de la demande,
- l'ensemble des frais relatifs au convoiement, à la fabrication des caisses, à l'emballage, au transport, au transfert, au montage et à l'installation des œuvres, et le cas échéant, aux formalités douanières, pour l'aller comme pour le retour, est à la charge exclusive de l'emprunteur,
- chaque œuvre est accompagnée d'un constat d'état établi avant son départ. Les constats d'état contradictoires seront établis pour chacune des œuvres au départ du Musée des Beaux-Arts de Caen, à l'arrivée et au départ du musée des Beaux-arts et au retour au Musée des Beaux-Arts de Caen.

3.2 – Convoiement

Toute œuvre prêtée est accompagnée, pour chacun des transports, par un convoyeur.

Les opérations d'emballage, de transport sont organisées et assurées à l'aller comme au retour, par une société habilitée et spécialisée dans le transport des œuvres, retenue par l'emprunteur. Toutefois, un transport en régie interne peut-être envisagé sur autorisation du prêteur.

3.3 - Durée du prêt

Le prêt est consenti du 30 septembre 2019 au 6 mars 2020.
L'exposition programmée du **18/10/2019 au 17/02/2020.**
Les œuvres seront acheminées dans les trois semaines avant le début de l'exposition et seront retournées dans les trois semaines après les échéances indiquées précédemment.

3.4 - Conditions de sécurité et conservation

L'emprunteur garantit les conditions de sécurité (incendie et vol) des œuvres pendant leur séjour et leurs transferts ainsi que les conditions générales de conservation préventive.
L'emprunteur s'engage à placer, à ses frais, les œuvres dans un lieu offrant toutes les garanties de sécurité (dégradation, vol, incendie) et de conservation et à appliquer les normes de conservation requises :

- température : 20° Celsius (+2 / -2),
- hygrométrie : 50 % (+ ou – 5 %),
- lumières : inférieur ou égal à 50 lux pour l'œuvre sur papier, les photographies, les tissus, les miniatures, les bois polychromes,
- stabilité de l'espace d'exposition : les œuvres ne doivent pas être exposées au courant d'air ou être placées à proximité d'installations de chauffage, de climatisation ou de lutte contre les incendies (sprinklers, etc.).

Il est demandé une surveillance permanente des œuvres, qu'elle soit humaine ou électronique (mise sous alarme, télésurveillance, etc.).
Aucune action de conservation et de montage ne pourra être entreprise sans accord préalable **du Musée des Beaux-Arts de Caen.** Les frais éventuels correspondants seront à la charge de la Métropole Rouen-Normandie.
Tout changement appréciable survenu dans l'état des prêts, que ce soit lors de leur transport ou de leur exposition, doit être immédiatement signalé au Musée des Beaux-Arts de Caen par la Métropole Rouen-Normandie.

3.5 - Modalités et autorisation de reproduction

Le prêteur autorise l'emprunteur à reproduire les œuvres prêtées dans le cadre strict de la promotion de l'exposition.
Aucune œuvre ne peut être photographiée ou filmée sans l'accord écrit du prêteur. Toute prise de vue réalisée au cours de l'exposition se fait sous le contrôle de l'emprunteur.
L'emprunteur règlera les formalités concernant les droits de reproduction de l'œuvre empruntée selon les conditions et les tarifs définis par le Musée des Beaux-Arts de Caen. L'emprunteur se charge d'obtenir les autres éventuelles autorisations nécessaires et de s'acquitter, s'il y en a, des droits auprès des auteurs, de leurs ayants droit ou des sociétés les représentant.
L'emprunteur s'engage à faire figurer sur tous les supports d'information, de communication et de promotion liés à l'exposition (catalogue, cartel, dossier de presse, affiches, carton d'invitation à l'inauguration, site en ligne, etc.) les mentions suivantes « **Paris, musée d'Orsay, dépôt au musée des Beaux-Arts de Caen donation du Dr Eduardo Mollard, 1961**».
L'emprunteur s'engage à adresser, dès parution, deux exemplaires justificatifs complets et originaux du catalogue au Musée des Beaux-Arts de Caen et au Musée d'Orsay.

3.6 – Assurances

La Métropole Rouen-Normandie souscrira les assurances nécessaires, tant au transport des œuvres (aller et retour) que pour toute la durée de l'exposition.
L'emprunteur prend entièrement à sa charge l'assurance tous risques "clou à clou" en valeur agréée, l'emballage et les transports des œuvres prêtées.
Les œuvres ne pourront quitter **le Musée des Beaux-Arts de Caen** qu'après réception du certificat d'assurance, contrat mis en place par les soins de l'emprunteur. Les pièces seront assurées "clou à clou"

trois semaines avant le début de l'exposition et un mois après la fin de l'exposition, la valeur d'assurance agréée étant de 900 000 €.

3.7 - Modifications, résiliation, rupture de la convention

La liste d'œuvres pourra faire l'objet de modifications qui ne viendraient pas compromettre l'économie générale du prêt. Dans ce cas, un accord écrit des deux parties est requis (assurances, transports, etc...).
La durée du prêt pourra être modifiée en tout ou partie, par accord écrit des deux parties.
Le prêteur se réserve la possibilité de résilier unilatéralement la présente convention pour motif d'intérêt général, en cas d'urgence ou de non-respect de l'emprunteur des dispositions de la présente convention.

Toutes contestations qui ne pourront être réglées à l'amiable seront portées exclusivement devant le tribunal compétent.
Tous les litiges auxquels la présente convention pourrait donner lieu seront tranchés par la juridiction française conformément à la loi française.
Les œuvres ne pourront quitter leur établissement d'origine qu'une fois le présent document retourné rempli, daté et signé par l'emprunteur à l'adresse suivante :

Musée des Beaux-Arts
Le Château
14 000 Caen

Fait en quatre exemplaires originaux,

A Rouen, le : 8 mars 2019

Pour le Musée des Beaux-Arts de Caen,
Madame la Directrice

Madame Emmanuelle DELAPIERRE

Pour le Président de la Métropole Rouen Normandie
Par délégation,
Le Directeur des Musées Métropolitains

Monsieur Sylvain AMIC

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
30 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**24 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention de prêt d'une œuvre en dépôt au musée des Beaux-Arts de Caen (Collection du musée d'Orsay) dans le cadre de l'exposition "Arts et cinéma" organisée du 18 octobre 2019 au 17 février 2020	Convention Musées SA 194.19 du 8 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres appartenant aux collections du musée national Picasso - Paris dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musées SA 195.19 du 7 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres appartenant aux collections de la réunion des musées métropolitains dans le cadre de l'exposition "Ludique - jouer dans l'Antiquité" organisée à Lyon	Convention Musées SA 196.19 du 9 avril 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
26 AVR. 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

Musée n°2019-

SA 87.19

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
20 MARS 2019

DECISION

Attractivité Communication Solidarité
Musées Métropolitains
Convention de prolongation de dépôt d'un tableau entre la Ville de Meudon et la Métropole Rouen Normandie

La présente décision a pour objet d'autoriser la prolongation et la régularisation d'un dépôt d'œuvre d'art, débuté en 2010, entre la Ville de Meudon, pour son musée d'art et d'histoire, et la Métropole Rouen Normandie pour le Musée des Beaux-Arts (MBA). Ce dépôt fera l'objet d'une convention.

L'œuvre concernée est la suivante :

Frank Boggs, *Les toits de Rouen et le clocher de la chapelle des bénédictins du Saint-Sacrement*, 1890, huile sur toile, dim. 151 x 186 cm, inv. 1980-2-32

Sa valeur est estimée à 30000 € (trente-mille euros).

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu le décret n°2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole, dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu la délibération du Conseil métropolitain en date du 9 février 2015 approuvant la création d'un Pôle muséal métropolitain sur le fondement de l'article L5217-2 I et IV à compter du 1er janvier 2016 ainsi que le transfert de la gestion des collections des différents musées constituant ce Pôle Muséal et déclarant d'intérêt métropolitain à compter du 1er janvier 2016, l'aménagement, l'entretien et le fonctionnement des 4 musées rouennais : le Musée des Beaux-Arts, le Musée Le Secq des Tournelles, le Musée de la Céramique, le Muséum d'Histoire naturelle,

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation de pouvoirs au Président,

Considérant :

- Que ce dépôt contribue à enrichir l'apport artistique des musées métropolitains, en accord avec l'objectif de diversification défini par la Réunion des Musées Métropolitains,

- Que la prise en charge des frais inhérents à ce dépôt est effectuée par la Métropole Rouen Normandie

- Que ce dépôt est consenti à titre gratuit, pour une durée d'un an renouvelable chaque année par tacite reconduction dans la limite de trois ans,

Décide :

- d'autoriser la prolongation de dépôt du tableau de Frank Boggs, *Les toits de Rouen et le clocher de la chapelle des bénédictins du Saint-Sacrement*,

- de prendre en charge les frais inhérents à ce dépôt,

- d'approuver les termes de la convention de dépôt avec la Ville de Meudon, jointe en annexe,

ET,

- de signer ladite convention.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 11 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave Flaubert – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
20 MARS 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	12 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Attractivité Communication Solidarité - Musées métropolitains - Convention de prolongation de dépôt d'un tableau entre la Ville de Meudon et la Métropole Rouen Normandie	Décision Musée 2019 - du 11 mars 2019 SA 87.19	
Attractivité Communication Solidarité - Musées métropolitains - Convention de dépôt d'un objet d'art du Louvre à la Métropole Rouen Normandie	Décision Musée 2019 - du 11 mars 2019 SA 88.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET ~~DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE~~

BUREAU DU COURRIER
15 MARS 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

Musée n°2019-

SA 88.19

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
20 MARS 2019

DECISION

Attractivité Communication Solidarité
Musées Métropolitains
Convention de dépôt d'un objet d'art du Louvre à la Métropole Rouen Normandie

La présente décision a pour objet d'autoriser le dépôt d'un objet d'art, entre l'Etablissement public du Musée du Louvre et la Métropole Rouen Normandie pour le Musée de la Céramique.

Cette pièce rare en « faïence de Rouen » a été acquise par dation en paiement des droits de succession d'un particulier au Louvre, puis déposée à Rouen en 2016. Une convention est établie en ce sens.

L'œuvre concernée est la suivante :

> *Bassin de fontaine orné de Neptune sur son char*, faïence à décor de grand feu en camaïeu bleu, dim. 73 x 54 x 8 cm, inv. OAP 3697, n° de dépôt D.C.2016.1.1

Sa valeur est estimée à 20 000 € (vingt mille euros).

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu le décret n°2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole, dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu la délibération du Conseil métropolitain en date du 9 février 2015 approuvant la création d'un Pôle muséal métropolitain sur le fondement de l'article L5217-2 I et IV à compter du 1er janvier 2016 ainsi que le transfert de la gestion des collections des différents musées constituant ce Pôle Muséal et déclarant d'intérêt métropolitain à compter du 1er janvier 2016, l'aménagement, l'entretien et le fonctionnement des 4 musées rouennais : le Musée des Beaux-Arts, le Musée Le Secq des Tournelles, le Musée de la Céramique, le Muséum d'Histoire naturelle,

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave Flaubert – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation de pouvoirs au Président,

Considérant :

- Que la Métropole Rouen Normandie souhaite favoriser une offre culturelle variée et de qualité sur son territoire, vecteur d'attractivité,

- Que ce dépôt contribue à enrichir l'apport artistique des musées métropolitains, en accord avec l'objectif de diversification défini par la Réunion des Musées Métropolitains,

- Que la prise en charge des frais inhérents à ce dépôt est effectuée par la Métropole Rouen Normandie,

- Que ce dépôt est consenti à titre gratuit, pour une durée de cinq ans renouvelable tacitement une fois, à compter de sa date de notification,

Décide :

- d'autoriser le dépôt du bassin de faïence à décor de grand feu en camaïeu bleu,

- de prendre en charge les frais inhérents à ce dépôt,

- d'approuver les termes de la convention de dépôt à intervenir avec l'Etablissement public – Musée du Louvre,

ET,

- de signer ladite convention jointe en annexe.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 11 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave Flaubert – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
20 MARS 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	12 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Attractivité Communication Solidarité - Musées métropolitains - Convention de prolongation de dépôt d'un tableau entre la Ville de Meudon et la Métropole Rouen Normandie	Décision Musée 2019 - du 11 mars 2019 SA 87.19	
Attractivité Communication Solidarité - Musées métropolitains - Convention de dépôt d'un objet d'art du Louvre à la Métropole Rouen Normandie	Décision Musée 2019 - du 11 mars 2019 SA 88.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET ~~DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE~~ :

BUREAU DU COURRIER
15 MARS 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

Réf : DIMG/SI/MLB/02.2019/549

SA 101-19

Affiché le :

29 MARS 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Caudebec-les-Elbeuf
Seine-Actipolis
Bail dérogatoire MAYEM-EU GmbH
Modification de la surface : Avenant n° 1
Autorisation de signature

Le Président de METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu la délibération du Conseil métropolitain en date du 14 mai 2018 adoptant la grille tarifaire des hôtels d'entreprises,

Vu le bail dérogatoire au statut des baux commerciaux conclu entre la METROPOLE ROUEN NORMANDIE et la société MAYEM-EU GmbH en date du 5 mars 2019,

Rappelle :

↳ Que METROPOLE ROUEN NORMANDIE est propriétaire d'un immeuble nommé Seine-Actipolis sis à CAUDEBEC-LES-ELBEUF (76320) – 64 Chemin de l'Exploitation,

↳ Que la société MAYEM-EU GmbH loue actuellement une surface de bureaux de 57 m² située au rez-de-chaussée dudit bâtiment aux termes d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux en date du 5 mars 2019, pour une durée de 12 mois,

↳ Que la société MAYEM-EU GmbH a manifesté le souhait de libérer à compter du 28 février 2019 le bureau actuellement occupé et de reprendre à compter du 1er mars 2019 une surface d'atelier de 283 m² située au même niveau, modifiant ainsi les termes du paragraphe « DESIGNATION » dudit bail,

Décide :

↠ D'autoriser la société MAYEM-EU GmbH à restituer à compter du 28 février 2019 le bureau actuellement occupé ainsi que la reprise d'une surface d'atelier située au même niveau à compter du 1er mars 2019, portant la surface totale louée à 283 m² moyennant un loyer annuel de **DOUZE MILLE SEPT CENT TRENTE CINQ EUROS HORS TAXES HORS CHARGES (12 735,00 € H.T./H.C.)**,

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

⏩ D'autoriser la signature de l'avenant correspondant ainsi que de tout autre document se rapportant à cette affaire.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame le Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 11 MARS 2019

LE PRÉSIDENT,

métropole ROUEN NORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	19 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Caudebec-lès-Elbeuf – Seine-Actipolis – Bail dérogatoire MAYEM-EU GmbH – Modification de la surface : avenant n° 1 – Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/02.2019/549 du 11.03.2019 SA 101-19	
Saint-Etienne-du-Rouvray – Seine-Ecopolis – Bail dérogatoire Métropole Rouen Normandie/GEOSTUDIO – Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/550 du 08.02.2019 SA 102-19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
26 MARS 2019
PREFECTURE

SA 181.19

Affiché le
25 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

Convention d'Occupation Temporaire du Domaine Public en vue de l'exploitation d'un bar à « softs » au sein du jardin des sculptures par l'Association ORTO'GO

Entre :

La Métropole Rouen Normandie/ musée des Beaux-Arts, Etablissement public de coopération intercommunale, sise Le 108, 108 Allée François Mitterrand CS 50589 76006 ROUEN CEDEX
Représentée par son Président; Monsieur Frédéric Sanchez, en vertu de la délibération du Conseil métropolitain du 12 mars 2018 lui donnant délégation.
OTEP-2019.001

Ci-après dénommée « la Métropole »,

d'une part,

Et,

L'association étudiante **Orto'Go**, association loi 1901, domiciliée à UFR Médecine-Pharmacie – 22 Boulevard Gambetta – 76000 ROUEN
Représentée par Mesdames Coline Grehalle et Valentine Simon, représentantes de l'association
N° SIRET 801 757 287 000 17
Code APE :9499Z

Ci-après désigné « l'exploitant »,

d'autre part

Ensemble désignés par « les parties »

Préambule

La Réunion des Musées Métropolitains

Depuis le 1er janvier 2016, 8 musées de la Métropole Rouen-Normandie ont été réunis au sein de la Réunion des Musées Métropolitains : le musée des Beaux-Arts de Rouen, le musée Le Secq des Tournelles, le musée de la Céramique, le musée des Antiquités, le muséum d'histoire naturelle, le musée Pierre Corneille de Petit-Couronne, le musée industriel de la Corderie Vallois à Notre-Dame de Bondeville et la Fabrique des Savoirs à Elbeuf. Cette union a pour but une mise en valeur et une complémentarité des collections des musées. Ce pôle muséal a permis de développer une politique culturelle, scientifique et patrimoniale cohérente sur le territoire métropolitain.

La Collection

Le musée des Beaux-Arts abrite l'une des plus prestigieuses collections publiques de France qui réunit peintures, sculptures, dessins et objets d'art de toutes écoles, du XVe siècle à nos jours. Pérugin, Gérard David, Clouet et Véronèse constituent les premiers grands jalons d'un parcours qui se prolonge avec un ensemble exceptionnel de peintures du XVIIe siècle : il compte des chefs-d'œuvre de Rubens, Caravage, Velázquez, Vouet, La Hyre, Poussin, Le Sueur... Les salles consacrées à l'art du XVIIIe siècle confrontent des peintures de Fragonard, Boucher et Hubert Robert, des sculptures et des objets d'arts. Par la richesse du fonds, par l'ampleur des mouvements artistiques représentés, par la présence d'œuvres de référence des plus grands maîtres d'Ingres à Monet, le musée est un temple de la peinture du XIXe siècle : Géricault, Delacroix, Corot, Gustave Moreau, Degas ou Monet y sont représentés par certains de leurs chefs-d'œuvre, alors que la donation de François Depeaux (1909) a établi à Rouen la première collection impressionniste de France hors de Paris. Modigliani, Dufy et les frères Duchamp ouvrent les collections du XXe siècle, qui se développent essentiellement autour du groupe de Puteaux, puis de l'abstraction (Vieira da Silva, Dubuffet, Nemours). Avec des œuvres ambitieuses de Delvoye ou Varini, l'art du XXIe siècle est désormais entré au musée.

Cette exceptionnelle collection confère au musée des Beaux-Arts de Rouen un rôle important sur la scène régionale, nationale et internationale.

La rénovation de nombreuses salles, le développement de la politique des publics et de la communication : alliés à une politique d'exposition audacieuse ont contribué à revivifier l'image de l'institution : chaque année le musée produit une exposition de grande ampleur.

Missions de l'établissement public

Le musée des Beaux-Arts de Rouen a pour missions principales :

- la présentation et l'enrichissement des collections dont il a la garde ;
- l'accueil du public le plus large, le développement de la fréquentation de son site. Il favorise la connaissance de ses collections, conçoit et met en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture ;
- être un pôle de rayonnement culturel sur le territoire de la Métropole Rouen Normandie et plus largement en Région, en France et à l'étranger.

Il accueille environ 100 000 visiteurs par an avec des pics d'activité sur la période printemps-été.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'exploitation à titre exclusif d'un service de distribution de « Soft » ouvert au public dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public d'un espace dédié dans le jardin des sculptures du musée des Beaux-Arts, pendant la Nuit étudiante se déroulant le 28 mars 2019.

Le choix de l'exploitant a été réalisé par l'association des Amis des Musées de la Ville de Rouen, partenaire actif de la Métropole Rouen Normandie, en particulier sur cet évènement annuel.

L'exploitant propose, à titre exclusif, des boissons « soft » (donc non alcoolisées) destinées aux étudiants et aux organisateurs à titre gracieux.

La présente convention précise les contraintes générales ou particulières concernant l'utilisation des locaux et des équipements, et définit les conditions relatives à l'exploitation et au fonctionnement du service de distribution de « soft » qui devront être respectées par l'exploitant.

Elle est intégrée dans la programmation de la RMM.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention d'occupation temporaire du domaine public, conclue à titre précaire et révocable, prendra effet le 28 mars 2019.

Elle est conclue pour journée (de 7h30h à 23 h).

La présente convention d'occupation du domaine public est exclue du champ d'application de l'article L145-1 du Code de Commerce.

L'exploitant ne peut donc, en aucune façon, invoquer ce texte pour prétendre au renouvellement de la convention.

Article 3 – Mise à disposition des espaces

La mise à disposition au profit de l'exploitant des espaces prévus dans le cadre de la présente convention aura lieu le 28 mars à partir de 7h30 (pour la livraison) et prendra fin à 23 h.

Article 4 – Descriptif des prestations

La carte de rafraichissements qui est proposée par l'exploitant devra faire l'objet d'une validation préalable de la Métropole.

Le type de prestations proposées doit correspondre à l'attente du public ciblé par la : rapidité du service, prestations de qualité.

L'ensemble des prestations données par l'exploitant doit pouvoir être consommé sur place.

Tous les produits utilisés doivent être de bonne qualité et sains. L'exploitant ne doit accepter de ses fournisseurs aucun ingrédient, matière première, produit intermédiaire ou produit fini dont il sait ou aurait pu estimer, en tant que professionnel et sur la base des éléments d'information en sa possession, qu'ils sont contaminés par des substances toxiques, des micro-organismes pathogènes, ou qu'ils contiennent des corps étrangers, de manière telle qu'ils resteraient impropres à la consommation même après les opérations de préparation ou de transformation hygiéniquement réalisées. L'exploitant garanti la sécurité des aliments, dans le respect de la réglementation applicable en ce domaine.

Article 5 – Espaces et Aménagements

Au titre du Code de la Construction et de l'Habitation, les locaux utilisés du musée sont parties intégrantes d'un établissement recevant du public de troisième catégorie dont l'activité principale est de type Y (musée). L'activité exercée par l'exploitant est de type N (restaurants et débits de boissons). Il lui incombe de se conformer, pour ce qui concerne l'exploitation générale et les installations dont il a la charge, à la réglementation correspondante et aux prescriptions émises par la Préfecture de Police de Rouen au nom de la Commission de Sécurité compétente.

5.1 Désignation des espaces

L'espace mis à disposition de l'exploitant est :

- une partie de la terrasse couverte, située sous la verrière du jardin des sculptures : correspondant à la dimension du stand.

5.2 Aménagement des espaces

Le matériel (2 tables) est fourni par la Métropole.

5.3 Installations techniques et raccordement aux réseaux

Les installations techniques des espaces (détection incendie, courants faibles en général et courants forts, d'eau, d'énergie) mis à disposition par le musée des Beaux-Arts de Rouen seront en état d'usage et auront fait l'objet, avant l'attribution de la présente convention, d'une vérification des conformités au regard des normes en vigueur.

Les espaces mis à disposition de l'exploitant disposent :

- de prises électriques

5.4 Equipements et mobiliers

L'exploitant fournit à ses frais tous les équipements nécessaires à son activité.

Par respect des mesures de sécurité établies, le contenu de ces installations est strictement limité à toute installation ne produisant pas de flamme ou de fumée.

5.5 Etat des lieux

La Métropole procèdera contradictoirement avec l'exploitant à un état des lieux lors de la mise à disposition des espaces, après la réception des travaux et à la fin de la période d'occupation.

A la fin de la période d'occupation, l'exploitant sera tenu de rétablir les lieux dans leur état initial et de faire disparaître toute trace de son occupation.

Article 6 – Horaires d'ouverture et fermeture du stand de boissons

L'exploitant s'engage à ouvrir au public l'espace de softs aux heures suivantes :

- Le jeudi 28 mars à partir de 7h30 (pour la livraison) jusqu'à 23h

Les espaces doivent être rendus libres dans un délai d'une heure après la fin de la manifestation.

Article 7 – Modalités techniques d'exploitation

7.1 Obligations d'entretien

L'exploitant est tenu d'assurer à ses frais toutes les réparations et tous les travaux nécessaires pour maintenir le jardin des sculptures en bon état d'usage et de présentation

L'exploitant est ainsi tenu de prendre à sa charge :

- le nettoyage des mobiliers ;
- la désinsectisation des espaces pendant la période d'occupation ;
- l'évacuation des déchets dans les bennes du musée (accompagnement d'un agent du musée)

Le nettoyage des sols hors office est assuré une fois par jour par le musée des Beaux-Arts de Rouen. Cependant, le maintien de ces espaces en bon état de propreté au cours de la manifestation est à la charge de l'exploitant.

L'exploitant doit, par ailleurs, prendre toutes les dispositions pour assurer les conditions d'hygiène dans le cadre de la réglementation sanitaire en vigueur.

7.2 Protocole de sécurité des opérations de chargement et de déchargement

En application du décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V), l'exploitant s'engage à respecter le protocole de sécurité concernant les opérations de livraisons ponctuelles qui lui est transmis après la signature de la présente convention.

Les livraisons se font hors de la présence du public entre 7h30 et 10h00 (délais de rigueur) du mercredi au lundi, ou le mardi entre 7h30 et 18h.

Les livraisons sont dépalettisées. Les palettes et les emballages inutiles au stockage sont évacués par le livreur.

L'exploitant dispose d'une place de livraison située au 26 bis, rue Jean-Lecanuet – 76 000 Rouen afin de procéder au déchargement. Le contenu des livraisons est ensuite acheminé via un accès défini par la Métropole.

Ces conditions d'accès peuvent être modifiées par la Métropole pour des raisons inhérentes à son activité : sécurité, travaux, etc. L'exploitant devra se conformer à ses accès.

Toute livraison devra être signalée au poste de sécurité du musée avant déchargement et accès aux espaces du musée. En cas d'agissement contraire la Métropole se réserve le droit de ne pas donner accès à ses espaces.

7.3 Approvisionnements

Les conditions de circulation des marchandises et d'évacuation des déchets sont précisées par la Métropole, et l'exploitant est tenu de les respecter.

Aucun objet ne peut être stocké dans les dégagements (escaliers, ascenseurs, couloirs, vestibules) sauf autorisation expresse par la Métropole. Aucun objet ne peut être acheminé à travers les zones dévolues aux collections.

Article 8 - Qualité et contrôle du niveau des prestations proposées

L'exploitant doit porter une attention toute particulière à la qualité et à la sécurité alimentaires de ses produits. Il garantit la sécurité des aliments, dans le respect de la réglementation applicable en ce domaine.

L'exploitant doit se soumettre à l'ensemble des contrôles pratiqués par la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes et de la Direction des services vétérinaires. Un compte rendu systématique régulier de tous les résultats de ces contrôles sera communiqué à la Métropole.

Article 9 - Conditions générales d'exploitation

9.1 Personnel de l'exploitant

Pour des raisons d'accès à l'établissement, l'exploitant doit préciser le nombre et la composition de l'équipe d'étudiants bénévoles et permettre son identification par le personnel de sécurité.

Les membres du personnel sont tenus de se conformer au règlement intérieur et à toutes les consignes de sécurité du musée des Beaux-Arts de Rouen.

9.2 Conditions de vente

L'exploitant est tenu d'afficher que les consommations sont gratuites.

9.3 Réclamations et suggestions de clients

La Métropole se réserve la faculté de recueillir, par tous procédés de son choix, les appréciations des clients de l'exploitant.

Ce dernier a en outre, l'obligation d'informer la Métropole des observations, réclamations, suggestions présentées par les clients. Il les accompagne de toutes les explications, justifications ou propositions utiles via un cahier de liaison.

La Métropole, de son côté, transmet à l'exploitant les réclamations écrites qui lui sont parvenues. En réponse, ce dernier fournit sur celles-ci et obligatoirement par écrit les explications et propositions utiles dans un délai de dix (10) jours de fonctionnement.

9.4 Communication

Sauf autorisation expresse l'exploitant ne peut pas utiliser l'identité visuelle du musée des Beaux-Arts de Rouen (logo, visuels, ...) hors des espaces confiés.

Une signalétique, mise en place par la Métropole, indique l'emplacement du stand au sein du musée.

9.5 Atteinte à l'image du musée des Beaux-Arts de Rouen

L'exploitant s'engage à agir à tout moment conformément à la réputation du musée des Beaux-Arts de Rouen et de la Métropole.

De manière générale, l'exploitant s'engage à ne pas porter atteinte à l'image du musée des Beaux-Arts de Rouen et de la Métropole et à ne pas porter atteinte à ses missions de service public, à son image et à son éthique ainsi qu'à sa réputation.

Article 10 - Responsabilité et assurance

10.1 Observation des lois, règlements et mesures de police

L'exploitant s'engage à respecter strictement les règles de sécurité s'imposant aux agents du musée des Beaux-Arts de Rouen comme aux visiteurs, décrites dans le règlement de visite et le règlement intérieur du musée des Beaux-Arts de Rouen.

Il appartient à l'exploitant de se pourvoir des autorisations nécessaires et d'accomplir lui-même toutes les formalités administratives de telle sorte que le concédant ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Il doit acquitter directement ou rembourser à la Métropole tous impôts, droits et taxes actuels ou futurs, établis par l'Etat et les collectivités locales du fait de l'exploitation confiée et des espaces occupés, de manière à ce que la Métropole ne puisse être inquiétée à ce sujet. La Métropole ne saurait s'engager sur les impôts et taxes directement dues à l'administration fiscale par l'exploitant.

10.2 Assurances

En sa qualité de propriétaire, la Métropole souscrit une police d'assurance garantissant son patrimoine (bâtiments et contenu) contre les risques incombant aux propriétaires (incendie, explosion, tempête, dégâts des eaux...)
L'occupant répond de la responsabilité de sa clientèle et de son personnel pour tous dommages causés au tiers ; il s'engage, dès son arrivée sur les lieux, à souscrire auprès de compagnies notoirement solvables et agrées par l'Etat les contrats d'assurances suivants :
- assurance responsabilité civile couvrant les conséquences dommageables,
- assurance multirisques
- incendie, explosion, dégâts des eaux (risques locatifs), vol...,
- couvrant les dommages survenant dans les locaux confiés et le recours des voisins et des tiers.

Cette police garantit également les dommages survenant à la suite d'émeutes, de mouvements populaires, y compris les dommages survenant à la suite d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées ou non dans les locaux confiés.

Les attestations d'assurance correspondantes sont communiquées à la Métropole au plus tard le jour de l'exploitation.

Article 11 - Conditions financières

Aucune redevance financière n'est demandée à l'exploitant, conformément à la grille tarifaire RMM en vigueur dans le cadre de la programmation des évènements de la RMM.
En Revanche, celui-ci doit assurer la promotion de l'évènement et de la programmation de la RMM auprès de son public.

Article 12 - Sous-location - Cession

L'exploitant doit occuper personnellement les espaces, objet de la présente convention. Toute sous-location ou cession est formellement interdite.

Article 13 - Clause résolutoire

La présente convention peut également être résiliée dans de plein droit après mise en demeure infructueuse, si bon semble à la Métropole en cas d'inexécution d'une clause de la convention, la présente autorisation étant donnée à titre précaire et révocable.

Article 14 – Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception sous réserve de respecter un préavis d'un mois.
Sous peine de poursuites, l'occupant devra procéder à la remise en état des lieux.

Article 15 – Litige

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention. Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis aux tribunaux de Rouen compétents.

Article 16 - Modification de la situation de l'exploitant

L'exploitant s'engage à informer la Métropole de toute modification significative dans sa situation tels que modification du capital, changement de siège social, changement de forme juridique, etc.

Article 17 – Interlocuteurs

La Métropole désignera à l'exploitant un interlocuteur au sein du Musée des Beaux-Arts.

Fait à Rouen, le 11/03/2019
En trois exemplaires originaux

Pour la Métropole Rouen Normandie
Pour le Président, par délégation,
L'administratrice des Musées

Murielle GRAZZINI

Pour l'exploitant
L'association Orto'Go
Les Représentantes

Coline GREHALLE et Valentine SIMON

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
25 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**15 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention d'occupation temporaire du domaine public en vue de l'exploitation d'un bar à "softs" au sein du jardin des sculptures par l'Association ORTO'GO dans le cadre de la nuit des étudiants	Convention Musée SA 181.19 du 11 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres appartenant à la collection de M. Rory NELSON dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 182.19 du 21 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention d'occupation temporaire du domaine public en vue de l'exploitation d'un bar à "softs" au sein du Muséum d'histoire natuelle de Rouen dans le cadre de la nuit des étudiants	Convention Musée SA 183.19 du 25 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
23 AVR. 2019
PREFECTURE

Actions économiques
N° 01-2019

SA 100.19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Affiché le
2 0 MARS 2019

Organisme extérieur
Cellule Economique Régionale de la Construction de Normandie (CERC)
Adhésion de la Métropole

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2121-1, L2121-33 et L5211-1,

Vu les statuts de l'association Cellule Economique Régionale de la Construction de Normandie adoptés le 21 janvier 2016, et notamment l'article 7,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil Métropolitain au Président par délibération du 20 mars 2017,

Rappelle :

- que la Cellule Economique Régionale de la Construction de Normandie est à la fois l'observatoire normand de la construction et l'instance de concertation économique des différents acteurs de la construction en Normandie,

- que la Cellule Economique Régionale de la Construction de Normandie est un outil économique dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et des carrières et matériaux de construction de la Normandie,

- Que les actions de l'association rejoignent les objectifs de la Métropole en termes de développement économique,

Décide :

- D'adhérer à l'association Cellule Economique Régionale de la Construction de Normandie, à compter de cette année 2019 et d'acquitter la cotisation dont le montant est fixé annuellement par le Conseil d'Administration (sous réserve de l'inscription des crédits au Budget) et qui est fixé en 2019 à 600 € TTC.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de Seine Maritime,

Fait à Rouen, le 1 3 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
20 MARS 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**13 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Organisme extérieur - Cellule Économique Régionale de la Construction de Normandie (CERC) - Adhésion de la Métropole	Décision Actions économiques n°01-2019 - du 13 mars 2019 SA 100.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
15 MARS 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

Finances n° 80.19

Affiché le :
29 MARS 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

LA METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Administration Générale : Modification de la nature des dépenses à payer de la régie d'avances de menues dépenses et de recettes de la Métropole Rouen Normandie

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-10,

Vu, le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,

Vu, le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, les articles R1617-1 à R1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu, l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant de cautionnement imposé à ces agents,

Vu, la délibération du Bureau de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise du 03 mars 2008 portant création de la régie d'avances et de recettes,

Vu, la délégation de pouvoirs consentis par le Conseil de la Métropole Rouen Normandie au Président par délibération du 12 mars 2018,

Vu, la décision du Président en date du 07 février 2011, modifiant la nature des dépenses à payer de la régie d'avances et de recettes,

Vu, la décision du Président en date du 28 février 2014, modifiant la nature des dépenses à payer de la régie d'avances et de recettes,

Vu, l'avis conforme du comptable public assignataire en date du ....07 MARS 2019

Rappelle :

⇨ que dans le cadre de l'accroissement des dépenses sur des sites internet et dont le paiement s'effectue par carte bancaire (frais de douane, frais de transport, frais d'inscription pour des applications de téléphonie mobile...) et pour les frais d'hébergement, il convient de modifier la régie d'avances et de recettes afin de permettre le paiement de ces menues dépenses.

Décide :

⇨ de modifier l'article 6 de la régie d'avances et de recettes, comme suit :
Article 6 : la régie paie, à compter du 1er janvier 2019, les dépenses suivantes :

- Tous les frais afférents ou se rapportant aux déplacements des élus et des agents de la Métropole,
- Les avances sur frais de mission ou les frais des élus et des agents de la Métropole,
- Tous les frais afférents ou se rapportant aux réceptions et réunions de toute nature,
- Les frais d'affranchissement notamment les chronoposts,
- Les dépenses de petits matériels et de fonctionnement afférents ou se rapportant à l'organisation de manifestations de toute nature,
- Les frais de documentation diverse,
- Tous les frais bancaires liés à la carte bancaire,
- Les frais relatifs à la création et aux demandes de duplicatas de carte grise pour les véhicules de la Métropole,
- Les inscriptions aux bibliothèques,
- Les acquisitions de logiciels de faible valeur,
- Les frais d'hébergement,
- Les menues dépenses contractées sur internet (frais de douane, frais de transport, frais d'inscription pour des applications mobiles...) avec règlement par carte bancaire.

Les autres articles demeurent inchangés.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine-Maritime
- Monsieur le Comptable Public
- Messieurs les régisseurs

Fait à Rouen, le 14 MARS 2019

LE PRESIDENT

Frédéric SANCHEZ

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	19 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Administration Générale – Modification de la nature des dépenses à payer de la régie d'avances de menues dépenses et de recettes de la Métropole Rouen Normandie	Décision Finances n° 80.19 du 14/03/19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole RouenNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
26 MARS 2019
PREFECTURE

CULTURE n° – 2019

SA 104.19

métropole ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

DECISION

Culture
Prêt de matériel entre la Métropole Rouen Normandie et la communauté de communes Lyons Andelle pour l'organisation d'une manifestation culturelle.
Convention de prêt à intervenir : autorisation de signature

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation de pouvoirs au Président,

Considérant :

- que la Métropole Rouen Normandie organise tout au long de l'année des manifestations culturelles,

- que pour l'organisation de ces manifestations, la Métropole dispose de matériels techniques (matériel de son et de lumière, petit mobilier...),

- que la communauté de communes Lyons Andelle sollicite la Métropole pour le prêt à titre gracieux de certains matériels techniques, dans le cadre de sa saison culturelle,

- que la convention pour mise à disposition gracieuse entre la Métropole Rouen Normandie et la commune est prévue,

Décide :

- d'approuver les termes de la convention de prêt à intervenir dans ce cadre,
et
- de signer cette convention.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente Décision dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète de la Seine-Maritime.

Fait à Rouen le .....

14 MARS 2019

Le Président,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**22 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Culture - Prêt de matériel entre la Métropole Rouen Normandie et la communauté de communes Lyons Andelle pour l'organisation d'une manifestation culturelle - Convention de prêt à intervenir : autorisation de signature	Décision du 14/03/2019 Culture SA n°104.19	
Culture - Manifestations culturelles - Mise à disposition gracieuse de lieux pour les manifestations du festival "SPRING", édition 2019 - Conventions à intervenir : autorisation de signature	Décision du 14/03/2019 Culture SA n°105.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

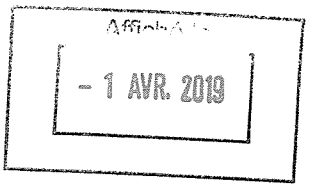
BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Culture n°2019-

SA 105.19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION



Culture
Manifestations culturelles
Mise à disposition gracieuse de lieux pour les manifestations du festival « SPRING », édition 2019
Conventions à intervenir : autorisation de signature

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de Propriété des Personnes Publiques,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie, notamment l'article 5-2,

Vu la délibération du Conseil du 12 décembre 2016 relative à l'intérêt métropolitain en matière d'action culturelle,

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation de pouvoirs au Président,

Vu la décision du 18 janvier 2019 relative à la convention de mise à disposition gracieuse de lieux à intervenir dans le cadre du festival SPRING,

Considérant :

- que dans le cadre du prochain festival culturel « SPRING » dédié aux nouvelles écritures circassiennes, la Métropole organise des manifestations dans différents lieux du territoire du 1er mars au 5 avril 2019,

- que des manifestations seront programmées dans des lieux appartenant aux communes (salle des fêtes, salle polyvalente, ...) ou à d'autres organismes publics ou privés (château, Institut d'Education Motrice...) situés sur le périmètre de la Métropole,

- qu'une résidence artistique est organisée à l'Institut d'Education Motrice COLETTE YVER situé au 240 rue Albert Dupuis à Rouen du 18 au 27 mars 2019,

- que l'Institut d'Education Motrice COLETTE YVER accepte d'accueillir en résidence la «compagnie Equidistante » pour la création de leur prochain spectacle*: MURA*

Décide :

- d'adopter les termes de la convention de mise à disposition gracieuse à intervenir dans le cadre du festival « SPRING » ci-jointe,
et

- de signer cette convention ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 14 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**22 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Culture - Prêt de matériel entre la Métropole Rouen Normandie et la communauté de communes Lyons Andelle pour l'organisation d'une manifestation culturelle - Convention de prêt à intervenir : autorisation de signature	Décision du 14/03/2019 Culture SA n°104.19	
Culture - Manifestations culturelles - Mise à disposition gracieuse de lieux pour les manifestations du festival "SPRING", édition 2019 - Conventions à intervenir : autorisation de signature	Décision du 14/03/2019 Culture SA n°105.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :	CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :
métropole ROUEN NORMANDIE	BUREAU DU COURRIER 28 MARS 2019 PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Réf : DIMG/SI/MLB/03.2019/552
SA 115-19

Affiché le :
- 1 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

PETIT-COURONNE
Seine Créapolis Sud
Bail dérogatoire Sté MOOSH
Résiliation anticipée du bail : autorisation de signature

Le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Vu le bail dérogatoire conclu entre la METROPOLE ROUEN NORMANDIE et la société MOOSH en date du 9 novembre 2018,

Rappelle :

- Que dans le cadre du transfert de la compétence « Développement Economique » de la commune de Petit-Couronne vers la METROPOLE ROUEN NORMANDIE au 1er janvier 2015, la Métropole dispose du bâtiment dénommé SEINE CREAPOLIS SUD sis à PETIT-COURONNE (76650) – 1690 rue Aristide Briand,
- Que la METROPOLE ROUEN NORMANDIE a conclu un bail dérogatoire avec la société MOOSH pour une durée de 36 mois à compter du 15 octobre 2018 pour la location d'un atelier situé à PETIT-COURONNE, 1690 rue Aristide Briand,
- Que la société MOOSH a fait une demande d'agrément afin d'intégrer la pépinière d'entreprise au sein des mêmes locaux,
- Que cette demande ayant été acceptée à compter du 1er avril 2019, la société MOOSH sera bénéficiaire d'une convention d'occupation pour les locaux occupés,
- Que compte-tenu de la signature de ladite convention, la société MOOSH a demandé la résiliation anticipée de son bail dérogatoire à compter du 31 mars 2019, ci-joint et annexé,

Décide :

⏩ D'autoriser la résiliation anticipée du bail dérogatoire au statut des baux commerciaux consenti à la société MOOSH à compter du 31 mars 2019,

⏩ De restituer le montant du dépôt de garantie dans les conditions fixées au bail dérogatoire.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 14 MARS 2019

LE PRESIDENT,

métropole
ROUENNORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**25 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Sté MOOSH – Résiliation anticipée du bail - Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/552 du 14.03.2019 SA 115.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Sté NOMEN'K – Résiliation anticipée du bail : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/553 du 14.03.2019 SA 116.19	
Petit-Quevilly (le) – Seine-Innopolis – Bail commercial Société BEARSTUDIO – Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/554 du 20.03.2019 SA 117.19	
Petit-Quevilly (le) – Seine-Innopolis – Bail commercial KEYVEO – Surface complémentaire – Avenant n° 2 : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/555 du 20.03.2019 SA 118.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Immeuble 111, rue Pierre Corneille – Bail dérogatoire HL MARQUAGES : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/556 du 20.03.19 SA 119.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Réf : DIMG/SI/MLB/03.2019/553

28 JUIN 19

Affiché le :

- 1 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

PETIT-COURONNE
Seine Créapolis Sud
Bail dérogatoire Sté NOMEN'K
Résiliation anticipée du bail : autorisation de signature

Le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Vu le bail dérogatoire conclu entre la METROPOLE ROUEN NORMANDIE et la société NOMEN'K en date du 21 janvier 2019,

Rappelle :

- Que dans le cadre du transfert de la compétence « Développement Economique » de la commune de Petit-Couronne vers la METROPOLE ROUEN NORMANDIE au 1er janvier 2015, la Métropole dispose du bâtiment dénommé SEINE CREAPOLIS SUD sis à PETIT-COURONNE (76650) – 1690 rue Aristide Briand,

- Que la METROPOLE ROUEN NORMANDIE a conclu un bail dérogatoire avec la société NOMEN'K pour une durée de 12 mois à compter du 1er décembre 2018 pour la location d'un atelier situé à PETIT-COURONNE, 1690 rue Aristide Briand,

- Que la société NOMEN'K a fait une demande d'agrément afin d'intégrer la pépinière d'entreprise au sein des mêmes locaux,

- Que cette demande ayant été acceptée à compter du 1er avril 2019, la société NOMEN'K sera bénéficiaire d'une convention d'occupation pour les locaux occupés,

- Que compte-tenu de la signature de ladite convention, la société NOMEN'K a demandé la résiliation anticipée de son bail dérogatoire à compter du 31 mars 2019, ci-joint et annexé,

Décide :

⏩ D'autoriser la résiliation anticipée du bail dérogatoire au statut des baux commerciaux consenti à la société NOMEN'K à compter du 31 mars 2019,

⏩ De restituer le montant du dépôt de garantie dans les conditions fixées au bail dérogatoire.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 14 MARS 2019

LE PRÉSIDENT,

métropole
ROUENNORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

03 -

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	**25 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Sté MOOSH – Résiliation anticipée du bail - Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/552 du 14.03.2019 SA 115.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Sté NOMEN'K – Résiliation anticipée du bail : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/553 du 14.03.2019 SA 116.19	
Petit-Quevilly (le) – Seine-Innopolis – Bail commercial Société BEARSTUDIO – Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/554 du 20.03.2019 SA 117.19	
Petit-Quevilly (le) – Seine-Innopolis – Bail commercial KEYVEO – Surface complémentaire – Avenant n° 2 : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/555 du 20.03.2019 SA 118.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Immeuble 111, rue Pierre Corneille – Bail dérogatoire HL MARQUAGES : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/556 du 20.03.19 SA 119.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
RouenNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

28 MARS 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

SA 184.19

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
25 AVR. 2019

ROUENNORMANDIE

CONVENTION DE PRET D'OEUVRES ET OBJETS APPARTENANT AUX COLLECTIONS DE LA REUNION DES MUSEES METROPOLITAINS

Entre

La Métropole Rouen Normandie, sise le 108 – 108 allée François Mitterrand – CS 50589 76006 Rouen Cedex
Pour le Musée des Antiquités
N° SIRET 20002341400101, APE : 8411Z représentée par son Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Rouen Normandie en exécution de la délibération en date du 12 mars 2018,
(CPr – 2019.022)
Ci-après désigné « le prêteur »

d'une part,

et

Direction des Archives Départementales de de la Seine-Maritime
Pôle Archives historiques – 42 rue Henri II Plantagenêt – 76100 ROUEN
Représenté par : Monsieur Vincent MAROTEAUX, Directeur des Archives départementales et Conservateur général du Patrimoine
Dossier suivi par Monsieur Mickaël BLOCHE
Téléphone : 02 35 03 54 95 Fax : 02 35 03 56 89 Courriel : michael.bloche@seinemaritime.fr

Ci-après désigné « l'emprunteur »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit,

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention de prêt est un contrat ayant pour objet de préciser les termes et conditions du prêt d'œuvres conservées par le Musée des Antiquités. Elle est constituée des conditions générales et particulières fixées ci-après, précisant les dates et lieu(x) de l'exposition, la liste des œuvres prêtées, leurs valeurs agréées d'assurance, ainsi que les conditions spécifiques à respecter par l'emprunteur.

L'œuvre ou les œuvres, objet(s) du présent prêt, est ci-après dénommée « l'œuvre ».

Article 2 : Objet du prêt

Le prêt est consenti dans le cadre de l'exposition suivante :

Titre de l'exposition : **« Les princes de Monaco en Normandie : des Estouteville aux Grimaldi »**

Lieu(x) : **Archives historiques de la Seine-Maritime au pôle culturel Grammont**

Dates d'ouverture au public : **13 septembre 2019** à la presse : .....
Date de vernissage : .....
Date de fermeture : **14 décembre 2019**

Nom et coordonnées du responsable de l'exposition : Monsieur Mickaël BLOCHE
Coordonnées :
Ville : **Rouen** Code postal : **76100**
Pays : .....
Téléphone : **02 35 03 54 95** Télécopie : **02 35 03 56 89**
Courriel : **mickael.bloche@seinemaritime.fr**

L'œuvre suivante est prêtée au Pôle Archives historiques de la Direction des Archives Départementales de la Seine-Maritime.

- *La vierge en Ivoire, dite de Valmont, également appelée la « Vierge au ruban »*, fin XVème – début XVIème Siècle, numéro d'inventaire 1837A, valeur d'assurance : 1 200 000 € (euros)

Article 3 : Conditions du prêt

3.1 – Généralités

Les demandes de prêt doivent parvenir au prêteur au moins **six (6) mois avant l'ouverture de l'exposition.**

Le prêt est consenti à titre gratuit. La Direction des Archives Départementales de la Seine-Maritime accepte les conditions de prêt suivantes :

L'emprunteur ne peut en aucun cas faire usage de l'œuvre qui lui a été confiée dans un autre but que l'exposition ayant fait l'objet de la demande.

L'ensemble des frais relatifs au convoiement, à la fabrication des caisses, à l'emballage, au transport, au transfert, au montage et à l'installation de l'œuvre, et le cas échéant, aux formalités douanières, pour l'aller comme pour le retour, est à la charge exclusive de l'emprunteur ou des emprunteurs.
Chaque œuvre est accompagnée d'un constat d'état établi avant son départ.

3.2 – Convoiement

Toute œuvre prêtée est accompagnée, pour chacun des transports, par un convoyeur de la RMM présent dans le véhicule et pour le montage et démontage.

Les opérations d'emballage, de transport sont organisées et assurées à l'aller comme au retour, par une société habilitée et spécialisée dans le transport d'œuvre d'art, retenue par l'emprunteur.

Pour le transport, une caisse climatique est obligatoire, celle-ci devra être acclimatée 48 heures avant le montage et après le démontage.

La caisse doit être en mousse creusée sur mesure à la forme, les mousses devant être recouvertes de tyvex.

Si le convoiement ne peut être effectué par un convoyeur de la Métropole Rouen Normandie, il sera effectué par un restaurateur agréé et ceci aux frais de l'emprunteur.

3.3 - Durée du prêt

Le prêt est consenti au maximum du 23 août 2019 au 4 janvier 2020 pour l'exposition programmée du 13septembre au 14 décembre 2019.

Les œuvres seront acheminées dans les trois semaines avant le début de l'exposition et seront retournées dans les trois semaines après sa fermeture.

3.4 – Conditions de sécurité et conservation

L'installation de l'œuvre doit être effectuée en présence du convoyeur selon les indications fournies par le prêteur.

L'emprunteur garantit les conditions de sécurité (incendie et vol) des œuvres pendant leur séjour et leur transfert ainsi que les conditions générales de conservation préventive :

L'emprunteur s'engage à placer, à ses frais, l'œuvre dans un lieu offrant toutes les garanties de sécurité (dégradation, vol, incendie) et de conservation et à appliquer les normes de conservation requises :

- température : 20° Celsius (+2 / -2),
- hygrométrie : 50 % (+ ou – 5 %), Le climat doit être rigoureusement contrôlé : 50% HR, 20°C, en évitant les soudaines variations. Vous devrez nous préciser en amont comment vous comptez contrôler le climat
- lumières : Il ne faut pas de lumière naturelle directe sur l'ivoire. Toute ouverture/fermeture de la vitrine devra être fait en présence d'un convoyeur de la RMM. Le système d'éclairage doit être à l'extérieur de la vitrine, et non à l'intérieur, sauf si le système est des LEDS, de préférence placées dans bas de la vitrine, et pas au-dessus de l'objet.
- stabilité de l'espace d'exposition : La vitrine doit présenter des matériaux complètement neutres pour l'ivoire. L'œuvre est autoporteuse et ne recevra pas de soclage, en revanche une interface de conservation devra être placée entre l'œuvre et le fond de vitrine.
- l'ivoire doit être présenté seul dans une vitrine indépendante, la vitrine doit être sécurisée et placée sous alarme. Les plans de la vitrine doivent être communiqués à la conservation, pour validation.

Il est demandé une surveillance permanente des œuvres, qu'elle soit humaine ou électronique (mise sous alarme, télésurveillance, etc.)

Aucune action de conservation et de montage ne pourra être entreprise sans accord préalable du Musée des Antiquités. Les frais éventuels correspondants seront à la charge de la Direction des Archives Départementales de la Seine-Maritime

3.5 – Modalités et autorisation de reproduction

La Direction des Musées de la Métropole Rouen Normandie autorise l'emprunteur à reproduire l'œuvre prêtée dans le cadre strict de la promotion de l'exposition.

Aucune œuvre ne peut être photographiée ou filmée sans l'accord écrit de la Métropole Rouen Normandie - Direction des Musées. Toute prise de vue réalisée au cours de l'exposition se fait sous le contrôle de l'emprunteur

L'emprunteur réglera les formalités concernant les droits de reproduction des œuvres empruntées auprès du Musée des Antiquités, indications figurant sur le constat d'état établi par les soins du Musée des Antiquités

L'emprunteur s'engage à faire figurer sur tous les supports d'information, de communication et promotion liés à l'exposition (catalogue, cartel, dossier de presse, affiches, carton d'invitation à l'inauguration, site en ligne, etc.) les mentions suivantes *Rouen, musée des Antiquités* et du crédit photographique © *Musées de la Métropole Rouen Normandie* suivi du nom du photographe où de l'agence photographique.

L'emprunteur s'engage à adresser, dès parution, deux exemplaires justificatifs complets et originaux du catalogue à la Métropole Rouen Normandie.

3.6 - Assurances

La Direction des Archives Départementales de la Seine-Maritime souscrira les assurances nécessaires, tant au transport des œuvres (aller et retour) que pour toute la durée de l'exposition

La compagnie d'assurance et le transporteur doivent être agréés par le Service des Musées de France ;

L'emprunteur prend entièrement à sa charge l'assurance "clou à clou", l'emballage, et le transport des œuvres prêtées ;

Les œuvres ne pourront quitter le Musée des Antiquités qu'après réception du certificat d'assurance, contrat mis en place par les soins de l'emprunteur. Les pièces seront assurées clou à clou trois semaines avant le début de l'exposition et un mois après la fin de l'exposition, la valeur d'assurance étant de 1 200 000€.

3.7 – Modifications, résiliation, rupture de la convention

La liste d'œuvres pourra faire l'objet de modifications qui ne viendraient pas compromettre l'économie générale du prêt. Dans ce cas, un accord écrit des deux parties est requis (assurances, transports, etc...).
La durée du prêt pourra être modifiée en tout ou partie, par accord écrit des deux parties.
La Métropole Rouen Normandie, le prêteur, se réserve la possibilité de résilier unilatéralement la présente convention pour motif d'intérêt général, en cas d'urgence ou de non-respect de l'emprunteur des dispositions du présent protocole ou contrat.

Toutes contestations qui ne pourront être réglées à l'amiable seront portées exclusivement devant le tribunal compétent.

Tous les litiges auxquels le présent protocole pourrait donner lieu seront tranchés par la juridiction française conformément à la loi française.

Les œuvres ne pourront quitter les Musées de la Métropole Rouen Normandie qu'une fois le présent document retourné rempli, daté et signé par l'emprunteur à l'adresse suivante :

Musée des Beaux-Arts, Direction des Musées, 26 bis rue Jean Lecanuet, 76000 Rouen

Fait en trois exemplaires originaux,

A Rouen, le : 14 [illegible]

Pour la Direction des Archives Départementales de la Seine Maritime,
Le Directeur

Monsieur Vincent MAROTEAUX

Pour le Président de la Métropole Rouen Normandie
Par délégation,
Le Directeur des Musées Métropolitains

Monsieur Sylvain AMIC

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
25 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**15 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets appartenant aux collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec les Archives Départementales de la Seine-Maritime dans le cadre de l'exposition "Les princes de Monaco en Normandie : des Estouteville aux Grimaldi" organisée du 13 septembre au 14 décembre 2019	Convention Musée SA 184.19 du 14 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets appartenant aux collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec le musée de Vieux la Romaine dans le cadre de l'exposition "Si j'étais gladiateur..." organisée du 5 avril au 31 décembre 2019	Convention Musée SA 185.19 du 6 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt de récépissés des permis de séjour de Joan Miró et son épouse, de la pochette du "dossier d'étranger", de letttre, de demande de renouvellement de carte d'identité et du numéro de carte d'étranger 0018 de Joan Miró avec les Archives Départementales de la Seine-Maritime dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 186.19 du 18 mars 2019	

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention de prêt d'un ouvrage appartenant à la collection de Monsieur Juan Punyet Miró dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 187.19 du 20 février 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
23 AVR. 2019
PREFECTURE

Cpr - 2019 - 031

SA 186.19

Seine-Maritime
Le Département

CONTRAT DE PRET

Affiché le
25 AVR. 2019

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département de la Seine-Maritime
Représenté par Vincent Maroteaux, directeur des Archives départementales de Seine-Maritime (Pôle culturel Grammont 42, rue Henri II Plantagenet 76100 ROUEN)
Dénommées ci-après ADSM,

ET

Nom et adresse de l'établissement emprunteur :

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Le 108
108 allée François Mitterrand
CS 50589 – 76006 ROUEN CEDEX

Représenté par Frédéric SANCHEZ..... en qualité de Président.....
Dénommé ci-après « l'emprunteur »,

APRES AVOIR PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Titre et lieu de l'exposition :

Braque, Miro, Calder, Nelson. Varengeville, un atelier sur la falaise
Musée des Beaux-Arts de Rouen

Dates de l'exposition (préciser la durée) :

5 avril – 2 septembre 2019 (5 mois)

Dans ce cadre, l'emprunteur souhaite emprunter aux ADSM des documents provenant de ses fonds.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions aux termes desquelles les ADSM prêtent à titre gratuit à l'emprunteur des documents figurant sur la fiche de prêt de documents, en annexe.

ARTICLE 2- CONDITIONS GENERALES DE PRET
Les documents conservés aux Archives départementales de Seine-Maritime sont, par nature des objets uniques et indépendamment de toute considération sur leur valeur historique, PRECIEUX, à ce titre. Ils doivent donc faire l'objet de mesures **précises** et **obligatoires** touchant à leur sécurité et à leur bonne conservation.
La demande de prêt définitive doit être adressée aux Archives départementales au minimum 2 mois à l'avance.

ARTICLE 3- CONDITIONS D'EXPOSITION

Le prêt de documents originaux est autorisé ou non par la Direction des Archives départementales de Seine-Maritime, en fonction : de leur état ; des conditions d'exposition (température, éclairage, humidité relative, gardiennage des locaux, vitrines fermant à clé) ; de la durée d'exposition des documents, qui ne doit pas excéder 90 jours.

Si ces conditions ne sont pas remplies, une copie numérisée, sous forme papier ou sous forme de fichier informatique pourra leur être substituée.

Les documents doivent être photographiés par le laboratoire photographique des Archives départementales avant leur prêt.

ARTICLE 4- ASSURANCE ET TRANSPORT

Les documents doivent être assurés clou à clou avant leur départ des Archives départementales, dont le montant fixé par les Archives départementales, doit être respecté par l'emprunteur, et ce pour toute la durée du prêt (y compris les délais de transport aller/retour).

Le transport des documents se fera sous la responsabilité de l'exposant et en présence, à l'aller comme au retour, d'un représentant accrédité de l'organisateur.

La remise et le retour des documents : les pièces prêtées ne pourront être remises au transporteur plus de 15 jours avant l'inauguration de l'exposition, et devront être rendus dans les 15 jours suivant sa clôture. Les dates de départ et de retour des documents seront convenues avec les Archives départementales au moins une semaine à l'avance.

Le convoiement : les Archives départementales peuvent demander que des pièces particulièrement fragiles ou précieuses soient accompagnées par un ou éventuellement plusieurs de leurs agents, auxquels sera confiée la mise en place des pièces.

La prolongation de prêt et le déplacement de l'exposition pour présentation dans un autre lieu devront faire l'objet d'accords particuliers des Archives départementales.

Toute demande à ce sujet devra parvenir aux Archives départementales au moins trois semaines avant la clôture de la première manifestation.

ARTICLE 5- SELECTION DE DOCUMENTS

La sélection des documents à exposer est effectuée par les emprunteurs, aux Archives départementales de Seine-Maritime. Pour chacun des documents empruntés, une fiche de prêt sera établie par les Archives départementales.

ARTICLE 6- PUBLICITE

L'emprunteur doit indiquer clairement dans l'exposition l'origine des documents (Archives départementales de Seine-Maritime, ainsi que la cote du document). Cette mention doit apparaître sur les cartels, le catalogue d'exposition, ainsi qu'en tête de l'exposition si les documents prêtés par les Archives départementales constituent plus du tiers de l'exposition. Les Archives départementales seront associées comme instance organisatrice si ce taux doit dépasser 50%.

L'emprunteur adressera aux Archives départementales 5 cartons d'invitation à l'inauguration officielle de l'exposition, et remettra aux Archives départementales, dès l'ouverture de l'exposition, au moins un catalogue et 2 affiches de l'exposition (à adresser à Monsieur le Directeur des Archives départementales de Seine-Maritime
Pôle culturel Grammont 42, rue Henri II Plantagenet 76100 Rouen).

Toute présentation publique (par affiche, tract, publication en catalogue,...) d'une reproduction de document provenant des Archives départementales devra porter obligatoirement la mention d'origine du cliché.

Le 18/03/13
Pour les ADSM
P/o le directeur des ADSM
K. Blondy.

Pour la Métropole Rouen Normandie
Pour le Président, par délégation
Le Directeur des musées

Monsieur Sylvain Amic

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
25 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**15 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets appartenant aux collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec les Archives Départementales de la Seine-Maritime dans le cadre de l'exposition "Les princes de Monaco en Normandie : des Estouteville aux Grimaldi" organisée du 13 septembre au 14 décembre 2019	Convention Musée SA 184.19 du 14 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres et objets appartenant aux collections de la Réunion des Musées Métropolitains avec le musée de Vieux la Romaine dans le cadre de l'exposition "Si j'étais gladiateur..." organisée du 5 avril au 31 décembre 2019	Convention Musée SA 185.19 du 6 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt de récépissés des permis de séjour de Joan Miró et son épouse, de la pochette du "dossier d'étranger", de letttre, de demande de renouvellement de carte d'identité et du numéro de carte d'étranger 0018 de Joan Miró avec les Archives Départementales de la Seine-Maritime dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 186.19 du 18 mars 2019	

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention de prêt d'un ouvrage appartenant à la collection de Monsieur Juan Punyet Miró dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 187.19 du 20 février 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
23 AVR. 2019
PREFECTURE

Affiché le
24 AVR. 2019

Centre Pompidou

CONDITIONS GENERALES DE MISE A DISPOSITION D'ŒUVRES D'ART DES COLLECTIONS

NB : L'obtention d'un prêt exige le retour du présent document dûment daté, signé et revêtu de la mention "lu et approuvé" par l'emprunteur.

ARTICLE 1 – OBJET

En application de la décision rendue par le Comité de Prêts du Musée National d'Art Moderne / Centre de Création Industrielle (MNAM/CCI), le Centre Pompidou met à la disposition de l'emprunteur les œuvres faisant partie des Collections du MNAM/CCI selon les modalités fixées aux présentes conditions générales.

ARTICLE 2 – GENERALITES

2.1 Les présentes conditions générales de mise à disposition doivent parvenir au Centre Pompidou/MNAM–CCI dument signées avant la mise à disposition des œuvres

2.2 Il est expressément interdit à l'emprunteur de mettre les œuvres à la disposition d'un tiers, à quelque titre que ce soit, sans l'autorisation écrite et préalable du Centre Pompidou.

2.3 Les œuvres mises à disposition font partie des Collections nationales dont le Centre National d'Art et de Culture/ Musée National d'Art Moderne a la garde. Elles sont donc inscrites sur ses inventaires et, à ce titre, sont la propriété insaisissable, inaliénable et imprescriptible de l'Etat conformément aux textes législatifs et réglementaires de droit français s'appliquant aux Collections appartenant à l'Etat, sous réserve le cas échéant des dispositions spécifiques applicables aux œuvres provenant de la récupération artistique.

2.4 L'emprunteur s'engage à faire droit à la demande éventuelle du Centre Pompidou tendant à ce qu'un arrêté d'insaisissabilité des œuvres soit pris lorsque la législation nationale de l'emprunteur le prévoit.

ARTICLE 3 – LIEUX ET DUREE D'EXPOSITION/ RESPONSABILITE DE L'EMPRUNTEUR

3.1 La mise à disposition est consentie aux fins de présentation au public dans le lieu suivant :

Emprunteur :	Musée des Beaux–Arts
Exposition:	« Braque, Miro, Calder, Nelson...Une constellation d'artistes à Varengelle–sur–Mer »
Dates :	du 5 avril 2019 au 2 septembre 2019
Lieu d'exposition :	idem organisateur
N° du Dossier :	15837

3.2 Aucune modification du lieu et des dates d'exposition concernant le(s) œuvre(s) empruntée(s) n'est autorisée à l'emprunteur sans l'accord écrit et préalable du Centre Pompidou, après examen et avis rendu par le Comité de Prêts.

3.3 A l'issue des dates de présentation prévues, les œuvres doivent être restituées au Centre Pompidou au plus tard dans un délai de quinze (15) jours suivant la clôture de l'exposition.

3.4 L'emprunteur est responsable des œuvres dès leur mise à disposition par le Centre Pompidou à compter de leur emballage et jusqu'à leur déballage à leur retour au lieu déterminé

par le Centre Pompidou.

ARTICLE 4 – INTERVENTION SUR LES ŒUVRES AVANT MISE A DISPOSITION

4.1 Dans le cas où le Comité de Prêts du MNAM/CCI estime nécessaire de procéder à des travaux de restauration, d'encadrement ou de pose d'éléments de protection spécifiques d(es) œuvre(s) prêtée(s), il est convenu que ces interventions sont effectuées sous sa seule responsabilité.

Les encadrements et les éléments de protection nécessaires sont effectués par les Ateliers du Centre Pompidou. Les restaurations sont effectuées par des restaurateurs agréés par le Centre Pompidou.

4.2 Les frais occasionnés par les restaurations, préparations, encadrements spécifiques et protections particulières motivés par la mise à disposition d(es) œuvre(s), à la charge de l'emprunteur sont réglés sur présentation d'une facture émise soit par le Centre Pompidou, soit par le restaurateur agréé par celui-ci, soit par le fournisseur et à réception.

ARTICLE 5 – ENLEVEMENT / EMBALLAGE / DEBALLAGE

5.1 L'emprunteur assure à ses frais l'enlèvement, l'emballage et le déballage de(s) œuvre(s) mise(s) à disposition y compris le déballage des œuvres au moment de leur retour dans les réserves du Centre Pompidou, ou dans tout autre lieu désigné par le Centre Pompidou.

5.2 L'emprunteur s'engage à prendre à sa charge les frais liés à la confection des emballages par un prestataire professionnel agréé par le Centre Pompidou, et à faire respecter par ce dernier les conditions et les spécificités d'emballage qui lui sont indiquées par le Service de la Régie des Œuvres du Centre Pompidou, lors de la visite du prestataire.

Les opérations d'emballage et de déballage doivent dans tous les cas être menées sous la supervision d'un représentant de l'emprunteur et/ou du Centre Pompidou.

5.3 L'emprunteur doit conserver les matériaux d'emballage et les caisses d'origine. Le type d'emballage prévu pour le(s) transport(s) intermédiaire(s) et/ou retour doit être le même qu'à la réception des œuvres.

Durant la période d'exposition, les caisses vides doivent être stockées dans un lieu climatisé et/ou tempéré, à l'abri des moisissures, pollution et vermines.

Aucune intervention ne doit être faite sur l'emballage, qu'il s'agisse de mentions particulières (hormis les étiquettes de colisage), de peinture, ou de réaménagement intérieur sans l'accord préalable du Service de la Régie des Œuvres du Centre Pompidou.

Le marquage de l'emballage ne doit jamais faire apparaitre ni le nom du Centre Pompidou- MNAM-CCI, ni porter une mention quelconque indiquant qu'il contient un objet d'art.

5.4 A l'arrivée de(s) œuvre(s), il est indiqué qu'avant toute ouverture des caisses, une période d'équilibrage thermique et hygrométrique d'un minimum de 12 à 24 heures doit être absolument respectée.

ARTICLE 6 – TRANSPORT ALLER ET RETOUR

6.1 L'emprunteur prend en charge les frais de transport aller et retour de(s) œuvre(s) mise(s) à disposition.

L'emprunteur s'engage à confier les opérations de transport à une entreprise spécialisée dans le transport d'œuvres d'art agréée par le Centre Pompidou. L'emprunteur règle directement auprès du transporteur retenu la prestation de transport.

L'ensemble des opérations de transport, comprenant notamment les coordonnées du transporteur, celles de son correspondant à l'étranger, les modalités et le planning de transport

proposées et les éventuels lieux de stockage intermédiaires des œuvres doivent être préalablement approuvés par le Service de la Régie des Œuvres du Centre Pompidou, au plus tard un (1) mois avant la mise à disposition des œuvres.

6.2 L'emprunteur se porte fort du respect par son transporteur des conditions de transport exigées par les assureurs indiquées à l'article 9 ci-après et du respect des conditions suivantes prescrites par le Service de la Régie des Œuvres du Centre Pompidou :

- Les œuvres doivent être transportées à l'exclusion de tout autre chargement, de manière directe et sans rupture de charge, sauf accord préalable du Centre Pompidou.

- Tout stockage temporaire d'œuvres est interdit, sauf accord préalable du Service de la Régie des Œuvres.

- Les caisses doivent être chargées et manipulées dans le véhicule en respectant les indications qui y sont portées. Elles ne doivent en aucun cas être empilées.

- Le véhicule doit être adapté aux dimensions des caisses.

- Le chargement du véhicule doit se faire sous abri.

- En cas de contrôle douanier nécessitant l'ouverture des caisses à l'aéroport ou lors de passage(s) de frontière(s), l'emprunteur s'engage à avertir immédiatement et téléphoniquement le Service de la Régie des Œuvres du Centre Pompidou.

L'emprunteur doit tout mettre en œuvre pour que les contrôles douaniers nécessitant l'ouverture des caisses, soient faits dans ses locaux ou dans un lieu climatisé et sécurisé et les manipulations des caisses et des œuvres par du personnel spécialisé.

Dans le cas d'un transport par voie aérienne :

- L'emprunteur s'engage à ce que toutes les opérations aéroportuaires, y compris lors d'escales avec changement d'avion soient réalisées sous la supervision de son transporteur ou de son transitaire.

- L'emprunteur doit préciser au Service de la Régie des Œuvres au moment de l'organisation du transport les modalités de sécurisation du fret aérien qu'il est en mesure de proposer.

- Les œuvres doivent être livrées à l'aéroport le jour de leur départ.

ARTICLE 7 – CONVOIEMENT

7.1 Le Centre Pompidou se réserve le droit de décider du convoiement des œuvres lors de leur transport et de leur installation par un de ses collaborateurs.

En fonction du nombre et de l'importance des prêts accordés, le Centre Pompidou peut demander que ses prêts soient fractionnés en plusieurs expéditions et, de ce fait, exiger autant de convoiements que d'expéditions.

7.2 Le convoyeur du Centre Pompidou doit superviser les opérations d'emballage/déballage, de chargement/déchargement, d'installation/désinstallation de(s) œuvre(s) et doit contresigner le(s) constat(s) d'état avec l'emprunteur ou son représentant.

7.3 Au cas où il serait jugé nécessaire par l'emprunteur de déplacer les œuvres prêtées en l'absence du convoyeur, l'autorisation doit en être préalablement demandée par écrit au Service de la Régie des Œuvres du Centre Pompidou.

7.4 Lors d'un convoiement de(s) œuvre(s) par voie aérienne, le convoyeur doit accéder à la zone de fret de l'aéroport afin de superviser les opérations de déchargement / chargement des œuvres du/dans le camion, de la palettisation / dé-palettisation des caisses et doit être accompagné pendant toutes ces opérations par le superviseur aéroport du transporteur.

7.5 Il est convenu que l'emprunteur s'engage à payer directement, en sus des frais de voyage

aller et retour du convoyeur :

- L'hôtel avec petit déjeuner : 2 nuits / 3 jours à l'aller et 2 nuits / 3 jours au retour
- Le per diem : 60 € par jour, soit 180 € pour 3 jours

Le séjour du convoyeur peut être prolongé si la durée du transport dépasse une journée, si les opérations de déballage, de remballage, de constat et d'installation de(s) œuvre(s) le nécessitent. Les frais supplémentaires (hébergement, per diem, etc.) sont pris en charge par l'emprunteur.

Au cas où le Centre Pompidou confierait le convoiement à un restaurateur extérieur, il est convenu que l'emprunteur prendra à sa charge l'intégralité des frais de séjour comme détaillé ci-dessus, ainsi que les honoraires de ce restaurateur (détaillés dans un devis préalablement accepté).

ARTICLE 8 – ASSURANCE / CONDITIONS

8.1 L'(es) œuvre(s) mise(s) à disposition est/sont directement assurée(s) par le Centre Pompidou auprès des Lloyd's de Londres par l'intermédiaire de son courtier Blackwall Green.

La police est une garantie tous risques exposition, formule "clou à clou", en valeur agréée sans franchise, avec une clause de non recours envers les transporteurs et les organisateurs. Elle inclut une extension de garantie contre les risques de tremblement de terre et de catastrophe naturelle, de guerre étrangère lors des transports/transits, d'émeute et de grève ainsi que de terrorisme.

8.2 L'emprunteur s'engage à payer le montant de l'assurance souscrite par le Centre Pompidou pour toute la durée de la mise à disposition, en réglant directement au courtier le montant de la prime d'assurance, sur présentation de sa facture, un mois au plus tard avant la mise à disposition des œuvres.

8.3 L'emprunteur s'engage à respecter les conditions exigées par les assureurs du Centre Pompidou et à en imposer contractuellement le respect à tout tiers avec lequel il contracte dans le cadre de la mise à disposition.

CONDITIONS DE TRANSPORT EXIGEES PAR L'ASSUREUR :

* Transport par voie aérienne, voie ferrée ou maritime

Les œuvres transportées par voie ferrée, aérienne ou maritime sont placées sous la responsabilité du transporteur chargé de leur surveillance pendant tout le temps du transport.

Les conditions de sécurité adaptées aux valeurs, à la nature des œuvres ainsi qu'aux difficultés du trajet doivent être recherchées en accord avec l'assuré.

* Transport par route

Les biens prêtés sont transportés à l'exclusion de tout autre chargement, sauf accord préalable de l'assuré.

Les biens assurés sont transportés à l'intérieur d'un véhicule banalisé à suspension pneumatique ou hydraulique, capitonné, entièrement clos, climatisé, sous alarme, muni d'un antivol, d'un haillon élévateur et d'un extincteur de forte capacité.

Chaque véhicule doit être occupé au minimum par deux chauffeurs, dont un se tient en permanence dans le véhicule.

Dans tous les cas où la surveillance de ces personnes ne peut plus s'exercer, le véhicule doit être mis sous la garde des forces de police ou de gendarmerie ou à défaut faire l'objet d'une protection permanente agréée par l'assuré.

Au cas où les biens assurés seraient déposés à tout autre endroit que leur destination finale (transitaires, entrepositaires, emballeurs, détenteurs ou gardiens de la chose), ils doivent être mis en chambre forte, à moins qu'ils ne fassent l'objet d'une protection permanente agréée par l'assuré.

8.4 Au cas où l'emprunteur proposerait sa garantie d'Etat, le Centre Pompidou pourrait l'accepter sous réserve de la validation préalable de ses dispositions par le Service de la Régie des Œuvres et le Service Juridique du Centre Pompidou.

A cet effet, les textes régissant la garantie d'Etat doivent être adressés par l'emprunteur, traduits en langue française, au Centre Pompidou au plus tard trois (3) mois avant la mise à disposition des œuvres. Ladite indemnité gouvernementale doit couvrir les œuvres en valeur agréée sans franchise contre tous les risques énumérés à l'article 9.1 ci-avant, ainsi que les éventuelles extensions de garantie qui pourraient être demandées spécifiquement par le Centre Pompidou et, à défaut, être complétée d'une assurance commerciale.

Au cas où certaines œuvres ne pourraient pas être couvertes par l'indemnité gouvernementale, en raison de leur nature ou de leur valeur, elles seraient alors assurées par le courtier du Centre Pompidou auprès de sa compagnie d'assurance, dans les conditions prévues aux articles 9.1, 9.2 et 9.3 des présentes conditions générales.

8.5 AVERTISSEMENT EN CAS DE SINISTRE

En cas de sinistre, l'emprunteur s'engage à avertir immédiatement et téléphoniquement, avec confirmation dans les 24 heures au plus tard, par lettre recommandée avec accusé de réception, de l'existence et des conditions du sinistre le Service de la Régie des œuvres du Centre Pompidou à l'adresse indiquée ci-après :

Centre Pompidou
Service de la Régie des Œuvres
Darrell Di Fiore
F – 75191 Paris cedex 04
Tél. : + 33 1 44 78 43 23
Fax. : + 33 1 44 78 13 99
darrell.difiore@centrepompidou.fr

L'emprunteur s'engage à conserver et à remettre au Centre Pompidou tous les éléments de l'œuvre et les matériaux d'emballage et tous les éléments relatifs au sinistre.

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE SECURITE ET DE PRESENTATION

Un rapport détaillant les conditions de conservation et de sécurité «Facility report» concernant le lieu d'exposition doit accompagner la demande de prêt. Il doit être validé par la cellule des Prêts et Dépôts du MNAM-CCI.

L'emprunteur s'engage à ce que les œuvres mises à disposition pour l'exposition (pendant la période d'accrochage et de décrochage, aussi bien que pendant la période de présentation au public) soient continuellement sous surveillance.

Les opérations d'accrochage et de décrochage doivent être réalisées par un prestataire spécialisé ou des personnels de l'emprunteur. Toutes ces opérations doivent être supervisées par un représentant de l'emprunteur et/ou du Centre Pompidou.

L'emprunteur s'engage à respecter les exigences requises par le Centre Pompidou :

- Présence permanente de gardiens et dispositif électronique de jour et de nuit.
- Il est convenu en outre que, pendant la période d'accrochage et de décrochage, aucun travaux ne peuvent être effectués et que seules les équipes chargées de ces opérations sont autorisées à pénétrer dans l'espace d'exposition.

- Il est interdit de manger, de fumer et de boire dans les espaces d'expositions, de stockage ou de transit.

- Les œuvres ne doivent pas être présentées près d'une source de chaleur, de refroidissement, d'humidification ou de ventilation.

- Normes requises :	température	20° (+1, −1)
	hygrométrie	50 % (+5, −5)

éclairage 50 LUX maximum pour les œuvres sur papier

L'emprunteur doit transmettre sur simple demande du Centre Pompidou les conditions de température, d'hygrométrie et d'intensité lumineuse dans les espaces d'exposition.

ARTICLE 10 – INTERDICTION D'INTERVENTION SUR LES ŒUVRES APRES MISE A DISPOSITION

Il est expressément rappelé que l'emprunteur s'interdit toute intervention de quelque nature que ce soit sur les œuvres mises à disposition, y compris notamment le décadrage, la restauration sans l'autorisation écrite et préalable du directeur du MNAM/CCI.

Néanmoins, dans le cas où l'existence même d'une ou des œuvres serait menacée, l'emprunteur n'est autorisé à intervenir que sous réserve d'avertir immédiatement et préalablement le directeur du MNAM/CCI et le Service de la Régie des Œuvres du Centre Pompidou.

De même, en cas de sinistre, aucune intervention ne peut être effectuée sans l'autorisation écrite et préalable de la Conservation du MNAM/CCI.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE PRESENTATION / MENTION

– L'emprunteur doit installer les œuvres selon les instructions de présentation fournies par le MNAM–CCI. Dans le cas d'une modification du mode de présentation, l'emprunteur doit en informer préalablement le Centre Pompidou.

– L'emprunteur doit respecter les demandes du Centre Pompidou en matière de conditions de présentation supplémentaires : mises à distance, mise en place de vitrines, socles, pattes de sécurité, insonorisation, taille des écrans, etc.

Pour certaines œuvres, un planning de maintenance spécifique et une équipe spécialisée peuvent être requis comme précisé dans les instructions d'installation du MNAM–CCI.

– L'(es) œuvre(s) est/sont identifiée(s) par un cartel comprenant les indications suivantes traduites sous la responsabilité et aux frais de l'emprunteur:

- nom d'artiste
- dates de naissance et de décès
- titre de l'œuvre
- date de l'œuvre
- matériaux/ support/technique de l'œuvre
- durée de l'œuvre (*le cas échéant*)
- mode d'acquisition et année d'acquisition de l'oeuvre :
  Achat, don, dation, legs, donation..., Année d'acquisition
- mention de la Collection :
  Centre Pompidou, Paris
  Musée national d'art moderne–Centre de création industrielle

ARTICLE 12 – CONSTATS D'ETAT DE(S) ŒUVRE (S)

Il est dressé un constat d'état de(s) œuvre(s) mise(s) à disposition:

– Au départ des œuvres du Centre Pompidou par un restaurateur du Centre Pompidou.

– A l'arrivée des œuvres au lieu d'exposition par un représentant de l'emprunteur, et dans le cas d'un prêt convoyé, par le convoyeur du Centre Pompidou qui le contresigne.

– A la clôture de l'exposition par un représentant de l'emprunteur, et dans le cas d'un prêt convoyé, par le convoyeur du Centre Pompidou qui le contresigne.

– A l'arrivée des œuvres au Centre Pompidou, par un restaurateur du Centre Pompidou.
Le constat d'état doit impérativement voyager avec l'œuvre, dans son emballage à l'aller et au retour.

ARTICLE 14 — PRODUCTION AUDIOVISUELLE, REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE D'EXPOSITION ET PHOTOGRAPHIES PAR LE PUBLIC

14.1 Tournage / production audiovisuelle / reportage photographique d'exposition

Le Centre Pompidou autorise la réalisation de films/vidéos/tournages/reportages photographiques par l'emprunteur ou par un tiers autorisé par l'emprunteur, à des fins non commerciales, exclusivement dans le cadre de la promotion de l'exposition, ou pour ses archives.
L'emprunteur veillera à informer préalablement le Centre Pompidou par mail (perrine.renaud@centrepompidou.fr) de ces opérations.

Les œuvres exposées pourront uniquement être filmées ou photographiées dans leur contexte d'exposition, par des vues générales de l'exposition et non individuellement. Aucun détail ou gros-plan sur les œuvres ne devra être fait.

La supervision de ces opérations est sous la responsabilité de l'emprunteur de l'exposition qui doit veiller à la sécurité des œuvres au sein des espaces d'exposition et au respect des normes de conservation et de présentation des œuvres.

Il est cependant interdit de filmer ou photographier le montage de l'exposition et/ou les étapes de préparation autour des oeuvres (transport, déballage, accrochage....).

L'emprunteur s'engage à renvoyer sur l'Agence Photographique de la RMN-GP toutes les demandes de reproductions photographiques des œuvres qui lui seraient adressées, quelles qu'en soient les provenances et les utilisations envisagées.

L'emprunteur s'engage à indiquer au producteur du tournage ou du reportage photographique que ce dernier est seul responsable, pour les œuvres non tombées dans le domaine public, des demandes d'autorisation préalable et écrite ainsi que du paiement des droits d'auteur auprès des auteurs, ou de leurs ayants droit, des œuvres filmées ou photographiées, selon les dispositions relatives à la protection du droit d'auteur. L'emprunteur se porte fort vis à vis du Centre Pompidou du respect de ces dispositions par le producteur du tournage ou du reportage photographique autorisé par l'emprunteur.

Il est également demandé que les oeuvres captées et la mention de la Collection (*Collection Centre Pompidou, Paris, Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle)* soient référencées dans les génériques des productions audiovisuelles.

14.2 Photographie des œuvres par le public

Les œuvres de la Collection du MNAM-CCI peuvent être photographiées par le public, dans les espaces d'exposition, pour un usage strictement personnel et non commercial.
L'utilisation de trépied, « canne à selfie » ou de flash est strictement interdite.

L'emprunteur est seul responsable de l'application des interdictions édictées par le Centre Pompidou et s'engage à les porter à la connaissance du public par tous moyens appropriés.

ARTICLE 15 – PRODUITS DERIVES (HORS CATALOGUE)

Toute édition et commercialisation de produits dérivés reproduisant le nom du Centre Pompidou, sa marque, son logo et son image, ainsi que tout produit reproduisant les œuvres prêtées par le Centre Pompidou, et destiné à la vente au public, devra faire l'objet d'autorisations préalables et écrites du Centre Pompidou (elise.albenque@centrepompidou.fr) et fera l'objet d'un contrat séparé.

L'emprunteur peut ensuite adresser sa demande de reproductions photographiques à l'Agence photographique de la RMN, au service commercial :

Odile d'Harcourt, Responsable commerciale

Au cas où l'établissement des constats d'état des œuvres est réalisé par un prestataire extérieur agréé par le Centre Pompidou, il est convenu que tous les frais afférents à cette prestation sont pris en charge par l'emprunteur.

ARTICLE 13 – REPRODUCTIONS PHOTOGRAPHIQUES

12.1 Reproductions des œuvres ou des documents de la Bibliothèque Kandinsky

L'emprunteur peut obtenir la reproduction photographique de (s) œuvre (s) ou des documents mise (s) à disposition, en adressant directement une demande à l'Agence Photographique de la RMN–GP :

Agence Photographique de la Réunion des Musées Nationaux– Grand Palais
254 –256, rue de Bercy
75577 Paris Cedex 12
Tél : + 33 1 40 13 46 00
Fax : + 33 1 40 13 46 01
Courriel : photo@rmn.fr
http://www.photo.rmn.fr/

Contact : Mme Mhairi Martino
Courriel : mhairi.martino@rmn.fr
Tél : +33 1 40 13 46 33

Les conditions de mise à disposition des photographies font l'objet d'un contrat séparé entre l'emprunteur et l'Agence Photographique de la RMN–GP accompagné d'une facturation spécifique en vertu des barèmes en vigueur.

En tout état de cause et sur quelque support que ce soit, au minimum doivent figurer les mentions suivantes :

– en regard des reproductions des œuvres :
P.NOM Artiste, titre de l'œuvre, date de l'œuvre. Mode d'acquisition (Achat, don, dation, legs, donation...), année d'acquisition.

Centre Pompidou, Paris, Musée national d'art moderne–Centre de création industrielle
© Droit d'auteur ou de la société d'auteur © Centre Pompidou, MNAM–CCI/ Nom du photographe / Dist.RMN–GP

–pour les documents de la Bibliothèque Kandinsky :
Titre du document, date, fonds
© Droit d'auteur ou de la société d'auteur © Centre Pompidou, MNAM–CCI– Bibliothèque Kandinsky– Nom du photographe ou nom du fonds / Dist.RMN–GP

L'emprunteur n'est pas autorisé à réaliser lui–même ou à laisser réaliser par un tiers, des prises de vues professionnelles de l'œuvre prêtée sans l'accord préalable et écrit du Centre Pompidou.

De même, l'emprunteur s'interdit de communiquer à un tiers les reproductions photographiques de (s) œuvre(s) (fichiers numériques HD) sans l'accord préalable et écrit de l'Agence Photographique de la RMN–GP auprès de laquelle il les a obtenues.

13.2 Droits d'auteur

Il est expressément rappelé que l'emprunteur est seul responsable des demandes d'autorisation et du paiement des droits d'auteur pour les œuvres non tombées dans le domaine public en vertu des dispositions relatives à la protection du droit d'auteur et garantit le Centre Pompidou contre tout recours et condamnation à ce titre.

Agence photographique de la Réunion des Musées Nationaux
254-256 rue de Bercy
75577 Paris cedex 12
Tél : +33 1 40 13 46 00
Fax : +33 1 40 13 46 01
Courriel : Odile.Dharcourt@rmngp.fr

ARTICLE 16 - REMISE D'OUVRAGE

L'emprunteur doit envoyer quatre exemplaires de tout ouvrage et documents édités en relation et à l'occasion du prêt (d'œuvres et/ou de documents) à :

Véronique BORGEAUD
Documentaliste / Service des collections modernes
Centre Pompidou
6 rue Beaubourg
3ème étage, Bureau 311
Paris 75 191 cedex 04

ARTICLE 17 - DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour toute la durée de la mise à disposition des œuvres fixée à l'article 3.

ARTICLE 18 - RESILIATION

18.1 RESILIATION - SANCTION

Le caractère d'appartenance aux Collections nationales d(es) œuvre(s) mise(s) à disposition impose à l'emprunteur qu'il respecte strictement les conditions prévues dans les présentes conditions générales de mise à disposition d'œuvres d'art des Collections; en conséquence, en cas d'inexécution, le Centre Pompidou a la faculté de résilier de plein droit le prêt accordé à l'emprunteur aux torts et griefs de l'emprunteur, sous réserve de l'expiration d'un délai d'une semaine suivant l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse, et ce sans formalité judiciaire.

Ce délai serait ramené à vingt-quatre (24) heures au cas où la bonne conservation et la sécurité des œuvres des Collections nationales seraient concernées.

Dans ce cas, le Centre Pompidou aura la faculté d'exiger la restitution immédiate des œuvres mises à disposition, quel que soit leur lieu de situation, étant précisé que cette remise immédiate sera faite aux frais exclusifs de l'emprunteur, le Centre Pompidou pouvant en outre faire enlever les œuvres par tout tiers dûment mandaté à cet effet; la mesure de restitution immédiate visée ci-dessus ne préjudicie pas par ailleurs de toute demande de dommages et intérêts complémentaire en cas de préjudice entraînant réparation à la demande du Centre Pompidou.

Le Centre Pompidou conservera dans l'attente de la fixation de son préjudice toutes sommes versées par l'emprunteur, et ce quel que soit le responsable du manquement à la date de la résiliation.

18.2 RESILIATION - SAUVEGARDE

Pour la même raison du caractère d'appartenance aux Collections nationales et dans l'hypothèse où, sans qu'une faute ou une inexécution ne puisse être reprochée à l'emprunteur, dans le cadre de son organisation, des événements graves extérieurs à la volonté de l'emprunteur adviendraient et compromettraient le bon acheminement, la bonne conservation et la sécurité des œuvres mises à disposition, le Centre Pompidou aurait la faculté de résilier de plein droit le prêt accordé à l'emprunteur sans formalité judiciaire, sous réserve d'avertir l'emprunteur de sa décision dans les plus brefs délais.

- Si la résiliation sauvegarde intervient avant la mise à disposition des œuvres dont les dates sont fixées à l'article 3.1 des présentes conditions générales, la redevance (frais administratifs)

prévue à l'article 4 reste due au Centre Pompidou ainsi que les frais d'intervention sur les œuvres prévus à l'article 5 si les travaux ont été engagés.

– Si la résiliation sauvegarde intervient en cours d'exposition, la redevance (frais administratifs) prévue à l'article 4 reste acquise au Centre Pompidou ainsi que les frais d'intervention prévus à l'article 5 si les travaux ont été effectués.

Aucun dédommagement ne sera dû par le Centre Pompidou du fait du retrait des œuvres, étant précisé que l'emprunteur prend en charge leurs frais de retour.

18.3 RESILIATION – ANNULATION – DEDIT

Dans le cas où, après signature des présentes conditions générales de mise à disposition, l'emprunteur renoncerait à la présentation des œuvres dans le lieu d'exposition, il est convenu que l'emprunteur s'oblige à confirmer cette annulation par écrit et dans les meilleurs délais auprès du Centre Pompidou.

Dans ce cas, le prêt sera automatiquement résilié de plein droit sans formalité judiciaire et sans indemnité, étant précisé toutefois que l'emprunteur s'oblige irrévocablement à régler au Centre Pompidou les frais de mise à disposition des œuvres (frais administratifs) prévus à l'article 4 ainsi que les frais d'intervention sur les œuvres prévus à l'article 5 des présentes si les travaux ont été effectués.

ARTICLE 19 – CORRESPONDANCE

Toute correspondance concernant l'exécution des présentes conditions générales de mise à disposition doit être adressée à :

Centre Pompidou
Service de la Régie des Œuvres
Darrell Di Fiore
F – 75191 Paris cedex 04
Tél. : + 33 1 44 78 43 23
Fax. : + 33 1 44 78 13 99
darrell.difiore@centrepompidou.fr

ARTICLE 20 — LOI DU CONTRAT — ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Les présentes conditions générales sont soumises à la loi française, la seule version française faisant foi.

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution ou l'expiration des présentes conditions générales de mise à disposition d'œuvres d'art des Collections sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux français après avoir apuré tous moyens de conciliation.

Date : lu et approuvé
19 07 19
Sylvain Amic Directeur

Nom, qualité et signature de l'emprunteur :
(avec la mention "lu et approuvé")
Métropole Rouen Normandie
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur des Musées,

Sylvain AMIC

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
24 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**15 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Contrat de prêt d'œuvres avec Nahmad Collection de Genève dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 178.19 du 6 mars 2019	
Musées métropolitains - Conditions générales de prêt avec l'Etablissement public du musée d'Orsay dans le cadre de l'exposition "Arts et cinéma" organisée du 19 octobre 2019 au 17 février 2020	Convention Musée SA 179.19 du 12 février 2019	
Musées métropolitains - Conditions générales de mise à disposition d'œuvres d'art des collections avec le centre Pompidou dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 180.19 du 19 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BORDEREAU DE DEPOT
23 AVR. 2019
PREFECTURE

Finances n° 86.19

Affiché le :
25 MARS 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

LA METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Administration Générale : Régie d'avances pour la mise en place de publications sur les réseaux sociaux et pour les acquisitions de polices, d'images et de photos sur internet ; Modification de la nature des dépenses.

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-10,

Vu, le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu, le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, les articles R1617-1 à R1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu, l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant de cautionnement imposé à ces agents,

Vu, la délégation de pouvoirs consentis par le Conseil de la Métropole Rouen Normandie au Président par délibération du 12 mars 2018,

Vu, la décision du Président n° 156.17 du 28 avril 2017 portant création de la régie d'avances pour la mise en place de publications sur les réseaux sociaux et pour les acquisitions de polices, d'images et de photos sur internet,

Vu, la décision du Président n° 410.17 du 24 novembre 2017 augmentant le montant de l'avance consentie au régisseur

Vu, l'avis conforme du comptable public assignataire en date du .... 13 MARS 2019

Rappelle :

⇨ qu'il convient de modifier la nature des dépenses à payer de la régie, afin de permettre le paiement d'achats et d'abonnements en ligne à des outils de gestion de projet, de plugs in ou d'extensions et d'application web et mobiles..

Décide :

⇨ de modifier l'article n° 3, de la décision n° 156.17 du 28 avril 2017, de la régie d'avances, comme suit :

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Les publications sur les réseaux sociaux,
- Les acquisitions de polices, d'images, d'infographies, d'illustrations et de solutions graphiques sur internet,
- Les achats et les abonnements en ligne à des outils de gestion de projet de plugs in ou d'extensions et d'applications web mobiles.

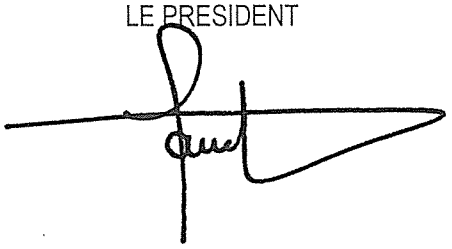
Les autres articles des décisions n° 156.17 du 28 avril 2017 et n° 410.17 du 24 novembre 2017demeurent inchangés.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine-Maritime
- Monsieur le Comptable Public
- Messieurs les régisseurs

Fait à Rouen, le 20 MARS 2019

LE PRESIDENT



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	**20 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Administration Générale – Régie d'avances pour la mise en place de publications sur les réseaux sociaux et pour les acquisitions de polices, d'images et de photos sur internet – Modification de la nature des dépenses	Décision Finances n° 86.19 du 20/03/19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
26 MARS 2019
PREFECTURE

Réf : DIMG/SI/MLB/03.2019/554

SA 117.19

Affiché le :

- 1 AVR. 2019

métropole ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

PETIT-QUEVILLY (Le)
Seine-Innopolis
Bail commercial Société BEARSTUDIO :
Autorisation de signature

Le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Vu, la délibération du Conseil métropolitain du 14 mai 2018 approuvant la grille tarifaire des pépinières et hôtels d'entreprises,

Vu le bail dérogatoire conclu avec la société BEARSTUDIO en date du 22 avril 2016,

Rappelle :

↳ Que la METROPOLE ROUEN NORMANDIE est propriétaire d'un immeuble nommé Seine-Innopolis sis à PETIT-QUEVILLY (Le) 76140 - 72 rue de la République,

↳ Que la société BEARSTUDIO a conclu le 22 avril 2016 avec la METROPOLE ROUEN NORMANDIE un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux d'une durée de 36 mois à compter du 1er avril 2016,

↳ Que ledit bail a fait l'objet de cinq avenants,

↳ Que ledit bail arrivant à échéance le 31 mars 2019, la société BEARSTUDIO a fait part à la METROPOLE ROUEN NORMANDIE de son souhait de poursuivre la location et de se maintenir dans les mêmes locaux,

↳ Qu'un accord est intervenu avec la société BEARSTUDIO pour conclure un bail commercial pour une durée de 9 ans à compter du 1er avril 2019 pour une surface de bureaux de 99 m² située au 3ème étage dudit bâtiment, moyennant un loyer ANNUEL de **DOUZE MILLE DIX HUIT EUROS SOIXANTE CENTIMES HORS TAXES HORS CHARGES (12 018,60 € H.T/H.C.)**.

Décide :

⏩ D'autoriser la location d'une surface de bureau de 99 m² située au 3ème étage du bâtiment Seine-Innopolis au profit de la société BEARSTUDIO, pour une durée de 9 ans à compter du 1er avril 2019, moyennant un loyer ANNUEL de **DOUZE MILLE DIX HUIT EUROS SOIXANTE CENTIMES HORS TAXES HORS CHARGES (12 018,60 € H.T/H.C.)**.

⏩ D'autoriser la signature du bail commercial correspondant et tout autre document se rapportant à cette affaire.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Normandie, Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 20 MARS 2019

LE PRÉSIDENT,

métropole ROUEN NORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**25 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Sté MOOSH – Résiliation anticipée du bail - Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/552 du 14.03.2019 SA 115.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Sté NOMEN'K – Résiliation anticipée du bail : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/553 du 14.03.2019 SA 116.19	
Petit-Quevilly (le) – Seine-Innopolis – Bail commercial Société BEARSTUDIO – Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/554 du 20.03.2019 SA 117.19	
Petit-Quevilly (le) – Seine-Innopolis – Bail commercial KEYVEO – Surface complémentaire – Avenant n° 2 : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/555 du 20.03.2019 SA 118.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Immeuble 111, rue Pierre Corneille – Bail dérogatoire HL MARQUAGES : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/556 du 20.03.19 SA 119.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Réf : DIMG/SI/MBL/03.2019/555

SA 118-19

Affiché le :

- 1 AVR. 2019

métropole ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

PETIT-QUEVILLY (Le)
Seine-Innopolis
Bail commercial KEYVEO
Surface complémentaire
Avenant n° 2 : Autorisation de signature

Le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Vu le bail commercial conclu entre la METROPOLE ROUEN NORMANDIE et la société KEYVEO en date du 26 juin 2018,

Vu la délibération du Conseil métropolitain en date du 14 mai 2018 approuvant la grille tarifaire des pépinières et hôtels d'entreprises, applicable au 1er juillet 2018,

Rappelle :

- Que la METROPOLE ROUEN NORMANDIE est propriétaire d'un immeuble nommé Seine-Innopolis sis à PETIT-QUEVILLY (Le) 76140 – 72 rue de la République,
- Que la société KEYVEO a conclu avec la Métropole un bail commercial en date du 26 juin 2018 pour une durée de 9 ans à compter du 1er mars 2018,
- Que ledit bail a fait l'objet d'un avenant en date du 9 novembre 2018.
- Que la société KEYVEO a manifesté le souhait de disposer d'une surface de bureaux supplémentaire à celle mentionnée dans le paragraphe « Article 5 - DESIGNATION » dudit bail,
- Qu'un accord est intervenu avec la société KEVYEO pour l'attribution d'une surface de bureaux supplémentaire de 15,12 m² située au 3ème étage Nord du bâtiment Seine-Innopolis à compter du 1er avril 2019,

Décide :

⏩ D'autoriser la location d'une surface de bureaux supplémentaire de 15,12 m² située au 3ème étage Nord du bâtiment Seine-Innopolis, à compter du 1er avril 2019 au profit de la société KEYVEO, ramenant ainsi la surface totale louée à 155,12 m², moyennant un loyer annuel total de **DIX SEPT MILLE DEUX CENT SOIXANTE QUATRE EUROS QUATRE VINGT DIX CENTIMES HORS TAXES HORS CHARGES (17 264,90 € HT/HC)**,

⏩ D'autoriser la signature de l'avenant correspondant ainsi que de tout autre document se rapportant à cette affaire.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 20 MARS 2019

LE PRÉSIDENT,

métropole ROUEN NORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**25 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Sté MOOSH – Résiliation anticipée du bail - Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/552 du 14.03.2019 SA 115.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Sté NOMEN'K – Résiliation anticipée du bail : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/553 du 14.03.2019 SA 116.19	
Petit-Quevilly (le) – Seine-Innopolis – Bail commercial Société BEARSTUDIO – Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/554 du 20.03.2019 SA 117.19	
Petit-Quevilly (le) – Seine-Innopolis – Bail commercial KEYVEO – Surface complémentaire – Avenant n° 2 : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/555 du 20.03.2019 SA 118.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Immeuble 111, rue Pierre Corneille – Bail dérogatoire HL MARQUAGES : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/556 du 20.03.19 SA 119.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

28 MARS 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

Réf : DIMG/SI/MLB/03.2019/556
SA 113.19
Affiché le :
- 1 AVR. 2019

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

PETIT-COURONNE
SEINE CREAPOLIS SUD
Immeuble 111, rue Pierre Corneille
Bail dérogatoire HL MARQUAGES : Autorisation de signature

Le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil métropolitain en date du 14 mai 2018 adoptant la grille tarifaire des pépinières et hôtels d'entreprises,

Rappelle :

↳ Que dans le cadre du transfert de la compétence « Développement Economique » de la commune de Petit-Couronne vers la METROPOLE ROUEN NORMANDIE au 1er janvier 2015, la Métropole dispose d'un ensemble immobilier dénommé SEINE CREAPOLIS SUD sis à PETIT-COURONNE (76650),

↳ Que la société HL MARQUAGES a exprimé le souhait de prendre en location un bureau d'une superficie totale de 10 m² situé au 2ème étage dudit bâtiment situé à PETIT-COURONNE (76650) 111 rue Pierre Corneile,

↳ Qu'un accord est intervenu avec la société HL MARQUAGES pour la signature d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux pour une durée de 12 mois à compter du 1er avril 2019, moyennant un loyer annuel de **MILLE CINQUANTE EUROS HORS TAXES HORS CHARGES (1 050,00 € H.T./H.C.)**,

Décide :

⏩ D'autoriser la location d'un bureau d'une superficie de 10 m² sis à Petit-Couronne (76650) 111 rue Pierre Corneille au profit de la société HL MARQUAGES, pour une durée de 12 mois à compter du 1er avril 2019, moyennant un loyer annuel de **MILLE CINQUANTE EUROS HORS TAXES HORS CHARGES (1 050,00 € H.T./H.C.)**,

⏩ D'autoriser la signature du bail dérogatoire correspondant ainsi que de tout autre document se rapportant à cette affaire.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 20 MARS 2019

LE PRÉSIDENT,

métropole ROUEN NORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	**25 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Sté MOOSH – Résiliation anticipée du bail - Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/552 du 14.03.2019 SA 115.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Sté NOMEN'K – Résiliation anticipée du bail : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/553 du 14.03.2019 SA 116.19	
Petit-Quevilly (le) – Seine-Innopolis – Bail commercial Société BEARSTUDIO – Autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/554 du 20.03.2019 SA 117.19	
Petit-Quevilly (le) – Seine-Innopolis – Bail commercial KEYVEO – Surface complémentaire – Avenant n° 2 : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/555 du 20.03.2019 SA 118.19	
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Immeuble 111, rue Pierre Corneille – Bail dérogatoire HL MARQUAGES : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/556 du 20.03.19 SA 119.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

28 MARS 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

SUTE/DEE : n°2019.05
N° annuel SA 120.19

métropole ROUENNORMANDIE

DECISION

Affiché le
- 1 AVR. 2019

Environnement
Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites
Conventions d'occupation pour la gestion du site n°0 "Côte de Longpaon – Darnétal" à intervenir avec la Ville de Rouen, l'Hôpital Durécu-Lavoisier, l'Amicale Laïque de Darnétal, Madame Carole DEBRUYNE-DELATTRE : autorisation de signature

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Rural,

Vu le Code Civil,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2015 relative à la définition de la compétence biodiversité,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2015 concernant la mise à disposition de terrains pour l'écopâturage ou le fauchage,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 26 juin 2017 prévoyant une nouvelle organisation de la mise à disposition des sites pour le fauchage et l'écopâturage,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 12 octobre 2015, relative à la mise à disposition du site n°0 "Côte de Longpaon – Darnétal", par la Ville de Rouen, l'Hôpital Durécu-Lavoisier et l'Amicale Laïque de Darnétal, au profit de Madame Carole DEBRUYNE-DELATTRE pour pâturage, à titre d'expérimentation du dispositif,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 12 mars 2018 portant délégation de pouvoirs au Président,

Considérant :

- Que la Métropole a mis en place un programme de restauration des pelouses calcicoles,
- Que la Métropole a mis en place un dispositif d'attribution de terrains pour l'écopâturage ou le fauchage,

- Que la Métropole bénéficie de subventions de l'Europe (FEDER) et du Conseil Départemental 76 pour la pose de clôtures en vue de gérer les pelouses par pâturage,

- Que le site n°0 "Côte de Longpaon – Darnétal" est mis à disposition de la Métropole pour la gestion et la restauration des pelouses calcaires depuis 2016 par la Ville de Rouen, l'Hôpital Durécu-Lavoisier et l'Amicale Laïque de Darnétal,

- Que Madame Carole DEBRUYNE-DELATTRE gère ce site depuis le 21 avril 2016 dans le respect du cahier des charges de gestion de la parcelle, à titre de test,

- Que cette gestion a permis d'engager la restauration écologique du site,

- Qu'il convient de signer les conventions de partenariat avec les propriétaires du site et l'exploitant gestionnaire, conformément aux dispositions prévues,

Décide :

- D'attribuer la gestion du site n°0 "Côte de Longpaon – Darnétal" à Madame Carole DEBRUYNE-DELATTRE,

- D'approuver les termes des conventions à intervenir avec la Ville de Rouen, l'Hôpital Durécu-Lavoisier, l'Amicale Laïque de Darnétal, Madame Carole DEBRUYNE-DELATTRE,

Et

- D'autoriser Monsieur le Président à signer lesdites conventions

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente Décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

- Monsieur le Trésorier Rouen Métropole ou Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen,

Fait à ROUEN, le 20 MARS 2019

Le Président,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**26 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Environnement – Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites – Conventions d'occupation pour la gestion du site n° 0 « Côte de Longpaon - Darnétal » à intervenir avec la Ville de Rouen, l'Hôpital Durécu-Lavoisier, l'Amicale Laïque de Darnétal, Madame Carole DEBRUYNE-DELATTRE : autorisation de signature	Décision SUTE/DEE : n° 2019-05 du 20/03/19 SA 120.19	
Environnement – Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites – Convention d'occupation pour la gestion des sites n° 1 « Bassin d'orage – La Saussaye » et n° 90 « Hippodrome des Brûlins - Saint-Aubin-lès-Elbeuf » établie avec l'Association Au Pré du Bois représentée par Madame Cindy ARDEVOL – Avenant n° 1 à la convention à intervenir avec l'Association Au Pré du Bois représentée par Madame Cindy ARDEVOL : autorisation de signature	Décision SUTE/DEE : n° 2019-06 du 20/03/2019 SA 121.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :	CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :
métropole ROUEN NORMANDIE	BUREAU DU COURRIER 28 MARS 2019 PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

6SUTE/DEE : n°2019.06
N° annuel SA 121-19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION

Environnement
Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites
Convention d'occupation pour la gestion des sites n°1 "Bassin d'orage – La Saussaye" et n°90 "Hippodrome des Brûlins – Saint-Aubin-lès-Elbeuf" établie avec l'Association Au Pré du Bois représentée par Madame Cindy ARDEVOL
Avenant n°1 à la convention à intervenir avec l'Association Au Pré du Bois représentée par Madame Cindy ARDEVOL : autorisation de signature

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Rural,

Vu le Code Civil,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2015 relative à la définition de la compétence biodiversité,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2015 concernant la mise à disposition de terrains pour l'écopâturage ou le fauchage,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 26 juin 2017 prévoyant une nouvelle organisation de la mise à disposition des sites pour le fauchage et l'écopâturage,

Vu la décision du Président SA136.18 en date du 4 avril 2018, relative à l'attribution des sites n°1 "Bassin d'orage – La Saussaye" et n°90 "Hippodrome des Brûlins – Saint-Aubin-lès-Elbeuf", au profit de la Ferme Socio-Educative Au Pré du Bois pour pâturage,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 12 mars 2018 portant délégation de pouvoirs au Président,

Considérant :

- Que la Métropole a mis en place un dispositif d'attribution de terrains pour l'écopâturage ou le fauchage,

- Que l'Association Au Pré du Bois a été désignée attributaire de 2 sites : n°1 "Bassin d'orage – La Saussaye" et n°90 "Hippodrome des Brûlins – Saint-Aubin-lès-Elbeuf",

- Que, compte-tenu des difficultés à gérer le site n°1 "Bassin d'orage – La Saussaye", Madame Cindy ARDEVOL, Présidente de l'association, souhaite ne plus être attributaire de ce site,

- Que la Métropole souhaite donner un avis favorable à cette demande,

- Que la Métropole propose pour cela de modifier les termes des articles 2 et 3 de la convention initiale, ainsi que les cartes en annexe de la convention par voie d'avenant,

Décide :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention pour l'attribution des parcelles pour l'écopâturage de l'Association Au Pré du Bois,

Et

- D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 à intervenir avec l'Association Au Pré du Bois,

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente Décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

- Monsieur le Trésorier Rouen Métropole ou Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen,

Fait à ROUEN, le 20 MARS 2019

Le Président,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**26 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Environnement – Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites – Conventions d'occupation pour la gestion du site n° 0 « Côte de Longpaon - Darnétal » à intervenir avec la Ville de Rouen, l'Hôpital Durécu-Lavoisier, l'Amicale Laïque de Darnétal, Madame Carole DEBRUYNE-DELATTRE : autorisation de signature	Décision SUTE/DEE : n° 2019-05 du 20/03/19 SA 120.19	
Environnement – Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites – Convention d'occupation pour la gestion des sites n° 1 « Bassin d'orage – La Saussaye » et n° 90 « Hippodrome des Brûlins - Saint-Aubin-lès-Elbeuf » établie avec l'Association Au Pré du Bois représentée par Madame Cindy ARDEVOL – Avenant n° 1 à la convention à intervenir avec l'Association Au Pré du Bois représentée par Madame Cindy ARDEVOL : autorisation de signature	Décision SUTE/DEE : n° 2019-06 du 20/03/2019 SA 121.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :	CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :
métropole ROUEN NORMANDIE	BUREAU DU COURRIER 28 MARS 2019 PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

SUTE/DEE : n°2019.07
N° annuel SA 122-19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION

Affiché le
- 1 AVR. 2019

Environnement
Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites
Convention d'occupation pour la gestion des sites n°28 "Bassin Nord Lotissement de la Maison Blanche – Saint-Paër" et n°30 "Bassin des Glycines – Saint-Pierre-de-Varengeville" établie avec Monsieur Jérémy LAIGUILLON
Avenant n°1 à la convention à intervenir avec Monsieur Jérémy LAIGUILLON : autorisation de signature

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Rural,

Vu le Code Civil,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2015 relative à la définition de la compétence biodiversité,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2015 concernant la mise à disposition de terrains pour l'écopâturage ou le fauchage,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 26 juin 2017 prévoyant une nouvelle organisation de la mise à disposition des sites pour le fauchage et l'écopâturage,

Vu la décision du Président SA217.16 en date du 28 juillet 2016, relative à l'attribution des sites n°28 "Bassin Nord Lotissement de la Maison Blanche – Saint-Paër" et n°30 "Bassin des Glycines – Saint-Pierre-de-Varengeville", au profit de Monsieur Jérémy LAIGUILLON pour pâturage,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 12 mars 2018 portant délégation de pouvoirs au Président,

Considérant :

- Que la Métropole a mis en place un dispositif d'attribution de terrains pour l'écopâturage ou le fauchage,

- Que Monsieur Jérémy LAIGUILLON a été désignée attributaire de 2 sites : n°28 "Bassin Nord Lotissement de la Maison Blanche – Saint-Paër" et n°30 "Bassin des Glycines – Saint-Pierre-de-Varengeville",

↳ Que, compte-tenu des difficultés à gérer le site n°30 "Bassin des Glycines – Saint-Pierre-de-Varengeville", Monsieur Jérémy LAIGUILLON souhaite ne plus être attributaire de ce site,

↳ Que la Métropole souhaite donner un avis favorable à cette demande,

↳ Que la Métropole propose pour cela de modifier les termes des articles 2 et 3 de la convention initiale, ainsi que les cartes en annexe de la convention par voie d'avenant,

Décide :

⏩ D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention pour l'attribution des parcelles pour l'écopâturage à Monsieur Jérémy LAIGUILLON,

Et

⏩ D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 à intervenir avec Monsieur Jérémy LAIGUILLON,

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente Décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

- Monsieur le Trésorier Rouen Métropole ou Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen,

Fait à ROUEN, le 20 MARS 2019

Le Président,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**26 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Environnement – Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites – Convention d'occupation pour la gestion des sites n° 28 « Bassin Nord Lotissement de la Maison Blanche – Saint-Paër » et n° 30 « Bassin des Glycines - Saint-Pierre-de-Varengeville » établie avec Monsieur Jérémy LAIGUILLON – Avenant n° 1 à la convention à intervenir avec Monsieur Jérémy LAIGUILLON : autorisation de signature	Décision SUTE/DEE : n° 2019-07 du 20/03/19 SA 122.19	
Environnement – Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites – Convention d'occupation pour la gestion des sites n° 25 « Usine de la Chapelle - Saint-Etienne-du-Rouvray » et n° 73 « Bassin Jacques Brel BR169 – Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen » établise avec Monsieur Eric BREEMERSCH – Avenant n° 1 à la convention à intervenir avec Monsieur Eric BREEMERSCH : autorisation de signature – Convention d'occupation à intervenir avec Monsieur David COURAGE : autorisation de signature	Décision SUTE/DEE : n° 2019-08 du 20/03/19 SA 123.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

SUTE/DEE : n°2019.08
N° annuel SA 123.19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION

Affiché le
- 1 AVR. 2019

Environnement
Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites
Convention d'occupation pour la gestion des sites n°25 "Usine de la Chapelle – Saint-Etienne-du-Rouvray" et n°73 "Bassin Jacques Brel BR169 – Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen" établie avec Monsieur Eric BREEMERSCH
Avenant n°1 à la convention à intervenir avec Monsieur Eric BREEMERSCH : autorisation de signature
Convention d'occupation à intervenir avec Monsieur David COURAGE : autorisation de signature

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Rural,

Vu le Code Civil,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2015 relative à la définition de la compétence biodiversité,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2015 concernant la mise à disposition de terrains pour l'écopâturage ou le fauchage,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 26 juin 2017 prévoyant une nouvelle organisation de la mise à disposition des sites pour le fauchage et l'écopâturage,

Vu la décision du Président SA318.17 en date du 3 août 2017, relative à l'attribution des sites n°25 "Usine de la Chapelle – Saint-Etienne-du-Rouvray" et n°73 "Bassin Jacques Brel BR169 – Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen" pour pâturage, au profit de Monsieur Eric BREEMERSCH,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 12 mars 2018 portant délégation de pouvoirs au Président,

Considérant :

- Que la Métropole a mis en place un dispositif d'attribution de terrains pour l'écopâturage ou le fauchage,

- Que Monsieur Eric BREEMERSCH a été désignée attributaire de 2 sites : n°25 "Usine de la Chapelle – Saint-Etienne-du-Rouvray" et n°73 "Bassin Jacques Brel BR169 – Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen",

- Que, compte-tenu des difficultés à gérer le site n°25 "Usine de la Chapelle – Saint-Etienne-du-Rouvray", Monsieur Eric BREEMERSCH souhaite ne plus être attributaire de ce site,

- Que la Métropole souhaite donner un avis favorable à cette demande,

- Que la Métropole propose pour cela de modifier les termes des articles 2 et 3 de la convention initiale, ainsi que les cartes en annexe de la convention par voie d'avenant,

- Que Monsieur David COURAGE a candidaté pour assurer la fauche de ce site,

- Que la gestion proposée par le candidat convient à la gestion demandée pour ce site,

- Que la Métropole souhaite donner une suite favorable à cette nouvelle demande.,

- Qu'il convient de signer les conventions de partenariat.

Décide :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention pour l'attribution des parcelles pour l'écopâturage à Monsieur Eric BREEMERSCH,

- D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 à intervenir avec Monsieur Eric BREEMERSSCH,

- D'attribuer le site suivant à Monsieur David COURAGE, précisé ci-dessous :
  n°25 "Usine de la Chapelle – Saint-Etienne-du-Rouvray", pour du fauchage,

- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec Monsieur David COURAGE,

Et

- D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention à intervenir avec Monsieur David COURAGE,

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente Décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

- Monsieur le Trésorier Rouen Métropole ou Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen,

Fait à ROUEN, le 20 MARS 2019

Le Président,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**26 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Environnement – Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites – Convention d'occupation pour la gestion des sites n° 28 « Bassin Nord Lotissement de la Maison Blanche – Saint-Paër » et n° 30 « Bassin des Glycines - Saint-Pierre-de-Varengeville » établie avec Monsieur Jérémy LAIGUILLON – Avenant n° 1 à la convention à intervenir avec Monsieur Jérémy LAIGUILLON : autorisation de signature	Décision SUTE/DEE : n° 2019-07 du 20/03/19 SA 122.19	
Environnement – Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites – Convention d'occupation pour la gestion des sites n° 25 « Usine de la Chapelle - Saint-Etienne-du-Rouvray » et n° 73 « Bassin Jacques Brel BR169 – Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen » établise avec Monsieur Eric BREEMERSCH – Avenant n° 1 à la convention à intervenir avec Monsieur Eric BREEMERSCH : autorisation de signature – Convention d'occupation à intervenir avec Monsieur David COURAGE : autorisation de signature	Décision SUTE/DEE : n° 2019-08 du 20/03/19 SA 123.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :	CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :
métropole ROUEN NORMANDIE	BUREAU DU COURRIER 28 MARS 2019 PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

SUTE/DEE : n°2019.09
N° annuel SA 124.19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION

Affiché le
- 1 AVR. 2019

Environnement
Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites
Convention d'occupation pour la gestion du site n°18 "Bassin St Autin BR154 – La Neuville-Chant-d'Oisel" à intervenir avec Madame Chloë VIALLES : autorisation de signature

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Rural,

Vu le Code Civil,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2015 relative à la définition de la compétence biodiversité,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 12 octobre 2015 concernant la mise à disposition de terrains pour l'écopâturage ou le fauchage,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 26 juin 2017 prévoyant une nouvelle organisation de la mise à disposition des sites pour le fauchage et l'écopâturage,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 12 mars 2018 portant délégation de pouvoirs au Président,

Considérant :

- Que la Métropole a mis en place un dispositif d'attribution de terrains pour l'écopâturage ou le fauchage,
- Qu'un règlement fixe les règles d'attribution des terrains,
- Que Madame Chloë VIALLES a candidaté pour la mise à disposition du n°18 "Bassin St Autin BR154 – La Neuville-Chant-d'Oisel",
- Que la gestion proposée par le candidat convient à la gestion demandée pour ce site,
- Qu'il convient de signer les conventions de partenariat.

Décide :

- D'attribuer le site suivant à Madame Chloë VIALLES, précisé ci-dessous :
  n°18 "Bassin St Autin BR154 – La Neuville-Chant-d'Oisel", pour du pâturage

- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec Madame Chloë VIALLES,

Et

- D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention afférente à intervenir avec Madame Chloë VIALLES.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente Décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

- Monsieur le Trésorier Rouen Métropole ou Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen,

Fait à ROUEN, le 20 MARS 2019

Le Président,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	26 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Environnement – Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites – Convention d'occupation pour la gestion du site n° 18 « Bassin St Autin BR154 – la Neuville-Chant-d'Oisel » à intervenir avec Madame Chloë VIALLES : autorisation de signature	Décision SUTE/DEE : n° 2019-09 du 20/03/19 SA 124.19	
Services publics aux usagers – Transition énergétique – Conseil en énergie partagé – Réalisation d'audits énergétiques sur les bâtiments publics de la Métropole et de ses communes membres – Marché 2019-2022 – Demande de subvention auprès de l'ADEME et de la Région Normandie	Décision SUTE/DEE : n° 2019-11 du 20/03/2019 SA 125.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

SUTE/DEE : n°2019.11
N° annuel SA 125.19

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

DECISION

Services publics aux usagers
Transition énergétique
Conseil en énergie partagé
Réalisation d'audits énergétiques sur les bâtiments publics de la Métropole et de ses communes membres – Marché 2019-2022
Demande de subvention auprès de l'ADEME et de la Région Normandie

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu la délibération du Bureau de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant le lancement d'une consultation pour la réalisation d'audits énergétiques sur les bâtiments publics de la Métropole et de ses communes membres,

Vu la délibération du Bureau de la Métropole du 8 novembre 2018 approuvant le lancement d'une nouvelle consultation pour la réalisation d'audits énergétiques sur les bâtiments publics de la Métropole et de ses communes membres,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie du 12 mars 2018 portant délégation de pouvoirs au Président,

Considérant :

- que le marché public de prestation d'audits énergétiques attribué en 2016, pour 4 ans, soit jusqu'en 2020, à la société SPEEN, a été abrogé au terme de la 2ème année d'exercice,

- que le Bureau de la Métropole du 8 novembre 2018 a approuvé le lancement d'une nouvelle consultation en vue de recruter un prestataire pour 4 ans à compter de 2019, soit jusqu'en 2022,

- que l'ADEME et la Région ont accordé des aides financières sur la base de la durée du marché initial engagé avec SPEEN, c'est-à-dire jusqu'en 2020,

- que les dépenses relatives à la réalisation d'audits énergétiques sur les années 2021 et 2022 ne seront pas couvertes par les conventions de financement de l'ADEME et de la Région Normandie en vigueur,

Décide :

⏩ d'autoriser Monsieur le Président à solliciter les aides financières éventuelles relatives à la réalisation d'audits énergétiques sur les bâtiments publics de la Métropole et de ses communes membres dans le cadre du nouveau marché public qui sera notifié en 2019,

et

⏩ d'habiliter Monsieur le Président à signer les courriers correspondants.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente Décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

- Monsieur le Trésorier Rouen Métropole ou Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen.

Fait à ROUEN, le 20 MARS 2019

Le Président,

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**26 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Environnement – Mise à disposition des terrains pour l'écopâturage et le fauchage de sites – Convention d'occupation pour la gestion du site n° 18 « Bassin St Autin BR154 – la Neuville-Chant-d'Oisel » à intervenir avec Madame Chloë VIALLES : autorisation de signature	Décision SUTE/DEE : n° 2019-09 du 20/03/19 SA 124.19	
Services publics aux usagers – Transition énergétique – Conseil en énergie partagé – Réalisation d'audits énergétiques sur les bâtiments publics de la Métropole et de ses communes membres – Marché 2019-2022 – Demande de subvention auprès de l'ADEME et de la Région Normandie	Décision SUTE/DEE : n° 2019-11 du 20/03/2019 SA 125.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Musée n°2019-

SA 106.19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION

Affiché le
- 1 AVR. 2019

Culture
Musées Métropolitains
Convention de mécénat entre le CIC Nord-Ouest et la Métropole Rouen Normandie
Autorisation de signature

La Réunion des Musées Métropolitains Rouen Normandie est engagée depuis deux ans dans un cycle d'expositions d'art moderne consacré aux grands artistes du 20e siècle ayant marqué le territoire normand. Après Picasso à Boisgeloup en 2017 et Marcel Duchamp en 2018, le musée des Beaux-Arts se penche sur un moment tout aussi important, qui a vu une véritable colonie d'artistes se former à Varengeville-sur-mer, autour des figures tutélaires de Georges Braque et de l'architecte Paul Nelson.

L'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » sera présentée au Musée des Beaux-Arts de Rouen, du 5 avril au 2 septembre 2019.

Afin de pouvoir mener à bien cette exposition mais aussi la promouvoir auprès du grand public, le CIC Nord-Ouest a souhaité s'associer à ce projet en mettant en place un dispositif de communication adapté à cette exposition, dans le cadre d'un mécénat financier et en nature (loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations), pour une valeur de 50.000 euros HT en financier et une valeur de 12.556 euros HT.

Dans le cadre de ce mécénat, la Métropole Rouen Normandie s'engage à octroyer au CIC Nord-Ouest des contreparties, plafonnant à 25% du montant du mécénat, de la façon suivante :

- Mise à disposition du Jardin des Sculptures du musée des Beaux-Arts de Rouen pour une soirée privée de relations publiques à destination des clients du CIC Nord-Ouest, le mercredi 3 avril 2019 avec guides conférenciers dans les salles d'exposition, valorisée 6.720 € TTC.

- 50 catalogues de l'exposition, *Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises*, valorisés 1.750 € TTC (soit, 35 € le catalogue).

- 398 laissez-passer coupe fil valables pour deux personnes donnant accès à l'exposition, *Braque, Miro, Calder, Nelson* : *Varengeville, un atelier sur les falaises*, valorisés 7.164 € TTC (soit, 18 € le laissez-passer)

Pour une valeur totale de de 15.634 euros TTC.

Le Président de la Métropole,

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation de pouvoirs au Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que la Métropole souhaite favoriser une offre culturelle de qualité sur son territoire, vecteur d'attractivité, en assurant ces expositions afin de les promouvoir auprès du grand public,

- que le mécénat financier et en nature de 62.556 euros du CIC Nord-Ouest contribuerait à la mise en valeur de ces expositions auprès du public,

- que les engagements de chacun des acteurs de ce mécénat doivent être contractualisés dans une convention,

Décide :

- d'approuver les termes de la convention ci-jointe avec le CIC Nord-Ouest,

ET,

- de signer ladite convention de mécénat.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 21 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**22 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre le CIC Nord-Ouest et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature	Décision Musée 2019 - SA 106.19 du 21 mars 2019	
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre Peinture & Nuances et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature	Décision Musée 2019 - SA 107.19 du 21 mars 2019	
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre Little Shop Of Colors et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature	Décision Musée 2019 - SA 108.19 du 21 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Musée n°2019-

SA 107.19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION

Affiché le
- 1 AVR. 2019

Culture
Musées Métropolitains
Convention de mécénat entre Peinture & Nuances et la Métropole Rouen Normandie
Autorisation de signature

La Réunion des Musées Métropolitains Rouen Normandie est engagée depuis deux ans dans un cycle d'expositions d'art moderne consacré aux grands artistes du 20e siècle ayant marqué le territoire normand. Après Picasso à Boisgeloup en 2017 et Marcel Duchamp en 2018, le musée des Beaux-Arts se penche sur un moment tout aussi important, qui a vu une véritable colonie d'artistes se former à Varengeville-sur-mer, autour des figures tutélaires de Georges Braque et de l'architecte Paul Nelson.

L'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » sera présentée au Musée des Beaux-Arts de Rouen, du 5 avril au 2 septembre 2019.

Afin d'effectuer la mise en peinture de la scénographie et mettre en valeur les œuvres présentées aux visiteurs de l'exposition, il s'est avéré nécessaire de faire appel à une société spécialisée dans les travaux de peinture.

Peinture & Nuances entreprise spécialisée dans le secteur d'activité des travaux de peinture et vitrerie a souhaité apporter son soutien à la mise en place de l'exposition dans le cadre d'un mécénat de compétence (loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations), pour une valeur de 4000 euros hors taxe.

Dans le cadre de ce mécénat, la Métropole Rouen Normandie s'engage à octroyer à Peinture & Nuances des contreparties, plafonnant à 25% du montant du mécénat, de la façon suivante :

- 10 catalogues de l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises », correspondant à une contrepartie d'une valeur de 350 € TTC (soit, 35 € le catalogue)

- 36 laissez-passer coupe file valable pour 2 personnes donnant accès à l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises », correspondant à une contrepartie d'une valeur de 648 € TTC (Soit, 18 € le laissez-passer).

Pour une valeur totale de 998 euros TTC.

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Vu les statuts de la Métropole,

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation de pouvoirs au Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que la Métropole souhaite favoriser une offre culturelle de qualité sur son territoire, vecteur d'attractivité, en assurant cette exposition afin de la promouvoir auprès du grand public,

- que le mécénat de compétence de 4000 euros hors taxe de Peinture & Nuances contribuerait à la mise en valeur de cette exposition auprès du public,

- que les engagements de chacun des acteurs de ce mécénat doivent être contractualisés dans une convention,

Décide :

- d'approuver les termes de la convention ci-jointe avec Peinture & Nuances,

ET,

- de signer ladite convention de mécénat.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 21 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	22 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre le CIC Nord-Ouest et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature	Décision Musée 2019 - SA 106.19 du 21 mars 2019	
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre Peinture & Nuances et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature	Décision Musée 2019 - SA 107.19 du 21 mars 2019	
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre Little Shop Of Colors et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature	Décision Musée 2019 - SA 108.19 du 21 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Musée n°2019-

SA 108.19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION

Affiché le
- 1 AVR. 2019

Culture
Musées Métropolitains
Convention de mécénat entre Little Shop Of Colors et la Métropole Rouen Normandie
Autorisation de signature

La Réunion des Musées Métropolitains Rouen Normandie est engagée depuis deux ans dans un cycle d'expositions d'art moderne consacré aux grands artistes du 20e siècle ayant marqué le territoire normand. Après Picasso à Boisgeloup en 2017 et Marcel Duchamp en 2018, le musée des Beaux-Arts se penche sur un moment tout aussi important, qui a vu une véritable colonie d'artistes se former à Varengeville-sur-mer, autour des figures tutélaires de Georges Braque et de l'architecte Paul Nelson.

L'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » sera présentée au Musée des Beaux-Arts de Rouen, du 5 avril au 2 septembre 2019.

Afin de réaliser la scénographie et mettre en valeur les œuvres présentées aux visiteurs de l'exposition, grâce à des peintures spécifiques, il s'est avéré nécessaire de faire appel à une société spécialisée.

Little Shop of Colors, peintures haut de gamme a souhaité apporter son soutien à la mise en place de l'exposition dans le cadre d'un mécénat en nature (loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations), pour une valeur de 6.400 euros hors taxe.

Dans le cadre de ce mécénat, la Métropole Rouen Normandie s'engage à octroyer a Little Shop Of Colors des contreparties, plafonnant à 25% du montant du mécénat, de la façon suivante :

- Une ouverture exceptionnelle de 2 heures du jardin des sculptures du musée des beaux-arts de Rouen avec visite commentée de l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » pour 50 personnes maximum correspondant à une contrepartie de 1.600 euros. H.T.

Pour une valeur totale de 1.600 euros.

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Métropole,

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation de pouvoirs au Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que la Métropole souhaite favoriser une offre culturelle de qualité sur son territoire, vecteur d'attractivité, en assurant cette exposition afin de la promouvoir auprès du grand public,

- que le mécénat en nature de 6.400 euros de Little Shop Of Colors contribuerait à la mise en valeur de cette exposition auprès du public,

- que les engagements de chacun des acteurs de ce mécénat doivent être contractualisés dans une convention,

Décide :

- d'approuver les termes de la convention ci-jointe avec Little Shop Of Colors,

ET,

- de signer ladite convention de mécénat.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 21 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**22 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre le CIC Nord-Ouest et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature	Décision Musée 2019 - SA 106.19 du 21 mars 2019	
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre Peinture & Nuances et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature	Décision Musée 2019 - SA 107.19 du 21 mars 2019	
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre Little Shop Of Colors et la Métropole Rouen Normandie : autorisation de signature	Décision Musée 2019 - SA 108.19 du 21 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

métropole ROUENNORMANDIE

Affiché le
25 AVR. 2019

CONVENTION DE PRÊT D'OEUVRESAPPARTENANT AUX COLLECTIONS DE RORY NELSON

Entre

Rory Nelson,demeurant 10, chemin Cézanne, 13950 Cadolive

Ci-après désignée « le prêteur »

d'une part,

et

La Métropole Rouen Normandie, domiciliée à Rouen (76000) – Le 108 – 108 allée François Mitterrand – CS 50589 76006 Rouen CEDEX
Pour Le musée des Beaux-arts de Rouen
N° SIRET200 023 414 00101, APE : 8411Z
Représentée par son Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Rouen Normandie en exécution de la délibération en date du 12 mars 2018 lui donnant délégation,

Ci-après désignée « l'emprunteur »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit,

Article 1er: Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les termes et conditions du prêt d'œuvresappartenant à**Rory Nelsonà la Métropole Rouen Normandie pour le Musée des Beaux-Arts**. Elle est constituée des conditions générales et particulières fixées ci-après, précisant les dates et lieu de l'exposition, la désignation de l'œuvre prêtée, sa valeur agréée d'assurance, ainsi que les conditions spécifiques à respecter par l'emprunteur.

Article 2 : Objet du prêt

Le prêt est consenti dans le cadre de l'exposition suivante :

Titre de l'exposition : **« Braque, Miro, Calder, une constellation d'artistes à Varengeville-sur-Mer » présentée du 5 avril au 2 septembre 2019**

Lieu : **Musée des Beaux-arts de Rouen- Esplanade Duchamp, Rouen.**

Dates d'ouverture au public : **5 avril 2019**
Date de fermeture : **2 septembre 2019**

Nom et coordonnées du responsable de l'exposition :
Coordonnées : **Joanne Snrech, Conservatrice du patrimoine**
Ville : **Rouen**Code postal : **76000**
Pays : **France**
Téléphone : **02 76 30 39 15**
Courriel : joanne.snrech@metropole-rouen-normandie.fr

OU

Coordonnées : Hélène Thomas, régie des collections et expositions
Ville : Rouen **Code postal :** 76000
Pays : France+
Téléphone : 02 76 30 39 08
Courriel :helene.thomas@metropole-rouen-normandie.fr

Dans le cadre de cette exposition, l'œuvresuivanteest prêtéeau Musée des Beaux-arts de Rouen:

- Alexander Calder, *Sans titre, Dédicace : "To the Nelson's Sandy Calder 72"*, 1972, aquarelle et encre sur papier.

Article 3 : Conditions du prêt

3.1 - Généralités
Le prêt est consenti à titre gratuit, à l'exception des frais de régie précisés à l'article 3.7.
L'emprunteur accepte les conditions de prêt suivantes :
- l'emprunteur ne peut en aucun cas faire usage des œuvres qui lui a été confiées dans un autre but que l'exposition ayant fait l'objet de la demande,
- l'ensemble des frais relatifs au convoiement, à la fabrication des caisses, à l'emballage, au transport, au transfert, au montage et à l'installation des œuvres, et le cas échéant, aux formalités douanières, pour l'aller comme pour le retour, est à la charge exclusive de l'emprunteur,
- chaque œuvre est accompagnée d'un constat d'état établi avant son départ. Les constats d'état contradictoires seront établis pour chaque œuvre au départ de chez le prêteur, à l'arrivée et au départ du musée des Beaux-artset au retour chez le prêteur.

3.2 - Convoiement
A la demande du prêteur, toutecœuvreprêtéepeut être accompagnée, pour chacun des transports, par un convoyeur.
Les opérations d'emballage, de transport sont organisées et assurées à l'aller comme au retour, par une société habilitée et spécialisée dans le transportdes œuvres, retenue par l'emprunteur. Toutefois, un transport en régie interne peut-être envisagé sur autorisation du prêteur.

3.3 - Durée du prêt
Le prêt est consenti du 12 novembre 2018 au 8juin 2019.
L'exposition est programmée du **5 avrilau2 septembre 2019.**

Les œuvres seront acheminées dans les trois semaines avant le début de l'exposition et seront retournées dans les trois semaines après la fin de l'exposition.

3.4 - Conditions de sécurité et conservation

L'emprunteur garantit les conditions de sécurité (incendie et vol) des œuvrespendant leur séjour et leurs transferts ainsi que les conditions générales de conservation préventive.
L'emprunteur s'engage à placer, à ses frais, les œuvres dans un lieu offrant toutes les garanties de sécurité (dégradation, vol, incendie) et de conservation et à appliquer les normes de conservation requises :

- température : 20° Celsius (+2 / -2),
- hygrométrie : 50 % (+ ou – 5 %),
- lumières : inférieur ou égal à 50 lux pour l'œuvre sur papier, les photographies, les tissus, les miniatures, les bois polychromes,
- stabilité de l'espace d'exposition : les œuvres ne doivent pas être exposées au courant d'air ou être placées à proximité d'installations de chauffage, de climatisation ou de lutte contre les incendies (sprinklers, etc.).

Il est demandé une surveillance permanente des œuvres, qu'elle soit humaine ou électronique (mise sous alarme, télésurveillance, etc.).
Aucune action de conservation et de montage ne pourra être entreprise sans accord préalable du prêteur. Les frais éventuels correspondants seront à la charge de la Métropole Rouen-Normandie.
Tout changement appréciable survenu dans l'état des prêts, que ce soit lors de leur transport ou de leur exposition, doit être immédiatement signalé au prêteurpar la Métropole Rouen-Normandie.

3.5 - Modalités et autorisation de reproduction

Le prêteur autorise l'emprunteur à reproduire les œuvresprêtéesdans le cadre strict de la promotion de l'exposition.
Aucune œuvre ne peut être photographiée ou filmée sans l'accord écrit du prêteur. Toute prise de vue réalisée au cours de l'exposition se fait sous le contrôle de l'emprunteur.
L'emprunteur règlera les formalités concernant les droits de reproduction de l'œuvreempruntéeselon les conditions et les tarifs définis par le prêteur.L'emprunteur se charge d'obtenir les autres éventuelles autorisations nécessaires et de s'acquitter, s'il y en a, des droits auprès des auteurs, de leurs ayants droit ou des sociétés les représentant.
L'emprunteur s'engage à faire figurer sur tous les supports d'information, de communication etde promotion liés à l'exposition (catalogue, cartel, dossier de presse, affiches, carton d'invitation à l'inauguration, site en ligne, etc.) lesmentions suivantes *« La Maison de Balzac »* ou *« les Musées de la Ville de Paris »* suivant les préconisations.
L'emprunteur s'engage à adresser au prêteur, dès parution, deux exemplaires justificatifs complets et originaux du catalogue.

3.6 – Assurances

L'assurance sera couverte par le courtier en assurance de Monsieur Rory Nelson qui mettra en placele contrat. L'ouvrage sera assuré"clou à clou" trois semaines avant le début de l'exposition et un mois après la fin de l'exposition, la valeur d'assurance agréée étant deXXX. Trente mille Euros (30.000 €)
Les frais d'assurance seront intégralement couverts par l'emprunteur

3.7- Coût du prêt

L'emprunteur s'engage à régler les frais de régie comprenant :

- la réalisation des constats d'état,
- la rédaction et adaptation de la liste d'œuvres,
- la réalisation et l'impression des bons de sortie,
- la campagne photographique dans le cadre de l'assurance.

3.8 - Modifications, résiliation, rupture de la convention

La liste d'œuvrespourra faire l'objet de modifications qui ne viendraient pas compromettre l'économie générale du prêt. Dans ce cas, un accord écrit des deux parties est requis (assurances, transports, etc...).
La durée du prêt pourra être modifiée en tout ou partie, par accord écrit des deux parties.
Le prêteur se réserve la possibilité de résilier unilatéralement la présente convention pour motif d'intérêt général, en cas d'urgence ou de non-respect de l'emprunteur des dispositions de la présente convention.

Toutes contestations qui ne pourront être réglées à l'amiable seront portées exclusivement devant le tribunal compétent.
Tous les litiges auxquels la présenteconvention pourrait donner lieu seront tranchés par la juridiction française conformément à la loi française.
Les œuvresne pourront quitter leurétablissement d'origine qu'une fois le présent document retourné rempli, daté et signé par l'emprunteur à l'adresse suivante :

Rory Nelson,
10, chemin Cézanne,
13950 Cadolive

Fait en ~~deux~~ 4 exemplaires originaux,

A Rouen, le : 21 MARS 2019

Pour le Prêteur,

Métropole Rouen Normandie
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur des Musées Métropolitains

Sylvain AMIC

MonsieurRory Nelson

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
25 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**15 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention d'occupation temporaire du domaine public en vue de l'exploitation d'un bar à "softs" au sein du jardin des sculptures par l'Association ORTO'GO dans le cadre de la nuit des étudiants	Convention Musée SA 181.19 du 11 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres appartenant à la collection de M. Rory NELSON dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 182.19 du 21 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention d'occupation temporaire du domaine public en vue de l'exploitation d'un bar à "softs" au sein du Muséum d'histoire natuelle de Rouen dans le cadre de la nuit des étudiants	Convention Musée SA 183.19 du 25 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :	CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :
métropole ROUENNORMANDIE	BUREAU DU COURRIER 23 AVR. 2019 PREFECTURE

DAJ n° 2019-15

Affiché le :
28 MAR. 19

Affiché le :
- 1 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Procédure contentieuse
Tribunal administratif de Rouen
SAS Cadres blancs afficheurs
Défense des intérêts de la Métropole

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu, la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil de la Métropole au Président par délibération en date du 12 mars 2018,

Vu la délibération du 12 décembre 2016 du conseil métropolitain approuvant la révision du règlement local de publicité de petit Quevilly,

Vu la requête introductive d'instance formée par la société SAS Cadres Blancs Afficheurs et enregistrée le 18 janvier 2019 au Tribunal administratif de Rouen,

Rappelle :

- Que la métropole exerce au titre de ses compétences statutaires sur le fondement de l'article L 5217-2 du code général des collectivités territoriales en matière d'aménagement de l'espace métropolitain celle relative au plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu

- Que le règlement local de publicité prescrit par les articles L 581-1 et suivants du code de l'environnement entrent dans la compétence précitée et qu'à ce titre le conseil de la Métropole Rouen Normandie a délibéré le 12 décembre 2016 et a approuvé la révision du règlement local de publicité de Petit-Quevilly,

- Que la société SAS cadres blancs afficheurs représentée par maître Pierre Bonfils avocat, a contesté le règlement pour vice de procédure et a demandé son abrogation par recours gracieux et conteste aujourd'hui devant le tribunal administratif de Rouen le refus implicite d'accéder à cette demande en invoquant un vice de compétence,

Décide :

- De défendre les intérêts de la Métropole Rouen Normandie dans cette affaire devant la juridiction administrative de Rouen

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine Maritime,

Fait à Rouen, le

22 MARS 2019

LE PRESIDENT,

métropole
ROUENNORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	**25 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Procédure contentieuse – Tribunal administratif de Rouen – SAS Cadres blancs afficheurs – Défense des intérêts de la Métropole	Décision DAJ n° 2019-15 du 22/03/19 SA 111-19	
Procédure contentieuse – Tribunal administratif de Rouen – Mohamed HAMADA – Défense des intérêts de la Métropole	Décision DAJ n° 2019-16 du 22/03/19 SA 112-19	
Constitution de partie civile contre Monsieur DESOMBRE Mickaël – Incendie de 5 containers sur la commune de Maromme	Décision DAJ n° 2019-18 du 22/03/19 SA 113-19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DAJ n° 2019-16
SA 112-19
Affiché le :
- 1 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Procédure contentieuse
Tribunal administratif de Rouen
Mohamed HAMADA
Défense des intérêts de la Métropole

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu, la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil de la Métropole au Président par délibération en date du 12 mars 2018,

Vu l'arrêté n° 18.3575 du 27 novembre 2011 portant licenciement de Monsieur HAMADA Mohamed avec effet au 13 janvier 2019,

Vu la requête introductive d'instance formée par Mohamed HAMADA et enregistrée le 25 janvier 2019 au Tribunal administratif de Rouen,

Rappelle :

- Que Monsieur HAMADA a été recruté au sein de l'établissement en tant qu'agent contractuel à compter du mois de mars 2007 sur un poste de chauffeur-ripeur,

- Que victime d'un accident de travail à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, monsieur HAMADA revendique la reconnaissance d'une faute inexcusable de l'employeur, ce que ne lui a pas concédé la Métropole Rouen Normandie

- Que son inaptitude définitive a pu être constatée et qu'au terme d'une procédure statutaire respectée, son licenciement a été prononcé par arrêté du 27 novembre 2018 avec effet au 13 janvier 2019,

- Que l'intéressé représenté par maître Juliette AURIAU, avocate, conteste la mesure de licenciement et demande l'annulation de l'arrêté correspondant,

Décide :

▸▸ De défendre les intérêts de la Métropole Rouen Normandie dans cette affaire devant la juridiction administrative de Rouen

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine Maritime,

Fait à Rouen, le 22 MARS 2019

LE PRESIDENT,

métropole
ROUENNORMANDIE Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**25 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Procédure contentieuse – Tribunal administratif de Rouen – SAS Cadres blancs afficheurs – Défense des intérêts de la Métropole	Décision DAJ n° 2019-15 du 22/03/19 SA 111-19	
Procédure contentieuse – Tribunal administratif de Rouen – Mohamed HAMADA – Défense des intérêts de la Métropole	Décision DAJ n° 2019-16 du 22/03/19 SA 112-19	
Constitution de partie civile contre Monsieur DESOMBRE Mickaël – Incendie de 5 containers sur la commune de Maromme	Décision DAJ n° 2019-18 du 22/03/19 SA 113-19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PREFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

DAJ n° 2019-18
SA.113.19

Affiché le :
- 1 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Constitution de partie civile contre
Monsieur DESOMBRE Mickaël
Incendie de 5 containers sur la commune de Maromme

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu, les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil de la Métropole au Président par délibération en date du 12 mars 2018,

Rappelle :

- Que le 15 janvier 2019, rue Pasteur à Maromme, 5 containers ont été incendiés,
- Que les services de police ont interpellé Monsieur DESOMBRE Mickaël,
- Que la Métropole Rouen Normandie doit aujourd'hui défendre ses intérêts dans cette affaire et demander réparation de son préjudice lors de l'audience du 29 avril 2019 à 10 heures.

Décide :

- De se constituer partie civile contre Monsieur DESOMBRE Mickaël et, le cas échéant, contre ses représentants légaux.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine Maritime,

Fait à Rouen, le 22 MARS 2019

LE PRESIDENT

métropole
ROUENNORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	25 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Procédure contentieuse – Tribunal administratif de Rouen – SAS Cadres blancs afficheurs – Défense des intérêts de la Métropole	Décision DAJ n° 2019-15 du 22/03/19 SA 111-19	
Procédure contentieuse – Tribunal administratif de Rouen – Mohamed HAMADA – Défense des intérêts de la Métropole	Décision DAJ n° 2019-16 du 22/03/19 SA 112-19	
Constitution de partie civile contre Monsieur DESOMBRE Mickaël – Incendie de 5 containers sur la commune de Maromme	Décision DAJ n° 2019-18 du 22/03/19 SA 113-19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

SA 183. 19

Affiché le
25 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

Convention d'Occupation Temporaire du Domaine Public en vue de l'exploitation d'un bar à « softs » au sein du Muséum d'histoire naturelle de Rouen

Entre :

La Métropole Rouen Normandie/ muséum d'histoire naturelle, Etablissement public de coopération intercommunale, sise Le 108, 108 Allée François Mitterrand CS 50589 76006 ROUEN CEDEX
Représentée par son Président, Monsieur Frédéric Sanchez, en vertu de la délibération du Conseil métropolitain du 12 mars 2018 lui donnant délégation.
OTEP-2019.002

Ci-après dénommée « la Métropole »,

d'une part,

Et,

L'association étudiante **Med'international**, association loi 1901, domiciliée à 49 RUE ARMAND CARREL – 76000 ROUEN
Représentée par Madame Katell Bodiger, Présidente
N° SIRET 834 795 643 00016
Code APE : 8899B

Ci-après désigné « l'exploitant »,

d'autre part

Ensemble désignés par « les parties »

P r é a m b u l e

La Réunion des Musées Métropolitains

Depuis le 1er janvier 2016, 8 musées de la Métropole Rouen-Normandie ont été réunis au sein de la Réunion des Musées Métropolitains : le musée des Beaux-Arts de Rouen, le musée Le Secq des Tournelles, le musée de la Céramique, le musée des Antiquités, le muséum d'histoire naturelle, le musée Pierre Corneille de Petit-Couronne, le musée industriel de la Corderie Vallois à Notre-Dame de Bondeville et la Fabrique des Savoirs à Elbeuf. Cette union a pour but une mise en valeur et une complémentarité des collections des musées. Ce pôle muséal a permis de développer une politique culturelle, scientifique et patrimoniale cohérente sur le territoire métropolitain.

Le Muséum

Le Muséum de Rouen, temple du XIXème, a pour but de devenir, depuis sa réouverture en février 2007, un forum du XXIème siècle. Ce lieu chargé d'histoire naturelle et de sciences est plus qu'un simple musée. La richesse et la diversité de ses collections, avec 800 000 objets, en font l'un des premiers établissements du genre en province.
Fondé en 1828 dans l'ancien couvent Sainte Marie (XVIIe siècle), le « cabinet d'histoire naturelle » était à l'origine un établissement d'enseignement supérieur destiné à illustrer les cours municipaux de zoologie, botanique et pharmacie. Il va très rapidement prendre de l'ampleur et devenir un lieu majeur des sciences naturelles du XIXème siècle.
En effet, grâce à la volonté de son directeur Félix-Archimède Pouchet, le Muséum ouvre ses portes au grand public dès 1834, une démarche particulièrement innovante pour l'époque. Félix-Archimède Pouchet et ses successeurs vont ensuite tout faire pour le rendre accessible au plus grand nombre et en faire un lieu pédagogique et attrayant.
Chaque objet, chaque spécimen raconte une histoire faisant le lien entre la ville et le musée. Ainsi, la plupart des mammifères « exotiques » proviennent des ménageries de la foire Saint-Romain, située à l'époque sur la place du Boulingrin. Les forains avaient en effet pris l'habitude de vendre leurs animaux morts au Muséum. Les activités portuaires ont également permis au Muséum d'acquérir de nombreuses pièces, telles celles données par Gaston Saint, un drapier qui commerçait essentiellement avec l'Australie. Il ramena plusieurs spécimens de ses voyages entre 1913 et 1916, pensant les acclimater à la Normandie. On peut désormais les admirer dans le diorama sur l'Australie, situé à la fin de la galerie des mammifères.
Les présentations du Muséum témoignent de l'évolution de la muséologie scientifique. Aujourd'hui, le Muséum est une sorte de « musée de musée » où l'esprit du lieu est présent. Cette ambiance a d'ailleurs inspiré de grands écrivains comme Gustave Flaubert, Jules Michelet, Guy de Maupassant et plus récemment Philippe Delerm.
Aujourd'hui, le muséum de Rouen a pour ambition de devenir un lieu de débat sur les questions scientifiques et culturelles du monde actuel. Riche de son héritage, l'établissement s'inscrit dans une démarche d'échanges et de réflexion sur le développement durable, la biodiversité, le réchauffement climatique, la disparition des espèces, la bioéthique…
La légitimité du Muséum s'affirme par l'étude des collections. Chaque spécimen, riche d'informations scientifiques et historiques apporte un regard sur le passé, pour comprendre le présent et préparer l'avenir. Au fil de ses collections, le Muséum propose ainsi un véritable parcours insolite accessible à tous les publics. Un voyage esthétique et didactique aux frontières des sciences, de l'art et de l'histoire...

Missions de l'établissement public

Le muséum d'histoire naturelle de Rouen a pour missions principales :

- la présentation et l'enrichissement des collections dont il a la garde ;
- l'accueil du public le plus large, le développement de la fréquentation de son site. Il favorise la connaissance de ses collections, conçoit et met en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture ;
- être un pôle de rayonnement culturel sur le territoire de la Métropole Rouen Normandie et plus largement en Région, en France et à l'étranger.

Il accueille environ 40 000 visiteurs par an avec des pics d'activité sur la période printemps-été.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'exploitation à titre exclusif d'un service de distribution de « Soft » ouvert au public dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public

d'un espace dédié au rez-de-chaussée du Muséum d'histoire naturelle de Rouen, pendant la singerie étudiante se déroulant les 4 et 5 avril 2019.

L'exploitant propose, à titre exclusif, des boissons « soft » (donc non alcoolisées) destinées aux étudiants et aux organisateurs à titre gracieux.

La présente convention précise les contraintes générales ou particulières concernant l'utilisation des locaux et des équipements, et définit les conditions relatives à l'exploitation et au fonctionnement du service de distribution de « soft » qui devront être respectées par l'exploitant.

Elle est intégrée dans la programmation de la RMM.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention d'occupation temporaire du domaine public, conclue à titre précaire et révocable, prendra effet le 4 avril 2019.

Elle est conclue pour les journées du 4 avril et du 5 avril 2019 (de 9h30 le 4 avril à 1h00 le 5 avril).

La présente convention d'occupation du domaine public est exclue du champ d'application de l'article L145-1 du Code de Commerce.

L'exploitant ne peut donc, en aucune façon, invoquer ce texte pour prétendre au renouvellement de la convention.

Article 3 – Mise à disposition des espaces

La mise à disposition au profit de l'exploitant des espaces prévus dans le cadre de la présente convention aura lieu les 4 et 5 avril à partir de 9h30 le 4 avril et prendra fin à 1h00 le 5 avril 2019.

Article 4 – Descriptif des prestations

La carte de rafraichissements qui est proposée par l'exploitant devra faire l'objet d'une validation préalable de la Métropole.

Le type de prestations proposées doit correspondre à l'attente du public ciblé par la : rapidité du service, prestations de qualité.

L'ensemble des prestations données par l'exploitant doit pouvoir être consommé sur place.

Tous les produits utilisés doivent être de bonne qualité et sains. L'exploitant ne doit accepter de ses fournisseurs aucun ingrédient, matière première, produit intermédiaire ou produit fini dont il sait ou aurait pu estimer, en tant que professionnel et sur la base des éléments d'information en sa possession, qu'ils sont contaminés par des substances toxiques, des micro-organismes pathogènes, ou qu'ils contiennent des corps étrangers, de manière telle qu'ils resteraient impropres à la consommation même après les opérations de préparation ou de transformation hygiéniquement réalisées. L'exploitant garanti la sécurité des aliments, dans le respect de la réglementation applicable en ce domaine.

Article 5 – Espaces et Aménagements

Au titre du Code de la Construction et de l'Habitation, les locaux utilisés du muséum sont parties intégrantes d'un établissement recevant du public de troisième catégorie dont l'activité principale est de type Y (musée). L'activité exercée par l'exploitant est de type N (restaurants et débits de boissons). Il lui incombe de se conformer, pour ce qui concerne l'exploitation générale et les installations dont il a la charge, à la réglementation correspondante et aux prescriptions émises par la Préfecture de Police de Rouen au nom de la Commission de Sécurité compétente.

5.1 Désignation des espaces

L'espace mis à disposition de l'exploitant est :

- Une partie du rez-de-chaussée, situé près du buste du fondateur du Muséum : correspondant à la dimension du stand.

5.2 Aménagement des espaces

Le matériel (2 tables) est fourni par la Métropole.

5.3 Installations techniques et raccordement aux réseaux

Les installations techniques des espaces (détection incendie, courants faibles en général et courants forts, d'eau, d'énergie) mis à disposition par le muséum d'histoire naturelle de Rouen seront en état d'usage et auront fait l'objet, avant l'attribution de la présente convention, d'une vérification des conformités au regard des normes en vigueur.

Les espaces mis à disposition de l'exploitant disposent :

- de prises électriques

5.4 Equipements et mobiliers

L'exploitant fournit à ses frais tous les équipements nécessaires à son activité.

Par respect des mesures de sécurité établies, le contenu de ces installations est strictement limité à toute installation ne produisant pas de flamme ou de fumée.

5.5 Etat des lieux

La Métropole procèdera contradictoirement avec l'exploitant à un état des lieux lors de la mise à disposition des espaces, après la réception des travaux et à la fin de la période d'occupation.

A la fin de la période d'occupation, l'exploitant sera tenu de rétablir les lieux dans leur état initial et de faire disparaître toute trace de son occupation.

Article 6 – Horaires d'ouverture et fermeture du stand de boissons

L'exploitant s'engage à ouvrir au public l'espace de softs aux heures suivantes :

- Le jeudi 4 avril à partir de 19h45 à 00h

Les espaces doivent être rendus libres dans un délai d'une demi-heure après la fin de la manifestation.

Article 7 – Modalités techniques d'exploitation

7.1 Obligations d'entretien

L'exploitant est tenu d'assurer à ses frais toutes les réparations et tous les travaux nécessaires pour maintenir l'espace dédié à l'occupation en bon état d'usage et de présentation

L'exploitant est ainsi tenu de prendre à sa charge :

- le nettoyage des mobiliers ;
- la désinsectisation des espaces pendant la période d'occupation ;
- l'évacuation des déchets dans les bennes du musée (accompagnement d'un agent du musée)

Le nettoyage des sols est assuré une fois par jour par le muséum d'histoire naturelle de Rouen. Cependant, le maintien de ces espaces en bon état de propreté au cours de la manifestation est à la charge de l'exploitant.

L'exploitant doit, par ailleurs, prendre toutes les dispositions pour assurer les conditions d'hygiène dans le cadre de la réglementation sanitaire en vigueur.

7.2 Protocole de sécurité des opérations de chargement et de déchargement

En application du décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V), l'exploitant s'engage à respecter le protocole de sécurité concernant les opérations de livraisons ponctuelles qui lui est transmis après la signature de la présente convention.

Les livraisons se font entre 9h30 et 19h00 le jeudi 4 avril.

Les livraisons sont dépalettisées. Les palettes et les emballages inutiles au stockage sont évacués par le livreur.

L'exploitant dispose d'une place de livraison (uniquement pour le déchargement) située dans la cour de l'établissement dont l'entrée se situe rue Louis Ricard – 76 000 Rouen afin de procéder au déchargement. Le contenu des livraisons est ensuite acheminé via un accès défini par la Métropole.

Ces conditions d'accès peuvent être modifiées par la Métropole pour des raisons inhérentes à son activité : sécurité, travaux, etc. L'exploitant devra se conformer à ses accès.

Toute livraison devra être signalée au poste de sécurité du musée avant déchargement et accès aux espaces du musée. En cas d'agissement contraire la Métropole se réserve le droit de ne pas donner accès à ses espaces.

7.3 Approvisionnements

Les conditions de circulation des marchandises et d'évacuation des déchets sont précisées par la Métropole, et l'exploitant est tenu de les respecter.

Aucun objet ne peut être stocké dans les dégagements (escaliers, ascenseurs, couloirs, vestibules) sauf autorisation expresse par la Métropole. Aucun objet ne peut être acheminé à travers les zones dévolues aux collections.

Article 8 - Qualité et contrôle du niveau des prestations proposées

L'exploitant doit porter une attention toute particulière à la qualité et à la sécurité alimentaires de ses produits. Il garantit la sécurité des aliments, dans le respect de la réglementation applicable en ce domaine.

L'exploitant doit se soumettre à l'ensemble des contrôles pratiqués par la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes et de la Direction des services vétérinaires. Un compte rendu systématique régulier de tous les résultats de ces contrôles sera communiqué à la Métropole.

Article 9 - Conditions générales d'exploitation

9.1 Personnel de l'exploitant

Pour des raisons d'accès à l'établissement, l'exploitant doit préciser le nombre et la composition de l'équipe d'étudiants bénévoles et permettre son identification par le personnel de sécurité.

Les membres du personnel sont tenus de se conformer au règlement intérieur et à toutes les consignes de sécurité du muséum d'histoire naturelle de Rouen.

9.2 Conditions de vente

L'exploitant est tenu d'afficher que les consommations sont gratuites.

9.3 Réclamations et suggestions de clients

La Métropole se réserve la faculté de recueillir, par tous procédés de son choix, les appréciations des clients de l'exploitant.

Ce dernier a en outre, l'obligation d'informer la Métropole des observations, réclamations, suggestions présentées par les clients. Il les accompagne de toutes les explications, justifications ou propositions utiles via un cahier de liaison.

La Métropole, de son côté, transmet à l'exploitant les réclamations écrites qui lui sont parvenues. En réponse, ce dernier fournit sur celles-ci et obligatoirement par écrit les explications et propositions utiles dans un délai de dix (10) jours de fonctionnement.

9.4 Communication

Sauf autorisation expresse l'exploitant ne peut pas utiliser l'identité visuelle de la Métropole Rouen Normandie et du muséum d'histoire naturelle de Rouen (logo, visuels, ...) hors des espaces confiés.

9.5 Atteinte à l'image du muséum d'histoire naturelle de Rouen

L'exploitant s'engage à agir à tout moment conformément à la réputation du muséum d'histoire naturelle de Rouen et de la Métropole.

De manière générale, l'exploitant s'engage à ne pas porter atteinte à l'image du muséum d'histoire naturelle de Rouen et de la Métropole et à ne pas porter atteinte à ses missions de service public, à son image et à son éthique ainsi qu'à sa réputation.

Article 10 - Responsabilité et assurance

10.1 Observation des lois, règlements et mesures de police

L'exploitant s'engage à respecter strictement les règles de sécurité s'imposant aux agents du muséum d'histoire naturelle de Rouen comme aux visiteurs, décrites dans le règlement de visite et le règlement intérieur du muséum d'histoire naturelle de Rouen.

Il appartient à l'exploitant de se pourvoir des autorisations nécessaires et d'accomplir lui-même toutes les formalités administratives de telle sorte que le concédant ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Il doit acquitter directement ou rembourser à la Métropole tous impôts, droits et taxes actuels ou futurs, établis par l'Etat et les collectivités locales du fait de l'exploitation confiée et des espaces occupés, de manière à ce que la Métropole ne puisse être inquiétée à ce sujet. La Métropole ne saurait s'engager sur les impôts et taxes directement dues à l'administration fiscale par l'exploitant.

10.2 Assurances

En sa qualité de propriétaire, la Métropole souscrit une police d'assurance garantissant son patrimoine (bâtiments et contenu) contre les risques incombant aux propriétaires (incendie, explosion, tempête, dégâts des eaux...)
L'occupant répond de la responsabilité de sa clientèle et de son personnel pour tous dommages causés au tiers ; il s'engage, dès son arrivée sur les lieux, à souscrire auprès de compagnies notoirement solvables et agrées par l'Etat les contrats d'assurances suivants :
- assurance responsabilité civile couvrant les conséquences dommageables,
- assurance multirisques
- incendie, explosion, dégâts des eaux (risques locatifs), vol...,
- couvrant les dommages survenant dans les locaux confiés et le recours des voisins et des tiers.

Cette police garantit également les dommages survenant à la suite d'émeutes, de mouvements populaires, y compris les dommages survenant à la suite d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées ou non dans les locaux confiés.

Les attestations d'assurance correspondantes sont communiquées à la Métropole au plus tard le jour de l'exploitation.

Article 11 - Conditions financières

Aucune redevance financière n'est demandée à l'exploitant, conformément à la grille tarifaire RMM en vigueur dans le cadre de la programmation des évènements de la RMM.
En Revanche, celui-ci doit assurer la promotion de l'évènement et de la programmation de la RMM auprès de son public.

Article 12 - Sous-location - Cession

L'exploitant doit occuper personnellement les espaces, objet de la présente convention. Toute sous-location ou cession est formellement interdite.

Article 13 - Clause résolutoire

La présente convention peut également être résiliée dans de plein droit après mise en demeure infructueuse, si bon semble à la Métropole en cas d'inexécution d'une clause de la convention, la présente autorisation étant donnée à titre précaire et révocable.

Article 14 – Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception sous réserve de respecter un préavis d'un mois.
Sous peine de poursuites, l'occupant devra procéder à la remise en état des lieux.

Article 15 – Litige

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention. Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis aux tribunaux de Rouen compétents.

Article 16 - Modification de la situation de l'exploitant

L'exploitant s'engage à informer la Métropole de toute modification significative dans sa situation tels que modification du capital, changement de siège social, changement de forme juridique, etc.

Article 17 – Interlocuteurs

La Métropole désignera à l'exploitant un interlocuteur au sein du muséum d'histoire naturelle de Rouen

Fait à Rouen, le 25/03/19
En trois exemplaires originaux

Pour la Métropole Rouen Normandie
Pour le Président, par délégation,
L'administratrice des Musées

Murielle GRAZZINI

Pour l'exploitant
L'association Med'international
La Présidente

Katell BODIGER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
25 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**15 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention d'occupation temporaire du domaine public en vue de l'exploitation d'un bar à "softs" au sein du jardin des sculptures par l'Association ORTO'GO dans le cadre de la nuit des étudiants	Convention Musée SA 181.19 du 11 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres appartenant à la collection de M. Rory NELSON dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musée SA 182.19 du 21 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention d'occupation temporaire du domaine public en vue de l'exploitation d'un bar à "softs" au sein du Muséum d'histoire natuelle de Rouen dans le cadre de la nuit des étudiants	Convention Musée SA 183.19 du 25 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
23 AVR. 2019
PREFECTURE

Musée n°2019-

SA 126.19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION

Affiché le
- 3 AVR. 2019

Culture
Musées Métropolitains
Convention de partenariat entre l'Hôtel Littéraire Gustave Flaubert et la Métropole Rouen Normandie
Autorisation de signature

La Réunion des Musées Métropolitains Rouen Normandie est engagée depuis deux ans dans un cycle d'expositions d'art moderne consacré aux grands artistes du 20e siècle ayant marqué le territoire normand. Après Picasso à Boisgeloup en 2017 et Marcel Duchamp en 2018, le musée des Beaux-Arts se penche sur un moment tout aussi important, qui a vu une véritable colonie d'artistes se former à Varengeville-sur-mer, autour des figures tutélaires de Georges Braque et de l'architecte Paul Nelson.

L'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » sera présentée au Musée des Beaux-Arts de Rouen, du 5 avril au 2 septembre 2019.

Afin de pouvoir mener à bien cette exposition mais aussi de bien accueillir les convoyeurs et les différents préteurs d'œuvres, l'Hôtel Littéraire Gustave Flaubert a souhaité s'associer à ce projet en mettant à disposition de la Réunion des Musées Métropolitains 15 chambres d'hôtel à titre gracieux et 5 chambres en tarif réduit, dans le cadre d'un partenariat, pour une valeur de 2.325 € TTC.

Dans le cadre de ce partenariat, la Métropole Rouen Normandie s'engage à octroyer à l'Hôtel Littéraire Gustave Flaubert des contreparties de la façon suivante :

- 70 laissez-passer valables pour 2 personnes donnant accès à l'exposition *Barque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises*, correspondant à une valeur de 1.260 euros (soit 18 euros le laissez-passer).

- 30 catalogues de l'exposition *Barque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises*, correspondant à une valeur de 1.050 euros (soit 35 euros le catalogue).

La valeur totale de ces contreparties est de 2.310€ TTC.

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Métropole,

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation de pouvoirs au Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que la Métropole souhaite favoriser une offre culturelle de qualité sur son territoire, vecteur d'attractivité, en assurant ces expositions afin de les promouvoir auprès du grand public,

- que le partenariat avec l'Hôtel Littéraire Gustave Flaubert contribuerait à la mise en valeur de ces expositions auprès du public,

- que les engagements de chacun des acteurs de ce partenariat doivent être contractualisés dans une convention,

Décide :

- d'approuver les termes de la convention ci-jointe avec l'Hôtel Littéraire Gustave Flaubert,

ET,

- de signer ladite convention de partenariat.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 26 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 3 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**26 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Culture - Musées Métropolitains - Convention de partenariat entre l'Hôtel Littéraire Gustave Flaubert et la Métropole Rouen Normandie - Autorisation de signature	Décision Musée 2019 - du 26 mars 2019 SA 126.19	
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre MTCA et la Métropole Rouen Normandie - Autorisation de signature	Décision Musée 2019 - du 26 mars 2019 SA 127.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
01 AVR. 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

Musée n°2019-
SA 127.19

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION

Affiché le
- 3 AVR. 2019

Culture
Musées Métropolitains
Convention de mécénat entre MTCA et la Métropole Rouen Normandie
Autorisation de signature

La Réunion des Musées Métropolitains Rouen Normandie est engagée depuis deux ans dans un cycle d'expositions d'art moderne consacré aux grands artistes du 20e siècle ayant marqué le territoire normand. Après Picasso à Boisgeloup en 2017 et Marcel Duchamp en 2018, le musée des Beaux-Arts se penche sur un moment tout aussi important, qui a vu une véritable colonie d'artistes se former à Varengeville-sur-mer, autour des figures tutélaires de Georges Braque et de l'architecte Paul Nelson.

L'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » sera présentée au Musée des Beaux-Arts de Rouen, du 5 avril au 2 septembre 2019.

Il s'est avéré nécessaire de faire appel à une société spécialisée pour la mise à disposition et l'installation de matériel destiné à l'animation du vernissage de l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises » qui aura lieu le 4 avril 2019 ainsi que pour la mise à disposition et l'installation de matériel destiné à la nuit des étudiants le 28 mars 2019 et la nuit des musées le 18 mai 2019 au Musée des Beaux-Arts de Rouen.

MTCA, société spécialisée en ingénierie, vente et location de solutions audiovisuelles a souhaité apporter son soutien à la mise en place de ces évènements dans le cadre d'un mécénat en nature et de compétence (loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations), pour une valeur de 5.751.5 euros hors taxe.

Dans le cadre de ce mécénat, la Métropole Rouen Normandie s'engage à octroyer à MTCA des contreparties, plafonnant à 25% du montant du mécénat, de la façon suivante :

- 15 catalogues de l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises », correspondant à une contrepartie d'une valeur de 525 € TTC (soit, 35 € le catalogue)

- 50 laissez-passer coupe file valable pour 2 personnes donnant accès à l'exposition « Braque, Miro, Calder, Nelson : Varengeville, un atelier sur les falaises », correspondant à une contrepartie d'une valeur de 900 € TTC (Soit, 18 € le laissez-passer).

Pour une valeur totale de 1.425 euros TTC.

Le Président de la Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Vu les statuts de la Métropole,

Vu la délibération du Conseil en date du 12 mars 2018 donnant délégation de pouvoirs au Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que la Métropole souhaite favoriser une offre culturelle de qualité sur son territoire, vecteur d'attractivité, en assurant cette exposition afin de la promouvoir auprès du grand public,

- que le mécénat en nature et de compétence de 5.751.5 euros hors taxe de MTCA contribuerait à la mise en valeur de ces évènements auprès du public,

- que les engagements de chacun des acteurs de ce mécénat doivent être contractualisés dans une convention,

Décide :

- d'approuver les termes de la convention ci-jointe avec MTCA,

ET,

- de signer ladite convention de mécénat.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 26 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – CS50589 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 3 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**26 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Culture - Musées Métropolitains - Convention de partenariat entre l'Hôtel Littéraire Gustave Flaubert et la Métropole Rouen Normandie - Autorisation de signature	Décision Musée 2019 - du 26 mars 2019 SA 126.19	
Culture - Musées Métropolitains - Convention de mécénat entre MTCA et la Métropole Rouen Normandie - Autorisation de signature	Décision Musée 2019 - du 26 mars 2019 SA 127.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
01 AVR. 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

DAJ n° 2019-17
SA 128-19

Affiché le :
- 1 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Constitution de partie civile contre
Monsieur RIBERPRAY Anthony

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu, les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu, la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil de la Métropole au Président par délibération en date du 12 mars 2018,

Rappelle :

- Que dans la nuit du 22 au 23 septembre 2018, un garde-corps a été endommagé par un véhicule en excès de vitesse sur la commune de Belbeuf,

- Que les services de police ont interpellé Monsieur RIBERPRAY Anthony,

- Que la Métropole Rouen Normandie doit aujourd'hui défendre ses intérêts dans cette affaire et demander réparation de son préjudice lors de l'audience du 2 avril 2019 à 13 heures 15.

Décide :

- De se constituer partie civile contre Monsieur RIBERPBRAY Anthony et, le cas échéant, contre ses représentants légaux.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Seine Maritime,

Fait à Rouen, le
26 MARS 2019

LE PRESIDENT

métropole
ROUENNORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**26 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Constitution de partie civile contre Monsieur RIBERPRAY Anthony	Décision DAJ n° 2019-17 du 26/03/19 SA 128-19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

Réf : DIMG/SI/MLB/03.2019/551

SA 129.19

Affiché le :

- 4 AVR. 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

PETIT-COURONNE
Seine Créapolis Sud
Bail dérogatoire METROPOPOLE ROUEN NORMANDIE/AB2EA
Avenant n° 2 : Autorisation de signature

Le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil métropolitain en date du 14 mai 2018 adoptant la grille tarifaire des hôtels d'entreprises,

Vu le bail dérogatoire au statut des baux commerciaux conclu entre la METROPOLE ROUEN NORMANDIE et la société AB2EA en date du 1er janvier 2017,

Rappelle :

↳ Que dans le cadre du transfert de la compétence « Développement Economique » de la commune de Petit-Couronne vers la METROPOLE ROUEN NORMANDIE au 1er janvier 2015, la Métropole dispose du bâtiment dénommé SEINE CREAPOLIS SUD sis à PETIT-COURONNE (76650) – 1690 rue Aristide Briand,

↳ Que la METROPOLE ROUEN NORMANDIE a conclu un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la société AB2EA pour une durée de 36 mois à compter du 1er janvier 2017 pour la location de locaux situés à PETIT-COURONNE, 1690 rue Aristide Briand,

↳ Que la société AB2EA a conclu avec la METROPOLE ROUEN NORMANDIE le 1er mars 2017 un premier avenant audit bail dérogatoire,

↳ Que la société AB2EA a manifesté le souhait de disposer d'une surface de bureaux supplémentaire à celle mentionnée dans le paragraphe « DESIGNATION » dudit bail et dudit avenant,

↳ Qu'un accord est intervenu avec la société AB2EA pour l'attribution d'un bureau supplémentaire localisé au 1er étage d'une surface de 38 m² à compter du 1e avril 2019,

↳ Que suite à l'application de la nouvelle grille tarifaire des hôtels et pépinières d'entreprises à compter du 1er juillet 2018, une nouvelle tarification a été proposée et acceptée par la société AB2EA,

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Décide :

⏩ D'autoriser la location d'une surface complémentaire de 38 m² située au 1er étage du bâtiment Seine Créapolis Sud, 1690 rue Aristide Briand au profit de la société AB2EA, ramenant la surface totale louée à 76 m² à compter du 1er avril 2019, moyennant un loyer annuel de **CINQ MILLE SEPT CENT EUROS HORS TAXES HORS CHARGES (5 700,00 € H.T./H.C.)**,

⏩ D'autoriser la signature de l'avenant correspondant ainsi que de tout autre document se rapportant à cette affaire.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 26 MARS 2019

LE PRÉSIDENT,

métropole ROUEN NORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

211

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**27 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Métropole Rouen Normandie/AB2EA – Avenant n° 2 : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/551 du 26.03.2019 SA 129.19	
Petit-Couronne – Seine-Créapolis Sud – Immeuble 1690 Aristide Briand – Bail Métropole Rouen Normandie/Sté SOMAD AMENAGEMENTS – Résiliation anticipée : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/553 du 14.03.2019 SA 130.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
01 AVR. 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

Réf : DIMG/SI/MLB/03.2019/557
SA 130_19
Affiché le :
- 4 AVR. 2019

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

PETIT-COURONNE
SEINE CREAPOLIS SUD
Immeuble 1690 Aristide Briand
Bail METROPOLE ROUEN NORMANDIE / Sté SOMAD AMENAGEMENTS
Résiliation anticipée : Autorisation de signature

Le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Rappelle :

↳ Que dans le cadre du transfert de la compétence « Développement Economique » de la commune de Petit-Couronne vers la METROPOLE ROUEN NORMANDIE au 1er janvier 2015, la Métropole dispose d'un ensemble immobilier dénommé SEINE CREAPOLIS SUD sis à PETIT-COURONNE (76650),

↳ Que la METROPOLE ROUEN NORMANDIE a conclu avec la société SOMAD AMENAGEMENTS le 16 janvier 2019 un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux pour une durée de 12 mois à compter du 14 novembre 2018, pour une surface d'atelier de 77 m² située au rez-de-chaussée dudit bâtiment,

↳ Que la société SOMAD AMENAGEMENTS a manifesté le souhait dans un courrier reçu le 11 mars 2019, ci-joint et annexé, de résilier par anticipation ledit bail,

↳ Que la Métropole étant en mesure de relouer cette surface de locaux à de futurs prospects, il est proposé d'accepter cette demande de résiliation anticipée à compter du 11 juin 2019,

Décide :

⏩ D'autoriser la résiliation anticipée du bail dérogatoire au statut des baux commerciaux conclu entre la METROPOLE ROUEN NORMANDIE et la société SOMAD AMENAGEMENTS à compter du 11 juin 2019,

⏩ D'autoriser la restitution du dépôt de garantie correspondant sous réserve du respect des conditions dudit bail.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine Maritime,

Fait à Rouen, le 26 MARS 2019

LE PRÉSIDENT,

métropole Rouen NORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen –53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

215

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**27 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Petit-Couronne – Seine Créapolis Sud – Bail dérogatoire Métropole Rouen Normandie/AB2EA – Avenant n° 2 : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/551 du 26.03.2019 SA 129.19	
Petit-Couronne – Seine-Créapolis Sud – Immeuble 1690 Aristide Briand – Bail Métropole Rouen Normandie/Sté SOMAD AMENAGEMENTS – Résiliation anticipée : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/553 du 14.03.2019 SA 130.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole RouenNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
01 AVR. 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

UH/SAF/19.07

SA 13.1.19

La METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

Affiché le
- 2 AVR. 2019

Programme d'action foncière – ROUEN – Hangar 121– Autorisation de cession à un tiers

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 5211-9 et L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil Métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu la convention de partenariat foncier et d'aménagement relatif à l'Ecoquartier Flaubert, conclue entre le Grand Port Maritime de Rouen et la Métropole Rouen Normandie le 8 avril 2014, et son avenant en date du 13 septembre 2016 précisant notamment les modalités de la cession du Hangar 121 et de sa démolition,

Vu le Programme d'Action Foncière (PAF) de la Métropole signé le 10 février 2015 entre la Métropole et l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Normandie,

Vu la décision du Directeur Général de l'EPF de Normandie en date du 29 septembre 2017 autorisant l'extension à l'ensemble du terrain d'assiette du Hangar 121 à Rouen de la prise en charge au titre du PAF de la Métropole,

Vu la délibération du Conseil Métropolitain en date du 14 mai 2018 approuvant la modification du PAF portant sur ladite extension,

Rappelle :

- Que les parcelles cadastrées section LD numéros 48 et 49 à Rouen, Lieudit « Quai de France », terrain d'assiette du hangar portuaire dit « Hangar 121 », sont portées par l'EPF de Normandie au titre du Programme d'Action de la Métropole, afin qu'il procède à sa démolition,

- Que l'EPFN ayant achevé les travaux de désamiantage et déconstruction de ce hangar, ces biens doivent faire l'objet d'une cession au Grand Port Maritime de Rouen,

- Que les conditions de ce rachat sont celles définies dans le Programme d'Action Foncière de la Métropole Rouen Normandie,

Décide :

- D'autoriser la cession par l'EPF Normandie au Grand Port Maritime de Rouen des parcelles cadastrées section LD numéros 48 et 49 à Rouen.

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime.

Fait à Rouen, le 27 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

218

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
- 2 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	**29 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Programme d'action foncière - Rouen - Hangar 121 - Autorisation de cession à un tiers	Décision UH/SAF/19.07 - du 27 mars 2019 SA 131.19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
01 AVR. 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

SA 195.19

Affiché le
30 AVR. 2019

CONVENTION DE PRÊT D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS DU MUSÉE NATIONAL PICASSO-PARIS

N°2018-1529-CO-00

Entre:

L'établissement public du Musée national Picasso-Paris
Établissement public à caractère administratif dont le siège social est 5, rue de Thorigny 75003 Paris, France

représenté par son Président, Monsieur Laurent LE BON nommé par décret du 6 juin 2014,

ci-après dénommé « **le Musée Picasso** » ou « **le Prêteur** »

D'UNE PART,

ET

La Métropole Rouen Normandie
Située **108, allée François Mitterrand CS 50 589, 76 006 Rouen Cedex**
représentée par son **Président, Monsieur** Frédéric **SANCHEZ**

ci-après dénommée « **l'Emprunteur** »
CPr-2019.020

D'AUTRE PART,

Ci-après désignés « les Parties »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

TITRE I / CONDITIONS PARTICULIERES DU PRET D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS DU MUSÉE NATIONAL PICASSO-PARIS

Conformément au décret n°2010-669 du 18 juin 2010 portant création de l'Etablissement public du musée national Picasso - Paris, celui-ci a notamment pour missions de conserver et de présenter au public les collections nationales qui lui ont été confiées par l'État dont les œuvres et archives de Pablo Picasso, les œuvres de sa collection personnelle et plus largement les œuvres et archives relatives à la vie et à l'œuvre de Pablo Picasso ou à celles des artistes qui lui ont été liés, issues de dations, donations, dons manuels ou acquisitions.

Dans ce cadre et sous réserve de la décision de prêt des œuvres faisant partie des collections du Musée Picasso, prise par arrêté du ministre en charge de la culture après avis favorable de la Commission scientifique des musées nationaux réunie en commission des prêts et dépôts, la présente convention précise les conditions générales du prêt des œuvres faisant partie des collections du musée Picasso, en vue de leur exposition au public pour l'exposition temporaire dont les caractéristiques sont précisées ci-après (ci-après dénommée « l'Exposition »).

Les présentes conditions générales et particulières ainsi que les annexes qui leur sont attachées, expriment l'intégralité de la volonté des Parties. Il est précisé qu'en cas de contradiction entre les conditions générales et les conditions particulières, ces dernières prévalent.

TITRE I / CONDITIONS PARTICULIERES DU PRET D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS DU MUSÉE NATIONAL PICASSO-PARIS

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Le Musée Picasso autorise le prêt, en vue de leur exposition, des œuvres (ci-après ensemble dénommées les « Œuvres » et séparément « l'Œuvre ») dont les caractéristiques sont détaillées en annexe (Annexe 1) aux conditions suivantes :

OBJET DU PRET Le prêt est consenti aux fins de présentation dans le lieu d'exposition suivant :	
EMPRUNTEUR	**La Réunion des Musées Métropolitains Rouen Normandie** La Réunion des Musées Métropolitains Roeun Normandie réuni depuis le musée des Beaux-Arts de Rouen, le Muséum d'Histoire naturelle de Rouen, le musée des Antiquités de Rouen, le musée de la Céramique, le musée Le Secq des Tournelles, la Fabrique des savoirs située à Elbeuf, le musée Pierre Corneille situé à Petit Couronne et le musée industriel de la Corderie Vallois à Notre-Dame-de-Bondeville. La visite des collections permanentes de chacun d'entre eux est gratuite pour tous. Cette réunion inédite des collections des musées permet d'offrir au plus grand nombre un accès gratuit à plus de 40 000 objets et chefs-d'œuvre et de valoriser la richesse des musées de la métropole rouennaise, déclinant un éventail complet des savoirs : géologie, zoologie, peintures, sculptures, dessins, photographies, arts décoratifs, archéologie, numismatique, archives, histoire industrielle, des sciences et des techniques, sans oublier l'ancienne ferme de la famille Corneille.
TITRE ET PRESENTATION DE L'EXPOSITION	« Braque, Miró, Calder : Une Constellation d'artistes à Varengeville » En 1928, Paul Nelson, architecte français, fait découvrir le village de Varengeville-sur-mer, en Normandie, à Marcelle et Georges Braque. Ils décident alors d'y acquérir une maison et d'y faire construire un atelier et, dès 1930, y font des séjours prolongés jusqu'au décès de Braque en 1963. Le sculpteur américain Alexander Calder et le peintre catalan Joan Miró y viendront à différentes occasions et diverses collaborations verront ensuite le jour à Varengeville-sur-mer. L'Exposition est l'occasion de voir ou de revoir de nombreux chefs-d'œuvre, comme "L'Oiseau et son nid" de Georges Braque, "La Sarcleuse", sa dernière peinture connue, ou encore "une Constellation" de Calder.
DATES DE L'EXPOSITION	05/04/2019 - 02/09/2019

TITRE I / CONDITIONS PARTICULIERES DU PRET D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS DU MUSÉE NATIONAL PICASSO-PARIS

LIEU DE PRESENTATION	Musée des Beaux-Arts de Rouen Esplanade Marcel Duchamp, 76000 Rouen Le Musée abrite une collection qui rassemble peintures, sculptures, dessins et objets d'art de la fin du Moyen Âge à nos jours.
NOMBRE D'ŒUVRES	1

CONDITIONS DE TRANSPORT ET DE CONVOIEMENT CONDITIONS OF COURRIERING AND SHIPMENT	
La valeur maximale des Œuvres par expédition (par camion ou avion) ne peut, selon les conditions fixées à l'article 10 des conditions générales, excéder :	75 000 000 euros (Le Musée Picasso se réserve, la possibilité de réajuster ce plafond dans la limite d'une hausse de 10%)
Montant de l'allocation journalière (per diem défini à l'article 11.2 des conditions générales), jours de transport compris, remis au convoyeur au départ de sa mission	60 euros
Durée du séjour des convoyeurs, (défini à l'article 11.2 des conditions générales)	2 jours et 1 nuit minimum

MENTION(S) DE COMMUNICATION COMPLEMENTAIRE(S) A L'ARTICLE 17 DES CONDITIONS GENERALES (LE CAS ECHEANT)
<u>Pour les prêts simples</u> Se référer aux dispositions de l'article 17 des conditions générales.

CATALOGUE ET AUTRES PUBLICATIONS (LE CAS ECHEANT)	
Deux (2) exemplaires de l'ouvrage sont à envoyer à (article 16.4 des conditions générales) :	Leslie LECHEVALLIER Directrice de la communication, du mécénat et des privatisations Musée national Picasso-Paris 20, rue de la Perle 75003 Paris

TITRE I / CONDITIONS PARTICULIERES DU PRET D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS DU MUSÉE NATIONAL PICASSO-PARIS

BILAN DE L'EXPOSITION
L'Emprunteur doit communiquer au Musée Picasso les informations suivantes (article 19 des conditions générales) : Pour les prêts simples - Les chiffres de fréquentation de l'Exposition

PERSONNES REFERENTES DU DOSSIER	
Régisseur en charge du suivi du prêt	Marie LIARD-DEXET marie.liard-dexet@museepicassoparis.fr
Personnes référentes en cas de dommages causés aux Œuvres (conformément aux dispositions de l'article 8 des conditions générales) :	Laurent LE BON, Président du Musée national Picasso-Paris laurent.le-bon@museepicassoparis.fr Claire GARNIER, Directrice des collections et de la production claire.garnier@museepicassoparis.fr Sophie DAYNES-DIALLO, Responsable du département de la production sophie.daynes-diallo@museepicassoparis.fr Marie LIARD-DEXET Régisseur en charge du suivi du prêt marie.liard-dexet@museepicassoparis.fr
Mentions relatives à la communication, au mécénat et aux privatisations :	Leslie LECHEVALLIER Directrice de la communication, du mécénat et des privatisations leslie.lechevallier@museepicassoparis.fr

TITRE II / CONDITIONS GENERALES DU PRET D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS DU MUSÉE NATIONAL PICASSO-PARIS

ARTICLE 1 : OBJET

1.1. Le Musée Picasso, remet à l'Emprunteur, en vue de leur exposition, les Œuvres dans les conditions fixées par la présente convention et dont les caractéristiques suivantes sont détaillées en annexe 1: nom de l'auteur, titre, date, dimensions, n° d'inventaire, provenance (si dation ou donation), technique, image de l'œuvre.
La liste des Œuvres est réputée définitive à la signature de la présente convention. En cas de modification après la date de signature figurant dans les conditions particulières, la liste modifiée donnera lieu à un avenant.

1.2. La présente convention étant conclue *intuitu personae*, il est expressément stipulé que l'Emprunteur ne saurait, sans l'autorisation écrite préalable du Musée Picasso, mettre les Œuvres à la disposition d'un tiers et ce à quelque titre que ce soit.

1.3. Il est rappelé que les Œuvres font partie des collections nationales du Musée national Picasso-Paris et, à ce titre, sont la propriété inaliénable et imprescriptible de l'État français conformément aux textes législatifs et règlementaires du droit français s'appliquant aux collections appartenant à l'État, notamment les articles L.451-2 et suivants du Code du patrimoine. Les Œuvres ne pourront faire l'objet d'aucune mesure de saisie, séquestre, gage, nantissement ou autres types de sûretés ou de mesures d'aliénation ou transfert de propriété, que celles-ci soient de nature judiciaire, conventionnelle ou autre. L'Emprunteur s'engage à faire droit à la demande éventuelle du Musée Picasso tendant à ce qu'un arrêté d'insaisissabilité des Œuvres soit pris lorsque la législation nationale de l'Emprunteur le prévoit.

1.4. La présente convention est conclue sous la condition suspensive de l'avis favorable de la Commission scientifique des musées nationaux réunie en commission des prêts et dépôts, au prêt des Œuvres faisant partie des collections du Musée et de l'arrêté du ministre en charge de la culture autorisant le prêt conformément aux dispositions de l'article R.423-7 du Code du patrimoine, et par voie de conséquence, à l'agrément en règle du lieu d'exposition par la Mission de sécurité, de sûreté et d'accessibilité (MiSSA) du ministère en charge de la culture.

ARTICLE 2: LIEU D'EXPOSITION ET DUREE DU PRET

2.1. Le prêt est consenti aux fins de présentation dans le lieu d'exposition et aux dates figurant dans les conditions particulières.

2.2. Aucune modification du lieu et/ou des dates de présentation des Œuvres n'est autorisée sans l'accord préalable et exprès du Musée Picasso et consultation de la Commission scientifique des musées nationaux réunie en commission des prêts et dépôts. Le calendrier détaillé de l'arrivée des Œuvres et de leur accrochage sera défini ultérieurement entre les Parties par courrier ou courriel, au plus tard six semaines avant la date d'ouverture de l'Exposition, il sera établi par l'Emprunteur et soumis à la validation du Musée Picasso

2.3. A l'issue des dates de présentation prévues, les Œuvres doivent être restituées au Musée Picasso ou au lieu qu'il indiquera au plus tard dans un délai de quinze (15) jours suivant la clôture de l'Exposition.

ARTICLE 3: ADMINISTRATION DES PRÊTS

Le Musée Picasso se charge de préparer les arrêtés de prêt des Œuvres faisant partie de ses collections, y compris déposées, qui seront rédigés et signés par le ministre en charge de la culture.

ARTICLE 4: COMMISSAIRE D'EXPOSITION OU REFERENT SCIENTIFIQUE

Le référent scientifique ou le commissaire d'exposition et ses modalités de participation à l'Exposition sont déterminés, le cas échéant, dans les conditions particulières.

ARTICLE 5 : FRAIS ET RESPONSABILITE

5.1. L'Emprunteur est responsable des Œuvres dès leur mise à disposition par le Musée Picasso pour leur préparation et leur emballage et jusqu'à leur retour au lieu déterminé par le Musée Picasso (déballage et constat inclus).

5.2. Frais techniques

L'ensemble des frais techniques liés au prêt des Œuvres est à la charge exclusive de l'Emprunteur et concerne notamment les frais relatifs :

- aux travaux de restauration, à la manipulation, à la manutention, à l'encadrement, au soclage ou à la pose d'éléments spécifiques ; toutes les interventions liées à la préparation des Œuvres en vue de leur présentation dans l'Exposition sont facturées directement à l'Emprunteur par les prestataires désignés par le Musée Picasso.
- aux constats d'état au départ et au retour des Œuvres, selon les termes définis à l'article 9.
- à la fabrication des caisses, à la manipulation, à la manutention, à l'emballage (déballage et remballage compris), aux transports aller et retour, aux transferts et au stockage intermédiaire le cas échéant, et au convoiement à l'aller et au retour, selon les termes définis aux articles 10 et 11.
- à l'assurance de clou à clou (séjours et transports compris) selon les termes définis à l'article 7.

La prise en charge des deux premiers points des frais techniques par l'Emprunteur peut être limitée par un plafond défini d'un commun accord entre les Parties. Le

cas échéant, ce plafond est fixé dans les conditions particulières. En l'absence de plafond, l'ensemble des frais techniques liés au prêt reste à la charge exclusive de l'Emprunteur.

5.3 Frais administratifs

L'Emprunteur prend en charge, le cas échéant, l'ensemble des frais administratifs liés au prêt des Œuvres. Les frais administratifs sont appliqués en fonction du nombre d'Œuvres et selon le montant unitaire établi par la décision du Président de l'établissement n°2016-165 relative aux frais administratifs dans le cadre de prêts d'œuvres du musée national Picasso-Paris. Le montant total et les modalités de règlement financier sont fixés dans les conditions particulières.

5.4 Frais d'exposition

L'Emprunteur prend en charge, le cas échéant, les frais d'exposition. Le montant et les modalités de règlement financier sont fixés dans les conditions particulières.

5.5 Contrepartie(s) scientifique(s) et/ou de production

En cas d'octroi par l'Emprunteur d'une/de contrepartie(s) scientifique(s) et/ou de production, le périmètre d'intervention, les conditions de collaboration et d'exploitation ainsi que les modalités financières sont définis dans les conditions particulières.

ARTICLE 6: INTERVENTION SUR LES ŒUVRES

6.1. Toute intervention sur les Œuvres, et notamment les opérations de restauration, de soclage et la pose d'éléments de protection nécessaires au transport et/ou à la présentation des Œuvres est interdite, sauf autorisation écrite et préalable du Musée Picasso.

6.2. Tout examen technique des Œuvres (par caméra infrarouge, rayon X...) est interdite, sauf autorisation écrite et préalable du Musée Picasso.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

7.1. L'Emprunteur assure les Œuvres pour la valeur d'assurance précisée en annexe 4.

7.2. Les Œuvres sont assurées durant leur transport, aller et retour, par une police clou à clou, et pour toute la durée du prêt, séjours, transports, transferts, stockage intermédiaire et périodes d'emballage et de déballage compris pour la valeur agréée et fixée à l'annexe 4.

L'Emprunteur est invité à souscrire une assurance auprès du courtier du Musée Picasso représenté par :
Irene Barnouin
Directrice commerciale et technique
Affinitaire & Risques Spéciaux - Fine Arts
Gras Savoye, une société Willis Towers Watson
Immeuble Quai 33
33 Quai de Dion Bouton
CS 70001
92814 Puteaux Cedex - France
T +33 1 41 43 68 60
M +33 6 85 90 82 28
irene.barnouin@grassavoye.com
www.grassavoye.com

A défaut, le Musée Picasso peut accepter par écrit, que les Œuvres soient assurées par une garantie d'État ou l'assurance du courtier ou la compagnie d'assurance de l'Emprunteur dès lors que les conditions d'assurance et/ou de garantie d'Etat de l'Emprunteur répondent aux exigences de qualité requises aux présentes.

Il est expressément indiqué que l'Emprunteur doit souscrire une police « tous risques exposition » formule « clou à clou », en valeur agréée sans franchise et sans clause de délaissement, avec une clause de non recours envers les transporteurs, les organisateurs, les transitaires, les entrepositaires, les emballeurs ainsi que les détenteurs ou gardiens de la chose avec mention expresse du caractère inaliénable et insaisissable des Œuvres dont le Musée Picasso a la garde. Le résumé des garanties minimales sur lesquelles l'assureur de l'Emprunteur doit s'engager figure en annexe 2.

La police d'assurance et/ou la police de garantie d'Etat doit être communiquée au Musée Picasso pour validation au plus tard dans un délai de trois (3) mois avant la mise à disposition des Œuvres.

L'attestation d'assurance correspondante doit être communiquée au Musée Picasso au plus tard dans un délai de un (1) mois avant la mise à disposition des Œuvres.

7.3. L'Emprunteur s'engage à respecter les conditions exigées par le Musée Picasso et à en imposer contractuellement le respect à tout tiers avec lequel il contracte dans le cadre de la mise à disposition. L'Emprunteur paie le montant de la prime d'assurance pour toute la durée de la mise à disposition, en réglant directement au courtier le montant de la prime d'assurance, sur présentation d'une facture, qu'il s'agisse du courtier du Musée Picasso ou de son propre courtier.

7.4. Dans le cas où l'Emprunteur ne souscrit pas d'assurance conforme aux exigences énoncées ci-dessus, le Musée Picasso peut résilier la convention de plein droit. Cette résiliation entraînera le paiement d'une indemnité par l'Emprunteur au profit du Musée Picasso dans les conditions définies à l'article 25.3 des présentes.

TITRE II / CONDITIONS GENERALES DU PRET D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS DU MUSÉE NATIONAL PICASSO-PARIS

ARTICLE 8 : MODALITÉS À ACCOMPLIR EN CAS DE SINISTRE, DE PERTE OU DE VOL

8.1. En cas de sinistre, de perte ou de vol affectant les Œuvres, l'Emprunteur s'engage à avertir immédiatement et téléphoniquement, le Président du Musée Picasso ou son représentant, ainsi que le courtier ou la compagnie d'assurance auquel il a souscrit. Ces appels doivent être confirmés dans les vingt-quatre (24) heures au plus tard par courriel et par lettre recommandée avec accusé de réception, en rappelant l'existence et les conditions du sinistre, de la perte ou du vol. Les informations doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-après :

Le Président du Musée national Picasso-Paris
20, rue de la Perle
75003 Paris - France
+33 1 42 71 25 21

laurent.le-bon@museepicassoparis.fr
claire.garnier@museepicassoparis.fr
sophie.daynes-diallo@museepicassoparis.fr

Les informations, dont notamment la déclaration de sinistre auprès du courtier ou de la compagnie d'assurance, doivent également parvenir au régisseur en charge du dossier de prêt d'œuvres dont les coordonnées sont indiquées dans les conditions particulières.

8.2. En cas de sinistre, l'Emprunteur n'effectue aucune intervention de quelque nature que ce soit sur les Œuvres. Dans le cas où l'existence même d'une Œuvre est immédiatement menacée, l'Emprunteur est autorisé à intervenir, sous réserve d'avertir dans les meilleurs délais par téléphone et par écrit le Président du Musée Picasso.

8.3. En cas de détérioration de tout ou partie des Œuvres, l'Emprunteur s'engage à supporter les frais de la restauration effectuée par un restaurateur désigné par le Musée Picasso ainsi que les frais de mission éventuels d'une personne désignée par le Musée Picasso chargée d'assurer le suivi de la restauration. L'ensemble du protocole à suivre sera déterminé par le Musée Picasso.

8.4. Un titre de perception correspondant à la valeur du bien estimée au moment de sa disparition, ou du montant de la dépréciation du bien après détérioration, sera émis par l'autorité compétente, conformément à l'article R.451-28 du Code du patrimoine, sans que cette somme ne puisse excéder les valeurs agréées d'assurance des Œuvres fixées en annexe de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONSTAT D'ETAT

L'Emprunteur s'engage à effectuer un constat d'état à chaque mouvement des Œuvres. Le constat d'état devra suivre les Œuvres tout au long du prêt.

9.1. Il est dressé un constat d'état des Œuvres :

- au départ du Musée Picasso ou du lieu qu'il désignera avant la mise en conditionnement des Œuvres ;
- à l'arrivée des Œuvres sur le lieu d'exposition. A cette étape, le constat d'état doit être signé par un représentant habilité de l'Emprunteur et le convoyeur du Musée Picasso ;
- au départ du lieu d'exposition avant la mise en conditionnement des Œuvres. A cette étape, le constat d'état doit être signé par le convoyeur du Musée Picasso et un représentant habilité de l'Emprunteur.
- au retour des Œuvres au Musée Picasso ou au lieu qu'il désignera, au moment du déballage des Œuvres.

9.2. Les constats d'état établis avant la mise en conditionnement et au déballage des Œuvres au sein du Musée Picasso devront, dans la mesure du possible, être contresignés par l'Emprunteur ou toute personne désignée par lui. En tout état de cause, si l'Emprunteur n'a pas pu contresigner le constat d'état, le constat d'état établi par ou pour le compte du Musée Picasso fera foi.

9.3. Les constats d'état établis à l'arrivée des Œuvres sur le lieu de l'Exposition et au départ des Œuvres du lieu de l'Exposition devront être réalisés par du personnel qualifié, dont la liste des intervenants devra être soumise à la validation du Musée Picasso.

9.4. Il est convenu que tous les frais liés au constat d'état seront pris en charge par l'Emprunteur, notamment lorsque le Musée Picasso décide que le constat d'état sera établi par un prestataire extérieur, et/ou qu'il nécessite des prestataires extérieurs pour la mise à disposition des Œuvres. Le cas échéant, l'Emprunteur paie directement les prestataires.

ARTICLE 10: CONDITIONNEMENT ET TRANSPORT

10.1. Toutes les opérations d'aller-voir, de fabrication de caisses, de conditionnement, d'emballage et de déballage, d'enlèvement, de transport, de transfert et de stockage intermédiaire le cas échéant sont effectuées par des prestataires spécialisés en œuvres d'art et agréés par le Musée Picasso. Dans le cas de prestataires étrangers, ceux-ci devront impérativement être représentés en France par un correspondant francophone qui sera l'interlocuteur privilégié du Musée Picasso.

10.2. L'Emprunteur et/ou ses prestataires, selon les préconisations du Musée Picasso, organisent et mettent en œuvre l'ensemble des opérations à l'aller et au retour selon les conditions suivantes :

- l'Emprunteur ou toute personne désignée par ce dernier, effectue un « aller voir » au lieu où se trouvent les Œuvres avant leur mise à disposition ;
- le mode de transport aérien et/ou routier, les modalités de convoiement, et les prestataires sont préalablement approuvés par le Musée Picasso au moins un mois avant l'enlèvement des Œuvres ;

TITRE II / CONDITIONS GENERALES DU PRET D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS DU MUSÉE NATIONAL PICASSO-PARIS

- le transport des Œuvres par voie maritime n'est pas autorisé par le Musée Picasso ;
- l'Emprunteur convient avec le Musée Picasso, après signature de la présente convention, par courriel du calendrier des opérations ;
- l'Emprunteur reçoit les Œuvres à toutes heures du jour et de la nuit conformément au planning de transport ;
- l'Emprunteur ne peut intervenir qu'après la réception de l'autorisation adressée par courriel par le Musée Picasso.

10.3. Si les Œuvres sont transportées par route, le véhicule sera banalisé et devra, au moins, être climatisé et équipé d'une suspension pneumatique, de haillon élévateur, de fermeture à clef, dissociée pour la cabine et la remorque du véhicule et d'un extincteur. Deux chauffeurs doivent être présents dans chaque véhicule et l'un d'entre eux au moins devra rester en permanence dans le véhicule. Dans la mesure du possible, les étapes de nuit doivent être évitées. Si une étape de nuit s'avère indispensable, le véhicule doit stationner dans un endroit qui remplit les conditions de sûreté et de sécurité d'une zone de stationnement provisoire sous surveillance dédiée au stockage d'œuvres et préalablement agréé par le Musée Picasso.

10.4. Le type d'emballage est choisi par le Musée Picasso. Le même emballage et son conditionnement intérieur sont réutilisés pour les transports aller et retour, et les transports intermédiaires le cas échéant. Pendant l'exposition des Œuvres, l'emballage est entreposé dans les locaux adéquats de l'Emprunteur ou stocké chez le transporteur, dans des conditions climatiques et sanitaires similaires à celles de l'Exposition. Aucune intervention ne doit être faite sur l'emballage, qu'il s'agisse de mentions particulières (hormis les étiquettes de numéro de colisage), de peinture, ou de réaménagement intérieur et/ou extérieur sans l'accord préalable et exprès du Musée Picasso.
Le marquage de l'emballage ne doit jamais faire apparaître le nom du Musée Picasso, de numéro d'inventaire d'œuvre ou porter une mention quelconque indiquant qu'il contient une œuvre d'art.

10.5. Le Musée Picasso n'autorise en aucun cas le gerbage des caisses des Œuvres en transport comme en stockage.

10.6. La valeur maximale des Œuvres par expédition (par camion ou avion) est définie au sein des conditions particulières. Le Musée Picasso n'autorise pas les convois de plusieurs véhicules.

10.7. Le Musée Picasso se réserve le droit de vérifier les conditions de sécurité prévues pour le conditionnement et le transport.

ARTICLE 11: CONVOIEMENT

11.1. A l'aller comme au retour, les Œuvres sont accompagnées par un convoyeur désigné par le Musée Picasso. En cas d'indisponibilité des agents, le Musée Picasso pourra faire appel à des convoyeurs extérieurs désignés par lui et dont les honoraires devront être pris en charge par l'Emprunteur (sur une base forfaitaire de 400€/jour TTC), en sus des frais de transport, d'hébergement et de per diem. A défaut, des membres des équipes de l'Emprunteur pourront, après validation expresse par le Musée Picasso, être désignés comme convoyeurs. Le convoyeur est présent à l'ensemble des opérations liées à l'emballage (déballage et remballage compris), au moment de l'installation et au moment du transport (séjours et transports intermédiaires compris). Il est présent au moment de la palettisation et lors de la mise en soute pour le transport aérien ou du chargement pour le transport routier. Il vérifie, à chaque étape, l'état de chacune des Œuvres. Il assiste à toutes les manipulations, de la mise en place jusqu'au retrait : emballage, déballage, installation, démontage, etc.

11.2. Les frais de voyage et de séjour du convoyeur, et le cas échéant ses honoraires, seront à la charge de l'Emprunteur selon les termes suivants :
- dans le cadre d'un transport aérien des Œuvres prêtées, les vols, sur compagnie régulière, directs et en classe affaire, avec ou sans les Œuvres, seront réservés et payés directement par l'Emprunteur à la compagnie aérienne choisie ;
- dans le cadre d'un transport aérien, l'Emprunteur prend en charge le trajet du convoyeur de l'aéroport à son lieu de séjour ou de domicile. Cette prise en charge est définie sur la base d'un forfait taxi - aéroport fixé dans les conditions particulières. Ce forfait est payé et remis par l'Emprunteur au convoyeur au départ de sa mission.
- lors des transports en camion des Œuvres, les frais d'hôtel du convoyeur pendant la durée du voyage sont à la charge de l'Emprunteur;
- le convoyeur bénéficie d'une chambre d'hôtel de catégorie trois étoiles ou équivalente, à proximité du lieu de l'Exposition, réservée par l'Emprunteur, avec petit déjeuner, accès wifi dans la chambre, services et taxes y afférents inclus;
- le convoyeur bénéficie d'une allocation journalière (per diem), jours de transport compris, dont le montant est fixé dans les conditions particulières, payée et remise par l'Emprunteur au départ de sa mission.

La durée minimale du séjour des convoyeurs lors du transport aller et du transport retour est déterminée d'un commun accord entre les Parties, et définie aux conditions particulières.

Le séjour des convoyeurs peut être prolongé si la durée des opérations de déballage (acclimatation notamment), de remballage, de constat et d'installation des Œuvres le nécessite. Les frais supplémentaires de séjour des convoyeurs sont pris en charge par l'Emprunteur conformément aux conditions précitées.

11.3. Le convoyeur prend toute décision nécessaire à la

conservation des Œuvres et en informe sans délai le Musée Picasso. Il peut, autant que de besoin et en cas de décalage horaire, suspendre sa décision à l'attente d'une heure ouvrée à Paris.

11.4. Après le départ du convoyeur, aucune opération relative aux Œuvres ne pourra être conduite par l'Emprunteur. Dans le cas exceptionnel où il serait nécessaire de déplacer une Œuvre en l'absence d'un convoyeur, l'autorisation en est préalablement demandée au Musée Picasso.

11.5. En cas d'exposition itinérante, le convoiement pour les transports intermédiaires sera assuré, dans les mêmes conditions, par le convoyeur choisi par le Musée Picasso ou par un expert désigné d'un commun accord par les Parties et doté de l'autorité précitée.

ARTICLE 12 : CONDITIONS DE SECURITÉ ET DE CONSERVATION

12.1. Personnel scientifique

L'Emprunteur doit être pourvu d'un personnel scientifique de conservation et d'une équipe dédiée à la manipulation et à l'installation des œuvres. Dans le cas contraire, l'Emprunteur peut recourir aux services d'un prestataire spécialisé en œuvres d'art et agréé par le Musée Picasso.

12.2. Conditions de sécurité et de conservation

Un rapport mentionnant les conditions de sécurité et de conservation concernant le lieu du prêt (« facility report ») est communiqué par l'Emprunteur et annexé au présent contrat (annexe 3).

12.2.1 Conditions de sécurité

L'Emprunteur s'engage à ce que les Œuvres soient continuellement sous surveillance électronique ou gardiennées pendant la période d'installation, de présentation et de désinstallation. Les Œuvres en attente d'installation seront stockées dans une réserve répondant aux mêmes conditions de sécurité et de climat. L'Emprunteur devra disposer d'une installation de lutte contre l'incendie : détecteurs de fumées, système d'alarme, système d'extinction de flammes.

12.2.2. Conditions de conservation

12.2.2.1. L'Emprunteur respectera les normes d'exposition préconisées par le Service des musées de France du ministère en charge de la culture et par le Conseil International des Musées (ICOM).

12.2.2.2. L'Emprunteur garantit au Musée Picasso que les réserves ou tout local où les Œuvres seraient amenées à séjourner satisfont les conditions sanitaires et climatiques telles que préconisées par le Service des musées de France du ministère en charge de la culture et par le Conseil International des Musées (ICOM). Les lieux d'accueil, de stockage et de présentation, devront être exempts de contaminations actives d'origine biologique, et les Œuvres ne devront pas être en contact direct avec un environnement polluant (concentré en vapeurs corrosives, poussières et particules selon les niveaux définis par les normes internationales).

12.2.2.3. Les Œuvres sont présentées dans un environnement offrant un climat stable où l'humidité relative est de 50% (+/- 5%) et la température de 20°C (+/- 2°C). Les conditions d'exposition spécifiques aux Œuvres sont mentionnées en annexe 4.

12.2.2.4. Les Œuvres sont protégées de la poussière, de la chaleur et des rayons UV émis par les sources lumineuses (maximum 75 microwatts/lumen). Durant les heures de visites, les Œuvres seront présentées dans des conditions d'éclairement spécifiées pour leur conservation, à savoir pour une durée d'éclairement de 11 heures par jour sur une base d'ouverture du lieu d'exposition de 6 jours par semaine. Si les heures de visites dépassent cette base horaire, l'Emprunteur est tenu d'en informer le Musée Picasso qui pourra prendre toute décision nécessaire. De manière générale, dans le cadre de la base horaire énoncée ci-dessus, il est convenu que le taux d'éclairement est de 50 lux pour les arts graphiques et œuvres sur support papier et de 150 lux pour les peintures et œuvres en matières organiques. Dans les salles d'exposition, la lumière sera éteinte en dehors des heures de visite. Les conditions d'éclairage spécifiques aux Œuvres sont mentionnées en annexe 4.

12.2.2.5 Un contrôle quotidien de la présence des Œuvres dans les salles d'exposition sera réalisé par le personnel du lieu de l'Exposition/ par l'Emprunteur. Un contrôle sanitaire et climatique des Œuvres et des locaux doit être effectué au moins toutes les semaines par l'Emprunteur.

Si l'Emprunteur découvre un état d'infestation, il doit en informer immédiatement le Musée Picasso par courriel et faire procéder à l'identification de l'insecte ou de la moisissure. Le Musée Picasso communiquera à l'Emprunteur les mesures nécessaires à prendre et pourra, en cas de danger pour les Œuvres, exiger leur retour selon les conditions sanitaires adéquates pour limiter l'infestation sans qu'aucune indemnité de retour ne puisse être demandée.

Si l'Emprunteur découvre un problème climatique, il doit en informer immédiatement le Musée Picasso par courriel et faire procéder à la résolution du problème. Le Musée Picasso communiquera à l'Emprunteur les mesures nécessaires à prendre et pourra, en cas de danger pour les Œuvres, exiger leur retour sans qu'aucune indemnité de retour ne puisse être demandée.

12.2.2.6. La liste d'Œuvres valorisée mentionnant les préconisations de conservation, d'emballage et de

présentation de chaque Œuvre par le Musée Picasso à l'Emprunteur est annexée à la présente convention (annexe 4). Conformément à cette annexe, la présentation des Œuvres les plus fragiles est conditionnée à l'installation de dispositifs spécifiques et/ou de limitation du niveau d'éclairement.

12.3. Installation et présentation des Œuvres

12.3.1. L'Emprunteur s'engage à associer le Musée Picasso au processus de décision du choix du scénographe de l'Exposition, ainsi qu'à l'ensemble des phases relatives au projet de scénographie (avant-projet sommaire, avant-projet définitif, etc...). En cas de désaccord entre les parties, l'avis du Musée Picasso prévaut.

12.3.2. Tous les matériaux destinés à entrer en contact avec les Œuvres (fonds, supports...) doivent être chimiquement neutres et de nature à éviter tout transfert de couleur et tout empoussièrement. En tout état de cause, les systèmes de fixation doivent avoir préalablement reçu l'agrément du Musée Picasso.

ARTICLE 13 : CONTROLE DES CONDITIONS DE CONSERVATION ET DE PRÉSENTATION

L'Emprunteur donne toute facilité au convoyeur, ou toute personne désignée par le Musée Picasso ainsi que, le cas échéant, au représentant de la direction générale des patrimoines du ministère en charge de la culture, afin qu'il puisse s'assurer que les mesures de sécurité, de conservation et de présentation sont respectées. Cette personne a ainsi la faculté de demander à l'Emprunteur les conditions de température, d'hygrométrie et d'éclairage et de faire toute proposition utile relative à l'agencement des lieux pour assurer la conservation et la sécurité des Œuvres. Elle peut également se rendre, à tout moment, sur le lieu du prêt pour vérifier si les conditions de conservation, de sécurité et de présentation requises sont respectées. Si ces dernières ne sont pas respectées, il a tout pouvoir pour exiger la mise en sécurité ou le cas échéant le retour des Œuvres immédiat à la charge de l'Emprunteur.

L'Emprunteur accepte de prendre en charge, pendant toute la durée du prêt, les frais de déplacement et de séjour de ces personnes dans les mêmes conditions que celles des convoyeurs énumérées à l'article 11.2.

ARTICLE 14 : MENTIONS LIEES AUX ŒUVRES

14.1. Lors de la présentation au public des Œuvres, l'Emprunteur fait figurer sur le cartel selon les indications en annexe 5, les mentions suivantes:
- nom de l'auteur
- titre
- date
- technique
- n° d'inventaire
- provenance (si dation ou donation)
- mode et date d'acquisition
- la mention « Musée national Picasso–Paris »

14.2. L'Emprunteur fait figurer tout ou partie de ces mentions (après accord exprès du Musée Picasso) en caractères apparents sur toute reproduction des Œuvres dans la perspective d'une diffusion publique, sur quelque support que ce soit, et sur l'ensemble des publications, catalogue édité à l'occasion de l'Exposition y compris (dans les conditions mentionnées à l'article 16 ci-après).

14.3. L'ensemble des documents comportant ces mentions seront soumis à validation du Musée Picasso.

ARTICLE 15 : DOCUMENTATION

Sur demande, le Musée Picasso peut communiquer à l'Emprunteur la documentation générale dont il dispose relative aux Œuvres.

ARTICLE 16 : EXPLOITATION DE L'IMAGE DES ŒUVRES, DE L'ARTISTE ET DU NOM PICASSO

16.1. Reproduction des Œuvres

Avant toute reproduction ou représentation des Œuvres (sauf pour l'exposition au public des Œuvres originales prêtées), l'Emprunteur sollicite l'accord écrit du Musée Picasso, et en sus, pour les œuvres de Pablo Picasso, l'accord écrit de Picasso Administration.

L'accord écrit et préalable de Picasso Administration (8 rue Volney 75002 Paris - France. Tel : +33 47 03 69 65) devra être sollicité pour toute exploitation de l'image de Pablo Picasso ainsi que pour la signature et le nom « Picasso » (déposés en tant que marque par la succession Picasso).

Pour les Œuvres dont l'auteur n'est pas Pablo Picasso, l'Emprunteur s'engage, avant toute reproduction ou représentation, à obtenir, le cas échéant, les autorisations nécessaires auprès des titulaires de droits. Sur demande, le Musée Picasso peut fournir à l'Emprunteur les contacts dont il dispose.

16.2. L'Emprunteur devra se procurer les visuels des Œuvres prêtées auprès de la Rmn-GP, sur le site internet de l'agence photographique ou à l'adresse suivante : agence.photo@rmn.fr.

L'Emprunteur s'engage à régler, le cas échéant, les droits afférents à ces exploitations, notamment les droits de reproduction et droits d'auteurs, auprès de Picasso Administration, des titulaires de droits et/ou de la Rmn-GP.

16.3. Supports audiovisuels

TITRE II / CONDITIONS GENERALES DU PRET D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS DU MUSÉE NATIONAL PICASSO-PARIS

Pour les Œuvres audiovisuelles misent à disposition par le Musée Picasso, l'Emprunteur s'engage avant toute reproduction ou représentation, à obtenir les autorisations nécessaires auprès des titulaires de droits. Sur demande, le Musée Picasso peut fournir à l'Emprunteur les contacts dont il dispose.

16.4. Publications

Dans le cas où les Œuvres feraient l'objet de publications, un nombre d'exemplaires défini dans les conditions particulières sera remis au Musée Picasso dès la parution de l'ouvrage.
Ces exemplaires seront à envoyer à la direction de la communication à l'attention de :
Leslie Lechevallier
Directrice de la communication, du mécénat et des privatisations
Musée national Picasso-Paris
20, rue de la Perle
75003 Paris

Les dispositions complémentaires relatives aux modalités de publication du catalogue d'exposition sont prévues, le cas échéant, dans les conditions particulières.

16.5. Produits dérivés

Toute édition ou commercialisation de produits dérivés reproduisant les Œuvres, le nom, l'image ou la signature de Picasso doit faire l'objet d'un contrat de licence signé avec Picasso Administration, dont les frais sont pris en charge par l'Emprunteur.
En outre, pour toute utilisation des Œuvres et de l'image de Picasso, l'Emprunteur devra adresser sa demande au délégataire du Musée Picasso, la Rmn-GP, en charge de la commercialisation de son fonds photographique. L'Emprunteur s'acquittera du paiement des droits de reproduction directement auprès de la Rmn-GP.
Les obligations définies à l'article 16.1 concernant la reproduction d'une Œuvre s'appliquent également dans le cadre des produits dérivés.

16.6. Tournages audiovisuels

Tout film ou programme audiovisuel lié à l'Exposition doit faire l'objet d'une validation et d'une autorisation préalable expresse du Musée Picasso, de Picasso Administration et/ou des titulaires des droits concernés.

Pour tout film ou programme audiovisuel, l'Emprunteur s'engage à ne pas procéder ou faire procéder à des enregistrements susceptibles de communiquer au public des informations confidentielles liées aux Œuvres et notamment lors de leurs périodes de transport, stockage, montage et démontage.

L'Emprunteur s'engage à insérer la mention « avec l'aimable autorisation du Musée national Picasso-Paris » au générique de début et de fin qui doit être apposé sur tout support de commercialisation, de communication, d'information et/ou de promotion du film ou du programme audiovisuel le cas échéant.

ARTICLE 17 : COMMUNICATION

17.1. Mentions

Sauf dérogation expresse du Musée Picasso, l'Emprunteur s'engage à reproduire sur tous les documents de communication le logotype du Musée Picasso. A cette seule fin, le Musée Picasso transmettra à l'Emprunteur les fichiers utiles accompagnés de la charte graphique d'utilisation. Aucune autre utilisation du logo du Musée Picasso n'est autorisée.

La taille du logo du Musée Picasso et les mentions de communication complémentaires sont définies, le cas échéant, dans les conditions particulières.

17.2. Presse

Conformément à l'article L.122-5 9° du code de la propriété intellectuelle, toute représentation ou reproduction d'œuvre(s) d'art graphique, plastique ou architecturale, intégrale ou partielle, par voie de presse écrite, audiovisuelle ou en ligne, ne nécessite pas d'autorisation si l'exploitation est effectuée dans un but exclusif d'information immédiate, en relation directe avec l'Exposition et sous réserve de l'indication du nom de l'auteur. Les images ne pourront en aucun cas être copiées, partagées ou bien redirigées. Toute autre reproduction ou représentation d'œuvres est soumise à l'accord exprès et préalable du Musée Picasso et des titulaires de droits.

17.3. Réseaux sociaux

Les œuvres n'étant pas encore tombées dans le domaine public et notamment celles de Picasso, ne peuvent être reproduites sur les réseaux sociaux sans l'accord préalable des ayants-droits (Picasso Administration pour les œuvres de Picasso).
Tout film ou prise de vue des périodes de transport, stockage, montage et démontage des Œuvres destinés à une publication sur les réseaux sociaux doit faire l'objet d'une autorisation préalable et expresse du Musée Picasso.

ARTICLE 18 : PROGRAMMATION CULTURELLE LIEE A L'EXPOSITION

En cas d'organisation d'un programme culturel d'accompagnement de l'Exposition, les droits d'auteur, les frais de conception, de réalisation et de diffusion afférents seront directement pris en charge par l'Emprunteur. L'Emprunteur s'engage à informer le commissaire de l'Exposition lors tout au long de l'établissement dudit programme. Les modalités

complémentaires liées à la programmation culturelle sont fixées, le cas échéant, dans les conditions particulières.

ARTICLE 19 : BILAN DE L'EXPOSITION

A l'issue de l'Exposition et au retour des Œuvres, l'Emprunteur soumettra au Musée Picasso un bilan de l'Exposition renseignant les informations indiquées dans les conditions particulières. Ce bilan sera à adresser à la Directrice de la communication, du mécénat et des privatisations.

ARTICLE 20 : REVENUS ET PERTES FINANCIERES

L'Emprunteur conservera la totalité des éventuels revenus collectés durant l'Exposition.
Le Musée Picasso ne sera en aucun cas tenu responsable d'éventuelles pertes financières, qui seraient assumées par l'Emprunteur, sans que celui-ci puisse demander compensation de toute perte ou tout déficit liés à l'Exposition.

ARTICLE 21 : INTÉGRALITÉ ET MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

La présente convention et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties et annulent tout accord écrit ou oral précédent.
Toute modification de la convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les Parties.

ARTICLE 22 : GARANTIES

L'Emprunteur s'engage pour les Œuvres dont il a la responsabilité en application de la présente convention, à respecter et à faire respecter tous les termes des présentes, annexes incluses et des arrêtés de prêt des œuvres des collections du Musée national Picasso-Paris.

ARTICLE 23 : DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature, pour toute la durée de l'Exposition visée dans les conditions particulières ci-dessus et jusqu'au retour des Œuvres au Musée Picasso, ou au lieu qu'il aura préalablement désigné, après le déballage et le constat d'état.

ARTICLE 24 : DEPART ANTICIPE OU ARRIVEE TARDIVE DES ŒUVRES

Le prêt peut être accordé pour une durée inférieure à la durée de l'Exposition, à condition que l'Emprunteur en ait été dûment averti lors de l'instruction de sa demande de prêt et ait donné son accord.

ARTICLE 25 : RÉSILIATION

25.1. En cas de non-respect des conditions d'engagement ci-dessus énumérées, le Musée Picasso a la faculté de résilier de plein droit la convention de prêt aux torts et griefs de l'Emprunteur. Ce dernier est alors tenu de restituer sans délai les Œuvres. Cette restitution n'ouvre pas droit à indemnité en faveur de l'Emprunteur. Il est entendu que l'Emprunteur prend à sa charge les frais de retour des Œuvres.

25.2. Dans l'hypothèse de survenance d'événements graves extérieurs et indépendants de la volonté de l'Emprunteur de nature à compromettre la sécurité des Œuvres, le Musée Picasso a la faculté de résilier de plein droit la présente convention, sans formalité judiciaire, sous réserve d'avertir l'Emprunteur dans les plus brefs délais. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnité en faveur de l'Emprunteur. Si cette résiliation intervient à l'issue du transfert et de la mise à disposition des Œuvres à l'Emprunteur, ce dernier s'engage à prendre en charge les frais de retour des Œuvres.

25.3. Dans le cas où après la signature de la présente convention, et avant le départ des Œuvres vers le lieu de l'Exposition, l'Emprunteur renoncerait à la présentation des Œuvres, il est convenu que l'Emprunteur s'oblige à confirmer cette annulation par lettre recommandée avec accusé de réception et dans les meilleurs délais auprès du Musée Picasso. La convention de prêt sera résiliée de plein droit et l'Emprunteur supportera sans délai le paiement d'une indemnité compensatoire correspondant à 10% du montant total des frais relatifs au prêt prévu dans les conditions particulières ainsi que les frais d'exposition et/ ou les frais administratifs déjà versés selon l'échéancier de paiement préalablement établi par les Parties. Les frais déjà engagés seront également facturés à l'Emprunteur (constat d'état, restauration, encadrement, frais de transport, d'emballage...). En cas de défaut d'assurance des Œuvres, et comme mentionné à l'article 7.4 des présentes, l'Emprunteur supportera le même montant d'indemnités, dans les conditions énoncées ci-dessus.

25.4. Dans le cas où après la signature de la présente convention, et après le départ des Œuvres vers le lieu de l'Exposition, l'Emprunteur renoncerait à la présentation des Œuvres, il est convenu que l'Emprunteur s'oblige à confirmer cette annulation par lettre recommandée avec accusé de réception et dans les meilleurs délais auprès du Musée Picasso. La convention de prêt sera résiliée de plein droit et l'Emprunteur supportera sans délai le paiement d'une indemnité compensatoire dont le montant est défini le cas échéant dans les conditions particulières et les frais de retour des Œuvres vers le Musée Picasso ou le lieu que ce dernier désignera. Les frais d'exposition et/ ou les frais administratifs déjà versés seront également conservés.

En cas de manquement par l'une des Parties, autre que

ceux cités ci-avant, à leurs obligations respectives telles que prévues à la présente convention, la présente convention est résiliée de plein droit un (1) mois à compter de la réception d'une mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 26 : LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

La présente convention est régie par la loi française. Elle est rédigée en français et en anglais. Il est convenu que, en cas de litige entre les Parties, seule la version française fera foi.
Pour toute contestation qui s'élèverait à l'occasion de son interprétation ou de son exécution, les Parties conviennent, avant de porter le litige devant le tribunal compétent, de rechercher à l'amiable le règlement de toutes difficultés. En cas d'échec de la négociation amiable, attribution de juridiction est donnée aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 27 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à garder strictement confidentielles et à ne pas divulguer ou communiquer à des tiers, par quelque moyen que ce soit, les informations contenues dans la présente convention et à n'en transmettre les termes à des tiers sans l'accord exprès de l'autre Partie.

Les Parties s'engagent à ne communiquer lesdites informations qu'aux membres de leur personnel ou à leurs prestataires appelés à en prendre connaissance et à les utiliser. Dans ce cas, les Parties s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'ils gardent strictement confidentielles les informations communiquées et ne les divulguent pas à des tiers.

ARTICLE 28 : ANNEXES

Les annexes font partie intégrante de la présente convention et ont la même valeur juridique.

Annexe 1: Description des Œuvres prêtées par le Musée Picasso.

Annexe 2: Garanties minimales pour lesquelles l'assureur de l'Emprunteur s'engage.

Annexe 3: Rapport mentionnant les conditions de sécurité et de conservation concernant les lieux du prêt.

Annexe 4: Liste d'œuvres valorisée mentionnant les préconisations de conservation, d'emballage et de présentation de chaque Œuvre communiquée par le Musée Picasso à l'Emprunteur.

Annexe 5: Mentions obligatoires pour cartels des Œuvres prêtées par le Musée Picasso.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Paris, le 27 MARS 2019

Pour l'Emprunteur, L'Administratrice des Musées, Murielle GRAZZINI

Pour l'établissement public du Musée national Picasso-Paris,

Le Président, Monsieur Laurent LE BON

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affiché le
30 AVR. 2019

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**24 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Musées métropolitains - Convention de prêt d'une œuvre en dépôt au musée des Beaux-Arts de Caen (Collection du musée d'Orsay) dans le cadre de l'exposition "Arts et cinéma" organisée du 18 octobre 2019 au 17 février 2020	Convention Musées SA 194.19 du 8 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres appartenant aux collections du musée national Picasso - Paris dans le cadre de l'exposition "Braque, Miró, Calder : Une constellation d'artistes à Varengeville" organisée du 5 avril au 2 septembre 2019	Convention Musées SA 195.19 du 7 mars 2019	
Musées métropolitains - Convention de prêt d'œuvres appartenant aux collections de la réunion des musées métropolitains dans le cadre de l'exposition "Ludique - jouer dans l'Antiquité" organisée à Lyon	Convention Musées SA 196.19 du 9 avril 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole
ROUENNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
26 AVR. 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

Réf : DIMG/SI/MLB/03.2019/558

SA 140_19

métropole ROUENNORMANDIE

Affiché le

11 AVR. 2019

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

DECISION DU PRESIDENT

DEVILLE-LES-ROUEN
Seine Créapolis
Bail commercial GILLES FROIDURE
Résiliation anticipée du bail
Avenant n° 1 : autorisation de signature

Le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,

Vu la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil métropolitain au Président, par délibération du 12 mars 2018,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-1 et suivants,

Vu le bail commercial conclu entre la METROPOLE ROUEN NORMANDIE et la société GILLES FROIDURE en date du 18 février 2019,

Rappelle :

- Que la METROPOLE ROUEN NORMANDIE est propriétaire d'un immeuble nommé Seine-Créapolis sis à Déville-Lès-Rouen (76250) - 51 rue de la République,
- Que la société GILLES FROIDURE est locataire d'un bureau dans ledit bâtiment aux termes d'un bail commercial en date du 18 février 2019, pour une durée de 9 années à compter du 1er janvier 2019,
- Que la société GILLES FROIDURE, par courrier en date du 26 février 2019, ci-joint et annexé, a manifesté le souhait de résilier par anticipation son bail commercial et restituer son local,
- Que cette demande intervient dans le cadre d'une opportunité professionnelle qui s'est présentée au locataire lui permettant d'accroître le développement de son activité,
- Que compte-tenu du projet professionnel de la société GILLES FROIDURE et de la possibilité pour la METROPOLE ROUEN NORMANDIE d'une reprise dudit local par un repreneur,

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Décide :

⏩ D'autoriser la résiliation anticipée et amiable du bail commercial consenti à la société GILLES FROIDURE à compter du 28 août 2019,

⏩ D'autoriser la signature de l'avenant correspondant et tout autre document se rapportant à cette affaire,

⏩ De restituer le montant du dépôt de garantie dans les conditions fixées au bail commercial.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,

Fait à Rouen, le 29 MARS 2019

LE PRÉSIDENT,

métropole
RouenNORMANDIE

Frédéric SANCHEZ

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave FLAUBERT – BP 500 – 76005 ROUEN Cedex – – dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	04 AVRIL 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Déville-lès-Rouen – Seine Créapolis – Bail commercial Gilles FROIDURE – Résiliation anticipée du bail – Avenant n° 1 : autorisation de signature	Décision DIMG/SI/MLB/03.2019/558 du 29.03.2019 SA 140-19	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
10 AVR. 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

ARRETES DU PRESIDENT

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Date de réception la demande : 15/01/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : GE 360
ZAC DE LA PLAINE DE LA RONCE
1024 RUE AUGUSTIN FRESNEL
76230 BOIS GUILLAUME

Pour : Commune de Maromme
Propriété : rue Frédéric Lemaître / route de Duclair à Maromme
Cadastrée : AC 354

Pôle de Proximité Austreberthe Cailly
Service Urbanisme
108 Allée François Mitterrand CS 50589
76006 ROUEN Cedex
Tel: 02.35.52.48.81
MRN/PPAC/2019/2
19.137

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

La limite de propriété correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier en bordure de la rue Frédéric Lemaître et de la route de Duclair à Marome, au droit de la propriété susmentionnée, est **représentée par la limite de fait identifiée suivant la ligne A' – B' – C' – D' – E – F** sur le plan de délimitation de la propriété des personnes publiques annexé.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen NORMANDIE et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 MARS 2019

Pour le Président, par délégation,
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe Cailly

métropole ROUEN NORMANDIE

Pascal LE BELLER

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Date de réception de la demande : 24/01/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : OFFICE NOTARIAL DU MESNIL ESNARD – Jean Philippe BOUGEARD – Olivier JOURDAIN – Anne-Hélène COLLETER
91 route de Paris - 76240 LE MESNIL ESNARD

Pour : YVONNET/PERGAMENCHTIKOV

Vos Réfs : 1013616/JPB/ASB

Propriété: 130 boulevard de l'Europe et rue Blaise Pascal - ROUEN

Cadastrée : ND 85 ET 86

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019/55
19.120

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,
Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;
Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;
Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **boulevard de l'Europe et rue Blaise Pascal** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- Boulevard de l'Europe : fixé en pied de mur de la construction et au niveau des retraits de la construction à la différence de traitement du revêtement du sol,
- Angle boulevard de l'Europe / Rue Blaise Pascal : au niveau de l'arrondi par une ligne droite formant un angle droit à l'arête du pilier (changement du traitement de revêtement du sol),
- Rue Blaise Pascal : en pied de mur de la construction et en pied de muret des jardinières puis en pied de clôture.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 04 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : ND
Feuille : 000 ND 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 08/01/2018
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

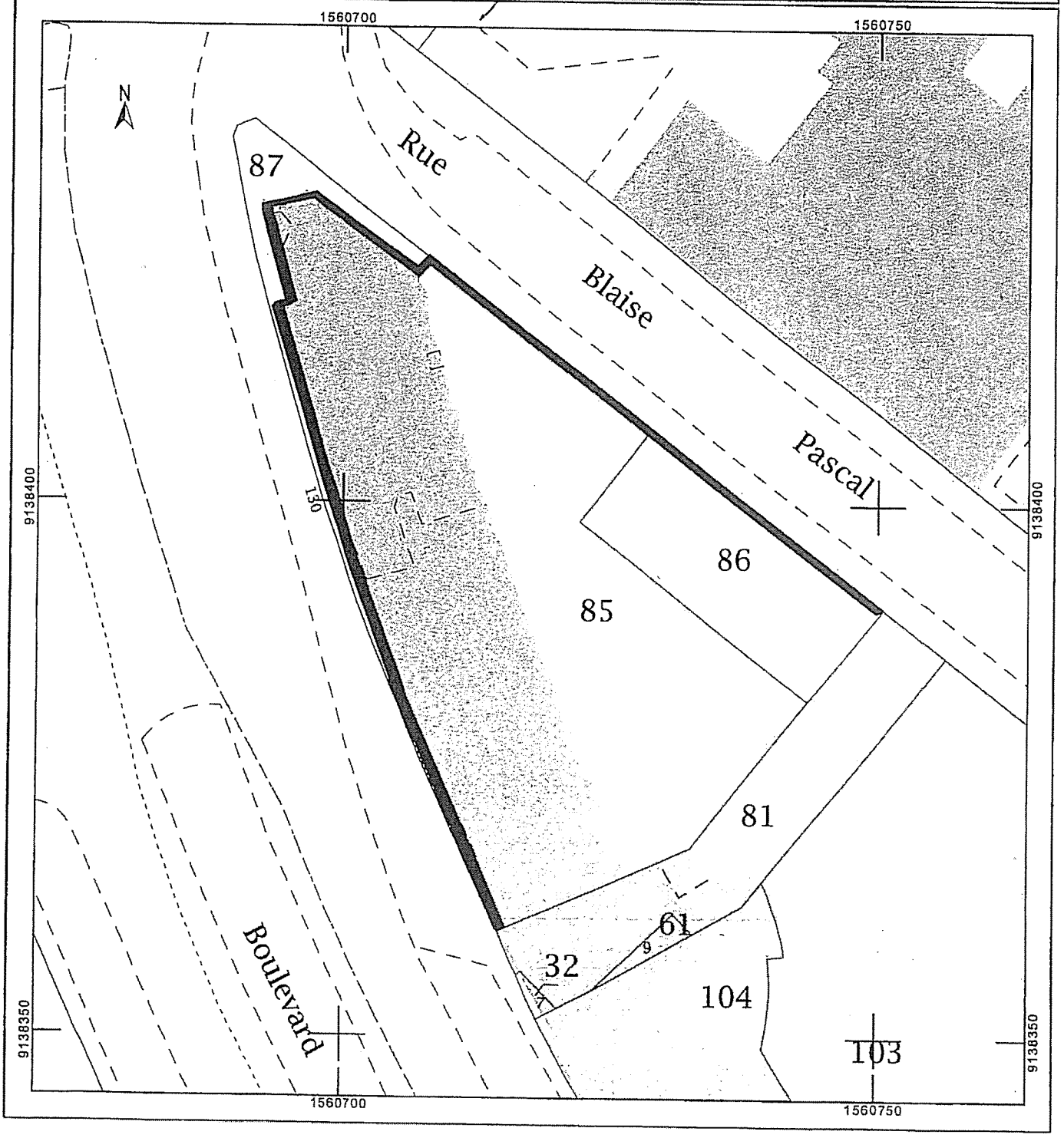
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/55
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Date de réception de la demande : 25/02/ 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : GEODIS
21 quai de PARIS 76000 ROUEN

Pour : Ville de ROUEN

Vos Réfs : B6266

Propriété : boulevard de l'EUROPE et rue des MURS ST YON ROUEN

Cadastrée : ND 105

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-111
19.121

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **Boulevard de l'EUROPE et rue des MURS ST YON** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est représenté sur le plan annexé par les points 400 à 408.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 04 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Ville de ROUEN

Section ND n° 105

Rue des Murs Saint Yon - Boulevard de l'Europe

PLAN D'ALIGNEMENT

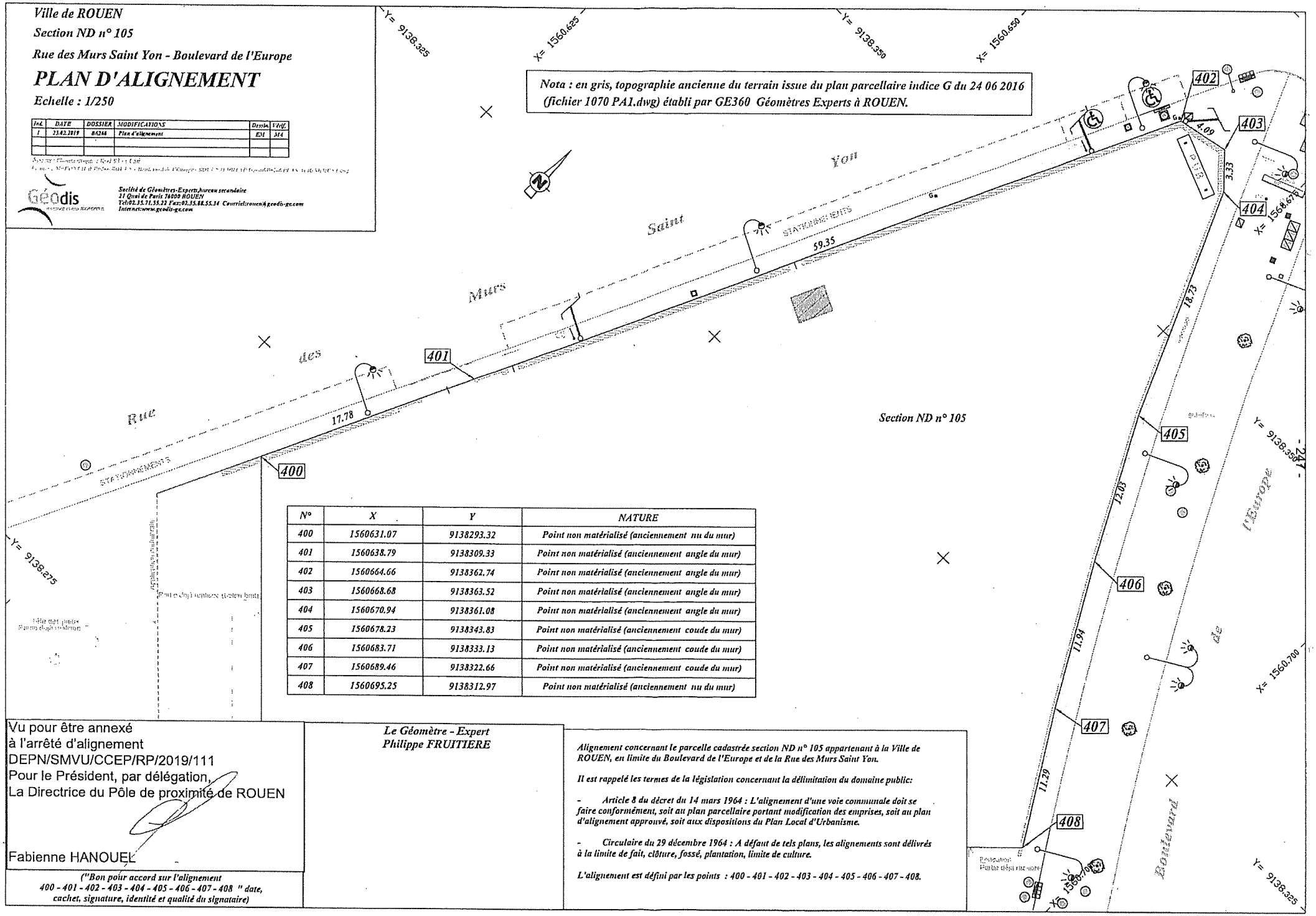
Echelle : 1/250

Ind.	DATE	DOSSIER	MODIFICATIONS	Dessin	Vérif.
1	23.02.2019	86366	Plan d'alignement	EM	M4

Géodis

Société de Géomètres-Experts,bureau secondaire
21 Quai de Paris 76000 ROUEN
Tél:02.35.71.55.22 Fax:02.35.88.55.34 Courriel:rouen@geodis-gc.com
Internet:www.geodis-gc.com

Nota : en gris, topographie ancienne du terrain issue du plan parcellaire indice G du 24 06 2016 (fichier 1070 PA1.dwg) établi par GE360 Géomètres Experts à ROUEN.



N°	X	Y	NATURE
400	1560631.07	9138293.32	Point non matérialisé (anciennement nu du mur)
401	1560638.79	9138309.33	Point non matérialisé (anciennement angle du mur)
402	1560664.66	9138362.74	Point non matérialisé (anciennement angle du mur)
403	1560668.68	9138363.52	Point non matérialisé (anciennement angle du mur)
404	1560670.94	9138361.08	Point non matérialisé (anciennement angle du mur)
405	1560678.23	9138343.83	Point non matérialisé (anciennement coude du mur)
406	1560683.71	9138333.13	Point non matérialisé (anciennement coude du mur)
407	1560689.46	9138322.66	Point non matérialisé (anciennement coude du mur)
408	1560695.25	9138312.97	Point non matérialisé (anciennement nu du mur)

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/111
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

("Bon pour accord sur l'alignement 400 - 401 - 402 - 403 - 404 - 405 - 406 - 407 - 408 " date, cachet, signature, identité et qualité du signataire)

Le Géomètre - Expert
Philippe FRUITIERE

Alignement concernant le parcelle cadastrée section ND n° 105 appartenant à la Ville de ROUEN, en limite du Boulevard de l'Europe et de la Rue des Murs Saint Yon.

Il est rappelé les termes de la législation concernant la délimitation du domaine public:

- *Article 8 du décret du 14 mars 1964 : L'alignement d'une voie communale doit se faire conformément, soit au plan parcellaire portant modification des emprises, soit au plan d'alignement approuvé, soit aux dispositions du Plan Local d'Urbanisme.*
- *Circulaire du 29 décembre 1964 : A défaut de tels plans, les alignements sont délivrés à la limite de fait, clôture, fossé, plantation, limite de culture.*

L'alignement est défini par les points : 400 - 401 - 402 - 403 - 404 - 405 - 406 - 407 - 408.

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Date de réception de la demande : 24/01/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître F-X LEPESQUEUR
175 avenue du 14 juillet – BP 32
76301 SOTTEVILLE les ROUEN cedex

Pour : VOREUX/OLIVIER

Vos Réfs : 1011752/FXL/CC

Propriété : 56 rue DUFAY- ROUEN

Cadastrée : IL 185, 334, 338

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-58
19.122

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue DUFAY** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé au niveau du rang de pavés délimitant le trottoir de la propriété privée.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 05 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : IL
Feuille : 000 IL 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 30/01/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

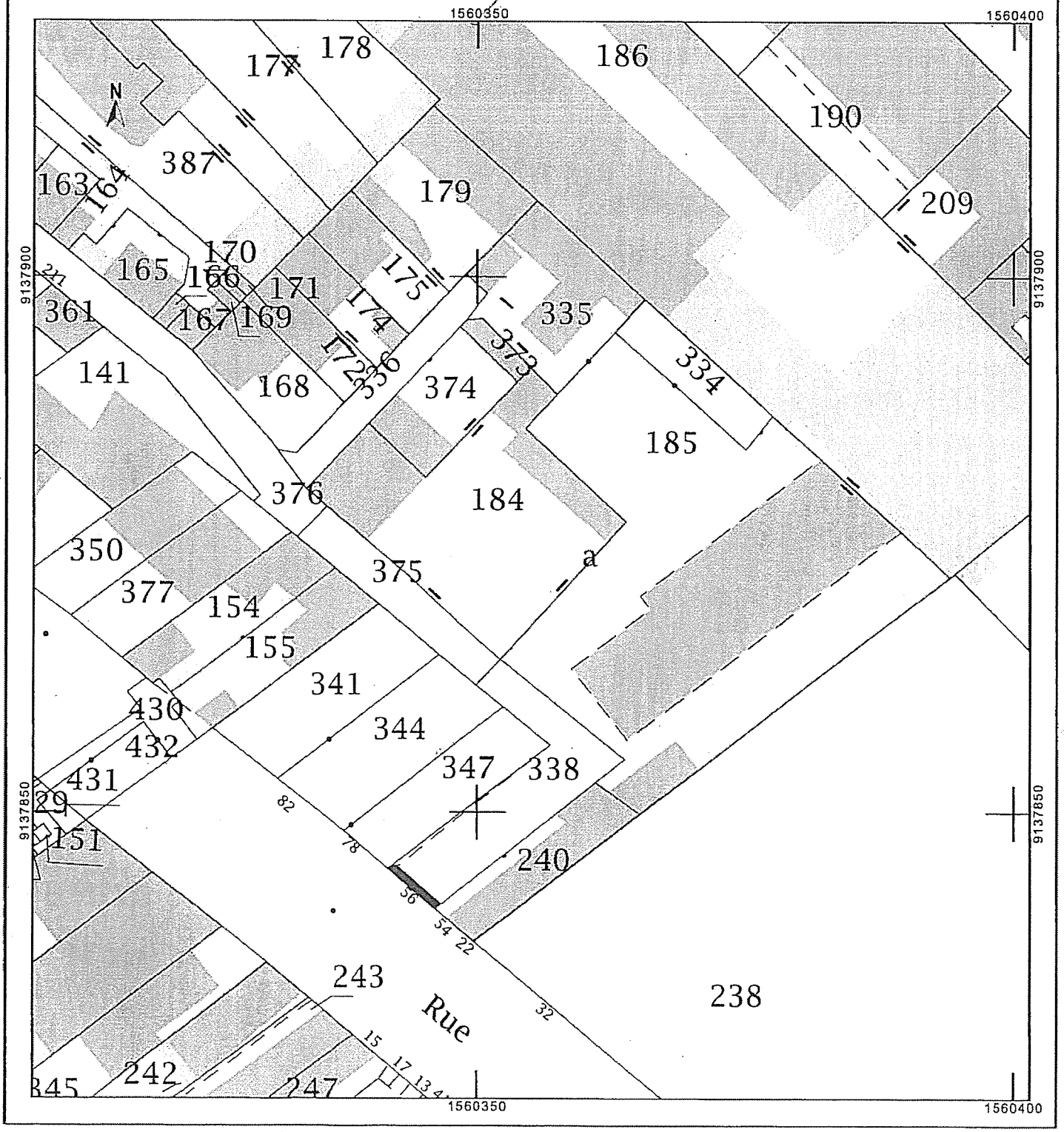
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/58
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Date de réception de la demande : 30/01/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Benoit MULLER
9 D rue de VERDUN- BP8- 76440 FORGES les Eaux

Pour : AUBRY/WETZEL

Vos Réfs : 22414/BM/AG/DC

Propriété : 8 rue Henry BARBET- ROUEN

Cadastrée : AR 125

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-60
19.123

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue Henry BARBET** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied du mur de clôture, et au droit de l'entrée charretière : au niveau du rang de pavés délimitant le trottoir de la propriété privée.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 05 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : AR
Feuille : 000 AR 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/02/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

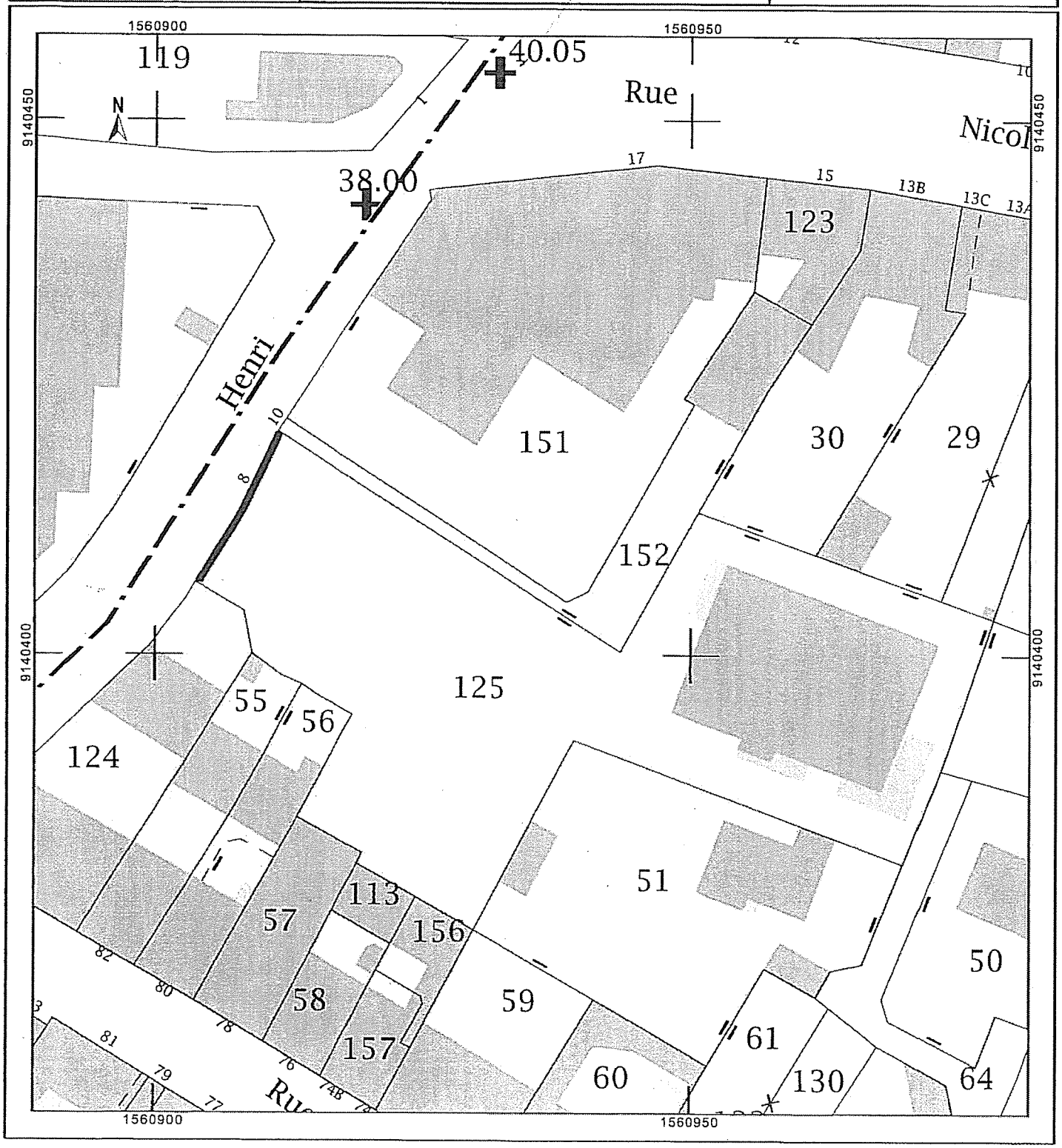
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/60
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Date de réception de la demande :30/01/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître F-X LEPESQUEUR
175 avenue du 14 juillet – BP 32
76301 SOTTEVILLE les ROUEN cedex

Pour : SCI BEDSONE/ROUSSEAU

Vos Réfs : 1011679/FXL/MF

Propriété : 20 rue Sainte CATHERINE- ROUEN

Cadastrée : CV 205

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-61
19.124

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue Sainte CATHERINE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de mur de clôture puis en pied de construction (angle des piliers de part et d'autre de la porte de garage).

- Nota : la construction présente un empiétement sur le domaine public : 1ère marche du seuil, et des surplombs : casquette au-dessus de la porte de garage et débord de toiture.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 05 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : CV
Feuille : 000 CV 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/02/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

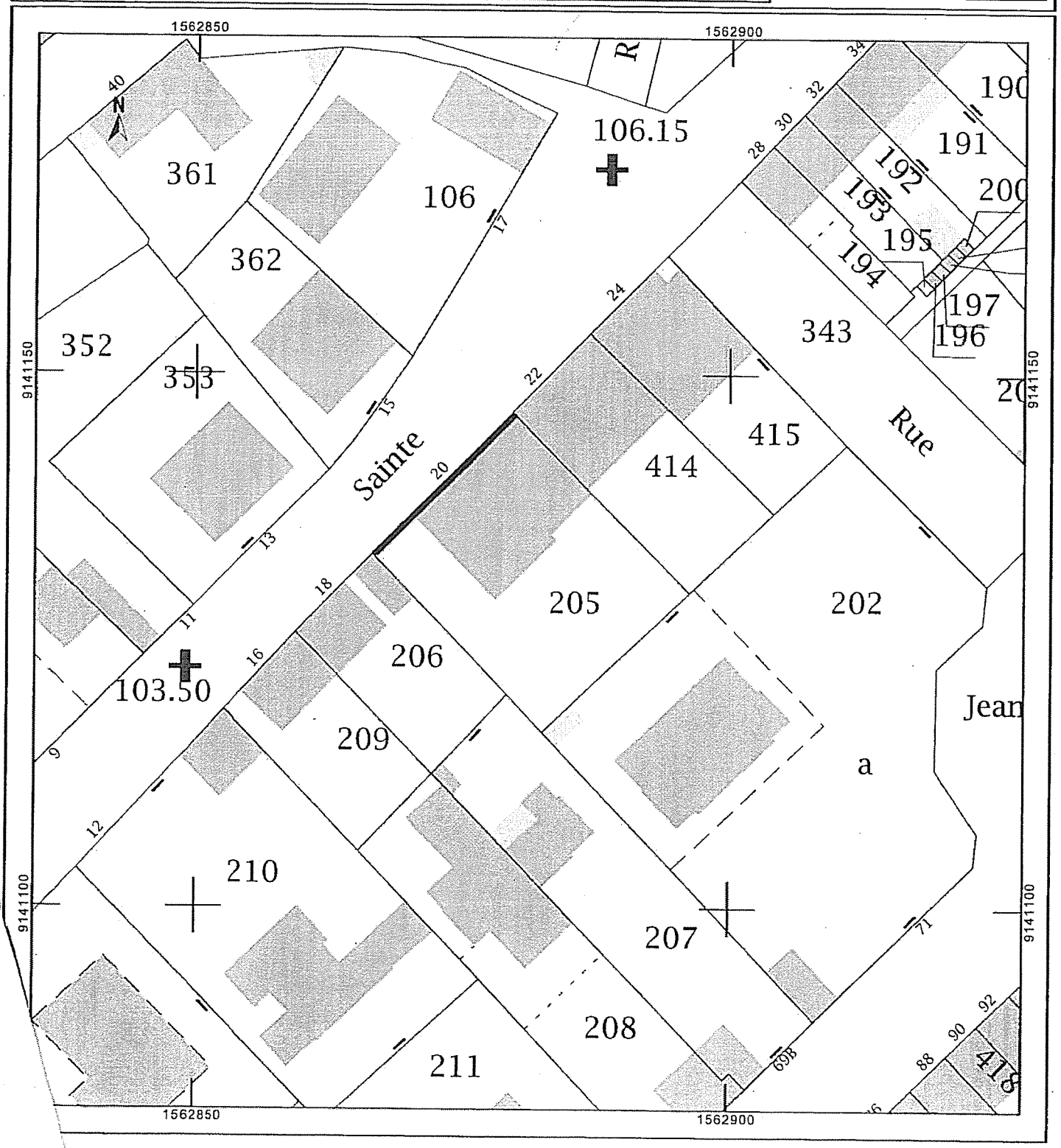
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/61
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion
Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Date de réception de la demande :30/01/2019

Nom /adresse du pétitionnaire **Office Notarial**
18B place du CHATEAU- 27110 LE NEUBOURG

Pour : AGIER/CZYZ/RIDEL

Vos Réfs : 1006809/RB/EB

Propriété : **rues Charles BESSELIEVRE, du LOUP et Chemin des MARAICHERS– ROUEN**

Cadastrée :KO 41

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-62
19.125

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées rues Charles BESSELIEVRE, du LOUP et chemin des MARAICHERS transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- Rue Charles BESSELIEVRE : L'alignement est fixé au niveau de la bordurette ciment.
- Rue du LOUP: L'alignement est fixé en pied des murs de garages, puis en ligne droite depuis l'arête du mur du garage en sa limite avec le trottoir jusqu'au pied de la haie à l'angle du chemin des Maraichers.
- Chemin des MARAICHERS : en pied de la haie, puis en ligne droite du pied de la haie à l'arête du pilier Est de la clôture édifié dans la continuité de la bordurette ciment.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 05 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : KO
Feuille : 000 KO 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/02/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

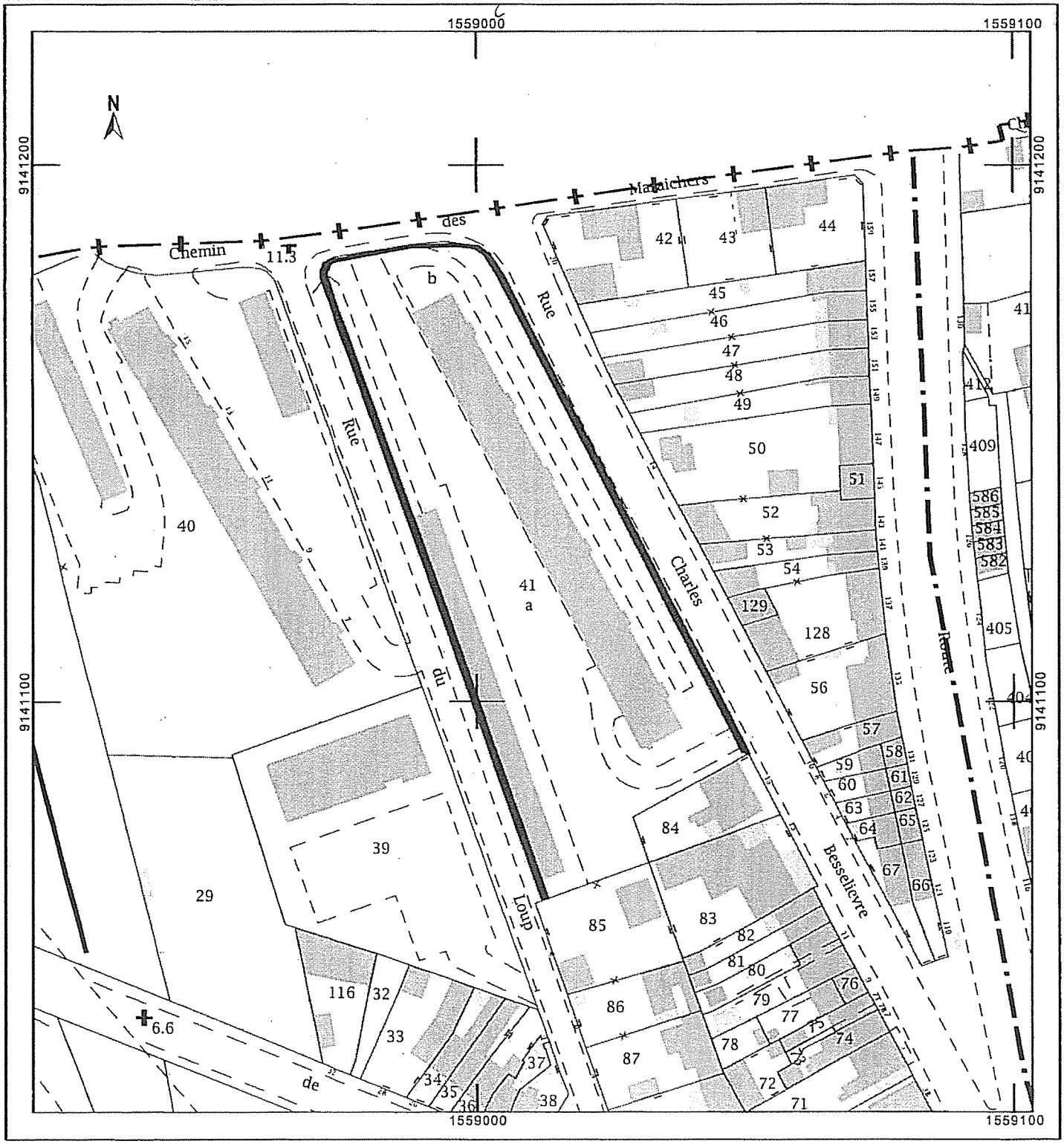
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/62
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Date de réception de la demande : 04/02/ 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : GE 360
4 rue COUTURE 76100 ROUEN

Pour : M.Mme BONAVITA

Vos Réfs : RG 21022

Propriété : rue Henri VERMONT - ROUEN

Cadastrée : AM 319 (partielle)

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-110
19.126

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue Henri VERMONT** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est représenté sur le plan annexé par les points A et B.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 05 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANQUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Ville de ROUEN

Propriété de M.et Mme Francis BONAVITA

2bis, Rue Henri Le Talleur
Rue Henri Vermont

Procès Verbal d'Alignement Individuel

Echelle : 1/ 200

Les coordonnées X et Y du plan ont été rattachées au système de projection LAMBERT 93 Zone 9 (CC50).
Le nivellement est rattaché au N.G.F. système I.G.N.69 (dit cote normale)

Bon pour accord sur la limite de propriété entre la parcelle AM n°319
et la Rue Henri Vermont suivant : (rayer les mentions inutiles)

Signature :

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/110
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

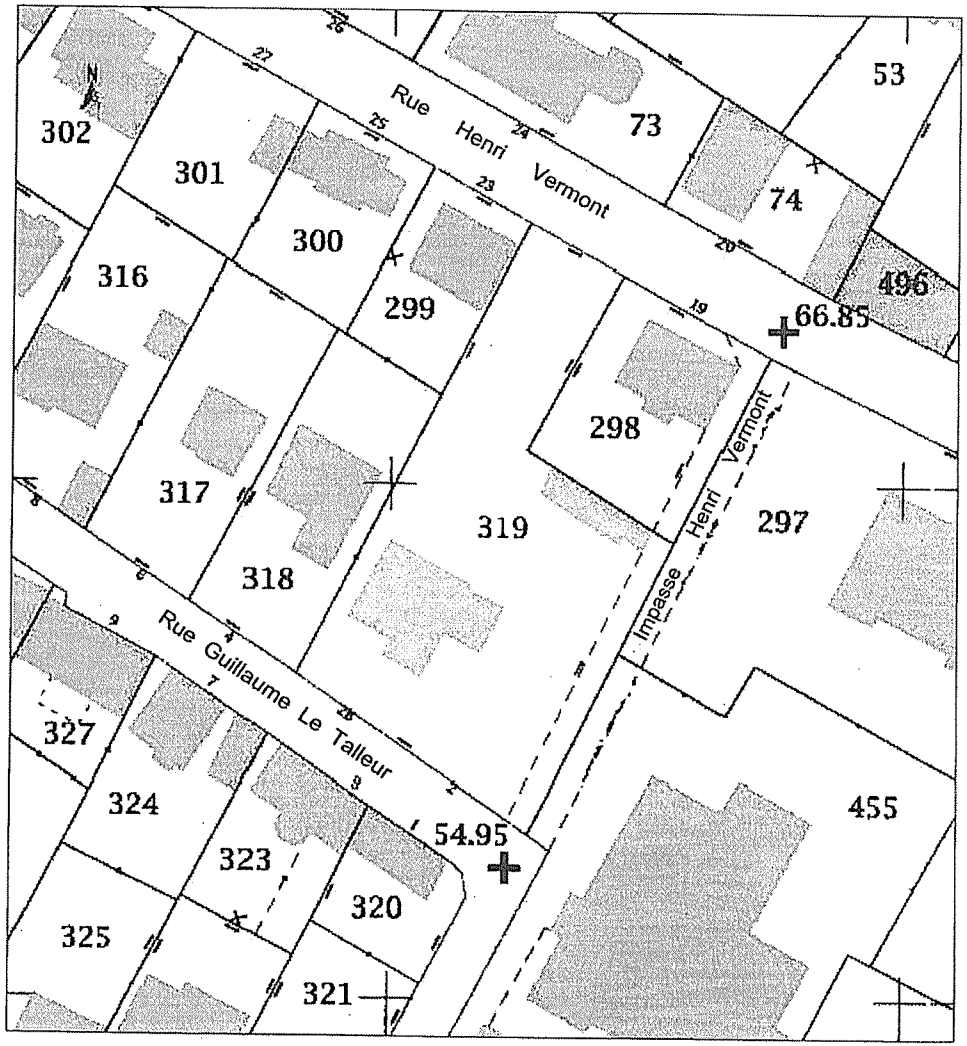
GE360
GEOMETRES - EXPERTS
Erwan QUINIOU Benoit SANTUS Olivier JUMENTIER Aurélien FOUCHER
Successeurs du Cabinet POILEUX et de la SCP GROS CHAPELLIER LECOURT
Agence Rouen Saint-Sever : 4 rue Couture - 76100 ROUEN
tél. 02 35 72 05 66 - fax. 02 35 72 58 58 - rouen@ge360.fr
Siège social : 1042 rue Augustin Fresnel - 76230 Bois Guillaume

Feuille : unique
Date d'origine: 12 novembre 2018
Numéro de dossier : RG21022

PLAN d' ENSEMBLE
(EXTRAIT CADASTRAL)

Section : AM

Echelle: 1/ 500



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Seine Sud

ARRETE N° : PP2S 2019 - 004
19.138

RD 13 Route des Essarts
OISSEL

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'avis de la commune d'OISSEL,

CONSIDERANT :

- La demande présentée le 25 Février 2019 par la Sté **S.A.S. GRTP**

- Qu'en raison des travaux de création de réseau télécom situé sur la RD 13 du PR 5+300 au PR 7+455 réalisés par la Sté S.A.S. GRTP pour le compte de la société ORANGE,

- , il y a lieu de modifier la circulation sur ces voies,

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

La circulation de la route RD 13 route des Essarts, comprise entre le PR 5+000 et le PR 8+, durant la période comprise entre le lundi 18 et le vendredi 29 Mars 2019, est réglementée comme suit :

- La circulation sera mise sous alternats par feux tricolores de jour, de 9h00 à 16h00.
- La signalisation mise en place devra être conforme à la réglementation du guide SETRA, Signalisation Temporaire, Les Alternats, Guide Technique, Fiche Réf. CF 24.
- La vitesse sur l'emprise du chantier sera limitée à 50 km/h.
- Aucun engin ou véhicule de chantier ne devra stationner en dehors de la zone de travaux.
- L'interdiction de circulation aux + de 3.5t devra être levée pour l'alimentation du chantier.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place par l'entreprise **S.A.S. GRTP** et entretenue par elle.

Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 5 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune d'Oissel,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARTICLE6 – EXECUTION

Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Monsieur le Commissaire de Police de Rouen, et les agents placés sous leurs ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 05 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité Seine Sud

Manuel DE ARAUJO

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-63
19.127

Date de réception de la demande :30/01/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Franck FASSIER, Notaire
51 rue Guillaume le CONQUERANT- 76480 JUMIEGES

Pour : CALAS/MOREL

Vos Réfs : A2019 59727 FF/MH

Propriété : 14 rue du LIEU de SANTE

Cadastrée :LA 334

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue du LIEU de SANTE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :
L'alignement est fixé en pied de construction (angle des piliers de part et d'autre de l'entrée charretière, les chasse-roues étant situés sur propriété privée)

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 06 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LA
Feuille : 000 LA 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/02/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

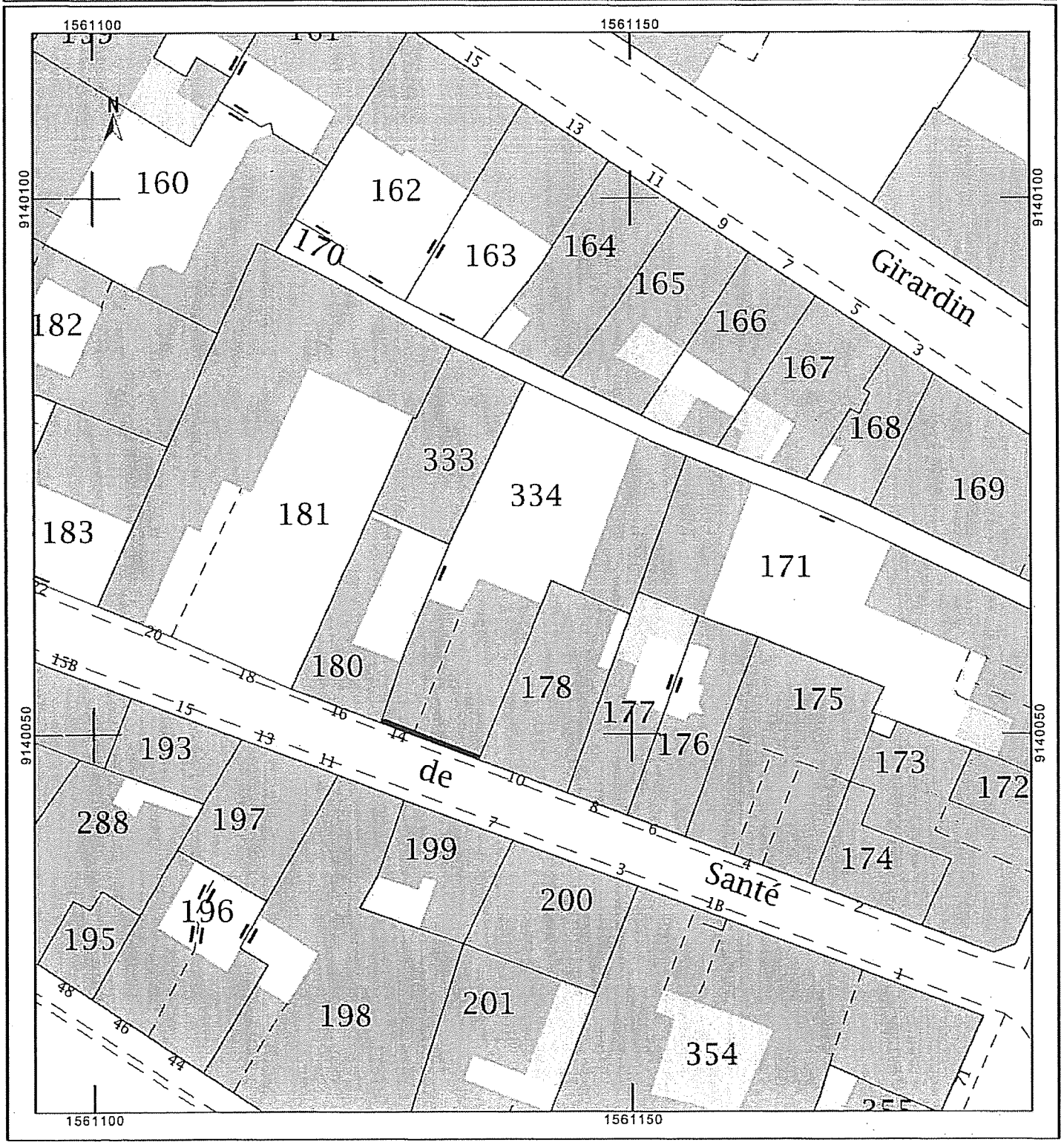
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/63
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019/64
19.128

Date de réception de la demande : 29/01/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : **Maître Isabelle LEROY , Notaire Place du 6 juin- 14990 BERNIERES sur MER**

Pour : CARRASSET/MAURIN

Vos Réfs : 1000197/ILE/AMQ

Propriété: **3 rue Césaire LEVILLAIN, boulevard de l'EUROPE et rue Pierre RENAUDEL**
Cadastrée : MS 337

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,
Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,
Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;
Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;
Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;
Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rue Césaire LEVILLAIN, boulevard de l'EUROPE et rue Pierre RENAUDEL** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- Rue Césaire LEVILLAIN : L'alignement est fixé en pied de la clôture grillagée puis en pied de construction ;
- Boulevard de l'EUROPE : L'alignement est fixé en pied des constructions, en pied des murets de clôture et au niveau du seuil de propreté de la clôture grillagée ;
- Rue pierre RENAUDEL : l'alignement est fixé en pied de construction.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 06 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : MS
Feuille : 000 MS 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/650

Date d'édition : 06/04/2018
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

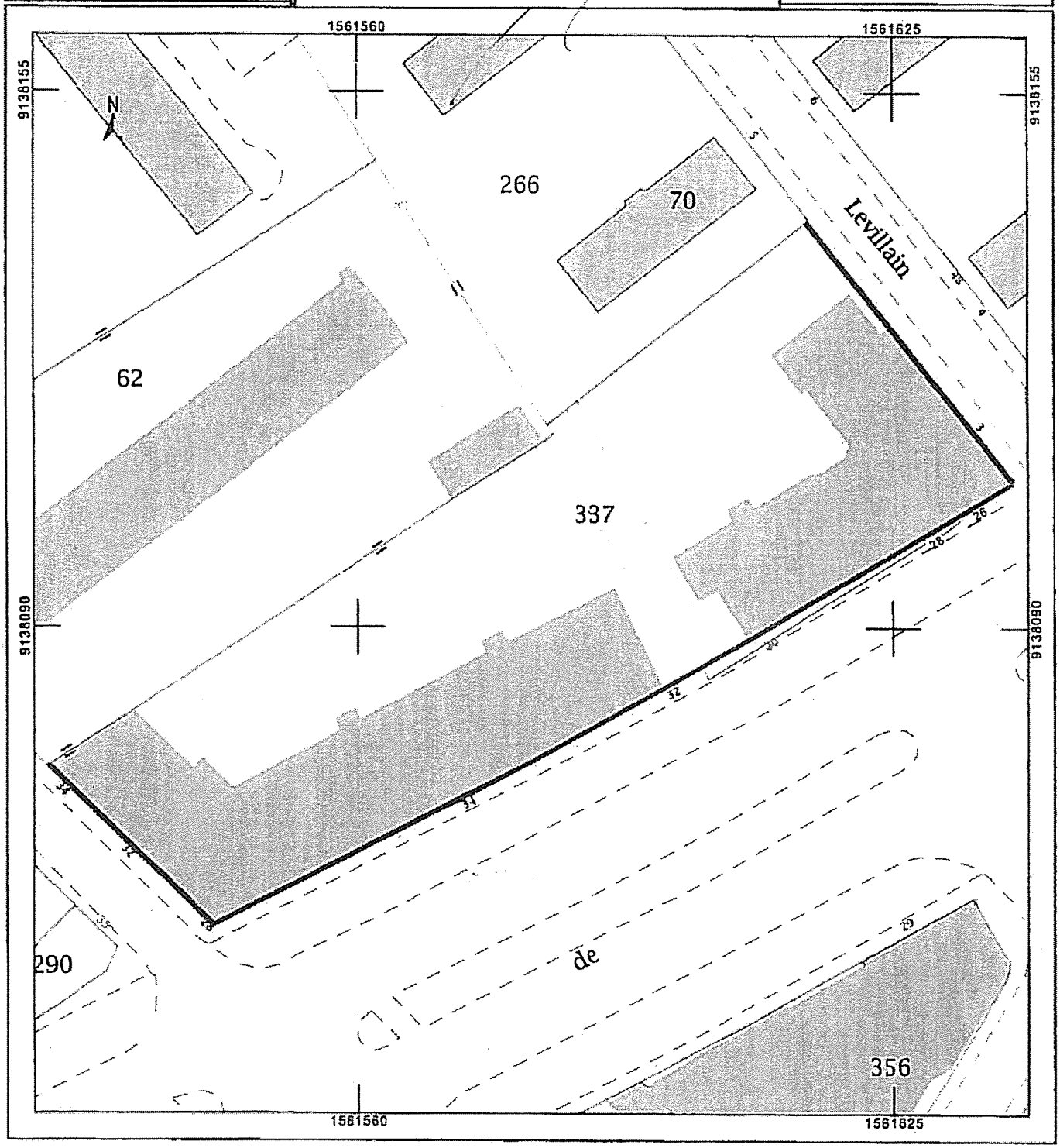
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/64
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019/65
19.129

Date de réception de la demande : **21 janvier 2019**

Nom /adresse du pétitionnaire : **Maître Catherine GUILLARD**
18 avenue Jean JAURES- BP 162- 35408 ST MALO cedex

Pour : POULIQUEN/FLACK

Vos Réfs : /

Propriété: **6 rue Stanislas GIRARDIN et impasse du RENARD - ROUEN**

Cadastrée : LA 312 et 313

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rue Stanislas GIRARDIN et impasse du RENARD** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- Rue Stanislas GIRARDIN : L'alignement est fixé en pied des murs de clôture et de constructions, et au niveau de l'accès véhicules : à la différence de revêtement de sol
- Impasse du RENARD : en pied de mur.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 06 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LA
Feuille : 000 LA 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 28/03/2018
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

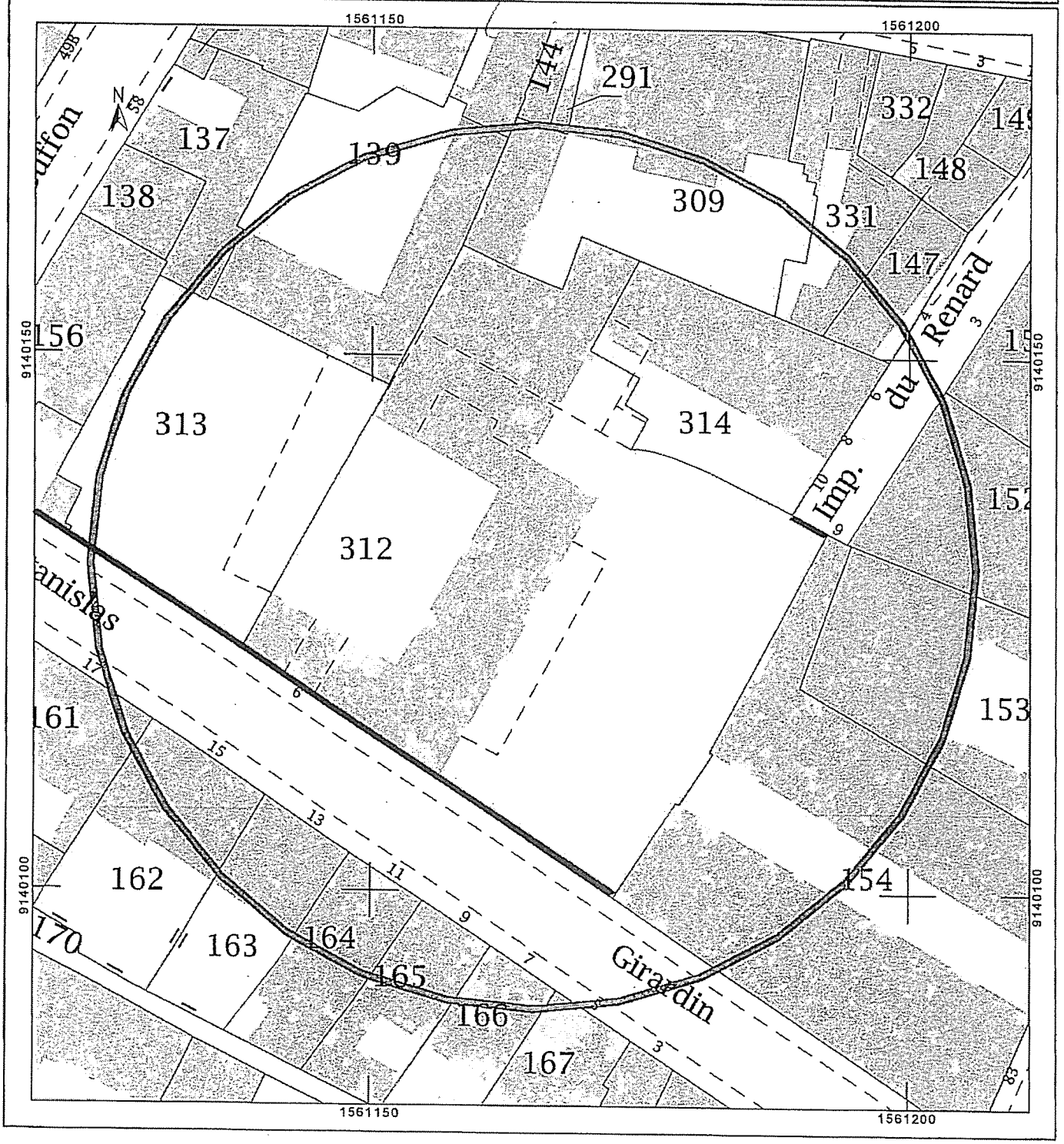
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/65
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 05 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Christine LAMY Notaire
1 rue Victor Hugo B.P. 2 – 76 720 VAL DE SCIE

Pour : BEHR Michel
Refs : CL/SF
Propriété : 53 à 65 place du Vieux Marché ,rue de Florence, rue Cauchoise et rue de Crosne - ROUEN

Cadastrée : BE 280

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-68
19.151

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rues CAUCHOISE, de FLORENCE, de CROSNE et place du VIEUX MARCHE** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de construction, laquelle présente des surplombs sur le domaine public : balcons et auvent.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 06 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : BE
Feuille : 000 BE 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 12/12/2017
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

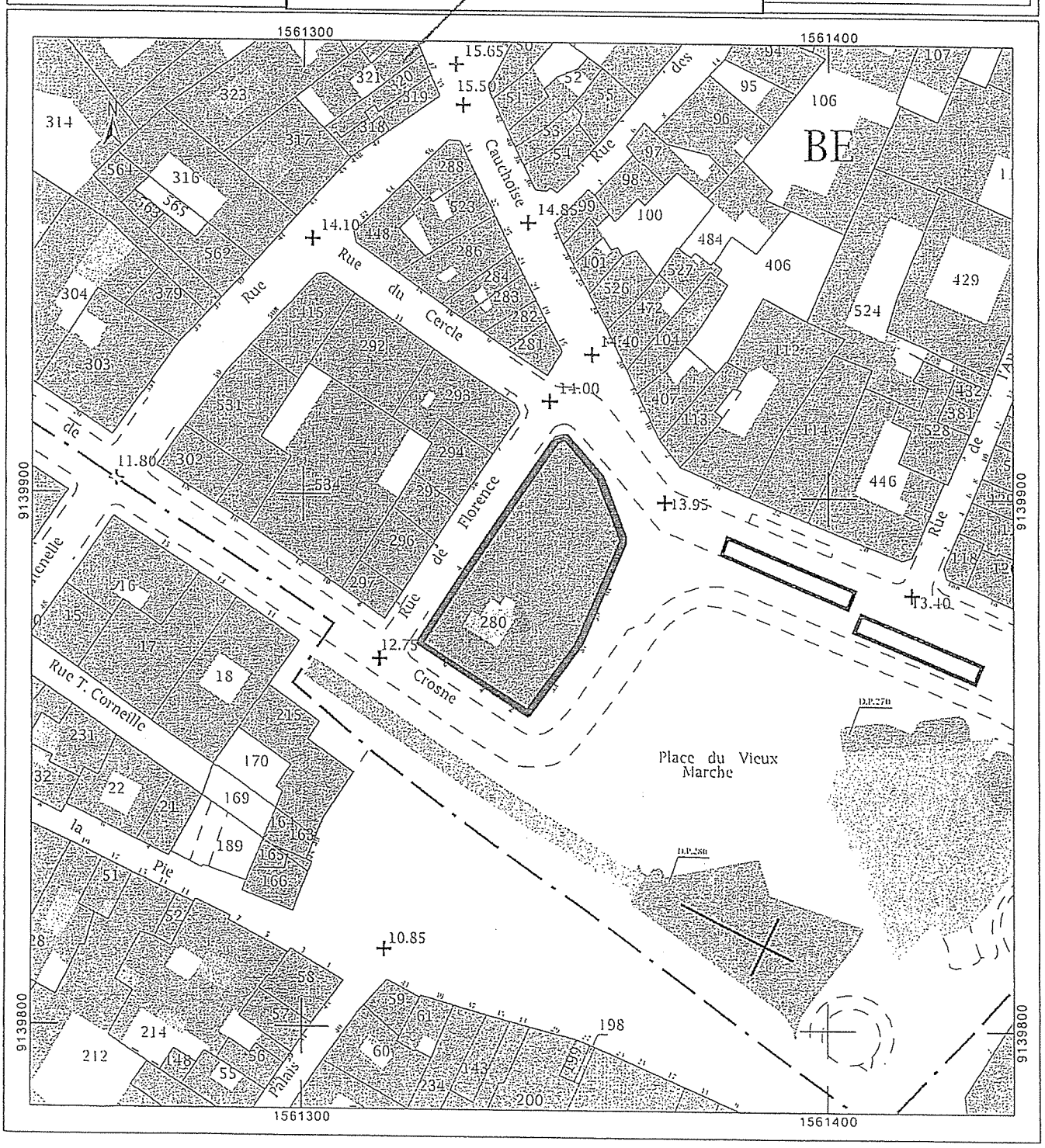
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/68
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion
Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-69
19.152

Date de réception de la demande : 01 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Anne Cécile DEMARES
Notaire
71 avenue Charles de Gaulle B.P. 1 – 76 760 YERVILLE

Pour : LESNE Pascal
Refs : ACD/SP A 2019 00055
Propriété : 4 Esplanade du Champ de Mars & boulevard Gambetta - ROUEN

Cadastrée : MK 76 & MK 142

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **Esplanade du CHAMP de MARS** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- l'alignement est fixé en pied du mur et à l'angle des murets de protection de l'escalier.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 06 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : MK
Feuille : 000 MK 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 20/04/2018
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

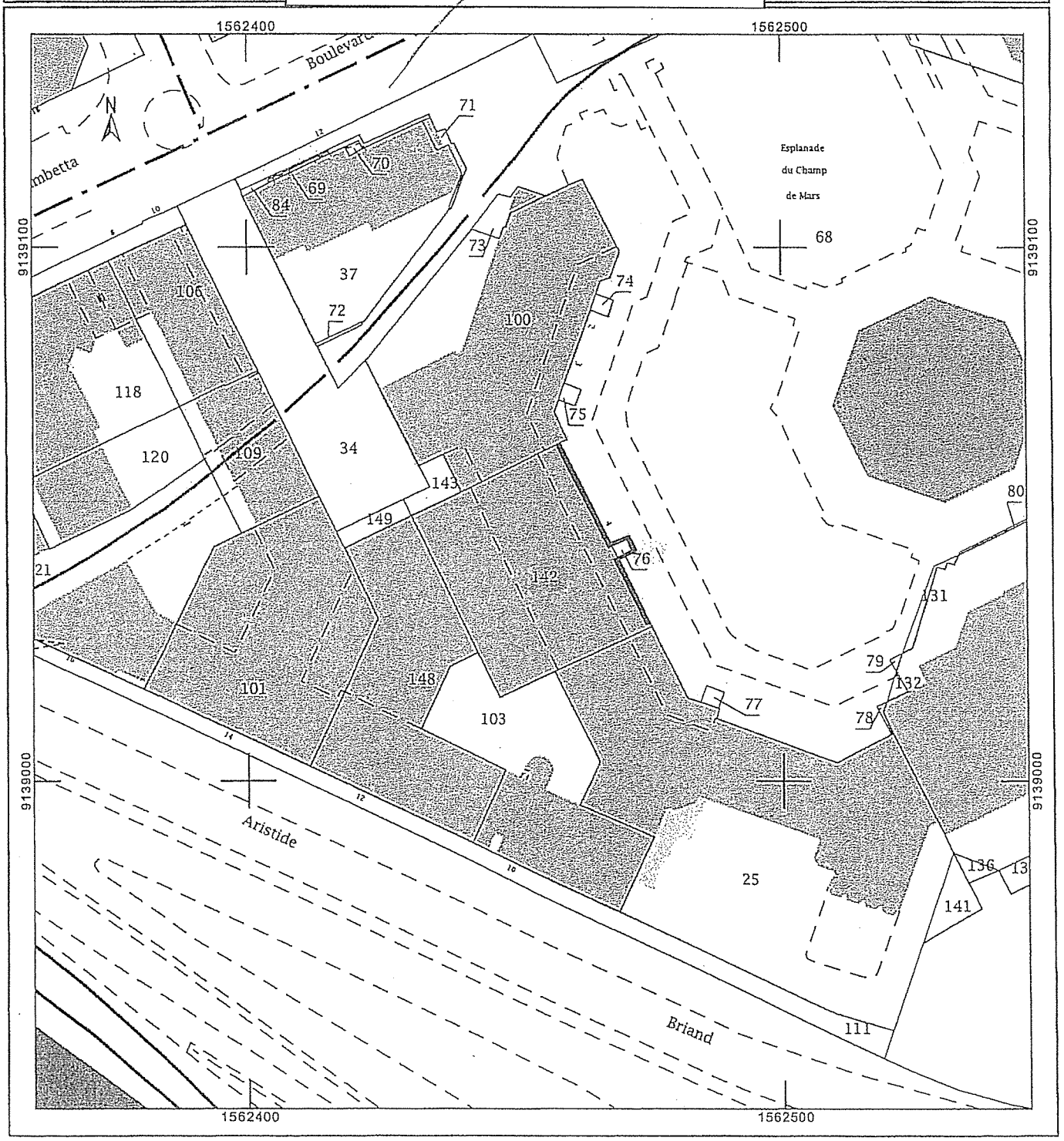
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/69
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
pigc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 01 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Charles Patrice LECONTE
Notaire
340 Route de Paris - B.P. 10 – 76 520 BOOS

Pour : DOHERTY/ PETIT-ROUSSEL
Refs : 1005958/CPL/NG

Propriété : 229 – 231 rue Louis Blanc - ROUEN

Cadastrée : IL 298 / IL 394 / IL 396

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-70

19.153

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **Rue Louis BLANC** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied du muret de clôture et à l'angle des piliers situés de part et d'autre des portails.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 06 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : IL
Feuille : 000 IL 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

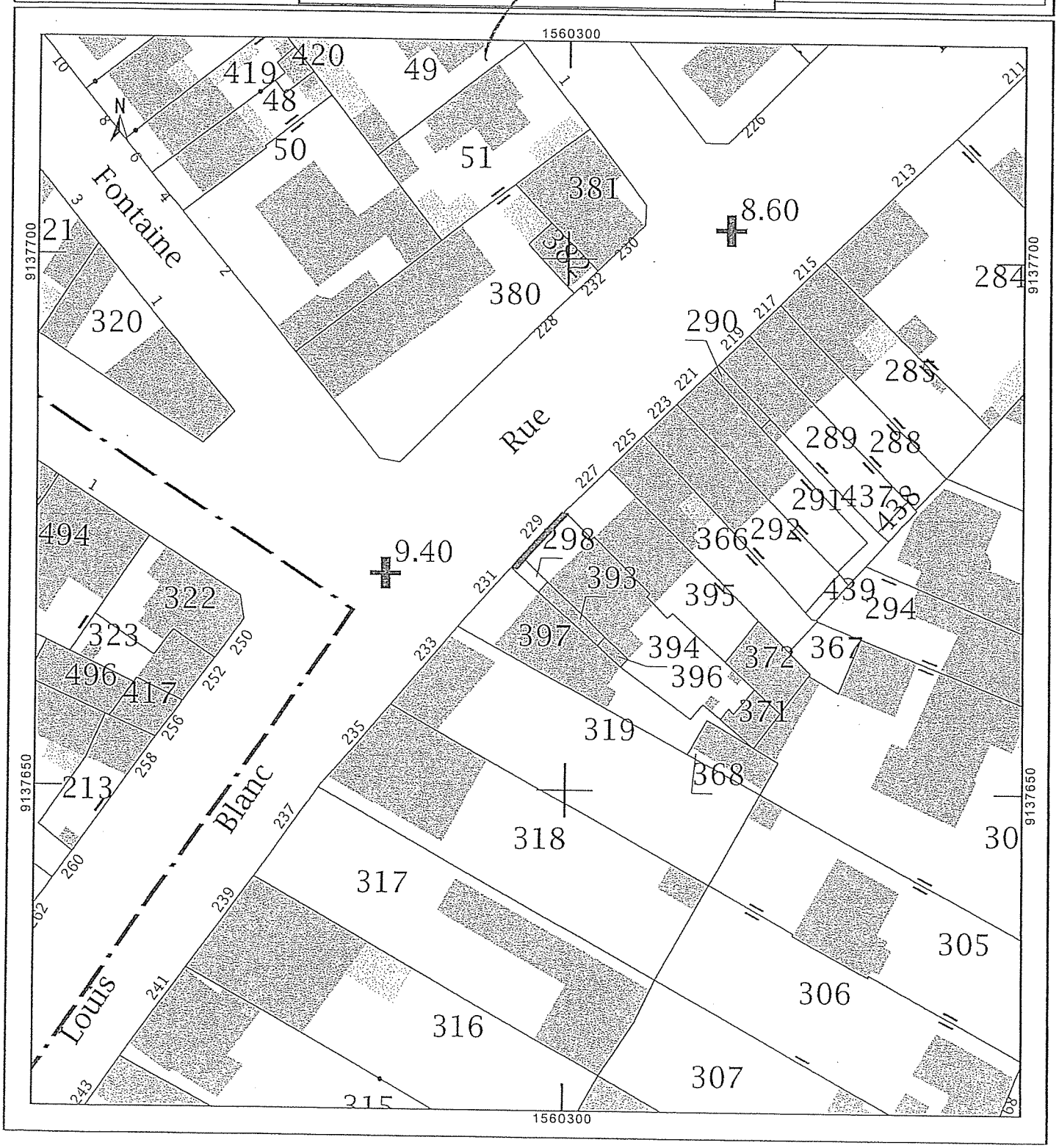
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/70
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 01 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Charles Patrice LECONTE
Notaire
340 Route de Paris - B.P. 10 – 76 520 BOOS

Pour : BELLALOUM / TILLOT
Refs : 1005790/JPL/MW/CD

Propriété : 5 rue de Vaucouleurs - ROUEN

Cadastrée : CV 375

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-71

19.154

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **Rue de VAUCOULEURS** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied des murs de clôture et de construction.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 06 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : CV
Feuille : 000 CV 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

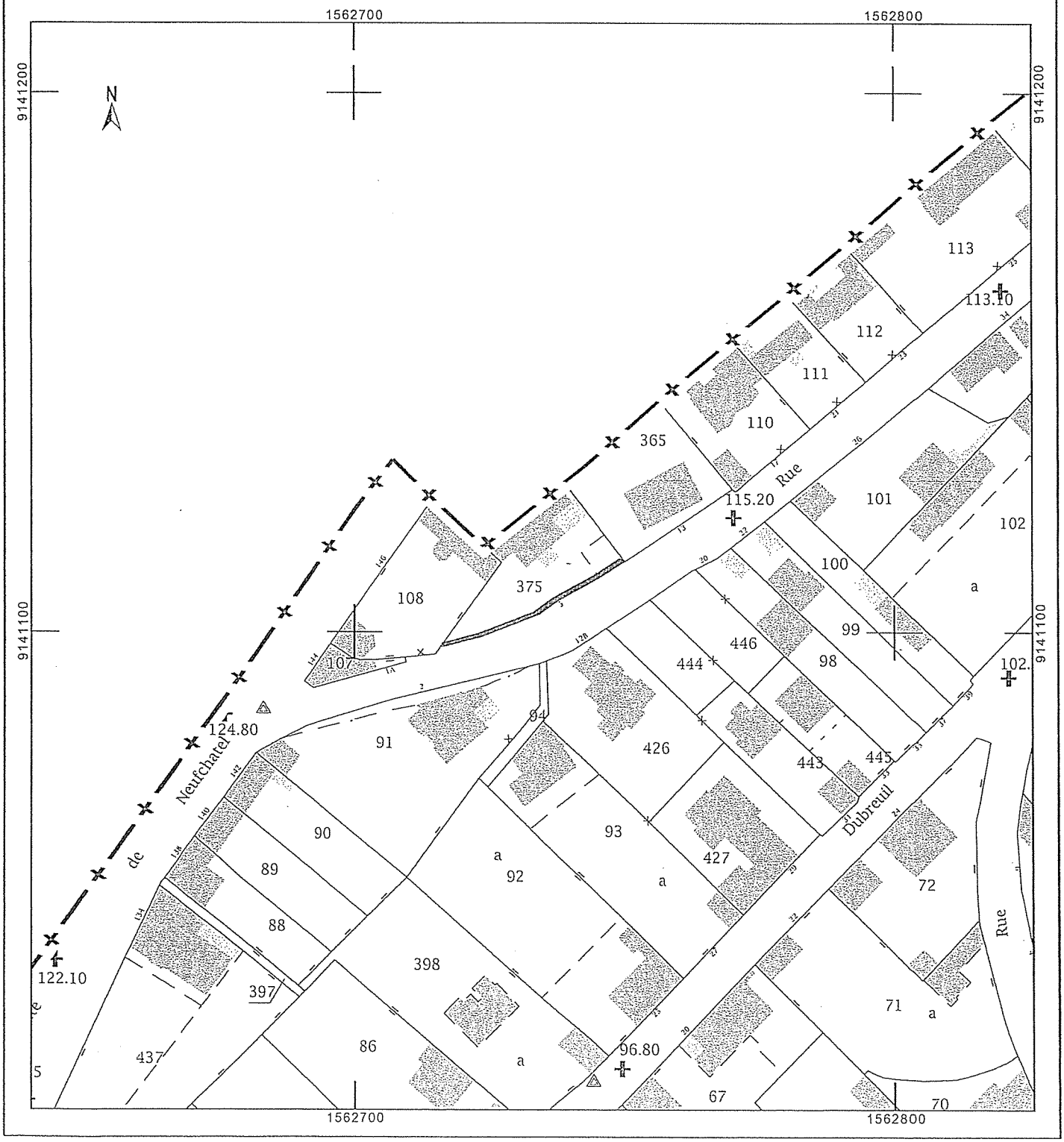
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/71
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 04 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Cabinet LECHENE & ASSOCIES SARL de GEOMETRE EXPERTS
17 avenue Maréchal Foch - B.P. 50061 – 76 210 BOLBEC

Pour : Consorts BAS
Refs : CU014de2019
Propriété : 64 rue Louis BOUILHET , rue Sainte MARGUERITE et rue du docteur LEONARD - ROUEN

Cadastrée : CV 277

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-72

19.155

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rues du Docteur LEONARD, Louis BOUILHET et Sainte MARGUERITE** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied du mur du garage en limite de la parcelle CV 279 puis du muret de clôture, et au droit de l'accès rue Louis BOUILHET : par une ligne droite reliant l'angle du dit muret à l'angle du socle de la clôture de la parcelle CV 358.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 06 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANQUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : CV
Feuille : 000 CV 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/72
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 04 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Jean Baptiste AUBLE
98 Grande rue - B.P. 4 – 27 520 GRAND BOURTHEROULDE

Pour : HENRY / SCI HFX
Refs : 109012 / JBA / BA /
Propriété : 1 rue SAINT LÔ, rue POTERNE, rue SOCRATE, rue FOSSES LOUIS VIII - ROUEN

Cadastrée : ZE 35, ZE 36 & ZE 158

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-73
19.156

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **allée Eugène DELACROIX- rues de la POTERNE, St LO, FOSSES LOUIS IIIV, SOCRATE,** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain,** avec ces précisions :

- L'alignement est délimité au vu de l'état descriptif de division volumétrique du 07 février 1992.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 06 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : ZE
Feuille : 000 ZE 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 22/05/2018
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

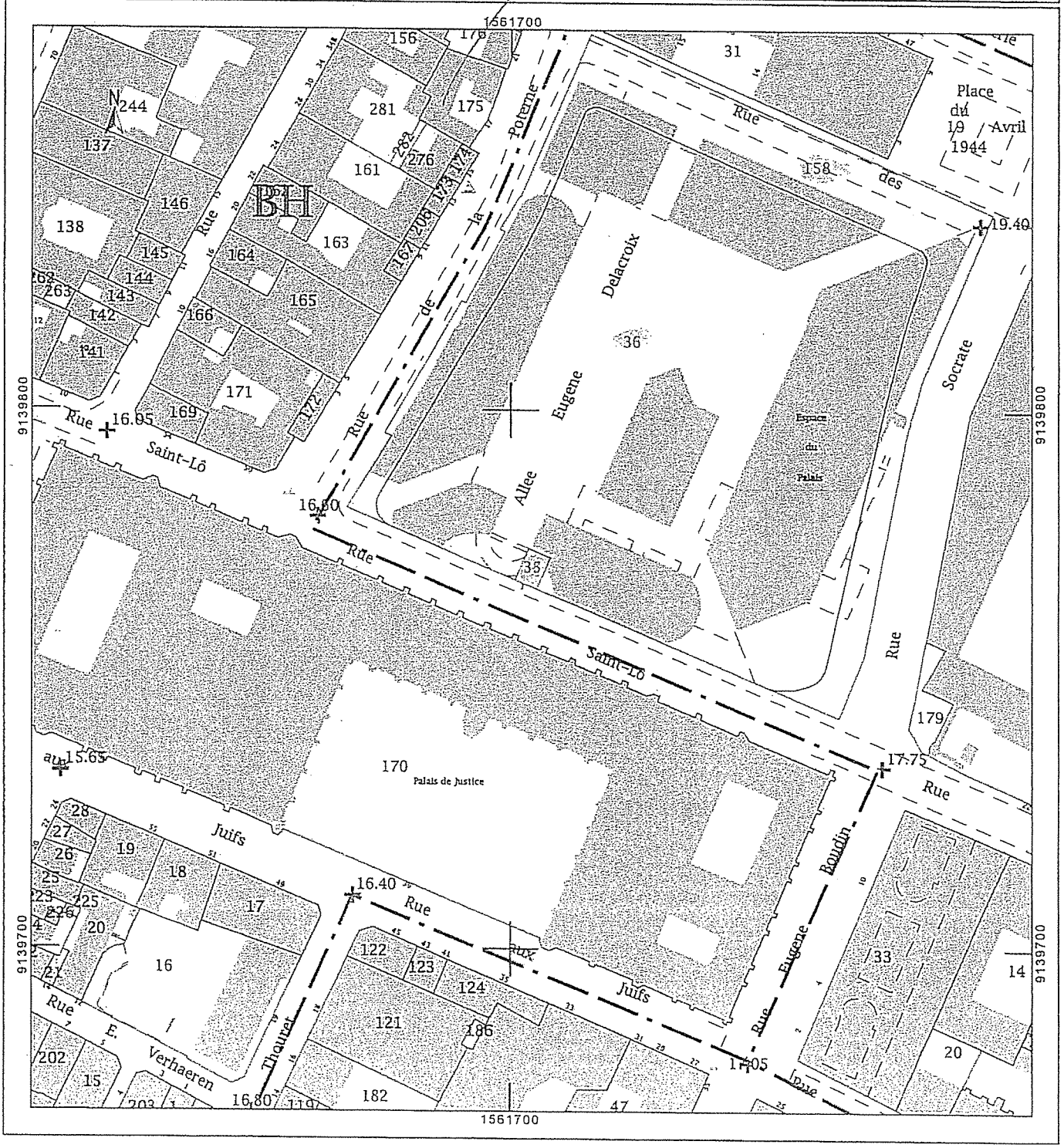
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/73
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 05 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Vincent PRADO
6 rue de l'Etang du Miroir – 35 430 CHATEAUNEUF D'ILE ET VILAINE

Pour : CTS GAILLAND – ROBIAL MARIE CHRISTINE
Refs : VP/RM/JP - 31607

Propriété : 134 rue du RENARD & rue CHASSELIEVRE - ROUEN

Cadastrée : AM 161

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-75

19,157

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rue du RENARD & rue CHASSELIEVRE** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- Rue du RENARD : L'alignement est fixé successivement au niveau de la bordurette ciment délimitant la haie du trottoir puis au niveau du rang de pavés au droit de l'entrée charretière, et enfin, en pied du muret délimitant le talus planté du trottoir.
- Rue CHASSELIEVRE : L'alignement est fixé à l'angle des poteaux ciment situés de part et d'autre du portail.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 06 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : AM
Feuille : 000 AM 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 05/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

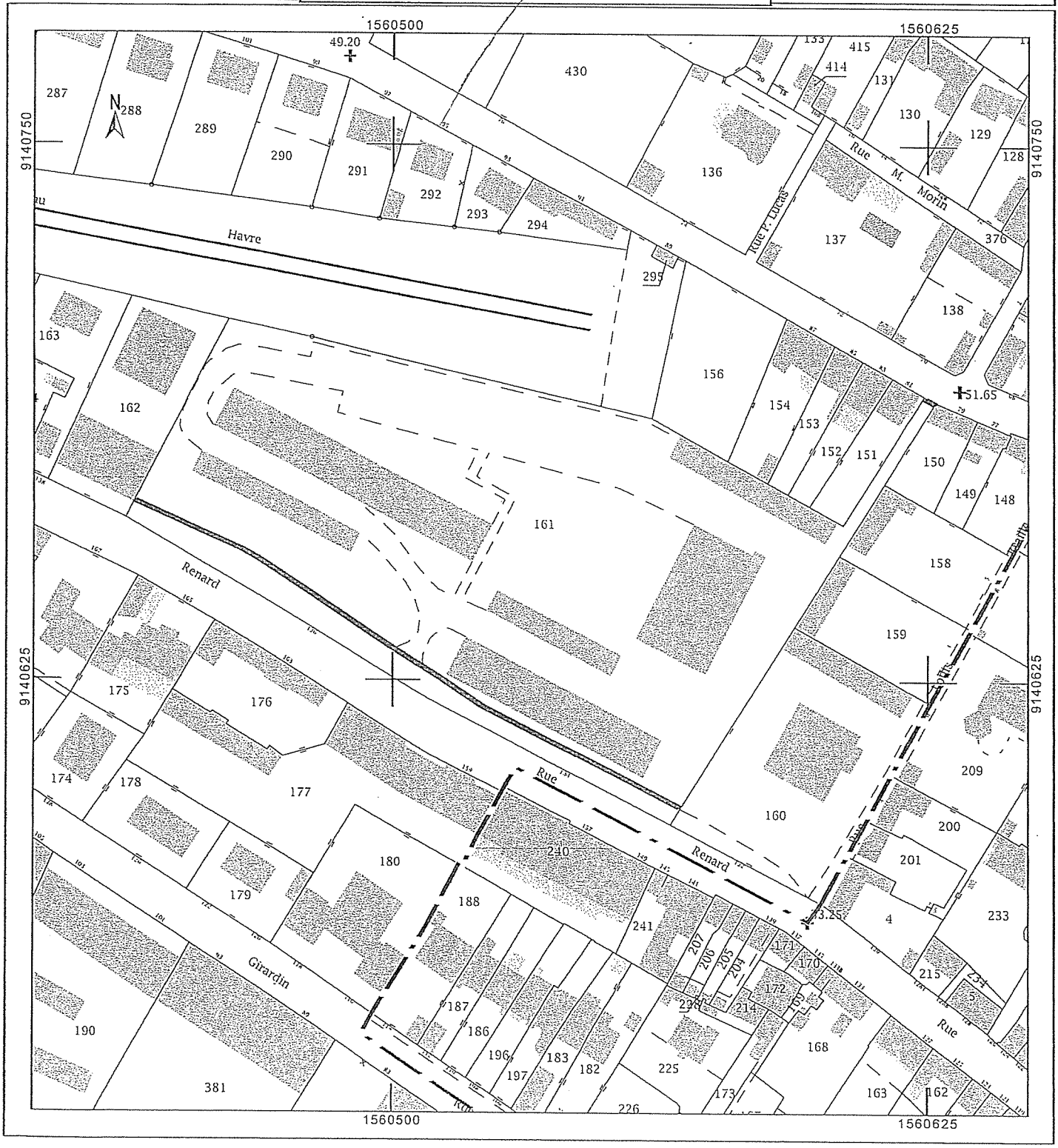
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/75
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Affiché le
13 MARS 2019

métropole
ROUENNORMANDIE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Seine Sud

ARRETE N° : PP2S 006
19.158

RD 13 Route des Essarts
OISSEL

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'avis de la commune d'OISSEL,

CONSIDERANT :

- La demande présentée le 25 Février 2019 par la Sté **S.A.S. GRTP**

- Qu'en raison des travaux de création de réseau télécom situé sur la RD 13 du PR 7+470 au PR 8+530 réalisés par la Sté S.A.S. GRTP pour le compte de la société ORANGE,

- , il y a lieu de modifier la circulation sur ces voies,

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

La circulation de la route RD 13 route des Essarts, comprise entre le PR 7+000 et le PR 8+750, durant la période comprise entre le lundi 11 et le vendredi 15 Mars 2019, est réglementée comme suit :
1er phase :
Intervention sur les chambres télécom à proximité des ilots du giratoire des Colonnes.
- La circulation sera fermée en direction d'OISSEL depuis le giratoire des Colonnes de jour, de 9h00 à 16h00 et une déviation sera mise en place par la RD 18E jusqu'au giratoire des Vaches, puis à droite par la RD 18 / pas la rue du Docteur Cotoni, puis tout droit par l'avenue du Général de Gaulle jusqu'à l'intersection de la RD 13 / route des Essarts, fin de déviation.
- La signalisation mise en place devra être conforme à la réglementation du guide SETRA, Signalisation Temporaire, Conception et Mise en œuvre des Déviations, Guide Technique.
- Aucun engin ou véhicule de chantier ne devra stationner en dehors de la zone de travaux.
- L'interdiction de circulation aux + de 3.5t devra être levée pour l'alimentation du chantier.
- Un panneau informant la fermeture de la RD 13 devra être disposé sur la RD 18E entre la sortie de l'A13 et le giratoire des Colonnes.

2eme phase :
Intervention sur les chambres télécom au-delà des ilots du giratoire des Colonnes.
- La circulation sera mise sous alternats par feux tricolores de jour, de 9h00 à 16h00.
- La signalisation mise en place devra être conforme à la réglementation du guide SETRA, Signalisation Temporaire, Les Alternats, Guide Technique, Fiche Réf. CF 24.
- La vitesse sur l'emprise du chantier sera limitée à 50 km/h.
- Aucun engin ou véhicule de chantier ne devra stationner en dehors de la zone de travaux.
- L'interdiction de circulation aux + de 3.5t devra être levée pour l'alimentation du chantier.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place par l'entreprise :
- **Pour la 1er Phase**
  Par la société TOP SIGNALISATION, route de Gouy, Les Authieux sur le Port Saint Ouen(76) entretenue par elle.
- Pour la 2eme Phase
  Par la société S.A.S. GRTP, route des Ecoliers, Bernières sur Seine(27) et entretenue par elle.

Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 5 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune d'Oissel,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARTICLE6 – EXECUTION

Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Monsieur le Commissaire de Police de Rouen, et les agents placés sous leurs ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 6 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité Seine Sud

Manuel DE ARAUJO

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
11 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-025
19.139

FOUILLE SOUS ACCOTEMENT POUR BRANCHEMENT ENEDIS
SAINTE MARGUERITE SUR DUCLAIR

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,
- L'avis réputé favorable de la commune de SAINTE MARGUERITE SUR DUCLAIR

CONSIDERANT :

- La demande présentée par l'entreprise AVENEL,

- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

- Qu'en raison du déroulement des travaux de fouille sous accotement pour branchement ENEDIS exécutés par l'entreprise AVENEL, il y a lieu de modifier momentanément la circulation route du Trait, VC 1.

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Du 11 au 25 mars 2019, au droit du n° 33 route du Trait, la circulation sera alternée manuellement, la vitesse sera limitée à 30km/h, le stationnement et le dépassement seront interdits à tous les véhicules.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation de chantier est mise en place par l'entreprise AVENEL qui sera chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'intervenant est tenu de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie la date et l'heure de la pose et de la dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

ARTICLE 3 – SECURITE

L'entreprise chargée des travaux doit procéder à la mise en place d'une déviation afin de ne pas obliger les piétons à s'exposer aux risques de la circulation automobile.

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de collecte de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services gestionnaires concernés.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.
Le présent arrêté ne dispense pas l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.

L'accès aux immeubles riverains ainsi qu'aux réseaux existants, la desserte du chantier et les livraisons doivent toujours être assurés de jour comme de nuit, sauf règlementation particulière reprise ci-dessus.

L'arrêté signé et ses prorogations éventuelles doivent être affichés de façon visible au public sur le chantier pendant les travaux.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra parvenir à la Métropole Rouen Normandie (auto.voirie-ppac@metropole-rouen-normandie.fr) :

↳ Si la durée initiale du chantier est supérieure à deux semaines, cinq (5) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

↳ Si la durée initiale du chantier est inférieure à deux semaines, deux (2) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

En cas de non-respect de l'article 2, les travaux seront suspendus par les services compétents de la Métropole Rouen Normandie.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 7 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- L'entreprise AVENEL
- La commune de SAINTE MARGUERITE SUR DUCLAIR
- Monsieur le Directeur du SAMU
- La Direction des Transports et la Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie

ARTICLE 8 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de DUCLAIR.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 27 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly



Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

Pôle Proximité Rouen
Direction des Espaces Publics et Naturels
Service Voirie et Mobilité Urbaine / CCEP
Rue Roger Bésus
CS31402
76037 ROUEN Cedex
Tél. : 02.35.08.87.45

Date de la permission : 01 mars 2019

Date de la demande : 18 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : **ORANGE – Unité d'Intervention Normandie Rouen - 9 rue de la Motte - 76188 ROUEN**
N° SIRET : 380 129 866 14395

Représenté par : **Monsieur Christophe MARAIS**

Réf de la demande : numéro de dossier 740623 / PV n° : 711303 relatif aux installations d'un réseau de télécommunication

Adresse des travaux : rue Netien – 76000 ROUEN

Nature des travaux : Réalisation de conduite multiple, et génie civil

DEPN/SVMU/CCEP/AF 2019-05
19.167

Arrêté de voirie portant permission de voirie

Le Président,

VU

- La loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
- La loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 modifiée relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n° 96.659 du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications, et ses modificatifs,
- L'article R.610-5 du code pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées.
- Le code de la voirie routière, notamment les articles R.116-2 et L. 113-2,
- Le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2321-4, L.2322-4, L. 3111-1 et R. 2122-1 et suivants,
- Le code des postes et communications électroniques, et notamment les articles R 20-45 à R 20-54
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées prévus par les articles L. 45-1, L. 47 et L. 48 du code des postes et communications électroniques, et ses modificatifs,
- Les règlements municipaux de voirie en date du 26 mars 1936 et modifié le 04 novembre 1936 et en date du 1er juillet 2005,

- La délibération du Conseil Municipal de Rouen en date du 11 octobre 2013 portant réglementation locale des modalités d'occupation du domaine public par les opérateurs de réseaux de télécommunications,

- La délibération du Conseil métropolitain en date du 09 octobre 2017 portant création de tarifs de droits de passage des opérateurs de télécommunications sur le domaine public routier,

- La demande susvisée et ses annexes,

- Le récépissé de déclaration délivré par l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes) au demandeur du présent arrêté pour l'établissement et l'exploitation de réseaux ouverts au public et la fourniture au public de services de communications électroniques, en vertu de l'article L 33.1 du Code des Postes et Communications électroniques,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Considérant que cette demande n'est pas incompatible avec la destination du domaine public routier, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

Arrête

Article 1er : OBJET DE L'AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public routier, à l'adresse citée en entête du présent arrêté, aux fins d'installer un réseau de télécommunication dans les conditions de la présente permission de voirie.

Le projet comprend la réalisation de :

- Une tranchée d'environ 180 mètres linéaires (pose de 4 fourreaux diamètre 60)

La présente autorisation n'emporte pour le permissionnaire aucun droit à occuper le domaine public d'une manière complémentaire quelconque.

Article 2 : CARACTERE PERSONNEL DE L'AUTORISATION

La permission de voirie est délivrée à titre personnel et deviendra caduque en cas de transfert ou cession notamment dans l'hypothèse d'un transfert de licence opérateurs (fusion, rachat, cessation d'activité opérateur).

Une nouvelle demande de permission de voirie devra être effectuée.

Article 3 : DUREE

La présente permission est valable jusqu'au 31 mars 2028 inclus.

Elle prendra effet à compter du présent arrêté.

La présente permission de voirie devient caduque :

- si les travaux n'ont pas été engagés dans le délai d'un an à compter de la date de notification de la présente permission de voirie,
- si l'opérateur se voit retirer son agrément par l'autorité de régulation,

Article 4 : RESPONSABILITE

La permission est accordée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur. Le permissionnaire sera responsable tant vis-à-vis du responsable de la voirie que des tiers, des accidents ou inconvénients de toute nature qui pourraient résulter de ses installations.

L'autorisation étant personnelle, il conservera cette responsabilité en cas de cession non autorisée des installations.

Article 5 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les réfections des ouvrages de voirie seront réalisées conformément au règlement municipal de voirie et à l'accord technique préalable délivré par le gestionnaire de la voirie.

Toute nouvelle intervention pendant la durée de validité du présent arrêté devra être soumise à un nouvel accord technique préalable.

La permission ne dispense pas son bénéficiaire d'obtenir toutes les autorisations prévues dans le cadre de l'exécution de travaux sur le domaine public : **D.T.** (Déclaration de Travaux), **D.I.C.T.** (Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux), **Demande d'intervention sur le domaine public** pour l'obtention d'un arrêté temporaire de circulation et d'une autorisation d'ouvrir les tranchées.

Cette dernière demande devra être sollicitée au moins dix jours ouvrés (15 jours calendaires) avant le démarrage des travaux.

Cette demande devra être accompagnée d'un plan de signalisation faisant apparaître les restrictions de circulation, les zones de stationnement neutralisé, les déviations éventuelles...

Article 6 : TRAVAUX

Toutes modifications éventuelles des réseaux, poteaux électriques, bouches d'égout ou tous éléments liés à la voirie sont à la charge du permissionnaire.

Pendant toute la durée des travaux, le permissionnaire a la charge de la signalisation du chantier et de celle des éventuelles déviations ou restrictions de circulation qui s'avèreront nécessaires.

Le permissionnaire assume la responsabilité de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Dès achèvement des travaux, le permissionnaire prend contact avec le service gestionnaire de la voirie pour la validation définitive de l'aménagement effectué sur le domaine public.

Il est tenu d'enlever tous les décombres, dépôts de terre et de matériaux, gravats, immondices, de réparer immédiatement les éventuels dommages qu'il aurait pu causer à la voie publique ou à ses dépendances, pour rétablir l'état du site tel qu'il avait été constaté dans l'état des lieux commun.

La période de remise en état du site est comprise dans le délai de réalisation des travaux, sauf dispositions contraires prescrites dans l'accord technique préalable.

Article 7 : PLAN DE RECOLEMENT

A l'issue des travaux, le permissionnaire devra remettre au service gestionnaire de la voirie un plan de récolement dans les conditions définies par le règlement de voirie.

Article 8 : RETRAIT DE L'AUTORISATION

L'autorisation prendra effet à compter de la notification du présent arrêté et de la transmission au service de contrôle de la légalité de la Préfecture.

Article 9 : DEPLACEMENT OU MODIFICATION DE L'INSTALLATION

En cas de travaux dans l'intérêt du domaine occupé, touchant l'un ou plusieurs des emplacements mis à disposition, et conduisant soit à la suspension temporaire du fonctionnement des équipements de télécommunication, soit à leur déplacement provisoire ou définitif, l'administration avertira l'occupant avec un préavis de deux mois au moins avant le début des travaux en lui précisant à titre indicatif, la durée de ces derniers. Ce préavis ne s'applique pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure. Le déplacement des installations rendu nécessaire par des travaux entrepris dans l'intérêt du domaine occupé n'ouvre pas droit à indemnité.

Sont présumés être faits dans l'intérêt du domaine occupé, les travaux effectués en vue de permettre le partage d'installations entre opérateurs.

Article 10 : ELAGAGE DES ARBRES ET ENTRETIEN DES ABORDS DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Tous travaux éventuels d'élagage des arbres situés sur le domaine public relevant de la compétence de la métropole Rouen Normandie ou de la ville de ROUEN seront à la charge exclusive du permissionnaire, de même que l'entretien des abords des réseaux.
A cette fin, l'opérateur devra effectuer toutes démarches administratives nécessaires (notamment en matière de DT/DICT) et obtenir toute autorisation requise (permis de stationnement, arrêté de circulation...).
Les travaux d'élagage seront réalisés sous contrôle du service Espace Vert (Politique de l'Arbre) du Pôle de Proximité de ROUEN.

Article 11 : RENOUVELLEMENT / FIN DE L'AUTORISATION

Le permissionnaire pourra faire la demande de renouvellement de la présente autorisation auprès du gestionnaire de la voirie dans un délai de deux mois avant la fin de validité de celle-ci.

Au terme de la permission de voirie, le permissionnaire devra solliciter le gestionnaire de la voirie afin d'obtenir une nouvelle permission.

En cas de refus de renouvellement par l'Administration ou en cas de retrait de l'autorisation avant l'échéance normale, le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la date d'expiration ou de retrait de l'autorisation. Passé ce délai et en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé et la remise en état des lieux exécutée d'office aux frais du permissionnaire.

Si elle le juge opportun, l'Administration pourra dispenser le permissionnaire de cette obligation et conserver l'utilisation de l'ouvrage.

Article 12 : CONDITIONS FINANCIERES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER COMMUNAL TRANSFERE à la METROPOLE

Les tarifs unitaires et les modalités pratiques d'établissement de la redevance annuelle d'occupation du domaine public sont fixés par la délibération du Conseil métropolitain en date du 09 octobre 2017 portant création de tarifs de droits de passage des opérateurs de télécommunications sur le domaine public routier, lesquels tarifs sont révisés annuellement en application de l'article R 20-53 du Code des Postes et Télécommunications.

La valeur de cette redevance pourra évoluer pour prendre en compte les modifications législatives et réglementaires.

La redevance sera calculée sur les équipements et ouvrages tels qu'ils existent au 31 décembre de chaque année.

A cette fin, le bénéficiaire communiquera au plus tard le 31 janvier de l'année n+1 les données actualisées des linéaires et des ouvrages techniques ainsi que leur surface.

Article 13 : AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Ville de ROUEN,
- METROPOLE ROUEN NORMANDIE,
- Le bénéficiaire de l'autorisation.

Article 14 - PUBLICATION ET AFFICHAGE

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 15 : SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté sont punis des amendes prévues à ces effets.
En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du code pénal et R.116-2 du code de la voirie routière.

Article 16 : EXECUTION

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie, Monsieur le Directeur de la Police Municipale et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Seine-Maritime et les agents placés sous leurs ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 17 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant Monsieur le Président de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration pendant ce délai.

À Rouen, le 07 MARS 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Annexe 8 : Bordereau de dépôt de documents valant accusé de réception

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

PREFET DE LA SEINE MARITIME

REÇU le 11 MARS 2019

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

métropole ROUENNORMANDIE 108 Allée François Mitterrand 76006 ROUEN cedex	**Pôle Proximité ROUEN** Centre Charlotte DELBO Rue Roger BESUS 76100 Rouen SVMU/CCEP/ Alexandra FAUVEL 2019-03	DATE D'ENVOI : 01/03/2019

Désignation des pièces : objet	**Référence de l'acte** (n°délib ou AR,DC,CO ...+ N° + Date)	**Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité**
PERMISSION de VOIRIE : Rue Netien	DEPN/SVMU/CCEP/ AF 2019-05	

Cachet de la collectivité et signature

Pour le Président, par délégation,

Fabienne HANOUEL
Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Cachet de Réception de la Préfecture

BUREAU DU COURRIER
- 8 MARS 2019
PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 05 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Benoit MULLER
9 D rue de Verdun - B.P. 8 – 76 440 FORGES LES EAUX

Pour : MALOUITRE / SCI KARKOUBI
Refs : 22427 / BM / EM / DC
Propriété : 2 rue Jacques FOURAY, rue de la VARANDE & rue PAVEE - ROUEN

Cadastrée : MW 260

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-74
19.140

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie départementale nommée **rue PAVEE** et des voies communales nommées **rue Jacques FOURAY et rue de la VARENDE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de construction, celle-ci présentant des surplombs sur le domaine public (balcons et oriels).

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : MW
Feuille : 000 MW 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

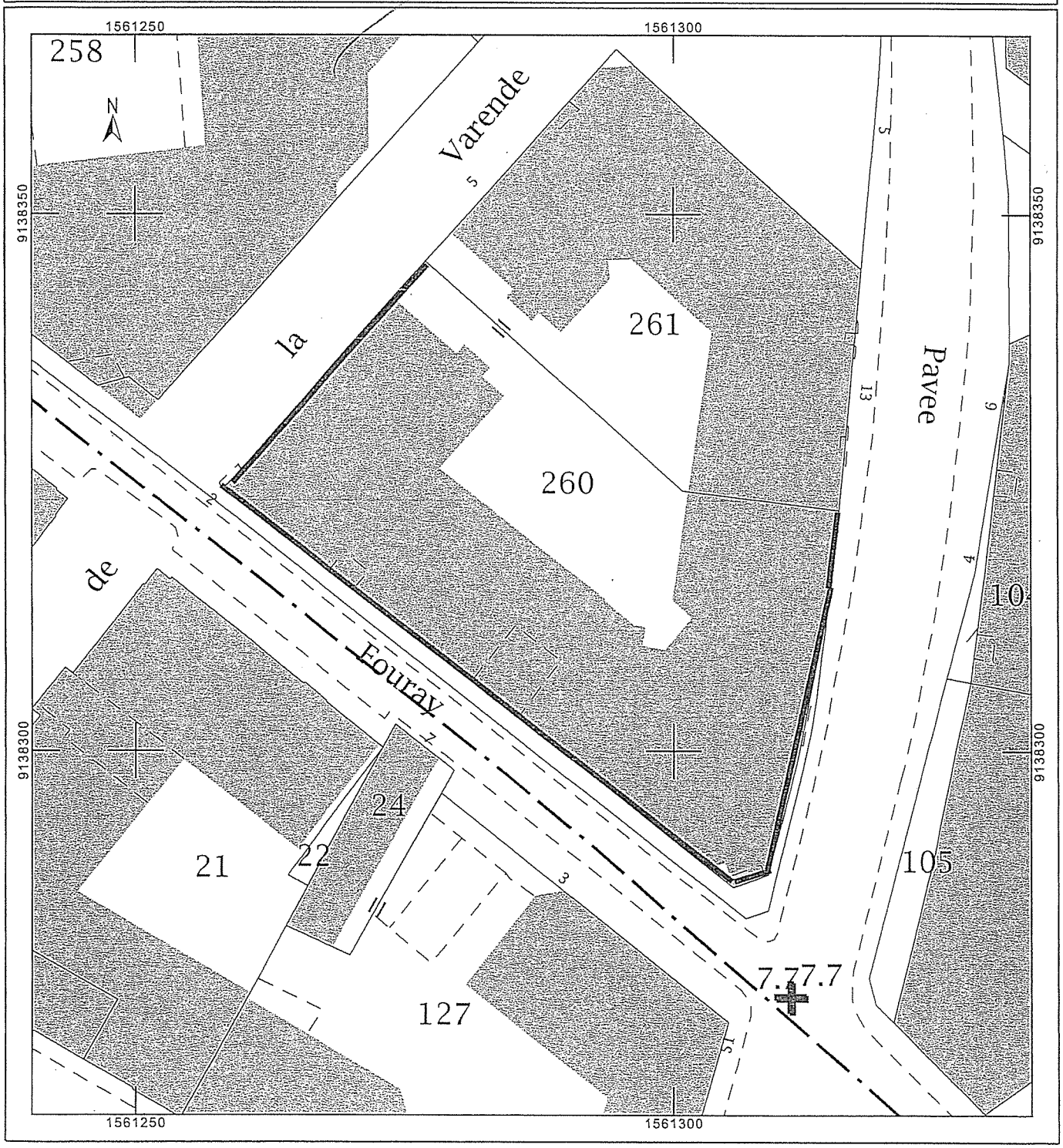
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/074
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 07 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Office Notarial BOOS - Notaires Associé – 340 route de Paris – B.P. 10 - 76 520 BOOS

Pour : RIOU / PITHON
Refs : 1005843 / JPL / MW / EB
Propriété : 2 place PILAVOINE - ROUEN

Cadastrée : LX 65

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-76
19.141

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **place PILAVOINE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de piliers de part et d'autre de la porte de garage.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LX
Feuille : 000 LX 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

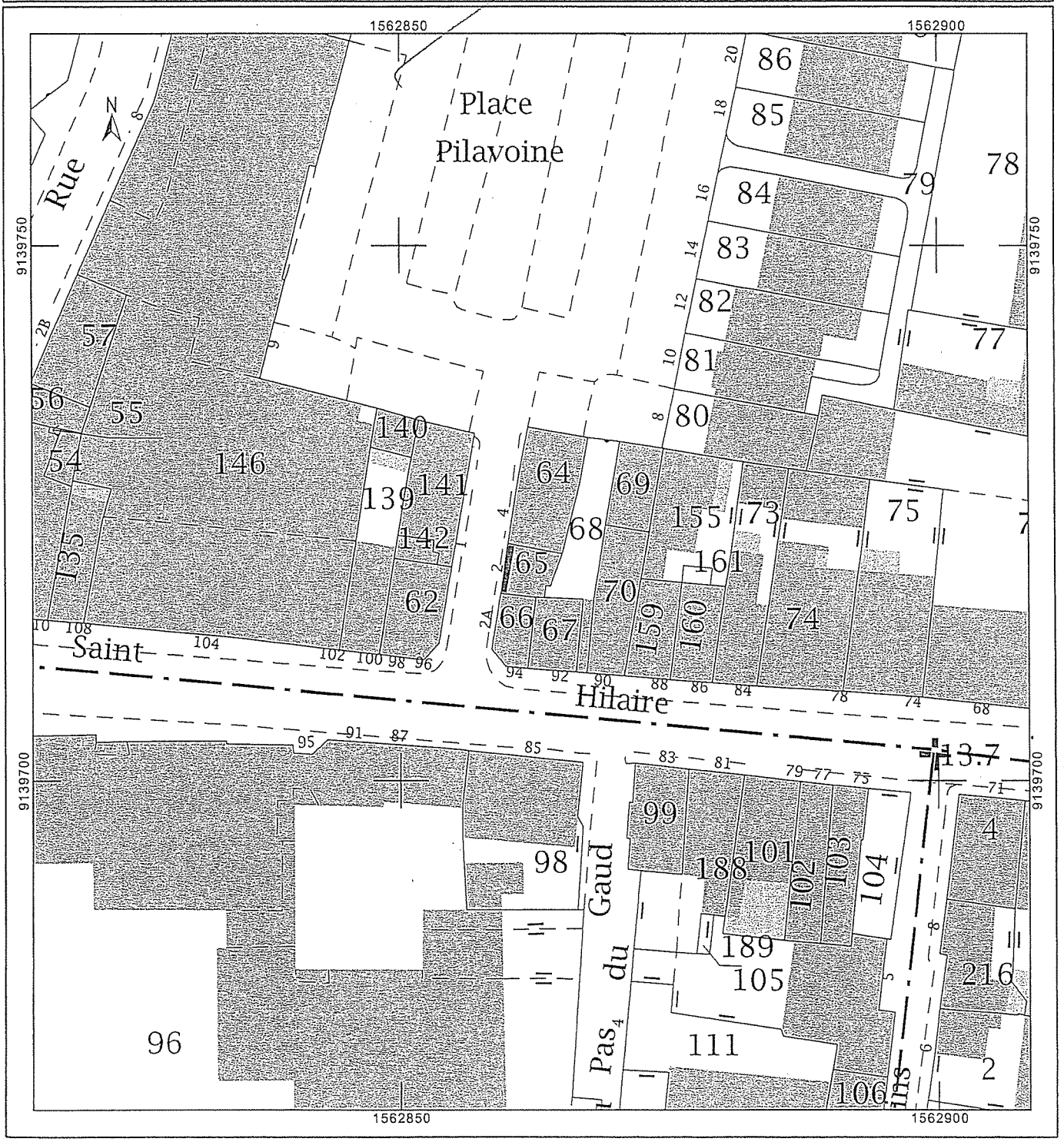
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/076
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 07 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Bastien BLANCHET - Notaire – 2 boulevard Jacques FAUCHEUX – B.P. 30215 – 35 302 FOUGERES CEDEX

Pour : DEQUEKER / VALLEE
Refs : 1026576 / BB / AR / FA
Propriété : 26 boulevard de l'EUROPE, rue Pierre RENAUDEL & rue Césaire LEVILLAIN - ROUEN

Cadastrée : MS 337

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-80
19.142

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **boulevard de l'EUROPE, rue Pierre RENAUDEL & rue Césaire LEVILLAIN** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- Rue Césaire LEVILLAIN : L'alignement est fixé en pied de la clôture grillagée puis en pied de construction ;
- Boulevard de l'EUROPE : L'alignement est fixé en pied des constructions, en pied des murets de clôture et au niveau du seuil de propreté de la clôture grillagée ;
- Rue pierre RENAUDEL : l'alignement est fixé en pied de construction.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : MS
Feuille : 000 MS 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

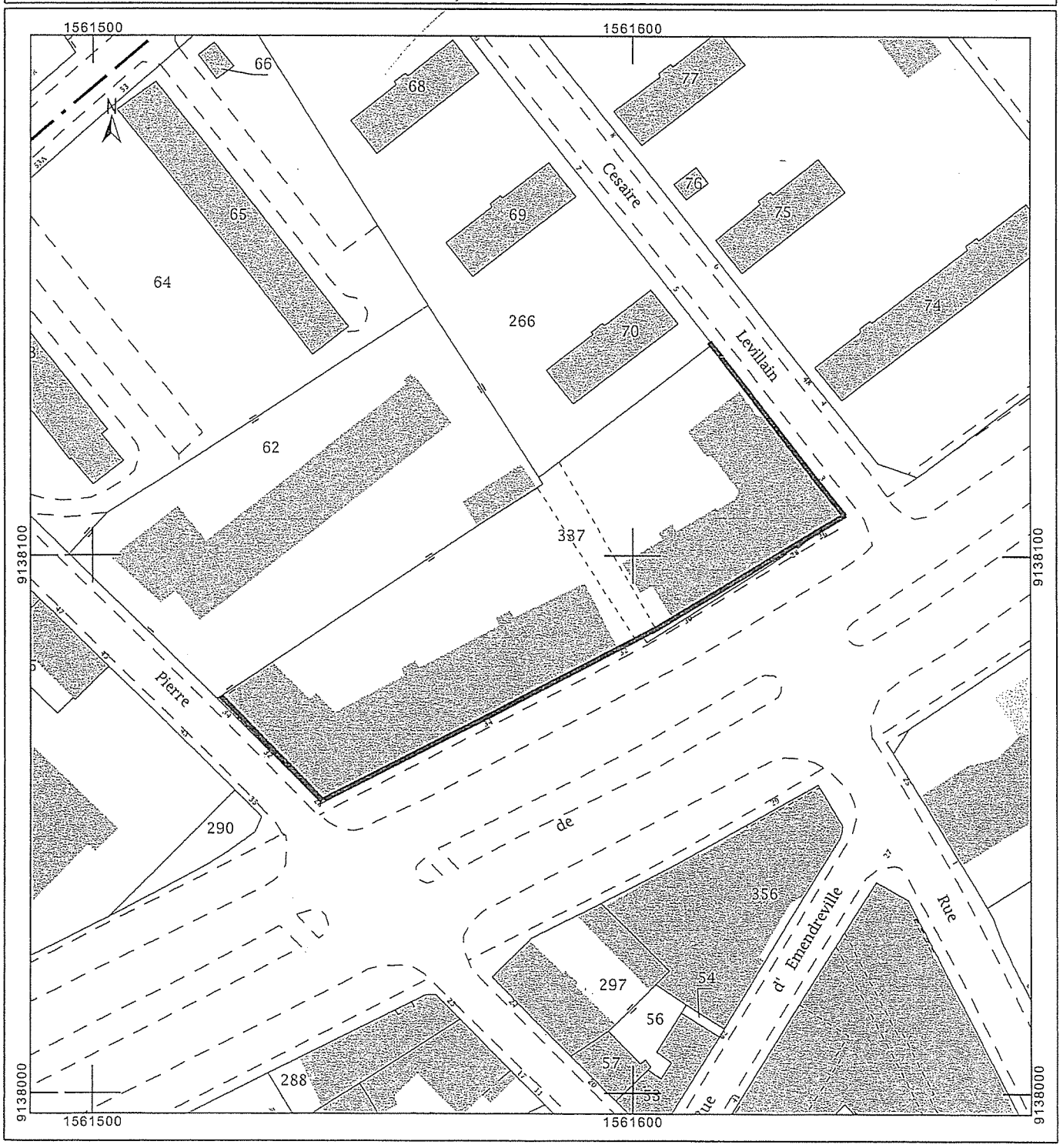
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/080
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 07 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Jean PIROTAS - Notaire – 99 avenue du Général de Gaulle – B.P. 55 – 49 120 CHEMILLE EN ANJOU

Pour : BENZERROUG / HEIDELBACH
Refs : 1006412 / JP / SO

Propriété : 50 bis rue de FONTENELLE & rue du CERCLE - ROUEN

Cadastrée : BE 415

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-81
19.143

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rue de FONTENELLE & rue du CERCLE** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de mur de construction.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

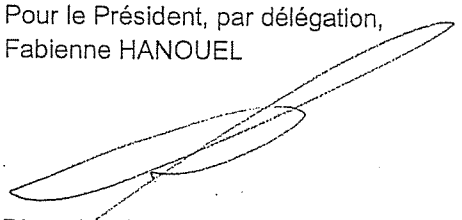
Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL



Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : BE
Feuille : 000 BE 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

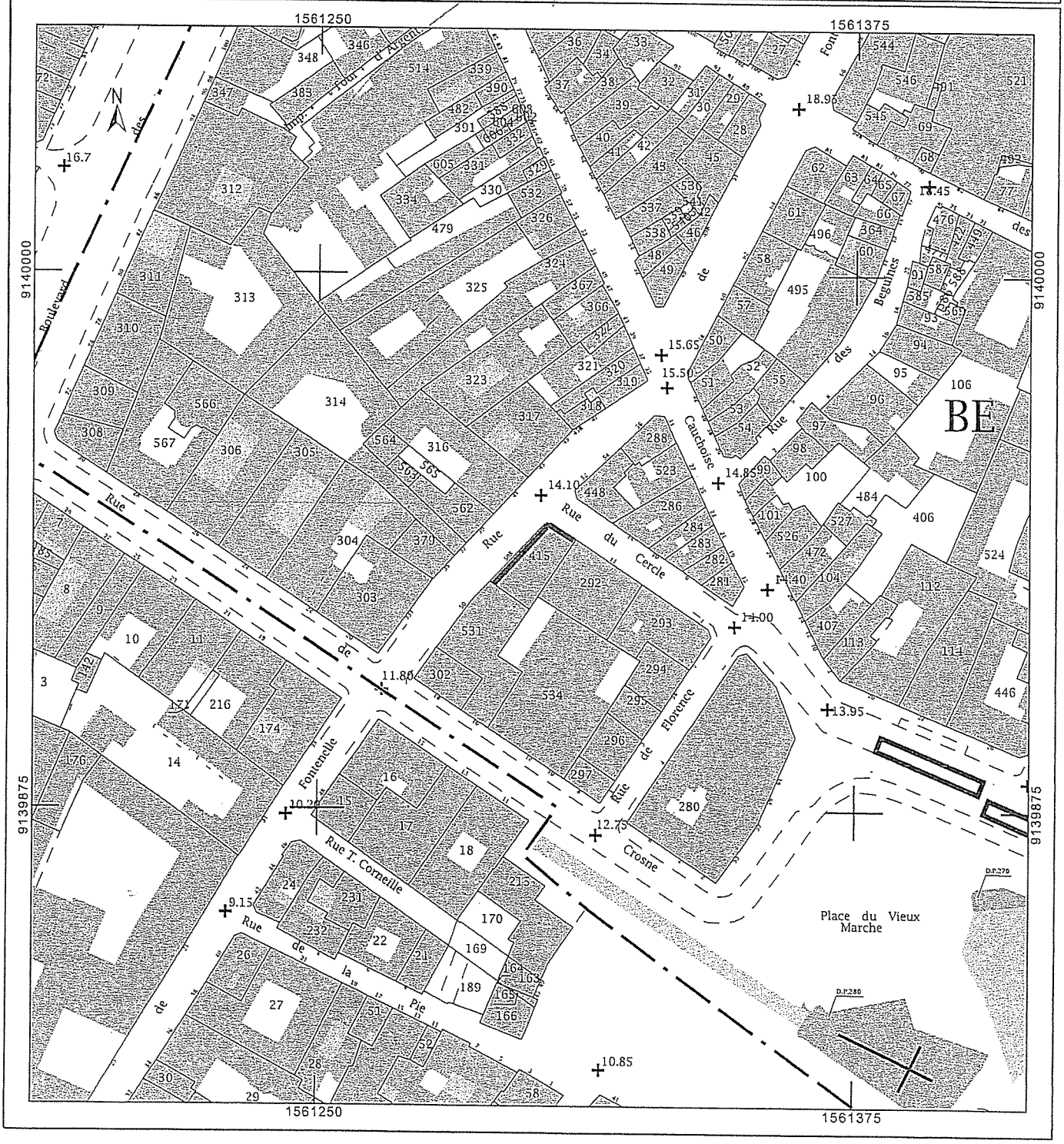
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/081
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-82
19.144

Date de réception de la demande : 07 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Cabinet LECHENE & ASSOCIES SARL de GEOMETRE EXPERTS
17 avenue Maréchal Foch - B.P. 50061 – 76 210 BOLBEC

Pour : Monsieur et Madame PEYRE
Refs : CU006de2019

Propriété : 4, 6, 8 rue ORBE - ROUEN

Cadastrée : LO 117-118-119

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue ORBE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de mur de construction (revêtement de façade en saillie à partir du premier niveau)

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LO
Feuille : 000 LO 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

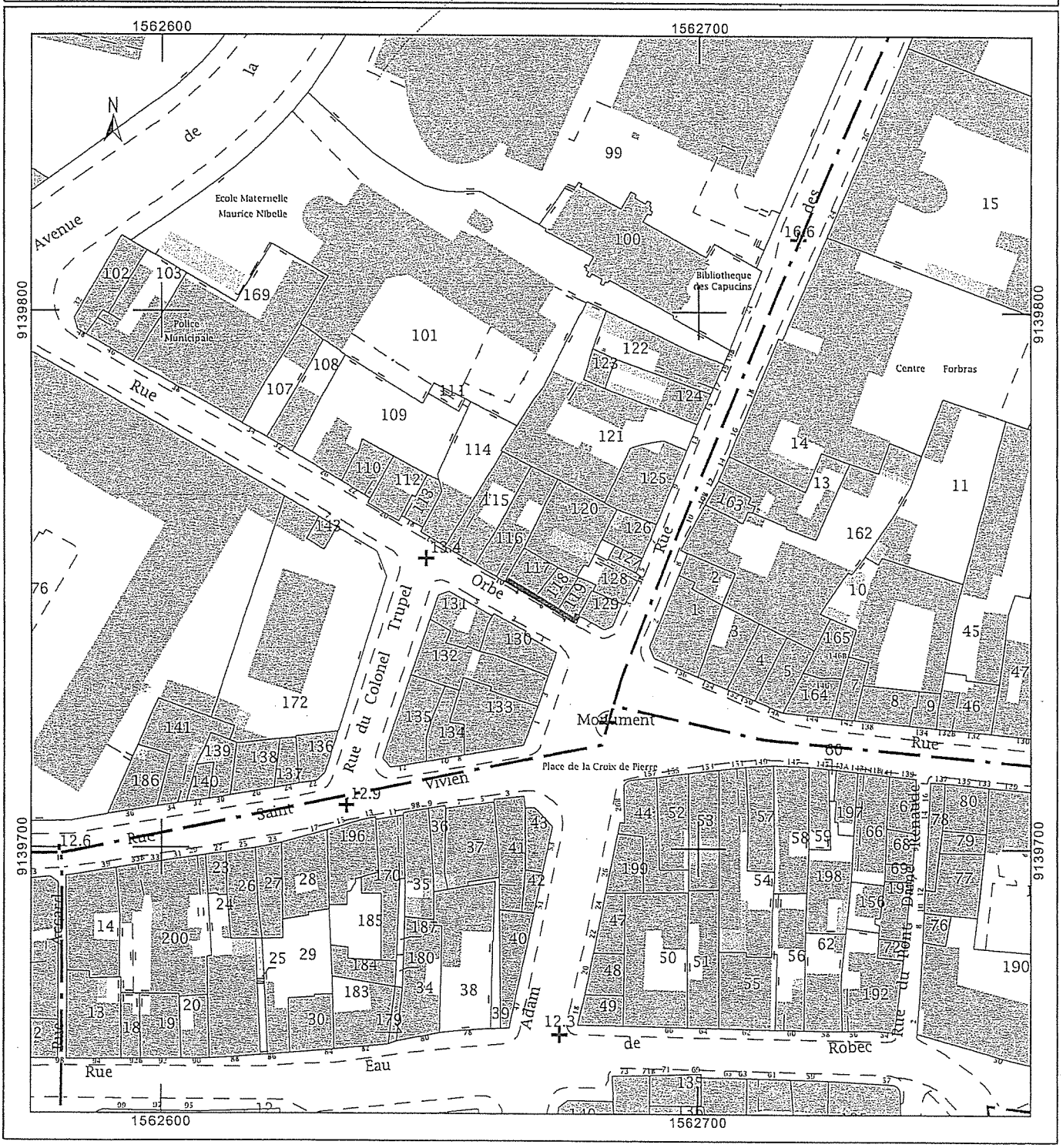
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/082
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 07 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Cabinet LECHENE & ASSOCIES SARL de GEOMETRE EXPERTS
17 avenue Maréchal Foch - B.P. 50061 – 76 210 BOLBEC

Pour : Monsieur et Madame PEYRE
Refs : CU008de2019
Propriété : rue SAINT VIVIEN - ROUEN

Cadastrée : LS 67

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-83
19.145

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue SAINT VIVIEN** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de piliers de part et d'autre de la construction.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

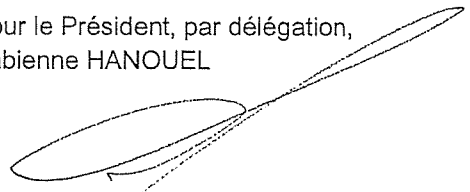
Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL



Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LS
Feuille : 000 LS 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

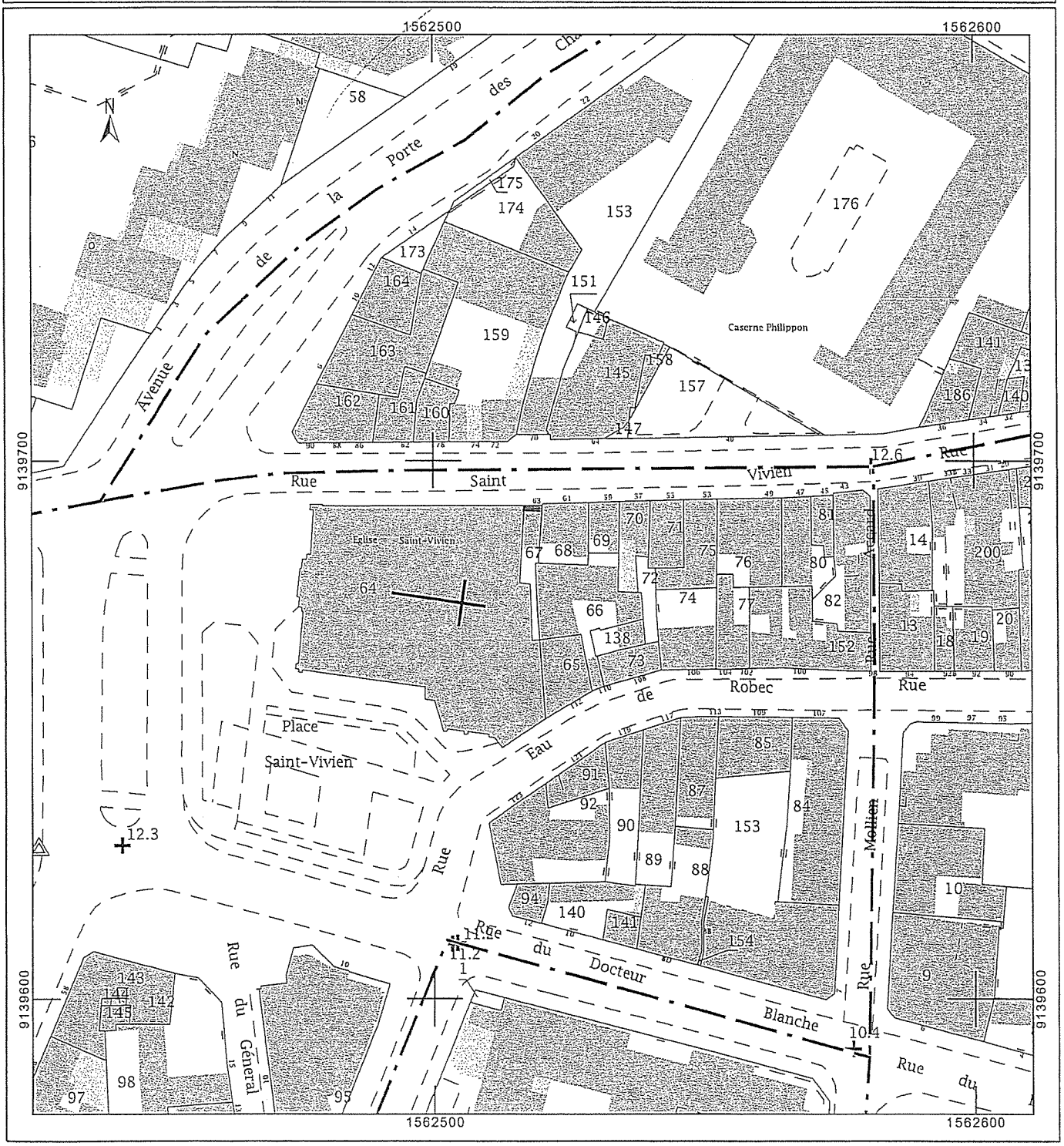
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/083
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-84
19.146

Date de réception de la demande : 07 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Eric HUTEREAU Notaire
12 rue Thiers - 76 160 DARNETAL

Pour : Monsieur LAKHAL
Refs : 1009770 / EH / PG
Propriété : 162 rue de GRIEU - ROUEN

Cadastrée : DX 32

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue de GRIEU** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de clôture.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : DX
Feuille : 000 DX 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

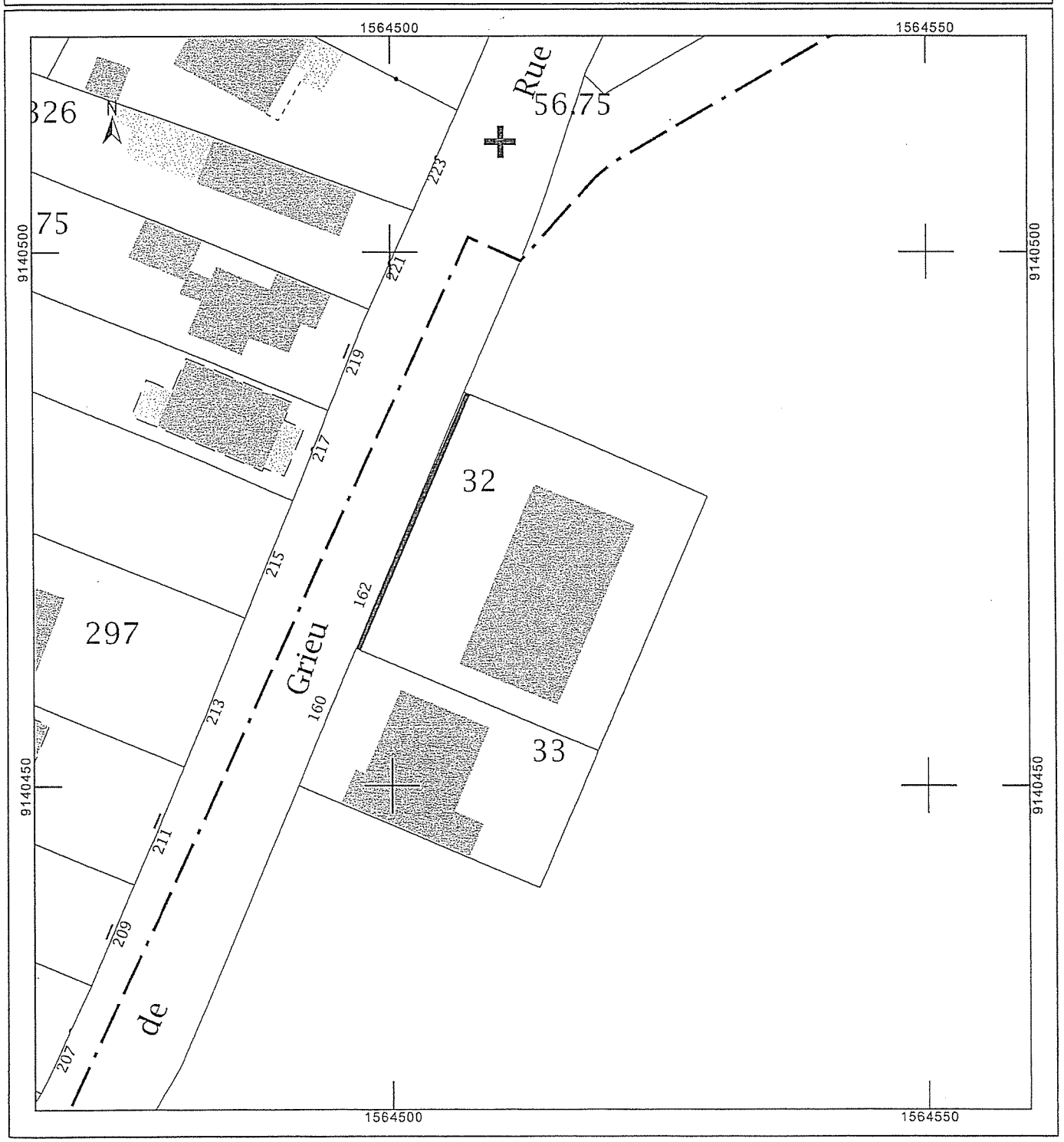
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/084
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 07 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Fabrice CHARTREL Notaire
B.P. 59 - 2 rue Jean Lecanuet - 76 001 ROUEN CEDEX 1

Pour :
Refs : ANGUE
Propriété : 20 rue DINANDERIE - ROUEN

Cadastrée : BH 216

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-85
19.147

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue DINANDERIE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé à l'angle du pilier en pierre, en pied de seuil puis à l'angle du pilier brique.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Dèpartement :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : BH
Feuille : 000 BH 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

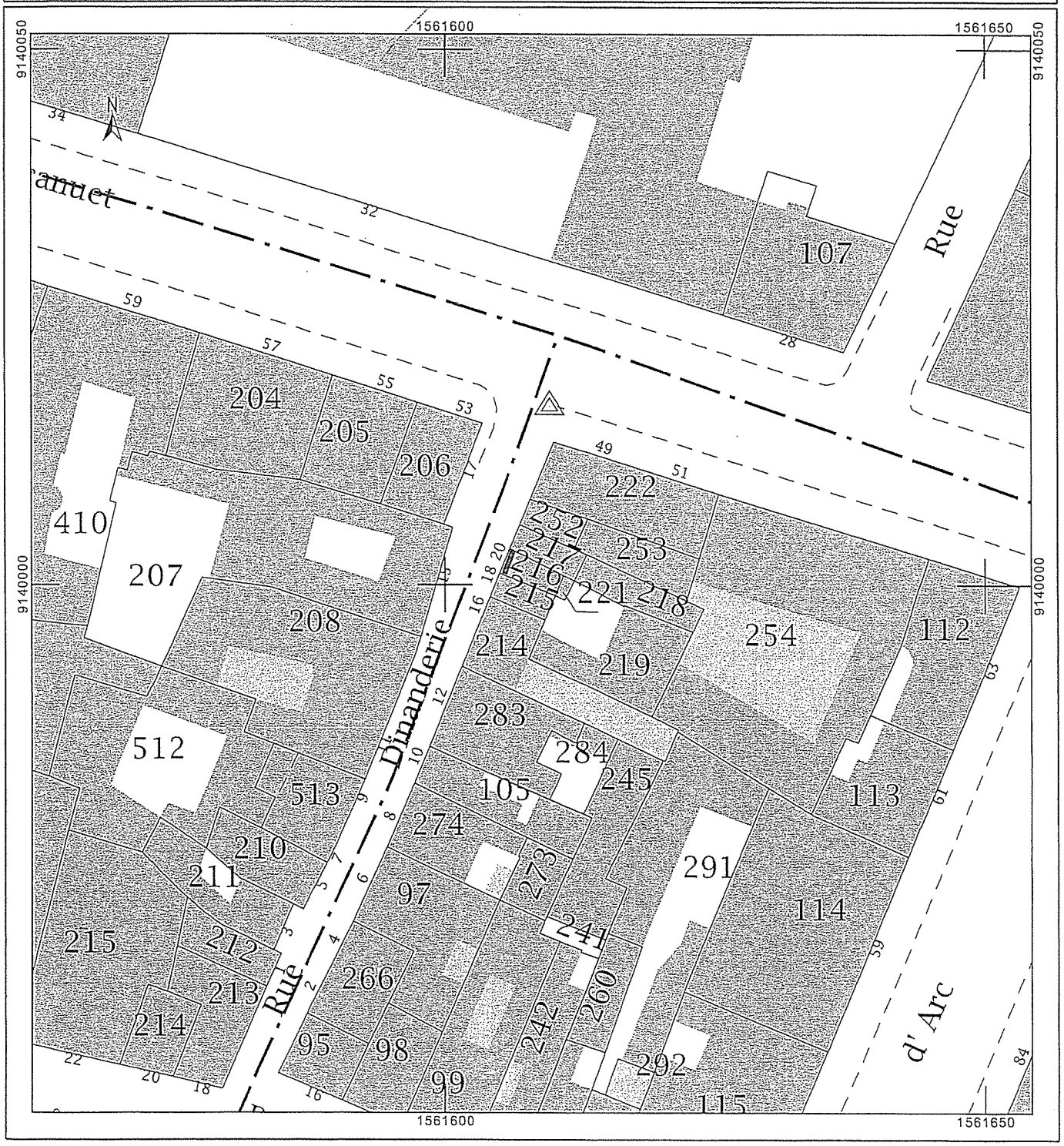
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/085
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 05 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Pierre BOSGIRAUD Notaire
B.P. 51 - 3 rue de la Terrasse - 87 002 LIMOGES CEDEX

Pour : HORIZON NORMANDIE / SCI BP01 ROUEN
Refs : 1000798/ PrB / EMR
Propriété : 118 rue de CONSTANTINE - ROUEN

Cadastrée : KW 246

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-88
19148

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue de CONSTANTINE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de bordurette délimitant la haie du trottoir.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : KW
Feuille : 000 KW 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

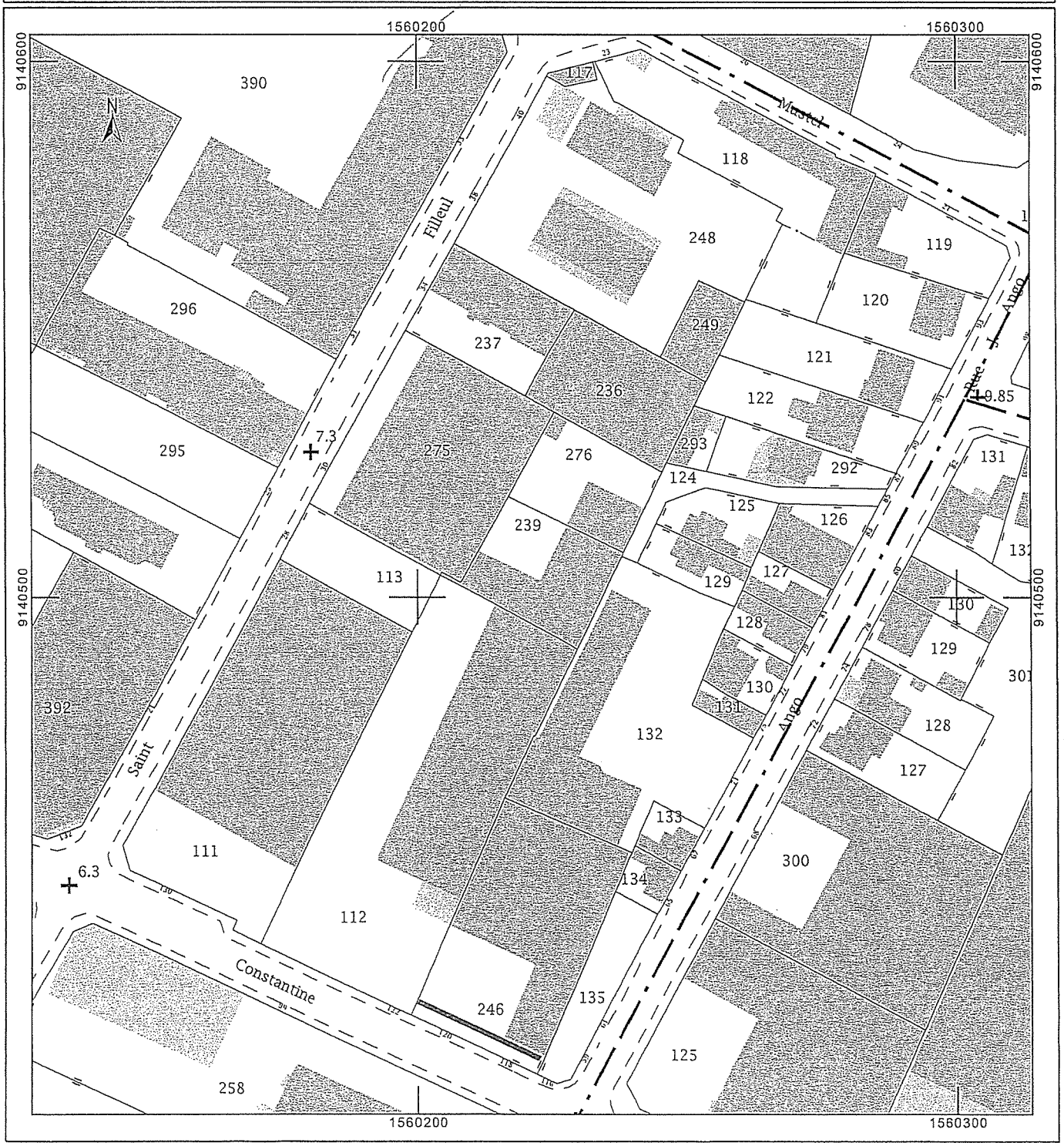
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/088
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
12 MARS 2019

Date de réception de la demande : 05 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Pierre BOSGIRAUD Notaire
B.P. 51 - 3 rue de la Terrasse - 87 002 LIMOGES CEDEX

Pour : SCI BRUN / SCI BP01 ROUEN
Refs : 1000798/ PrB / EMR
Propriété : 67 – 71 - 85 rue Jean ANGO - ROUEN

Cadastrée : KW 132 - KW 133 – KW 124

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-89
19.149

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

Les alignements en bordure de la voie communale nommée **rue Jean ANGO** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit des propriétés susmentionnées, sont **les alignements de fait observés sur le terrain** avec ces précisions :

- Les alignements sont fixés :
  - N°67 et 71 : en pied de construction puis en pied de clôture et au droit de l'accès par une ligne droite reliant les angles de la clôture de part et d'autre du portail.
  - N°85 : par une droite reliant l'angle du poteau de la clôture du n°83 à celui de la clôture du n°87

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

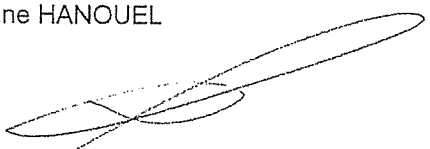
Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL



Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : KW
Feuille : 000 KW 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

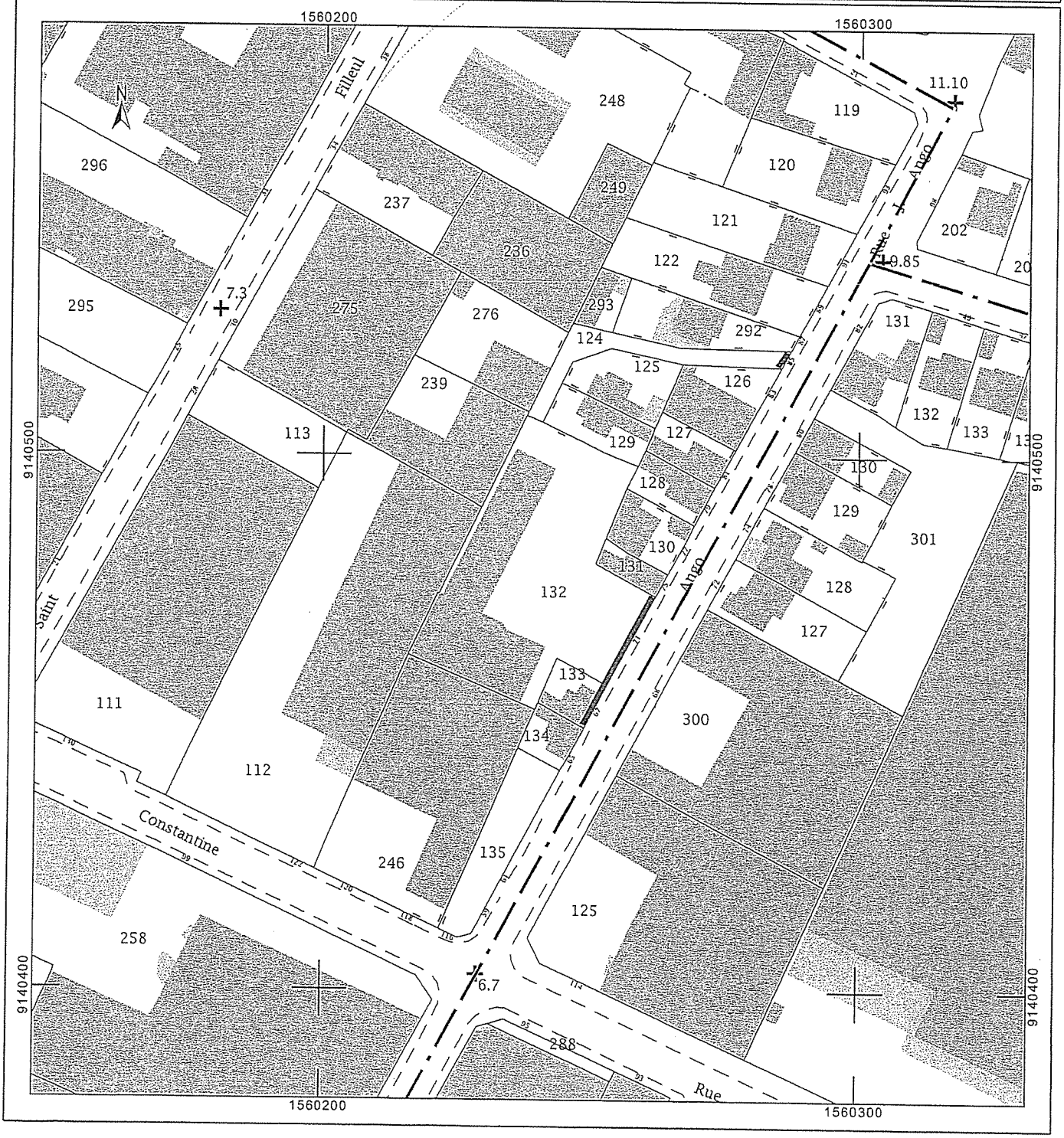
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/089
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

affiché le
13 MARS 2019

Date de réception la demande : 06/03/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : GEODIS
21 QUAI DE PARIS
76000 ROUEN

Pour : EPFN
Propriété : avenue du Mont aux Malades – rue de la Croix Vaubois à Mont-Saint-Aignan
Cadastrée : AV 32 - 85

Pôle de Proximité Austreberthe Cailly
Service Urbanisme
108 Allée François Mitterrand CS 50589
76006 ROUEN Cedex
Tel: 02.35.52.48.83
MRN/PPAC/2019/7
19.159

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

La limite de propriété correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier en bordure de l'avenue du Mont aux Malades et de la rue de la Croix Vaubois, à Mont-Saint-Aignan, au droit de la propriété susmentionnée, est **représentée par les points 9-12-14-18-19 et 19-20-24-25-1,** sur le plan de délimitation de la propriété des personnes publiques annexé.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

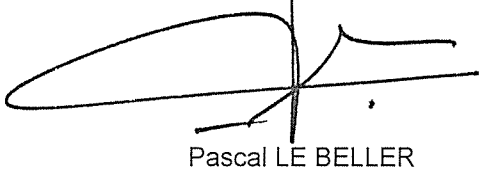
Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen NORMANDIE et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 11 MARS 2019

Pour le Président, par délégation,
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe Cailly



Pascal LE BELLER

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
13 MARS 2019

Date de réception la demande : 07/03/2019

Nom./adresse du pétitionnaire : GEOMEXPERT
BP 314
45203 MONTARGIS CEDEX

Pour : NEXITY
Propriété : 323 rue des Longs Vallons à Notre-Dame-de-Bondeville
Cadastrée : AE 169 – 170 – 171 - 187

Pôle de Proximité Austreberthe Cailly
Service Urbanisme
108 Allée François Mitterrand CS 50589
76006 ROUEN Cedex
Tel: 02.35.52.48.83
MRN/PPAC/2019/8
19.160

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

La limite de propriété correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier en bordure de la rue des Longs Vallons à Notre-Dame-de-Bondeville, au droit de la propriété susmentionnée, est **représentée par les points A-B-C,** sur le plan de délimitation de la propriété des personnes publiques annexé.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen NORMANDIE et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

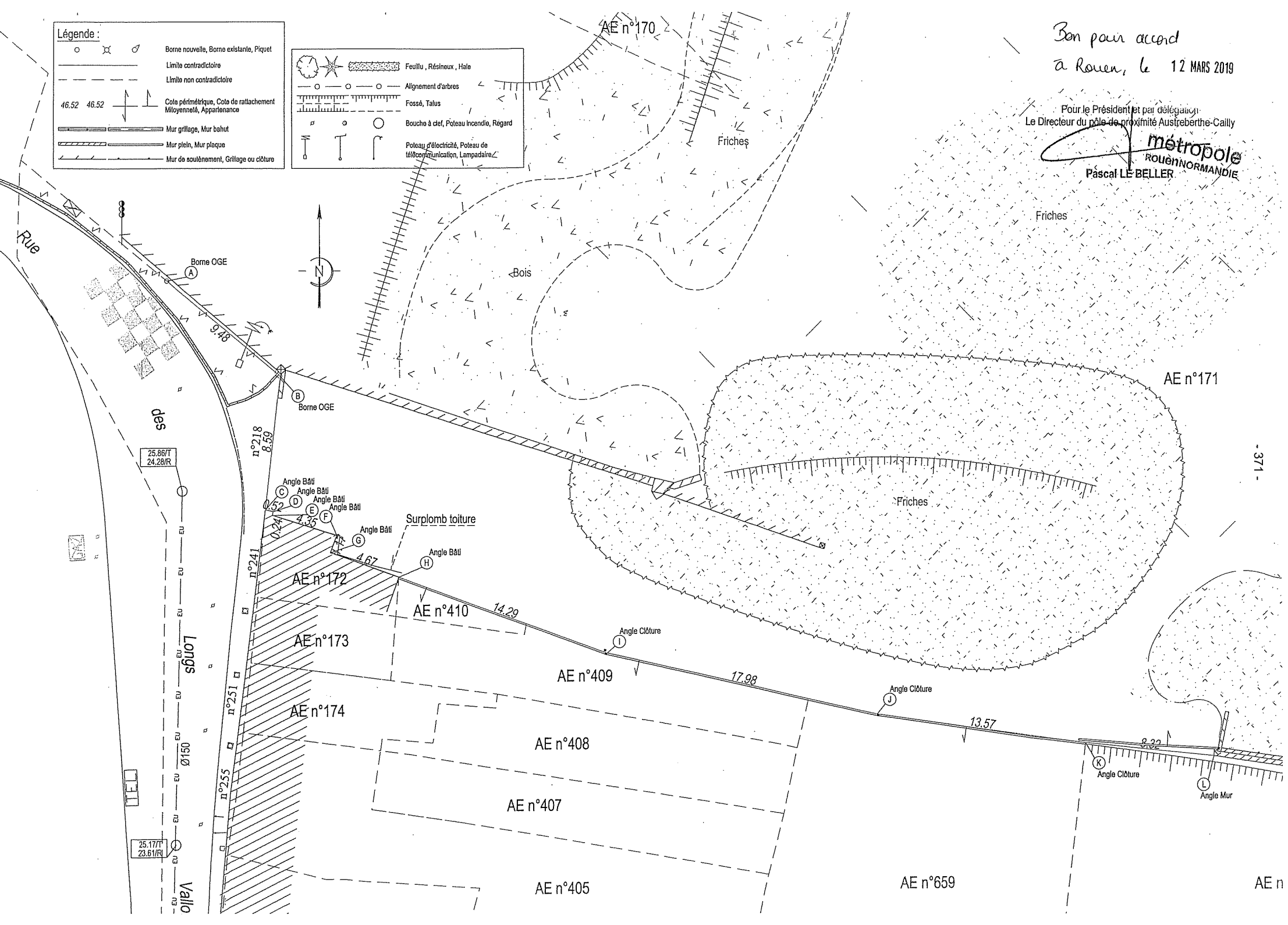
Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

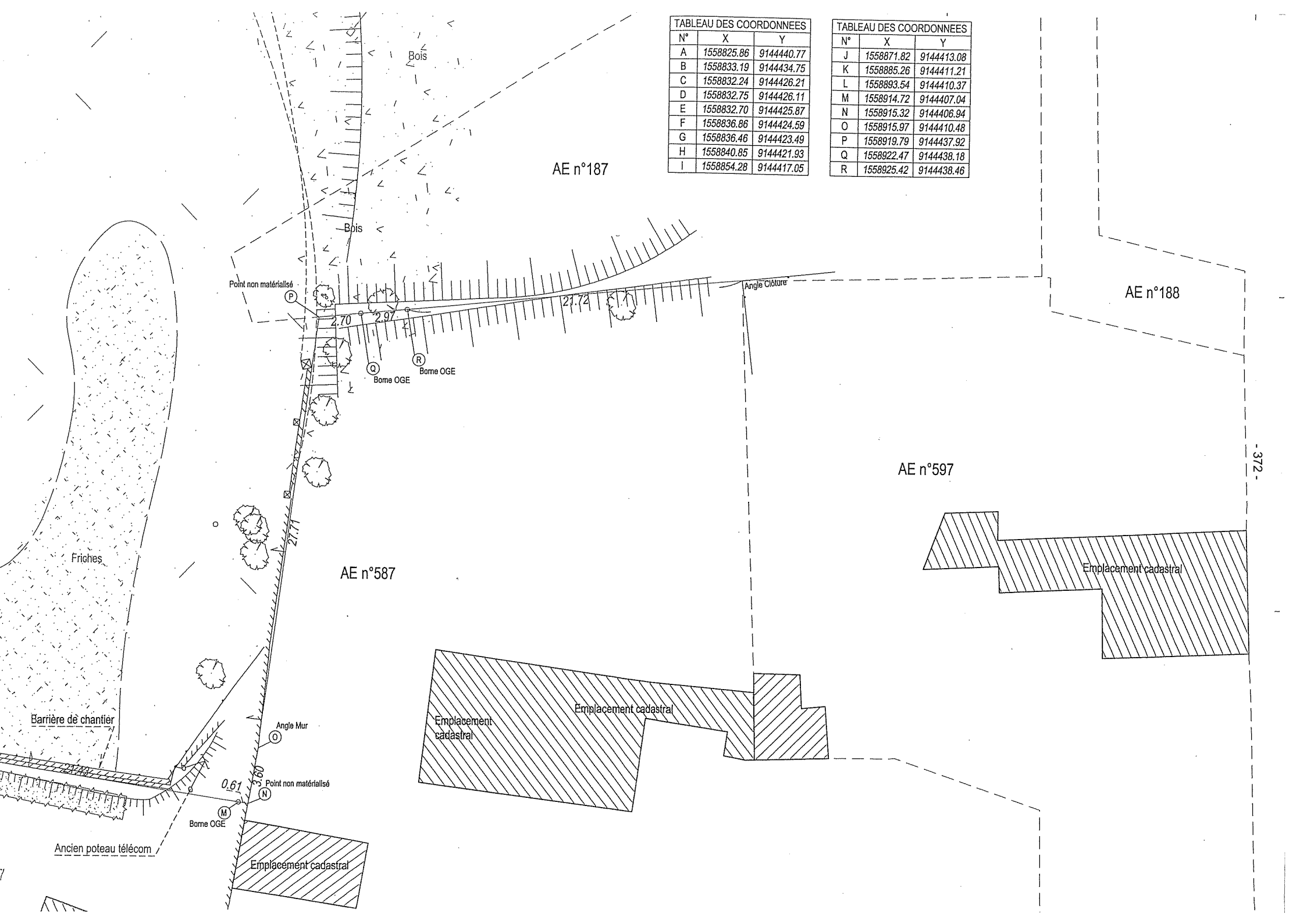
Fait à ROUEN, le 12 MARS 2019

Pour le Président, par délégation,
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe Cailly

Pascal LE BELLER

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.


Légende :
Borne nouvelle, Borne existante, Piquet
Limite contradictoire
Limite non contradictoire
46.52 46.52
Cote périmétrique, Cote de rattachement Mitoyenneté, Appartenance
Mur grillage, Mur bahut
Mur plein, Mur plaque
Mur de soutènement, Grillage ou clôture
Feuillu , Résineux , Haie
Alignement d'arbres
Fossé, Talus
Bouche à clef, Poteau incendie, Regard
Poteau d'électricité, Poteau de télécommunication, Lampadaire
Bon pour accord
à Rouen, le 12 MARS 2019
Pour le Président et par délégation
Le Directeur du pôle de proximité Austreberthe-Cailly
métropole ROUEN NORMANDIE
Pascal LE BELLER
AE n°170
Friches
Bois
Friches
Friches
AE n°171
- 371 -
Rue
des
Longs
Vallo
Borne OGE
Borne OGE
9.48
n°218
8.59
n°241
n°251
n°255
25.86/T
24.28/R
25.17/T
23.61/R
Ø150
TEL
Angle Bâti
Angle Bâti
Angle Bâti
Angle Bâti
Angle Bâti
0.52
4.35
0.24
4.67
Surplomb toiture
AE n°172
AE n°410
AE n°173
AE n°409
AE n°174
AE n°408
AE n°407
AE n°405
AE n°659
14.29
17.98
13.57
8.22
Angle Clôture
Angle Clôture
Angle Clôture
Angle Mur
AE n


TABLEAU DES COORDONNEES
N° X Y
A 1558825.86 9144440.77
B 1558833.19 9144434.75
C 1558832.24 9144426.21
D 1558832.75 9144426.11
E 1558832.70 9144425.87
F 1558836.86 9144424.59
G 1558836.46 9144423.49
H 1558840.85 9144421.93
I 1558854.28 9144417.05
TABLEAU DES COORDONNEES
N° X Y
J 1558871.82 9144413.08
K 1558885.26 9144411.21
L 1558893.54 9144410.37
M 1558914.72 9144407.04
N 1558915.32 9144406.94
O 1558915.97 9144410.48
P 1558919.79 9144437.92
Q 1558922.47 9144438.18
R 1558925.42 9144438.46
Bois
Bois
AE n°187
AE n°188
AE n°597
AE n°587
Point non matérialisé
P
2.70
2.97
27.72
Angle Clôture
Q
Borne OGE
R
Borne OGE
27.71
Friches
Barrière de chantier
Angle Mur
O
0.61
3.60
Point non matérialisé
N
M
Borne OGE
Ancien poteau télécom
Emplacement cadastral
Emplacement cadastral
Emplacement cadastral
Emplacement cadastral
- 372 -

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Seine Sud

ARRETE N° : PP2S - 007
19.168

RD 18EG Boulevard Industriel
SOTTEVILLE LES ROUEN

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'avis de la commune de SOTTEVILLE LES ROUEN,

CONSIDERANT :

- La demande présentée le 8 Mars 2019 par la Sté SMT,
- Qu'en raison des travaux de réparation d'un réseau de télécommunication réalisés par la Sté SMT, il y a lieu de modifier la circulation,

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Lundi 18 mars au vendredi 22 mars 2019 de **9h00 à 16h00**, au PR 2 + 880 les mesures suivantes seront applicables :

Boulevard Industriel, travaux réalisés sur chaussée dans le sens Oissel vers Rouen.

- La circulation sera supprimée, par remorque FLR, sur la voie de droite entre les PR 3+050 au PR 2+800.
- La vitesse sera limitée à 70 km/h et le dépassement sera interdit.
- Aucun véhicule ou engin ne devra être stationné en dehors du balisage.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription – guide SETRA, signalisation temporaire, routes à chaussée séparées, manuel du chef de chantier, fiche CF 113b - sera mise en place par l'entreprise SMT et entretenue par elle.

Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 5 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Madame la Maire de la commune de Sotteville les Rouen,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARTICLE6 – EXECUTION

Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Monsieur le Commissaire de Police d'Elbeuf, et les agents placés sous leurs ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 12 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité Seine Sud

Manuel DE ARAUJO

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-024
19.169

POSE D'ECRANS DE PROTECTION GRILLAGES
SUR LA ZONE DE FALAISE DE LA CHAISE DE GARGANTUA
SAINT PIERRE DE VARENGEVILLE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,

- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,

- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,

- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,

- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,

- L'avis favorable de la commune de SAINT PIERRE DE VARENGEVILLE
- L'avis favorable de la DDTM
- L'avis favorable du DEPARTEMENT de Seine-Maritime, agence de CLERES
- L'avis réputé favorable de la commune de ROUMARE
- L'avis réputé favorable de la commune d'HENOUVILLE

CONSIDERANT :

- La demande présentée par l'entreprise OUEST ACCRO en date du 18 février 2019,

- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

- Qu'en raison du déroulement des travaux de pose d'écrans de protection grillagés sur la zone de falaise de la Chaise de Gargantua exécutés par l'entreprise OUEST ACCRO, il y a lieu de modifier momentanément la circulation route du Bord de Seine, RD 982.

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Du 18 au 29 mars 2019, la route du Bord de Seine, RD 982 du PR 13+920 au PR 14+850 sera interdite à toute circulation motorisée, cycliste et piétonne.

Une déviation sera mise en place comme suit :
Sens SAINT MARTIN DE BOSCHERVILLE vers DUCLAIR : par la route de Saint-Martin, RD 67 (depuis le PR 8+860 de la RD 982) puis la route de Duclair, RD 43.

Sens DUCLAIR vers SAINT MARTIN DE BOSCHERVILLE : par la route de Duclair, RD 43 (depuis le PR 17+290 de la RD 982) puis la route de Saint-Martin, RD 67.

Par ailleurs, pendant la durée des travaux, une seconde déviation sera autorisée, **uniquement pour les VL circulant dans le sens SAINT MARTIN DE BOSCHERVILLE vers DUCLAIR**, par la RD 47 La Fontaine (depuis le PR 13+630 de la RD 982) puis la route de Duclair, RD 43.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation de la déviation sera mise en place par les services de la Métropole Rouen Normandie qui seront chargés de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

L'ensemble des panneaux de signalisation sera posé conformément à la règlementation en vigueur en se référant au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par les services de la Métropole Rouen Normandie pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

ARTICLE 3 – SECURITE

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de collecte de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services gestionnaires concernés.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.
Le présent arrêté ne dispense pas l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.
L'accès aux immeubles riverains ainsi qu'aux réseaux existants, la desserte du chantier et les livraisons doivent toujours être assurés de jour comme de nuit, sauf règlementation particulière reprise ci-dessus.

L'arrêté signé et ses prorogations éventuelles doivent être affichés de façon visible au public sur le chantier pendant les travaux.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra parvenir à la Métropole Rouen Normandie (auto.voirie-ppac@metropole-rouen-normandie.fr) :

↳ Si la durée initiale du chantier est supérieure à deux semaines, cinq (5) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

↳ Si la durée initiale du chantier est inférieure à deux semaines, deux (2) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

En cas de non-respect de l'article 2, les travaux seront suspendus par les services compétents de la Métropole Rouen Normandie.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 7 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- L'entreprise OUEST ACCRO
- La commune de SAINT PIERRE DE VARENGEVILLE
- DDTM
- Le DEPARTMENT de Seine-Maritime, agence de CLERES
- La commune de ROUMARE
- La commune d'HENOUVILLE

- Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Directeur du SAMU
- La Direction des Transports et la Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie

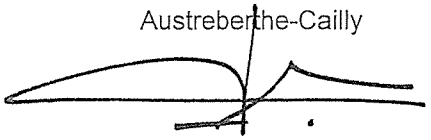
ARTICLE 8 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de DUCLAIR.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 13 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly



Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-026
19.170

TRAVAUX D'EXTENSION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT
MALAUNAY

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,

- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,

- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,

- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,

- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,

- L'avis réputé favorable de la commune de MALAUNAY
- L'avis réputé favorable de la commune de PISSY POVILLE
- L'avis favorable de la commune de SAINT JEAN DU CARDONNAY
- L'avis favorable du DEPARTEMENT de Seine-Maritime, agence de CLERES

CONSIDERANT :

- La demande présentée par l'entreprise SOGEA NORD OUEST TP,

- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

- Qu'en raison du déroulement des travaux d'extension du réseau d'assainissement exécutés par l'entreprise SOGEA NORD OUEST TP, il y a lieu de modifier momentanément la circulation route du Bois Ricard, RD 267.

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Du 18 mars au 10 mai 2019, la route du Bois Ricard, RD 267, sera interdite à tous les véhicules sauf aux riverains, dans la section comprise entre le carrefour route du Bois Ricard (RD 267) à MALAUNAY/rue de la Mairie (RD 267) à SAINT JEAN DU CARDONNAY et le carrefour route du Bois Ricard (RD 267)/rue du Happetout à MALAUNAY. Une déviation sera mise en place comme suit :

- Sens MALAUNAY vers SAINT JEAN DU CARDONNAY par la RD 267, la RD 124, la RD 51 vers LE HOULME et la RD 90 vers SAINT JEAN DU CARDONNAY,

- Sens SAINT JEAN DU CARDONNAY vers MALAUNAY par la rue de la Mairie (RD 267), la RD 6015 vers ROUMARE, la RD 47 vers PISSY POVILLE et route du Bois Ricard (RD 267) vers MALAUNAY.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation de chantier est mise en place par l'entreprise SOGEA NORD OUEST TP qui sera chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'intervenant est tenu de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie la date et l'heure de la pose et de la dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

ARTICLE 3 – SECURITE

L'entreprise chargée des travaux doit procéder à la mise en place d'une déviation afin de ne pas obliger les piétons à s'exposer aux risques de la circulation automobile.

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de collecte de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services gestionnaires concernés.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.
Le présent arrêté ne dispense pas l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.
L'accès aux immeubles riverains ainsi qu'aux réseaux existants, la desserte du chantier et les livraisons doivent toujours être assurés de jour comme de nuit, sauf règlementation particulière reprise ci-dessus.

L'arrêté signé et ses prorogations éventuelles doivent être affichés de façon visible au public sur le chantier pendant les travaux.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra parvenir à la Métropole Rouen Normandie (auto.voirie-ppac@metropole-rouen-normandie.fr) :

↳ Si la durée initiale du chantier est supérieure à deux semaines, cinq (5) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

↳ Si la durée initiale du chantier est inférieure à deux semaines, deux (2) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

En cas de non-respect de l'article 2, les travaux seront suspendus par les services compétents de la Métropole Rouen Normandie.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 7 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- L'entreprise SOGEA NORD OUEST TP
- La commune de MALAUNAY
- La commune de PISSY POVILLE
- La commune de SAINT JEAN DU CARDONNAY
- Le DEPARTEMENT de Seine-Maritime, agence de CLERES
- Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Directeur du SAMU

- La Direction des Transports et la Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie

ARTICLE 8 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de DUCLAIR,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 13 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
21 MARS 2019

Date de réception de la demande : **17 décembre 2018**

Nom /adresse du pétitionnaire : **Office Notarial GESTIN-LEGALL-NICOLAS**
1 rue Yves COLLET-Cs 71901-29219 BREST cedex 1
Pour : SCI ROUENNAISE du 160 rue St SEVER
Vos Réf: V LEGALL

Propriété: **160/162 rue STSEVER et 25 à 33 rue de la PIE aux ANGLAIS - ROUEN**
Cadastrée : MY 73,84,105,85,18

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2018/636
19.161

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rue Saint SEVER et rue de la PIE aux ANGLAIS,** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :
L'alignement est fixé :

- Rue St SEVER : en pied de construction,
- Rue de la PIE aux ANGLAIS : en pied de construction puis en pied du muret de clôture du parking.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 14 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : MY
Feuille : 000 MY 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 10/12/2018
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

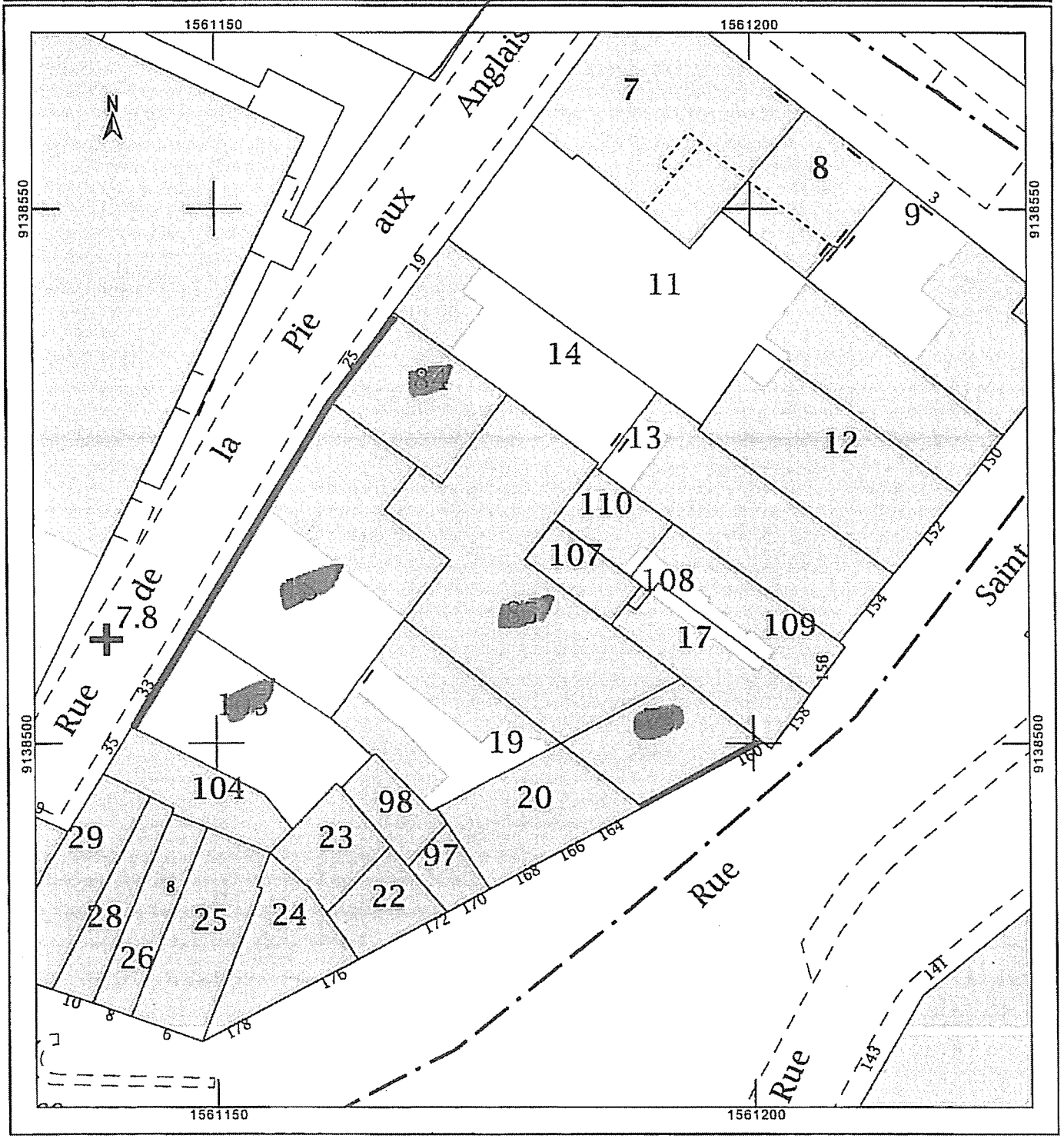
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2018/636
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
21 MARS 2019

Date de réception de la demande : 09 janvier 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Office Notarial de CAILLY
7 grande Rue- 76690 CAILLY

Pour : Consorts DANET/LAFARGE
Refs : ADP/Mélanie BERANGER

Propriété: 14 passage de CONSTANTINE - ROUEN

Cadastrée : KX 197

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-29
19.162

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **passage de CONSTANTINE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- l'alignement est fixé en pied de construction.

Nota : la 1ère marche du seuil empiète sur le domaine public.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 14 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : KX
Feuille : 000 KX 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 14/01/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

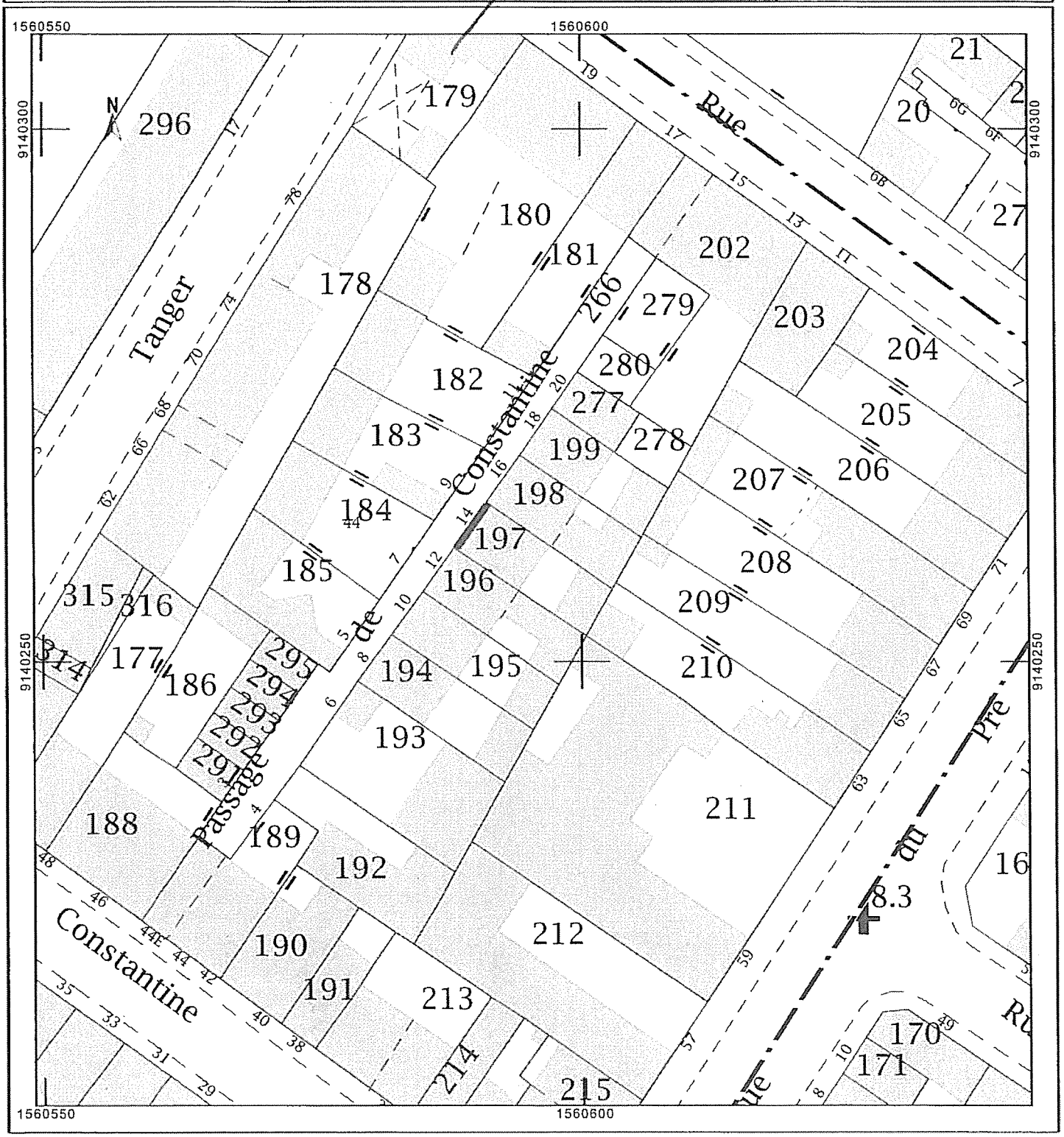
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/29
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-027
19.171

AMENAGEMENT D'UNE VOIE VERTE
LE TRAIT – DUCLAIR – YAINVILLE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,

- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,

- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,

- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,

- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,

- Vu l'avis favorable de la commune de LE TRAIT
- Vu l'avis réputé favorable de la commune de DUCLAIR
- Vu l'avis réputé favorable de la commune de YAINVILLE

CONSIDERANT :

- La demande présentée par l'entreprise EIFFAGE ROUTE OUEST,

- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

- Qu'en raison du déroulement des travaux d'aménagement d'une voie verte sur l'ancienne emprise SNCF entre Le Trait et Duclair, pour le compte de la Métropole Rouen Normandie exécutés par l'entreprise EIFFAGE ROUTE OUEST.

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Du 18 mars au 16 août 2019, l'entreprise EIFFAGE ROUTE OUEST procèdera à des travaux d'aménagement d'une voie verte. L'emprise du chantier située sur l'ancienne voie SNCF sera interdite à la circulation des véhicules, des piétons et des vélos. Le stationnement sera interdit au droit et de part et d'autre du chantier.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation de chantier est mise en place par l'entreprise EIFFAGE ROUTE OUEST qui sera chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'intervenant est tenu de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie la date et l'heure de la pose et de la dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

ARTICLE 3 – SECURITE

L'entreprise chargée des travaux doit procéder à la mise en place d'une déviation afin de ne pas obliger les piétons à s'exposer aux risques de la circulation automobile.

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de collecte de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services gestionnaires concernés.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.

Le présent arrêté ne dispense pas l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.
L'accès aux immeubles riverains ainsi qu'aux réseaux existants, la desserte du chantier et les livraisons doivent toujours être assurés de jour comme de nuit, sauf règlementation particulière reprise ci-dessus.

L'arrêté signé et ses prorogations éventuelles doivent être affichés de façon visible au public sur le chantier pendant les travaux.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra parvenir à la Métropole Rouen Normandie (auto.voirie-ppac@metropole-rouen-normandie.fr) :

↳ Si la durée initiale du chantier est supérieure à deux semaines, cinq (5) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

↳ Si la durée initiale du chantier est inférieure à deux semaines, deux (2) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

En cas de non-respect de l'article 2, les travaux seront suspendus par les services compétents de la Métropole Rouen Normandie.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 7 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :
- L'entreprise EIFFAGE ROUTE OUEST
- La commune de LE TRAIT
- La commune de DUCLAIR
- La commune de YAINVILLE
- Monsieur le Directeur du SAMU
- La Direction des Transports et la Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie

ARTICLE 8 – EXECUTION
- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de DUCLAIR

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 14 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LEBELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-029
19.172

REFECTIONS DES MACONNERIES DE L'OUVRAGE D'ART SNCF SUPPORTANT LA VOIE VERTE YAINVILLE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,
- L'avis réputé favorable de la commune de YAINVILLE

CONSIDERANT :

- La demande présentée par l'entreprise NGE GC NORMANDIE en date du 28 février 2019,

- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

- Qu'en raison du déroulement des travaux de réfections des maçonneries de l'ouvrage d'art SNCF supportant la voie verte exécutés par l'entreprise NGE GC NORMANDIE, il y a lieu de modifier momentanément la circulation route de Yainville, RD 20.

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Du 18 mars au 14 juin 2019, la circulation sera alternée par feux tricolores, la vitesse sera limitée à 50km/h, le stationnement et le dépassement seront interdits à tous les véhicules au droit du chantier route de Yainville, RD 20 du PR 0+360 au PR 0+510.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation de chantier est mise en place par l'entreprise NGE GC NORMANDIE qui sera chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'intervenant est tenu de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie la date et l'heure de la pose et de la dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

ARTICLE 3 – SECURITE

L'entreprise chargée des travaux doit procéder à la mise en place d'une déviation afin de ne pas obliger les piétons à s'exposer aux risques de la circulation automobile.

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de collecte de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services gestionnaires concernés.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.
Le présent arrêté ne dispense pas l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.

L'accès aux immeubles riverains ainsi qu'aux réseaux existants, la desserte du chantier et les livraisons doivent toujours être assurés de jour comme de nuit, sauf règlementation particulière reprise ci-dessus.

L'arrêté signé et ses prorogations éventuelles doivent être affichés de façon visible au public sur le chantier pendant les travaux.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra parvenir à la Métropole Rouen Normandie (auto.voirie-ppac@metropole-rouen-normandie.fr) :

↳ Si la durée initiale du chantier est supérieure à deux semaines, cinq (5) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

↳ Si la durée initiale du chantier est inférieure à deux semaines, deux (2) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

En cas de non-respect de l'article 2, les travaux seront suspendus par les services compétents de la Métropole Rouen Normandie.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 7 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- L'entreprise NGE GC NORMANDIE
- La commune de YAINVILLE
- Monsieur le Directeur du SAMU
- La Direction des Transports et la Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie

ARTICLE 8 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de DUCLAIR.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 14 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly



Pascal LE BELLER

Jeunesse n° 19.108

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

ARRETE

Nous, Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-2 IV, L 5211-9 et L 5211-10 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment dans son livre III, titre I, chapitre IV « dispositions financières » ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2007 autorisant l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (A.P.R.E.), association loi 1901 dont le numéro de SIRET est le 301 212 502 00043 à exercer des missions de prévention spécialisée sur le territoire des communes de Caudebec-lès-Elbeuf, Cléon, Elbeuf, Oissel et Saint-Pierre-lès-Elbeuf ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain en date du 12 décembre 2016 approuvant les termes de la convention de transfert de compétence à intervenir avec le Département de la Seine-Maritime et portant notamment sur la compétence de la prévention spécialisée ;

Vu la convention de transfert signée en date du 16 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain C2018_0491 du 8 octobre 2018 relative à la fixation des objectifs annuels d'évolution des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux pour la tarification 2019 des services de prévention spécialisée publiée le 15 octobre 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain C2018_0656 du 17 décembre 2018 relative au vote du budget primitif métropolitain de l'exercice 2019 publiée le 9 janvier 2019 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (A.P.R.E.) et la Ville de Caudebec-lès-Elbeuf en date du 3 avril 2018 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (A.P.R.E.) et la Ville de Cléon en date du 10 avril 2018 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (A.P.R.E.) et la Ville d'Elbeuf en date du 22 février 2018 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (A.P.R.E.) et la Ville d'Oissel en date du 19 avril 2018 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (A.P.R.E.) et la Ville de Saint-Pierre-Lès-Elbeuf en date du 25 mai 2018 ;

Vu les propositions émises par le conseil d'administration du service, en vue de la fixation de la dotation globale au titre de l'exercice 2019 ;

Vu le courrier de proposition de modification budgétaire de la Métropole Rouen Normandie en date du 13 février 2019 au titre des articles L.314-7, R.314-22, R.314-23 et R.314-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Considérant que la Métropole Rouen Normandie exerce la compétence de la prévention spécialisée depuis le 1er janvier 2017 ;

Considérant l'accord de principe transmis par l'A.P.R.E. sur les propositions de modifications budgétaires suite à l'entretien du 16 janvier 2019 ;

Considérant la confirmation de cet accord de principe, par l'absence de contestation du courrier susvisé, valant approbation ;

ARRETONS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et dépenses prévisionnelles du service de prévention spécialisée de l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (A.P.R.E.) à Elbeuf sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Budget alloué
Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 360 €
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	672 664 €
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	69 490 €
(1) Total des dépenses	**785 514 €**

Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	108 829 €
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	7 185 €
(2) Total des recettes en atténuations	**116 014 €**

(3) Dépenses nettes (1-2)	669 500 €
(4) Affectation des résultats antérieurs	-
(5) Groupe I : Produits de la tarification (3-4)	**669 500 €**

ARTICLE 2

Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est fixée à 669 500 € à compter du 1er janvier 2019.

En application de l'article R.314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la dotation globale de financement est versée au service par fraction forfaitaire égale au douzième de son montant.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir à Monsieur le Président du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Nantes, Greffe du TITSS, Cour Administrative d'Appel, 2 place de l'Édit de Nantes, BP 18529, 44185 Nantes Cedex 04, dans un délai franc d'un mois à compter de la notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de la publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Métropole Rouen Normandie et notifié à l'organisme gestionnaire concerné.

Fait à ROUEN, le 19 MARS 2019

Pour le Président et par délégation,
La Conseillère Métropolitaine
chargée de l'action sociale
et de la prévention spécialisée

Anne-Marie DEL SOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**19 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Dotation globale de financement pour 2019 pour l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (APRE)	Arrêté Jeunesse 19.108 du 19 mars 2019	
Dotation globale de financement pour 2019 pour l'Association Rouennaise d'Education de la Jeunesse (AREJ)	Arrêté Jeunesse 19.109 du 19 mars 2019	
Dotation globale de financement pour 2019 pour le Comité d'Action et de Promotion Sociale (CAPS)	Arrêté Jeunesse 19.111 du 19 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
29 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Jeunesse n° 19.109

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

ARRETE

Nous, Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-2 IV, L 5211-9 et L 5211-10 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment dans son livre III, titre I, chapitre IV « dispositions financières » ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2007 autorisant l'Association Rouennaise d'Education de la Jeunesse (A.R.E.J.), association loi 1901 dont le numéro SIRET est le 781 124 243 00028 à exercer des missions de prévention spécialisée sur le territoire de la commune de Rouen ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain en date du 12 décembre 2016 approuvant les termes de la convention de transfert de compétence à intervenir avec le Département de la Seine-Maritime et portant notamment sur la compétence de la prévention spécialisée ;

Vu la convention de transfert signée en date du 16 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain C2018_0491 du 8 octobre 2018 relative à la fixation des objectifs annuels d'évolution des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux pour la tarification 2019 des services de prévention spécialisée publiée le 15 octobre 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain C2018_0656 du 17 décembre 2018 relative au vote du budget primitif métropolitain de l'exercice 2019 publiée le 9 janvier 2019 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, l'Association Rouennaise d'Education de la Jeunesse (A.R.E.J.) et la Ville de Rouen en date du 3 avril 2018 ;

Vu les propositions émises par le conseil d'administration du service, en vue de la fixation de la dotation globale au titre de l'exercice 2019 ;

Vu le courrier de proposition de modification budgétaire de la Métropole Rouen Normandie en date du 13 février 2019 au titre des articles L.314-7, R.314-22, R.314-23 et R.314-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Considérant que la Métropole Rouen Normandie exerce la compétence de la prévention spécialisée depuis le 1er janvier 2017 ;

Considérant l'accord de principe transmis par l'A.R.E.J. sur les propositions de modifications budgétaires suite à l'entretien du 15 janvier 2019 ;

Considérant la confirmation de cet accord de principe, par l'absence de contestation du courrier susvisé, valant approbation ;

ARRETONS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et dépenses prévisionnelles du service de prévention spécialisée de l'Association Rouennaise d'Education de la Jeunesse (A.R.E.J.) à Rouen sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Budget alloué
Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	46 140 €
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	706 625 €
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	63 335 €
(1) Total des dépenses	**812 100 €**

Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	177 500 €
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-
(2) Total des recettes en atténuations	**177 500 €**

(3) Dépenses nettes (1-2)	634 600 €
(4) Affectation des résultats antérieurs	-
(5) Groupe I : Produits de la tarification (3-4)	**634 600 €**

ARTICLE 2

Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est fixée à 634 600 € à compter du 1er janvier 2019.

En application de l'article R.314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la dotation globale de financement est versée au service par fraction forfaitaire égale au douzième de son montant.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir à Monsieur le Président du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Nantes, Greffe du TITSS, Cour Administrative d'Appel, 2 place de l'Édit de Nantes, BP 18529, 44185 Nantes Cedex 04, dans un délai franc d'un mois à compter de la notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de la publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Métropole Rouen Normandie et notifié à l'organisme gestionnaire concerné.

Fait à ROUEN, le 19 MARS 2019

Pour le Président et par délégation,
La Conseillère Métropolitaine
chargée de l'action sociale
et de la prévention spécialisée

Anne-Marie DEL SOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**19 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Dotation globale de financement pour 2019 pour l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (APRE)	Arrêté Jeunesse 19.108 du 19 mars 2019	
Dotation globale de financement pour 2019 pour l'Association Rouennaise d'Education de la Jeunesse (AREJ)	Arrêté Jeunesse 19.109 du 19 mars 2019	
Dotation globale de financement pour 2019 pour le Comité d'Action et de Promotion Sociale (CAPS)	Arrêté Jeunesse 19.111 du 19 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
29 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Jeunesse n° 19.111

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

ARRETE

Nous, Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-2 IV, L 5211-9 et L 5211-10 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment dans son livre III, titre I, chapitre IV « dispositions financières » ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2007 autorisant le Comité d'Action et de Promotion Sociale (C.A.P.S.), association loi 1901 dont le numéro de SIREN est le 313 351 363 à exercer des missions de prévention spécialisée sur le territoire des communes de Grand-Couronne, de Petit-Quevilly et de Sotteville-lès-Rouen ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain en date du 12 décembre 2016 approuvant les termes de la convention de transfert de compétence à intervenir avec le Département de la Seine-Maritime et portant notamment sur la compétence de la prévention spécialisée ;

Vu la convention de transfert signée en date du 16 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain C2018_0491 du 8 octobre 2018 relative à la fixation des objectifs annuels d'évolution des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux pour la tarification 2019 des services de prévention spécialisée publiée le 15 octobre 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain C2018_0656 du 17 décembre 2018 relative au vote du budget primitif métropolitain de l'exercice 2019 publiée le 9 janvier 2019 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, le Comité d'Action et de Promotion Sociales (C.A.P.S.) et la Ville de Grand-Couronne en date du 22 octobre 2018 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, le Comité d'Action et de Promotion Sociales (C.A.P.S.) et la Ville de Petit-Quevilly en date du 29 mai 2018 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, le Comité d'Action et de Promotion Sociales (C.A.P.S.) et la Ville de Sotteville-lès-Rouen en date du 03 avril 2018 ;

Vu les propositions émises par le conseil d'administration du service, en vue de la fixation de la dotation globale au titre de l'exercice 2019 ;

Vu le courrier de proposition de modification budgétaire de la Métropole Rouen Normandie en date du 13 février 2019 au titre des articles L.314-7, R.314-22, R.314-23 et R.314-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Considérant que la Métropole Rouen Normandie exerce la compétence de la prévention spécialisée depuis le 1er janvier 2017 ;

Considérant l'accord de principe transmis par le C.A.P.S. sur les propositions de modifications budgétaires suite à l'entretien du 17 janvier 2019 ;

Considérant la confirmation de cet accord de principe, par l'absence de contestation du courrier susvisé, valant approbation ;

ARRETONS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et dépenses prévisionnelles du service de prévention spécialisée du Comité d'Action et de Promotion Sociales (C.A.P.S.) à Petit-Quevilly sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Budget alloué
Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 990 €
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	479 390 €
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	48 567 €
(1) Total des dépenses	**554 947 €**

Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	110 347 €
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-
(2) Total des recettes en atténuations	**110 347 €**

(3) Dépenses nettes (1-2)	444 600 €
(4) Affectation des résultats antérieurs	-
(5) Groupe I : Produits de la tarification (3-4)	**444 600 €**

ARTICLE 2

Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est fixée à 444 600 € à compter du 1er janvier 2019.

En application de l'article R.314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la dotation globale de financement est versée au service par fraction forfaitaire égale au douzième de son montant.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir à Monsieur le Président du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Nantes, Greffe du TITSS, Cour Administrative d'Appel, 2 place de l'Édit de Nantes, BP 18529, 44185 Nantes Cedex 04, dans un délai franc d'un mois à compter de la notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de la publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Métropole Rouen Normandie et notifié à l'organisme gestionnaire concerné.

Fait à ROUEN, le 19 MARS 2019

Pour le Président et par délégation,
La Conseillère Métropolitaine
chargée de l'action sociale
et de la prévention spécialisée

Annie-Marie DEL SOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**19 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Dotation globale de financement pour 2019 pour l'Association de Prévention de la Région Elbeuvienne (APRE)	Arrêté Jeunesse 19.108 du 19 mars 2019	
Dotation globale de financement pour 2019 pour l'Association Rouennaise d'Education de la Jeunesse (AREJ)	Arrêté Jeunesse 19.109 du 19 mars 2019	
Dotation globale de financement pour 2019 pour le Comité d'Action et de Promotion Sociale (CAPS)	Arrêté Jeunesse 19.111 du 19 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole Rouen NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
29 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

Jeunesse N° 19.150

Affiché le
26 MARS 2019

ARRETE

Nous, Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5211.9,

Vus les statuts de la Métropole Rouen Normandie, notamment l'article 5-2 relatif à la compétence facultative promotion intercommunale de la jeunesse,

Vu la délibération du Conseil du 14 avril 2014 relative à l'élection du Président,

Vu la délibération du bureau en date du 17 décembre 2018 relative au concours d'éloquence pour les élèves de classes de seconde fréquentant les établissements situés sur le territoire,

Considérant que par délibération du bureau en date du 17 décembre 2018, ledit Bureau a autorisé le Président à désigner par arrêté les membres du jury préalable au jury final du concours d'éloquence,

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 5 du règlement du concours d'éloquence, le jury intermédiaire est composé d'un représentant de la Métropole, d'un représentant de la Région, d'un représentant du Rectorat de l'Académie de Rouen, d'un chef d'établissement, d'un professeur des lycées, d'un avocat et d'un représentant du monde économique local.

ARRETONS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

Le jury intermédiaire du concours d'éloquence est constitué comme il suit :

- **MÉTROPOLE** :

  Madame Mélanie BOULANGER, ou son représentant

- **Région Normandie** :

  Madame Sylvie FRICHOT, ou son représentant

- **Rectorat de l'Académie de Rouen** :

  Madame Isabelle BRASSE-BERTOT, ou son représentant

- **Ordre des Avocats du Barreau de Rouen** :

  Maitre Marie Hélène MERIGOT,
  Monsieur le Bâtonnier Marc ABSIRE,
  Maitre Martine MARI, ou leur représentant

- **Chef d'établissement (Lycée)** :

  Madame Caroline GEST,
  Monsieur Hervé LEBARQUE, ou leur représentant

- **Professeur des lycées** :

  Madame Hélène MOREAU,
  Madame Marie CAHU,
  Madame Elvire JURASZEK, ou leur représentant

- **Représentant du monde économique local (Société NUTRISET)** :

  Madame Julie GAUTIER, ou leur représentant

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l'État, publié au recueil des actes administratifs et notifié aux intéressés.

Fait à ROUEN, le 19 MARS 2019

Le Président,

Frédéric SANCHEZ

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**19 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Constitution du jury intermédiaire pour le concours éloquence	Arrêté Jeunesse 19.150 du 19 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole RouenNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
22 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
21 MARS 2019

Date de réception de la demande : 14 janvier 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Office Notarial BOOS
340 route de ROUEN- BP10- 76520 BOOS

Pour : PEREIRA/NATAF
Refs : 1005898/CPL/MM
Propriété : 2 avenue des QUATRE CANTONS - ROUEN

Cadastrée : DO 96

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-40
19.163

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **avenue des QUATRE CANTONS** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé aux bordurettes ciment délimitant le parking situé au Nord des immeubles, puis par une ligne reliant les potelets bois les plus proches de l'immeuble à l'extrémité de la bordurette ciment accompagnant la haie de part et d'autre de l'accès à l'immeuble et la bordure Est du parking desservi par l'allée du VALLAIS.
  Nota : L'allée du VALLAIS est une voie privée.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

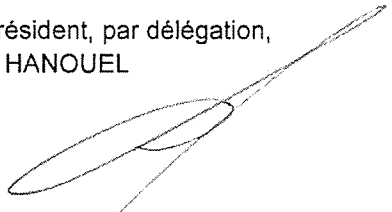
Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 19 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL



Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : DO
Feuille : 000 DO 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 16/01/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

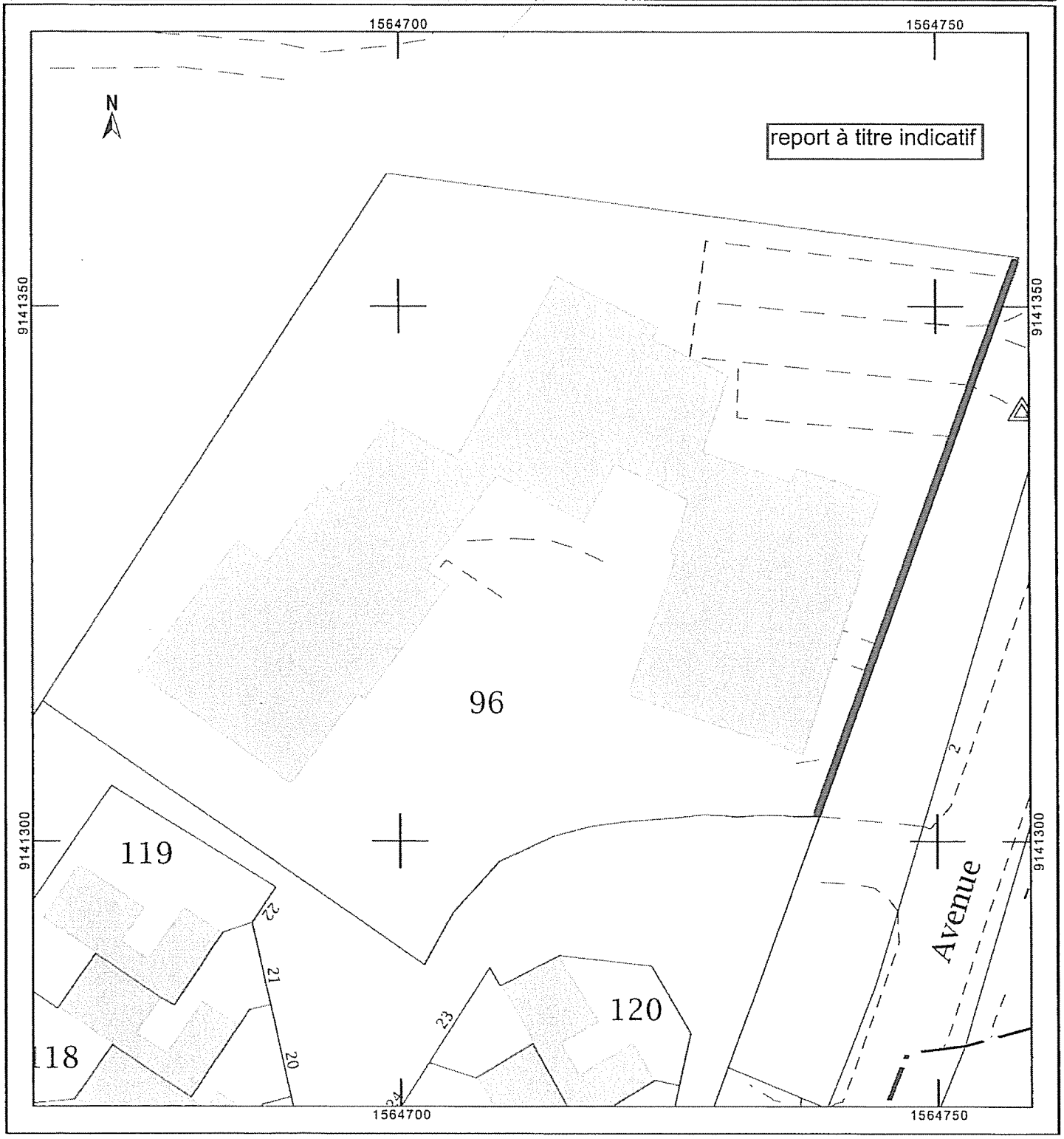
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/40
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
21 MARS 2019

Date de réception de la demande : 15 janvier 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Office Notarial DAUPHINE
1 place DAUPHINE-CS 80069-02207 SOISSONS cedex

Pour : WYNANTS/FONTANA
Refs : 1006388/CCZ/AB
Propriété : 2 avenue des QUATRE CANTONS - ROUEN

Cadastrée : DO 96

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-41
19.164

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **avenue des QUATRE CANTONS** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé aux bordurettes ciment délimitant le parking situé au Nord des immeubles, puis par une ligne reliant les potelets bois les plus proches de l'immeuble à l'extrémité de la bordurette ciment accompagnant la haie de part et d'autre de l'accès à l'immeuble et la bordure Est du parking desservi par l'allée du VALLAIS.
  Nota : L'allée du VALLAIS est une voie privée.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 19 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : DO
Feuille : 000 DO 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 16/01/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

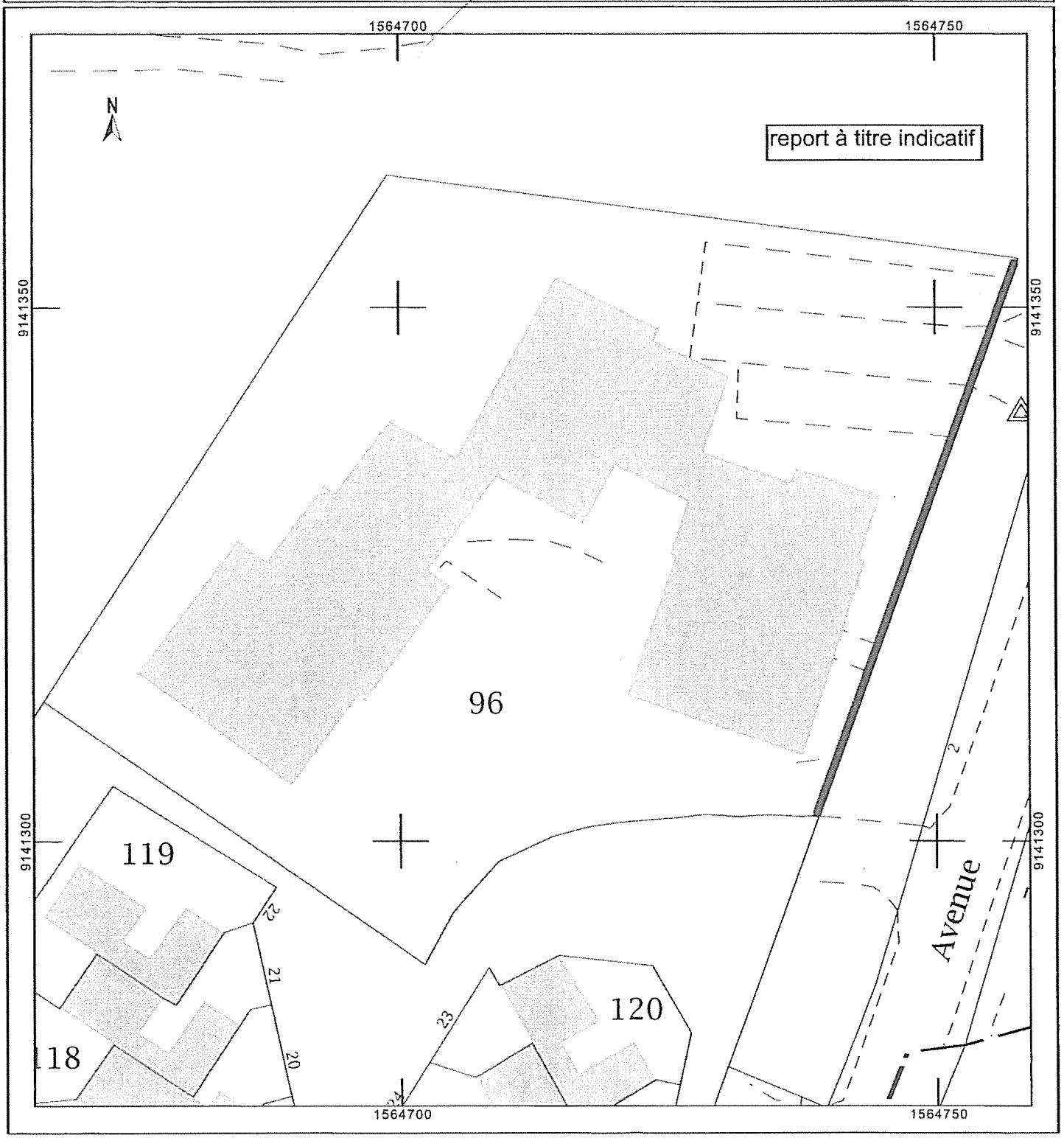
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/41
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
21 MARS 2019

Date de réception de la demande : 07 février **2019**

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Fabrice CHARTERL - Notaire – 2 rue Jean Lecanuet – B.P. 59 - 76 001 ROUEN CEDEX 1

Pour : GARNIER
Refs : /
Propriété : 193 rue du RENARD et impasse Saint FILLEUL - ROUEN

Cadastrée : AM 256

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-78
19.165

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rue du RENARD et impasse Saint FILLEUL** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- Impasse ST FILLEUL : L'alignement est fixé en pied du mur de clôture.
- Rue du RENARD : L'alignement est fixé par une ligne droite partant de l'angle du mur de la parcelle AM 255 dans sa limite avec la parcelle 256, et passant en milieu des plots béton délimitant le stationnement privé du stationnement public, puis à la bordurette ciment délimitant l'espace vert du cheminement piéton.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 19 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : AM
Feuille : 000 AM 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

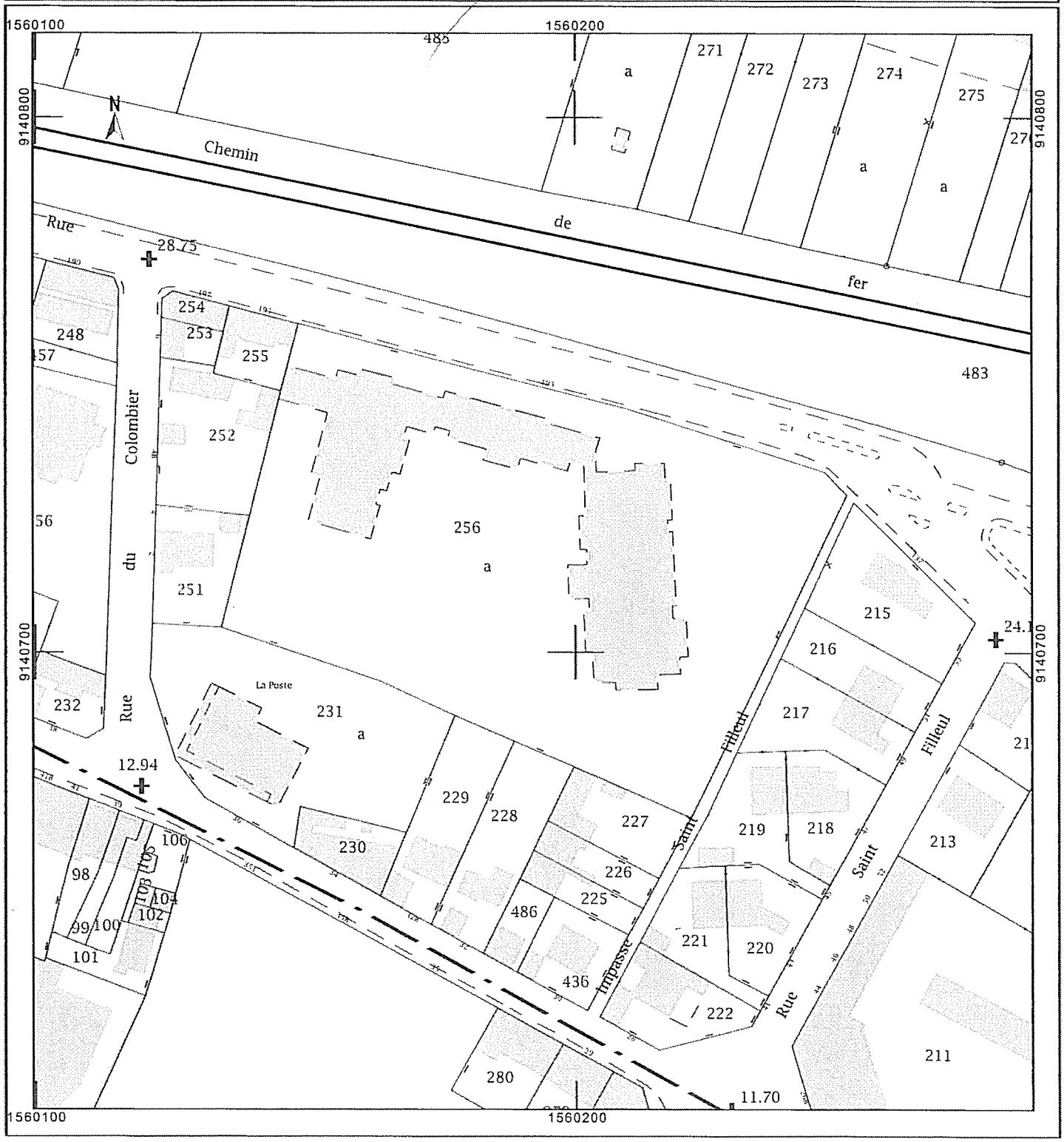
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/78
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
21 MARS 2019

Date de réception de la demande : 07 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Fabrice CHARTREL - Notaire – 2 rue Jean Lecanuet – B.P. 59 - 76 001 ROUEN CEDEX 1

Pour :
Refs : Dossier HUE
Propriété : 27 rue des JARDINS - ROUEN

Cadastrée : DK 8

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-79
19.166

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue des JARDINS** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de construction.
  Nota : la construction présente un surplomb (essentage) sur le domaine public.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 19 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : DK
Feuille : 000 DK 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

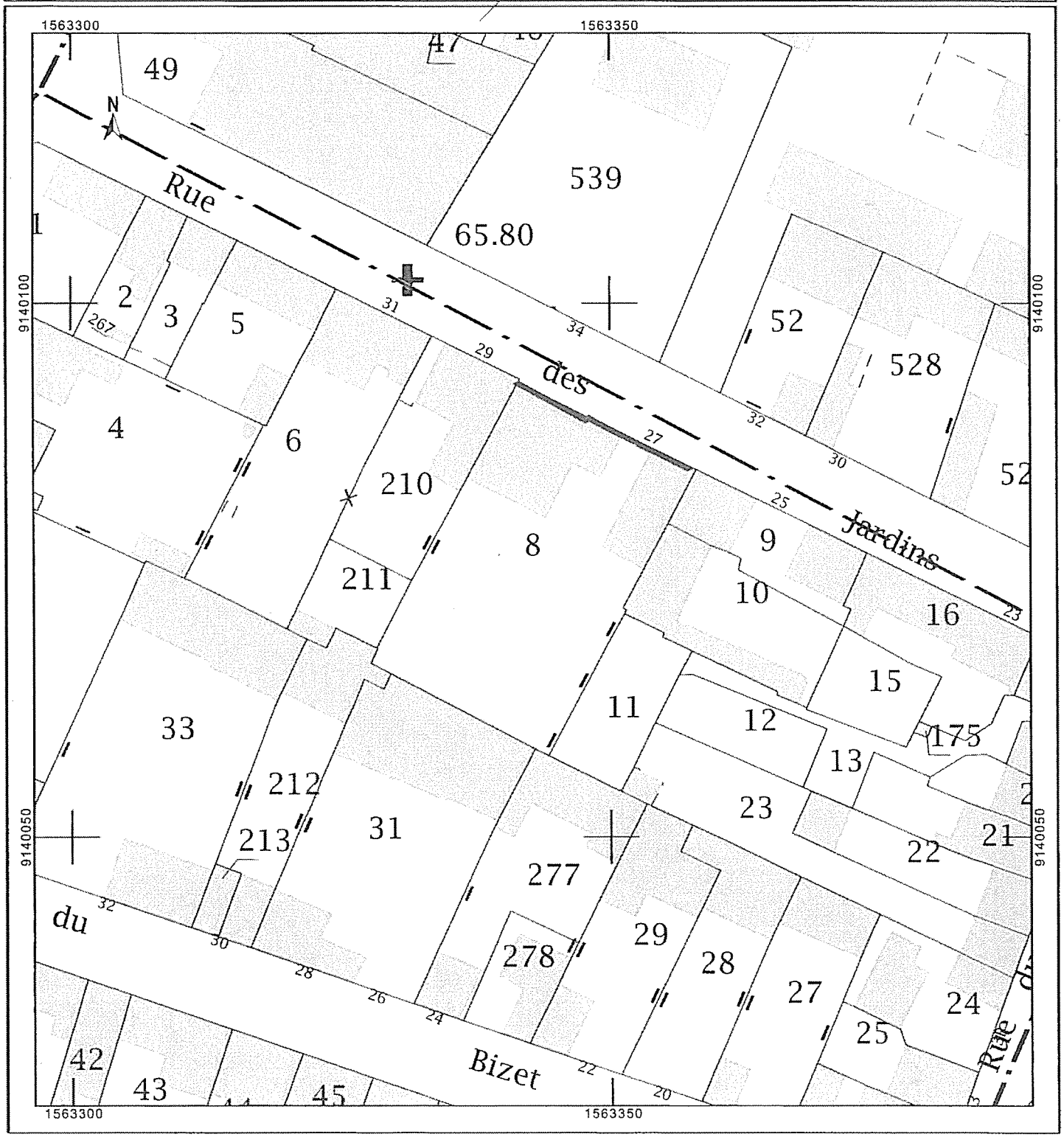
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/079
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Seine Sud

ARRETE N° : PP2S
19.187

RD 18EG Boulevard INDUSTRIEL
SOTTEVILLE-Lès-ROUEN

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'avis de la commune de SOTTEVILLE-Lès-ROUEN,

CONSIDERANT :

- La demande présentée le 1er Mars 2019 par la Sté REB Normandie,
- Qu'en raison des travaux de réparation d'un poteau d'incendie réalisés par la Sté REB Normandie pour le compte d'EAU DE NORMANDIE, il y a lieu de modifier la circulation,

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Du Lundi 25 au vendredi 29 mars 2019 de **9h00 à 16h00**, au PR 1 + 625 les mesures suivantes seront applicables :

Boulevard INDUSTRIEL, travaux réalisés sur chaussée dans le sens OISSEL vers ROUEN.

- La circulation sera interdite sur la voie de droite du PR - - - - au moyen de FLR (supprimée, par remorque FLR, sur la voie de droite entre les PR 1+800 au PR 1+590.)
- La vitesse sera limitée à 70 km/h et le dépassement sera interdit.
- Aucun véhicule ou engin ne devra être stationné en dehors du balisage.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription – guide SETRA, signalisation temporaire, routes à chaussée séparées, manuel du chef de chantier, fiche CF 113b - sera mise en place par l'entreprise SMT et entretenue par elle.

Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 5 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Madame la Maire de la commune de SOTTEVILLE-Lès-ROUEN,
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime,

ARTICLE6 – EXECUTION

Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Monsieur le Commissaire de Police d'Elbeuf, et les agents placés sous leurs ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 19 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité Seine Sud

Manuel DE ARAUJO

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
15 AVR. 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Plateaux Robec

ARRETE N° : PPPR/19-019
19.258

TRAVAUX DE FIBRE OPTIQUE
RD95 – SAINT AUBIN CELLOVILLE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R.411-1 à R.411-8, R 411, R.411-18, et R 411.25 à R.411-28
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.
- L'arrêté de délégation de signature DAJ 19.17 du 6 novembre 2017 autorisant Jean-Luc BURLAND, Directeur du Pôle Plateaux Robec, à signer les actes relevant de la police de circulation et du stationnement sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations.

CONSIDERANT :

Qu'en raison des travaux de fibre optique réalisés par l'entreprise ICART, sur la RD95 à SAINT AUBIN CELLOVILLE hors agglomération, il y a lieu de modifier momentanément la circulation.

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Du 08/04/2019 au 19/04/2019 entre 09h00 et 16H00

- La circulation de tous cycles et véhicules sera réduite au droit et à l'avancement du chantier pendant la durée des travaux.
- La circulation pourra être alternée par feux tricolores provisoires ou manuellement par piquets K10.
- Le stationnement sera interdit et qualifié de gênant. Il sera strictement réservé aux engins et véhicules de chantier.
- La vitesse sera limitée à 50 km/h à proximité de la zone des travaux.
- Interdiction de dépasser.
- L'emprise des travaux réduira la largeur de la chaussée.
- L'accès aux propriétés riveraines sera, dans la mesure du possible, maintenu tout au long de cette opération, ainsi que pour les véhicules d'urgence.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation de chantier est mise en place par l'entreprise ICART qui sera chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'intervenant est tenu de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie la date et l'heure de la pose et de la dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

ARTICLE 3 – SECURITE

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de collecte de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services gestionnaires concernés.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.

Le présent arrêté ne dispense par l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.
L'accès aux immeubles riverains ainsi qu'aux réseaux existants, la desserte du chantier et les livraisons doivent toujours être assurés de jour comme de nuit, sauf règlementation particulière reprise ci-dessus.

L'arrêté signé et ses prorogations éventuelles doivent être affichés de façon visible au public sur le chantier pendant les travaux.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra parvenir à la Métropole Rouen Normandie (auto.voirie-pppr@metropole-rouen-normandie.fr) :

↳ Si la durée initiale du chantier est supérieure à deux semaines, cinq (5) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

↳ Si la durée initiale du chantier est inférieure à deux semaines, deux (2) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

En cas de non-respect de l'article 2, les travaux seront suspendus par les services compétents de la Métropole Rouen Normandie.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 7 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Madame le Maire de SAINT AUBIN CELLOVILLE
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de BOOS
- Monsieur le Directeur de l'entreprise ICART
- Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime
- Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours de Franqueville Saint Pierre
- Monsieur le Directeur du SAMU
- La Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie
- La Direction des Transports de la Métropole Rouen Normandie

ARTICLE 8 – EXECUTION

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Boos

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le19/03/19

Pour le Président et par délégation,

Le Directeur Territorial du Pôle Plateaux Robec

Jean-Luc BURLAND

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

Date de réception la demande : 14/02/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : FERET HEBBERT
110-112 avenue du Mont Riboudet
76000 ROUEN

Pour : M. et Mme Gérard BUREL
Propriété : la Rouillerie – EPINAY SUR DUCLAIR
Cadastrée : ZE 97

Pôle de Proximité Austreberthe Cailly
Service Urbanisme
108 Allée François Mitterrand CS 50589
76006 ROUEN Cedex
Tel: 02.35.52.48.82
MRN/PPAC/201979
19.173

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

La limite de propriété correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier en bordure de la route de la Rouillerie à Epinay-sur-Duclair, au droit de la propriété susmentionnée, est **représentée par les points C et D,** sur le plan de délimitation de la propriété des personnes publiques annexé.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen NORMANDIE et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président, par délégation,
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe Cailly

Métropole ROUEN NORMANDIE

Pascal LE BELLER

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

DEPARTEMENT DE SEINE-MARITIME

Commune de EPINAY-SUR-DUCLAIR

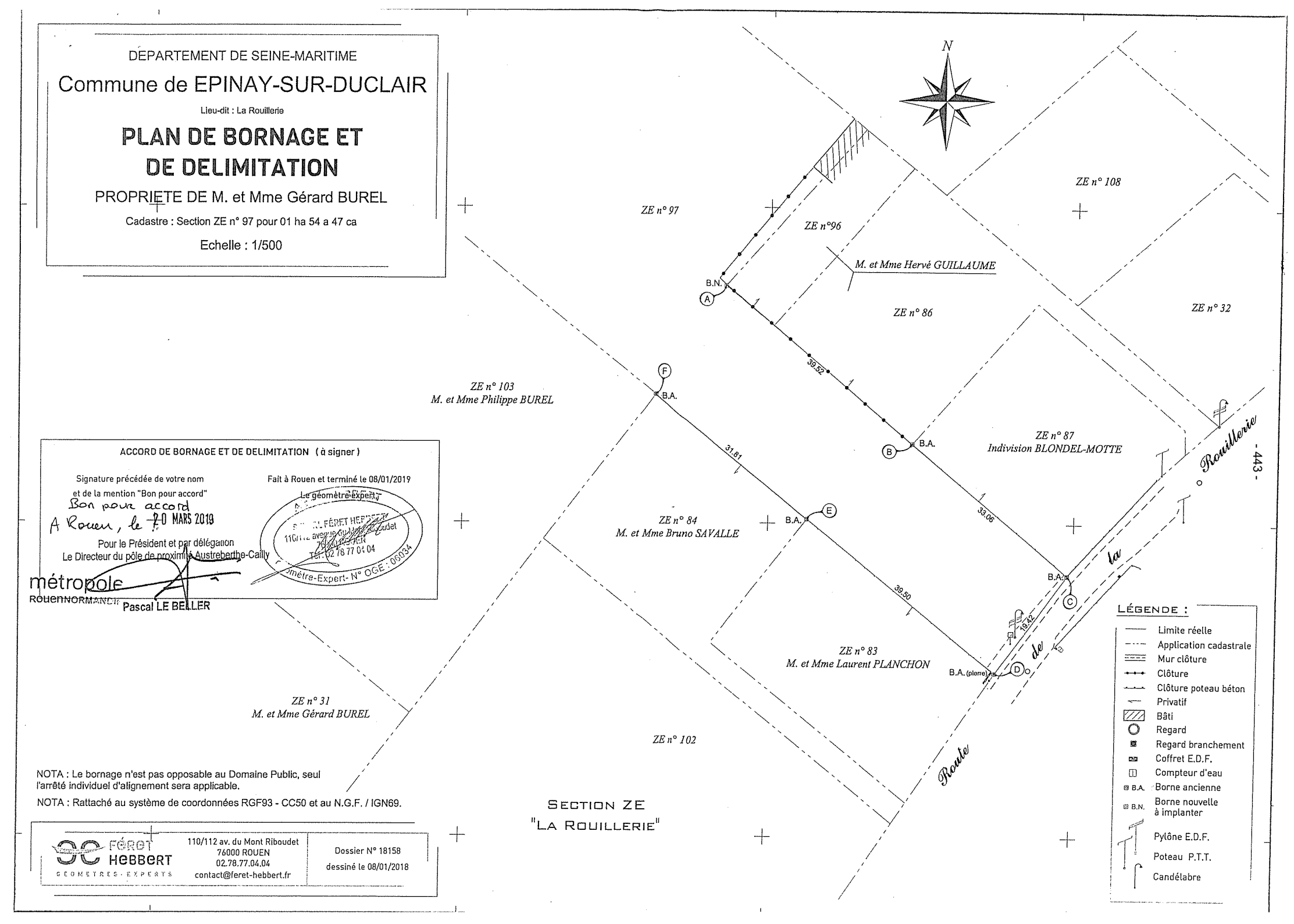
Lieu-dit : La Rouillerie

PLAN DE BORNAGE ET DE DELIMITATION

PROPRIETE DE M. et Mme Gérard BUREL

Cadastre : Section ZE n° 97 pour 01 ha 54 a 47 ca

Echelle : 1/500



ACCORD DE BORNAGE ET DE DELIMITATION (à signer)

Signature précédée de votre nom
et de la mention "Bon pour accord"

Bon pour accord
A Rouen, le 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du pôle de proximité Austreberthe-Cailly

métropole ROUENNORMANDIE

Pascal LE BELLER

Fait à Rouen et terminé le 08/01/2019
Le géomètre-expert

FÉRET HEBBERT
110/112 avenue du Mont Riboudet
76000 ROUEN
Tél. 02 78 77 04 04
Géomètre-Expert- N° OGE : 06034

LÉGENDE :

- Limite réelle
- Application cadastrale
- Mur clôture
- Clôture
- Clôture poteau béton
- Privatif
- Bâti
- Regard
- Regard branchement
- Coffret E.D.F.
- Compteur d'eau
- B.A. Borne ancienne
- B.N. Borne nouvelle à implanter
- Pylône E.D.F.
- Poteau P.T.T.
- Candélabre

NOTA : Le bornage n'est pas opposable au Domaine Public, seul l'arrêté individuel d'alignement sera applicable.

NOTA : Rattaché au système de coordonnées RGF93 - CC50 et au N.G.F. / IGN69.

SECTION ZE
"LA ROUILLERIE"

FÉRET HEBBERT
GEOMETRES-EXPERTS
110/112 av. du Mont Riboudet
76000 ROUEN
02.78.77.04.04
contact@feret-hebbert.fr

Dossier N° 18158
dessiné le 08/01/2018

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

Date de réception la demande : 14/02/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : FERET HEBBERT
110-112 avenue du Mont Riboudet
76000 ROUEN

Pour : M. et Mme Gérard BUREL
Propriété : la Rouillerie – EPINAY SUR DUCLAIR
Cadastrée : ZE 17 et ZE 95

Pôle de Proximité Austreberthe Cailly
Service Urbanisme
108 Allée François Mitterrand CS 50589
76006 ROUEN Cedex
Tel: 02.35.52.48.82
MRN/PPAC/2019/10
19.174

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

La limite de propriété correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier en bordure de la route de la Rouillerie à Epinay-sur-Duclair, au droit de la propriété susmentionnée, est **représentée par les points C et D,** sur le plan de délimitation de la propriété des personnes publiques annexé.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen NORMANDIE et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président, par délégation,
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe Cailly

métropole ROUEN NORMANDIE

Pascal LE BELLER

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

DEPARTEMENT DE SEINE-MARITIME

Commune d'EPINAY-SUR-DUCLAIR

Lieu-dit : La Rouillerie

PLAN DE BORNAGE ET DE DELIMITATION

PROPRIETE DE M. et Mme Gérard BUREL

Cadastre : Section ZE n° 17 et 95 pour 01 ha 46 a 75 ca

Echelle : 1/500

ACCORD DE BORNAGE ET DE DELIMITATION (à signer)

Signature précédée de votre nom et de la mention "Bon pour accord"

Bon pour accord

A Rouen le : 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
La Directeur du pôle de proximité Austreberthe-Cailly
métropole ROUEN NORMANDIE
Pascal LEBELLER

Fait à Rouen et terminé le 08/01/2019

Le géomètre expert

SELARL FÉRET HEBBERT
110/112 avenue du Mont Riboudet
76000 ROUEN
Tél : 02 78 77 04 04
Expert N° OGE : 09C34

métropole ROUEN NORMANDIE

LÉGENDE :

- Limite réelle
- Application cadastrale
- Mur clôture
- Clôture
- Clôture poteau béton
- Privatif
- Mitoyen
- Regard
- Coffret E.D.F.
- B.N. Borne nouvelle à implanter
- Pylône E.D.F.
- Poteau P.T.T.
- Candélabre

NOTA : Le bornage n'est pas opposable au Domaine Public, seul l'arrêté individuel d'alignement sera applicable.

NOTA : Rattaché au système de coordonnées RGF93 - CC50 et au N.G.F. / IGN69.

FÉRET HEBBERT GEOMETRES-EXPERTS
110/112 av. du Mont Riboudet
76000 ROUEN
02.78.77.04.04
contact@feret-hebbert.fr

Dossier N° 18156
dessiné le 08/01/2019

SECTION ZE
"LA ROUILLERIE"

N

Route de la Rouillerie

30.64

34.94

66.41

ZE n° 50
Indivision FLEURY-PESQUET

ZE n° 52
Indivision FLEURY-PESQUET

ZE n° 24
M. et Mme Pascal MAILLY

ZE n° 81
M. et Mme Pascal MAILLY

ZE n° 82
Consorts LEFEBVRE

ZE n° 61

ZE n° 104

ZE n°98

ZE n° 95

ZE n° 99

ZE n° 17

B.N.

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-032
19.175

ARRETE
REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT TRAVAUX D'ENTRETIEN ASSAINISSEMENT PONCTUELS OU URGENTS DANS LES SECTIONS HORS AGGLOMERATION METROPOLE ROUEN NORMANDIE ANNEE 2019

CANTELEU

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,

- Vu l'avis réputé favorable de la commune de Canteleu,

CONSIDERANT :

Les interventions ponctuelles ou travaux urgentes effectués par les équipes en régie des services de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE ou de ses intervenants (VIAM, SUEZ RV OSIS, SOGEA, SNTPP CAGNERAUD, BONNEFOY, NORMANDIE DERATISATION, SAT) ayant contractualisé avec la Métropole Rouen Normandie sur les travaux d'entretien assainissement, et sur le territoire de la commune de CANTELEU, dans les sections hors agglomération matérialisées par les panneaux EB10 et EB20.

ARRETE

ARTICLE 1 - L'arrêté n° PPAC/2018-201 du 10 décembre 2018 est abrogé.

ARTICLE 2 - A compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2019, lors des interventions ponctuelles ou travaux urgentes liés à la gestion des réseaux d'assainissement nécessitant une occupation temporaire de voirie, le stationnement au droit des travaux sera strictement réservé aux engins et véhicules de chantier de la Métropole Rouen Normandie ou de ses sous-traitants. Ces interventions concernent :

- Curage et débouchage
- Réparation
- Inspection télévisée
- Dératisation

ARTICLE 3 - La circulation sera réduite, le cas échéant, à une seule voie au droit des emprises du chantier. L'alternance de la circulation sera réglée soit par feux tricolores de chantier, soit manuellement par piquets mobiles K10, ou par panneaux B15 et C18. Il est précisé que les bénéficiaires du présent arrêté devront prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre le passage des véhicules de services publics, de secours ou de transports exceptionnels. La circulation piétonne sera maintenue par un cheminement clairement identifié et protégé.

ARTICLE 4 - La signalisation des travaux, les feux tricolores de chantier ainsi que les protections nécessaires à la sécurité des automobilistes et des piétons seront fournis et mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté ne doit pas entraîner :

- d'alternat d'une longueur supérieure à 100 mètres,
- de déviation de circulation

et ne doit pas avoir une incidence supérieure à une semaine sur la circulation.

Les travaux occasionnant des dérogations aux articles cités ci-dessus feront l'objet d'un arrêté complémentaire de circulation, après consultation des services de la Métropole Rouen Normandie.

ARTICLE 6 - Le retrait définitif ou provisoire du présent arrêté pourra être notifié à tout moment, en cas d'accident de la circulation, ou si certaines de ses prescriptions ne sont pas respectées. Il en sera de même si les chauffeurs des engins et des véhicules de chantier ne respectaient pas les règles de circulation ou faisaient preuve de négligence ou d'imprudence sur la voie publique.

ARTICLE 7 - Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation prévue. Les infractions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions du Code de la Route.

ARTICLE 8 - La chaussée et les trottoirs devront être rendus propres à la circulation.

ARTICLE 9 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Métropole Rouen Normandie – Direction de l'Assainissement
- La commune de CANTELEU

ARTICLE 10 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-033
19.176

ARRETE
REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT TRAVAUX D'ENTRETIEN ASSAINISSEMENT PONCTUELS OU URGENTS DANS LES SECTIONS HORS AGGLOMERATION METROPOLE ROUEN NORMANDIE ANNEE 2019

DEVILLE LES ROUEN

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,

- Vu l'avis réputé favorable de la commune de Déville lès Rouen,

CONSIDERANT :

Les interventions ponctuelles ou travaux urgentes effectués par les équipes en régie des services de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE ou de ses intervenants (VIAM, SUEZ RV OSIS, SOGEA, SNTPP CAGNERAUD, BONNEFOY, NORMANDIE DERATISATION, SAT) ayant contractualisé avec la Métropole Rouen Normandie sur les travaux d'entretien assainissement, et sur le territoire de la commune de DEVILLE LES ROUEN, dans les sections hors agglomération matérialisées par les panneaux EB10 et EB20.

ARRETE

ARTICLE 1 - L'arrêté n° PPAC/18-202 du 10 décembre 2018 est abrogé.

ARTICLE 2 - A compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2019, lors des interventions ponctuelles ou travaux urgentes liés à la gestion des réseaux d'assainissement nécessitant une occupation temporaire de voirie, le stationnement au droit des travaux sera strictement réservé aux engins et véhicules de chantier de la Métropole Rouen Normandie ou de ses sous-traitants. Ces interventions concernent :

- Curage et débouchage
- Réparation
- Inspection télévisée
- Dératisation

ARTICLE 3 - La circulation sera réduite, le cas échéant, à une seule voie au droit des emprises du chantier. L'alternance de la circulation sera réglée soit par feux tricolores de chantier, soit manuellement par piquets mobiles K10, ou par panneaux B15 et C18. Il est précisé que les bénéficiaires du présent arrêté devront prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre le passage des véhicules de services publics, de secours ou de transports exceptionnels. La circulation piétonne sera maintenue par un cheminement clairement identifié et protégé.

ARTICLE 4 - La signalisation des travaux, les feux tricolores de chantier ainsi que les protections nécessaires à la sécurité des automobilistes et des piétons seront fournis et mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté ne doit pas entraîner :

- d'alternat d'une longueur supérieure à 100 mètres,
- de déviation de circulation

et ne doit pas avoir une incidence supérieure à une semaine sur la circulation.

Les travaux occasionnant des dérogations aux articles cités ci-dessus feront l'objet d'un arrêté complémentaire de circulation, après consultation des services de la Métropole Rouen Normandie.

ARTICLE 6 - Le retrait définitif ou provisoire du présent arrêté pourra être notifié à tout moment, en cas d'accident de la circulation, ou si certaines de ses prescriptions ne sont pas respectées. Il en sera de même si les chauffeurs des engins et des véhicules de chantier ne respectaient pas les règles de circulation ou faisaient preuve de négligence ou d'imprudence sur la voie publique.

ARTICLE 7 - Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation prévue. Les infractions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions du Code de la Route.

ARTICLE 8 - La chaussée et les trottoirs devront être rendus propres à la circulation.

ARTICLE 9 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Métropole Rouen Normandie – Direction de l'Assainissement
- La commune de DEVILLE LES ROUEN

ARTICLE 10 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LEBELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-034
19.177

ARRETE
REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT TRAVAUX D'ENTRETIEN ASSAINISSEMENT PONCTUELS OU URGENTS DANS LES SECTIONS HORS AGGLOMERATION METROPOLE ROUEN NORMANDIE ANNEE 2019

LE HOULME

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,

- Vu l'avis réputé favorable de la commune de Le Houlme,

CONSIDERANT :

Les interventions ponctuelles ou travaux urgentes effectués par les équipes en régie des services de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE ou de ses intervenants (VIAM, SUEZ RV OSIS, SOGEA, SNTPP CAGNERAUD, BONNEFOY, NORMANDIE DERATISATION, SAT) ayant contractualisé avec la Métropole Rouen Normandie sur les travaux d'entretien assainissement, et sur le territoire de la commune de LE HOULME, dans les sections hors agglomération matérialisées par les panneaux EB10 et EB20.

ARRETE

ARTICLE 1 - L'arrêté n° PPAC/2018-209 du 10 décembre 2018 est abrogé.

ARTICLE 2 - A compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2019, lors des interventions ponctuelles ou travaux urgentes liés à la gestion des réseaux d'assainissement nécessitant une occupation temporaire de voirie, le stationnement au droit des travaux sera strictement réservé aux engins et véhicules de chantier de la Métropole Rouen Normandie ou de ses sous-traitants. Ces interventions concernent :

- Curage et débouchage
- Réparation
- Inspection télévisée
- Dératisation

ARTICLE 3 - La circulation sera réduite, le cas échéant, à une seule voie au droit des emprises du chantier. L'alternance de la circulation sera réglée soit par feux tricolores de chantier, soit manuellement par piquets mobiles K10, ou par panneaux B15 et C18. Il est précisé que les bénéficiaires du présent arrêté devront prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre le passage des véhicules de services publics, de secours ou de transports exceptionnels. La circulation piétonne sera maintenue par un cheminement clairement identifié et protégé.

ARTICLE 4 - La signalisation des travaux, les feux tricolores de chantier ainsi que les protections nécessaires à la sécurité des automobilistes et des piétons seront fournis et mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté ne doit pas entraîner :

- d'alternat d'une longueur supérieure à 100 mètres,
- de déviation de circulation

et ne doit pas avoir une incidence supérieure à une semaine sur la circulation.

Les travaux occasionnant des dérogations aux articles cités ci-dessus feront l'objet d'un arrêté complémentaire de circulation, après consultation des services de la Métropole Rouen Normandie.

ARTICLE 6 - Le retrait définitif ou provisoire du présent arrêté pourra être notifié à tout moment, en cas d'accident de la circulation, ou si certaines de ses prescriptions ne sont pas respectées. Il en sera de même si les chauffeurs des engins et des véhicules de chantier ne respectaient pas les règles de circulation ou faisaient preuve de négligence ou d'imprudence sur la voie publique.

ARTICLE 7 - Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation prévue. Les infractions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions du Code de la Route.

ARTICLE 8 - La chaussée et les trottoirs devront être rendus propres à la circulation.

ARTICLE 9 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Métropole Rouen Normandie – Direction de l'Assainissement
- La commune de LE HOULME

ARTICLE 10 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-035
19.178

ARRETE
REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT TRAVAUX D'ENTRETIEN ASSAINISSEMENT PONCTUELS OU URGENTS DANS LES SECTIONS HORS AGGLOMERATION METROPOLE ROUEN NORMANDIE ANNEE 2019

MALAUNAY

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,

- Vu l'avis réputé favorable de la commune de Malaunay,

CONSIDERANT :

Les interventions ponctuelles ou travaux urgentes effectués par les équipes en régie des services de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE ou de ses intervenants (VIAM, SUEZ RV OSIS, SOGEA, SNTPP CAGNERAUD, BONNEFOY, NORMANDIE DERATISATION, SAT) ayant contractualisé avec la Métropole Rouen Normandie sur les travaux d'entretien assainissement, et sur le territoire de la commune de MALAUNAY, dans les sections hors agglomération matérialisées par les panneaux EB10 et EB20.

ARRETE

ARTICLE 1 - L'arrêté n° PPAC 18-211 du 10 décembre 2018 est abrogé.

ARTICLE 2 - A compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2019, lors des interventions ponctuelles ou travaux urgentes liés à la gestion des réseaux d'assainissement nécessitant une occupation temporaire de voirie, le stationnement au droit des travaux sera strictement réservé aux engins et véhicules de chantier de la Métropole Rouen Normandie ou de ses sous-traitants. Ces interventions concernent :

- Curage et débouchage
- Réparation
- Inspection télévisée
- Dératisation

ARTICLE 3 - La circulation sera réduite, le cas échéant, à une seule voie au droit des emprises du chantier. L'alternance de la circulation sera réglée soit par feux tricolores de chantier, soit manuellement par piquets mobiles K10, ou par panneaux B15 et C18. Il est précisé que les bénéficiaires du présent arrêté devront prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre le passage des véhicules de services publics, de secours ou de transports exceptionnels. La circulation piétonne sera maintenue par un cheminement clairement identifié et protégé.

ARTICLE 4 - La signalisation des travaux, les feux tricolores de chantier ainsi que les protections nécessaires à la sécurité des automobilistes et des piétons seront fournis et mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté ne doit pas entraîner :

- d'alternat d'une longueur supérieure à 100 mètres,
- de déviation de circulation

et ne doit pas avoir une incidence supérieure à une semaine sur la circulation.

Les travaux occasionnant des dérogations aux articles cités ci-dessus feront l'objet d'un arrêté complémentaire de circulation, après consultation des services de la Métropole Rouen Normandie.

ARTICLE 6 - Le retrait définitif ou provisoire du présent arrêté pourra être notifié à tout moment, en cas d'accident de la circulation, ou si certaines de ses prescriptions ne sont pas respectées. Il en sera de même si les chauffeurs des engins et des véhicules de chantier ne respectaient pas les règles de circulation ou faisaient preuve de négligence ou d'imprudence sur la voie publique.

ARTICLE 7 - Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation prévue. Les infractions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions du Code de la Route.

ARTICLE 8 - La chaussée et les trottoirs devront être rendus propres à la circulation.

ARTICLE 9 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Métropole Rouen Normandie – Direction de l'Assainissement
- La commune de MALAUNAY

ARTICLE 10 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-036
19.179

ARRETE
REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT TRAVAUX D'ENTRETIEN ASSAINISSEMENT PONCTUELS OU URGENTS DANS LES SECTIONS HORS AGGLOMERATION METROPOLE ROUEN NORMANDIE ANNEE 2019

MAROMME

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,

- Vu l'avis favorable de la commune de Maromme,

CONSIDERANT :

Les interventions ponctuelles ou travaux urgentes effectués par les équipes en régie des services de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE ou de ses intervenants (VIAM, SUEZ RV OSIS, SOGEA, SNTPP CAGNERAUD, BONNEFOY, NORMANDIE DERATISATION, SAT) ayant contractualisé avec la Métropole Rouen Normandie sur les travaux d'entretien assainissement, et sur le territoire de la commune de MAROMME, dans les sections hors agglomération matérialisées par les panneaux EB10 et EB20.

ARRETE

ARTICLE 1 - L'arrêté n° PPAC 18-212 du 10 décembre 2018 est abrogé.

ARTICLE 2 - A compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2019, lors des interventions ponctuelles ou travaux urgentes liés à la gestion des réseaux d'assainissement nécessitant une occupation temporaire de voirie, le stationnement au droit des travaux sera strictement réservé aux engins et véhicules de chantier de la Métropole Rouen Normandie ou de ses sous-traitants. Ces interventions concernent :

- Curage et débouchage
- Réparation
- Inspection télévisée
- Dératisation

ARTICLE 3 - La circulation sera réduite, le cas échéant, à une seule voie au droit des emprises du chantier. L'alternance de la circulation sera réglée soit par feux tricolores de chantier, soit manuellement par piquets mobiles K10, ou par panneaux B15 et C18. Il est précisé que les bénéficiaires du présent arrêté devront prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre le passage des véhicules de services publics, de secours ou de transports exceptionnels. La circulation piétonne sera maintenue par un cheminement clairement identifié et protégé.

ARTICLE 4 - La signalisation des travaux, les feux tricolores de chantier ainsi que les protections nécessaires à la sécurité des automobilistes et des piétons seront fournis et mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté ne doit pas entraîner :

- d'alternat d'une longueur supérieure à 100 mètres,
- de déviation de circulation

et ne doit pas avoir une incidence supérieure à une semaine sur la circulation.

Les travaux occasionnant des dérogations aux articles cités ci-dessus feront l'objet d'un arrêté complémentaire de circulation, après consultation des services de la Métropole Rouen Normandie.

ARTICLE 6 - Le retrait définitif ou provisoire du présent arrêté pourra être notifié à tout moment, en cas d'accident de la circulation, ou si certaines de ses prescriptions ne sont pas respectées. Il en sera de même si les chauffeurs des engins et des véhicules de chantier ne respectaient pas les règles de circulation ou faisaient preuve de négligence ou d'imprudence sur la voie publique.

ARTICLE 7 - Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation prévue. Les infractions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions du Code de la Route.

ARTICLE 8 - La chaussée et les trottoirs devront être rendus propres à la circulation.

ARTICLE 9 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Métropole Rouen Normandie – Direction de l'Assainissement
- La commune de MAROMME

ARTICLE 10 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-037
19.180

ARRETE
REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT TRAVAUX D'ENTRETIEN ASSAINISSEMENT PONCTUELS OU URGENTS DANS LES SECTIONS HORS AGGLOMERATION METROPOLE ROUEN NORMANDIE ANNEE 2019

MONT SAINT AIGNAN

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,

- Vu l'avis réputé favorable de la commune de Mont Saint Aignan,

CONSIDERANT :

Les interventions ponctuelles ou travaux urgentes effectués par les équipes en régie des services de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE ou de ses intervenants (VIAM, SUEZ RV OSIS, SOGEA, SNTPP CAGNERAUD, BONNEFOY, NORMANDIE DERATISATION, SAT) ayant contractualisé avec la Métropole Rouen Normandie sur les travaux d'entretien assainissement, et sur le territoire de la commune de MONT SAINT AIGNAN, dans les sections hors agglomération matérialisées par les panneaux EB10 et EB20.

ARRETE

ARTICLE 1 - L'arrêté n° PPAC/18-214 du 10 décembre 2018 est abrogé.

ARTICLE 2 - A compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2019, lors des interventions ponctuelles ou travaux urgentes liés à la gestion des réseaux d'assainissement nécessitant une occupation temporaire de voirie, le stationnement au droit des travaux sera strictement réservé aux engins et véhicules de chantier de la Métropole Rouen Normandie ou de ses sous-traitants. Ces interventions concernent :

- Curage et débouchage
- Réparation
- Inspection télévisée
- Dératisation

ARTICLE 3 - La circulation sera réduite, le cas échéant, à une seule voie au droit des emprises du chantier. L'alternance de la circulation sera réglée soit par feux tricolores de chantier, soit manuellement par piquets mobiles K10, ou par panneaux B15 et C18. Il est précisé que les bénéficiaires du présent arrêté devront prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre le passage des véhicules de services publics, de secours ou de transports exceptionnels. La circulation piétonne sera maintenue par un cheminement clairement identifié et protégé.

ARTICLE 4 - La signalisation des travaux, les feux tricolores de chantier ainsi que les protections nécessaires à la sécurité des automobilistes et des piétons seront fournis et mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté ne doit pas entraîner :

- d'alternat d'une longueur supérieure à 100 mètres,
- de déviation de circulation

et ne doit pas avoir une incidence supérieure à une semaine sur la circulation.

Les travaux occasionnant des dérogations aux articles cités ci-dessus feront l'objet d'un arrêté complémentaire de circulation, après consultation des services de la Métropole Rouen Normandie.

ARTICLE 6 - Le retrait définitif ou provisoire du présent arrêté pourra être notifié à tout moment, en cas d'accident de la circulation, ou si certaines de ses prescriptions ne sont pas respectées. Il en sera de même si les chauffeurs des engins et des véhicules de chantier ne respectaient pas les règles de circulation ou faisaient preuve de négligence ou d'imprudence sur la voie publique.

ARTICLE 7 - Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation prévue. Les infractions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions du Code de la Route.

ARTICLE 8 - La chaussée et les trottoirs devront être rendus propres à la circulation.

ARTICLE 9 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Métropole Rouen Normandie – Direction de l'Assainissement
- La commune de MONT SAINT AIGNAN

ARTICLE 10 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-038
19.181

ARRETE
REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT TRAVAUX D'ENTRETIEN ASSAINISSEMENT PONCTUELS OU URGENTS DANS LES SECTIONS HORS AGGLOMERATION METROPOLE ROUEN NORMANDIE ANNEE 2019

NOTRE DAME DE BONDEVILLE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,

- Vu l'avis favorable de la commune de Notre Dame de Bondeville,

CONSIDERANT :

Les interventions ponctuelles ou travaux urgentes effectués par les équipes en régie des services de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE ou de ses intervenants (VIAM, SUEZ RV OSIS, SOGEA, SNTPP CAGNERAUD, BONNEFOY, NORMANDIE DERATISATION, SAT) ayant contractualisé avec la Métropole Rouen Normandie sur les travaux d'entretien assainissement, et sur le territoire de la commune de NOTRE DAME DE BONDEVILLE, dans les sections hors agglomération matérialisées par les panneaux EB10 et EB20.

ARRETE

ARTICLE 1 - L'arrêté n° PPAC/18-215 du 10 décembre 2018 est abrogé.

ARTICLE 2 - A compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2019, lors des interventions ponctuelles ou travaux urgentes liés à la gestion des réseaux d'assainissement nécessitant une occupation temporaire de voirie, le stationnement au droit des travaux sera strictement réservé aux engins et véhicules de chantier de la Métropole Rouen Normandie ou de ses sous-traitants. Ces interventions concernent :

- Curage et débouchage
- Réparation
- Inspection télévisée
- Dératisation

ARTICLE 3 - La circulation sera réduite, le cas échéant, à une seule voie au droit des emprises du chantier. L'alternance de la circulation sera réglée soit par feux tricolores de chantier, soit manuellement par piquets mobiles K10, ou par panneaux B15 et C18. Il est précisé que les bénéficiaires du présent arrêté devront prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre le passage des véhicules de services publics, de secours ou de transports exceptionnels. La circulation piétonne sera maintenue par un cheminement clairement identifié et protégé.

ARTICLE 4 - La signalisation des travaux, les feux tricolores de chantier ainsi que les protections nécessaires à la sécurité des automobilistes et des piétons seront fournis et mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté ne doit pas entraîner :

- d'alternat d'une longueur supérieure à 100 mètres,
- de déviation de circulation

et ne doit pas avoir une incidence supérieure à une semaine sur la circulation.

Les travaux occasionnant des dérogations aux articles cités ci-dessus feront l'objet d'un arrêté complémentaire de circulation, après consultation des services de la Métropole Rouen Normandie.

ARTICLE 6 - Le retrait définitif ou provisoire du présent arrêté pourra être notifié à tout moment, en cas d'accident de la circulation, ou si certaines de ses prescriptions ne sont pas respectées. Il en sera de même si les chauffeurs des engins et des véhicules de chantier ne respectaient pas les règles de circulation ou faisaient preuve de négligence ou d'imprudence sur la voie publique.

ARTICLE 7 - Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation prévue. Les infractions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions du Code de la Route.

ARTICLE 8 - La chaussée et les trottoirs devront être rendus propres à la circulation.

ARTICLE 9 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Métropole Rouen Normandie – Direction de l'Assainissement
- La commune de NOTRE DAME DE BONDEVILLE

ARTICLE 10 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Seine Sud

ARRETE N° : PP2S 2019 - 009
19.188

RD 13 Route des Essarts
RD 18E Giratoire des Colonnes
OISSEL

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'avis de la commune d'OISSEL,

CONSIDERANT :

- La demande présentée le 15 mars 2019 par la Sté **AGILIS**

- Qu'en raison des travaux de réparation du dispositif de retenu béton situé sur le giratoire des Colonnes de la RD 13 du PR 7+460 et de la RD 18^{E} au PR 12+100 réalisés par la société AGILIS pour le compte de la société S.A.P.N,

- Il y a lieu de modifier la circulation sur ces voies,

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

La circulation de la route RD 13 route des Essarts et de la RD 18E, durant la période comprise entre le jeudi 21 et le mercredi 27 Mars 2019 **de 9h00 à 16h00**, est réglementée comme suit :

RD 13 Route des Essarts :

Dans la section comprise entre le **PR 4 + 00 et le PR 7+ 460**
- La circulation sera interdite, sauf riverains, dans le sens Grand-Couronne vers Oissel.
- La circulation sera déviée par l'A 139 puis la sortie n°22.
- La signalisation mise en place devra être conforme à la réglementation du guide SETRA, Signalisation Temporaire, Conception et Mise en œuvre des Déviations, Guide Technique.
- Aucun engin ou véhicule de chantier ne devra stationner en dehors de la zone de travaux.

RD 18^{E} sens giratoire « des Vaches » vers giratoire « des Colonnes » :

Dans la section comprise entre le **PR 11+600 et le PR 12+400**
- La circulation sera interdite sur la voie de droite, voie lente.
- La signalisation mise en place devra être conforme à la réglementation du guide SETRA, Signalisation Temporaire, Route à Chaussées Séparées, Manuel du Chef de Chantier, Fiche Réf. CF 113b.
- La vitesse sur l'emprise du chantier sera limitée à 70 km/h.
- Le dépassement sera interdit sur l'ensemble de l'emprise du chantier.
- Aucun engin ou véhicule de chantier ne devra stationner en dehors de la zone de travaux.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place et entretenue par les services de la Voirie Réseau Structurant de la Métropole Rouen Normandie.

Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 5 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune d'Oissel,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARTICLE 6 – EXECUTION

Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Monsieur le Commissaire de Police de Rouen, et les agents placés sous leurs ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité Seine Sud

Manuel DE ARAUJO

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Seine Sud

ARRETE N° : PP2S 2019 - 010
19.189

RD 13 Route des Essarts
RD 13A
OISSEL

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'avis de la commune d'OISSEL,
- L'avis de la commune de GRAND COURONNE,

CONSIDERANT :

- La demande présentée le 12 Mars 2019 par la Sté **HYDROGEOTECHNIQUE**

- Qu'en raison des travaux de sondage et diagnostique de chaussée sur la RD 13 du PR 3+430 au PR 3+800 et de la RD 13A du PR 1+430 au PR 1+590 réalisés par la Sté HYDROGEOTECHNIQUE pour le compte de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE, Service Voirie.

- Il y a lieu de modifier la circulation sur ces voies,

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

La circulation de la route RD 13 route des Essarts, comprise entre le PR 3+430 et le PR 3+800, et la RD 13A, comprise entre le PR 1+430 et le PR 1+590, durant la période comprise entre le lundi 1er et le vendredi 12 Avril 2019, est réglementée comme suit :

- La circulation sera mise sous alternats manuel par piquet K10 de jour, de 9h00 à 16h00.
- La signalisation mise en place devra être conforme à la réglementation du guide SETRA, Signalisation Temporaire, Les Alternats, Guide Technique, Fiche Réf. CF 23.
- La vitesse sur l'emprise du chantier sera limitée à 50 km/h.
- Aucun engin ou véhicule de chantier ne devra stationner en dehors de la zone de travaux.
-

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place par l'entreprise **HYDROGEOTECHNIQUE** et entretenue par elle.

Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,

- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 5 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune d'Oissel,
- Monsieur le Maire de la commune de Grand Couronne,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARTICLE6 – EXECUTION

Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Monsieur le Commissaire de Police de Rouen, et les agents placés sous leurs ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 20 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité Seine Sud

Manuel DE ARAUJO

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
28 MARS 2019

Date de réception de la demande : 04 mars 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Office Notarial de la Demi Lune
3 rue Charles de GAULLE- 76960 NOTRE DAME de BONDEVILLE

Pour : SC PREVOST
Refs : 10125750/JP/AC

Propriété : 62 rue VERTE et rue Rolland LEROUX - ROUEN

Cadastrée : CM 172 et 119

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-115
19.200

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des vois communales nommées **rue VERTE et rue Rolland LEROUX** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- Rue VERTE : L'alignement est fixé par une ligne droite reliant l'angle de la clôture sur parcelle CM 179 à l'angle de la construction sur parcelle CM 152.
- Rue Rolland LEROUX : l'alignement est représenté par une ligne droite dans la continuité du mur de la construction et de la clôture de la parcelle CM 114 (hors pan coupé) jusqu'à l'extrémité du caniveau.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 20 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : CM
Feuille : 000 CM 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/650

Date d'édition : 18/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

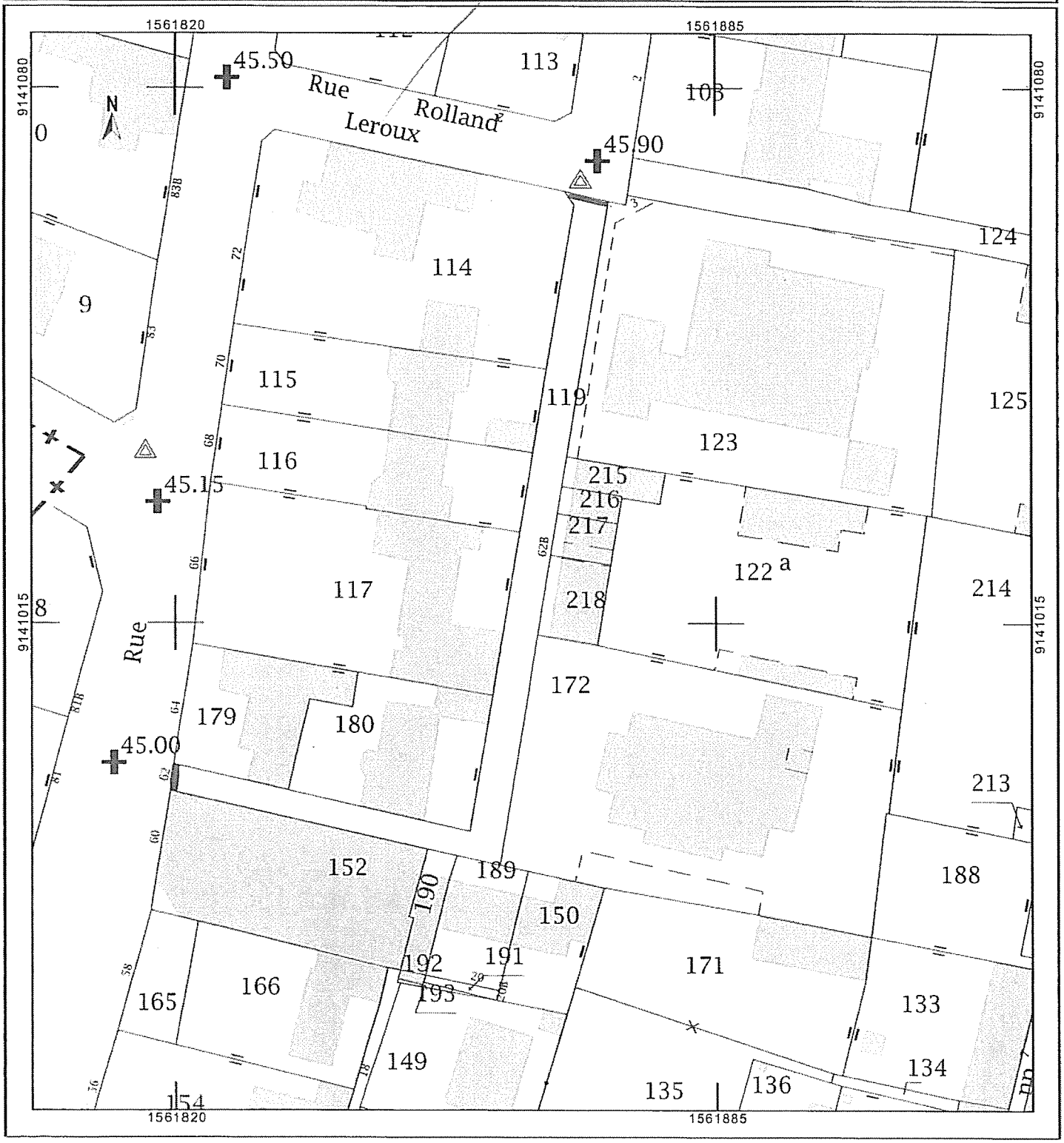
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/115
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
28 MARS 2019

Date de réception de la demande : 11 mars 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Office Notarial de la Demi Lune
3 rue Charles de GAULLE- 76960 NOTRE DAME de BONDEVILLE

Pour : Chambre des métiers/ERDEN PATRIMOINE
Refs : 1025490/JP/AC

Propriété : 24 rue des MURS ST YON et rue du TERRAIN - ROUEN

Cadastrée : NC 164 et 165

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-118

19.201

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des vois communales nommées **rue des MURS ST YON et rue du TERRAIN** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de construction.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 20 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : NC
Feuille : 000 NC 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 14/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

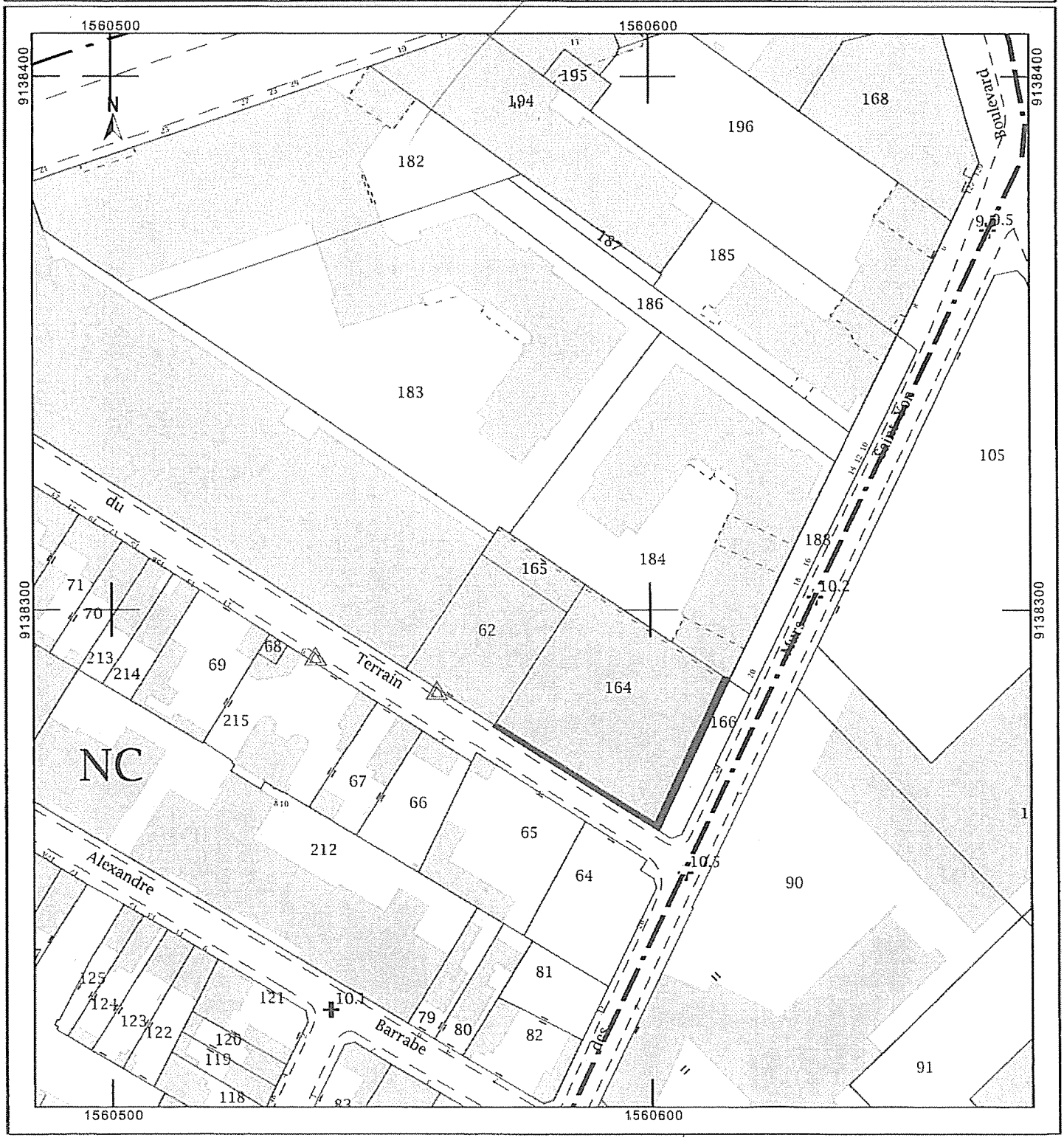
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/118
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
22 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Plateaux Robec

ARRETE N° : PPPR/19-013
19.182

TRAVAUX DE VOIRIE
POSE DE BORDURES CANIVEAUX – REFECTION DE CHAUSSEE
RD61 route de la Gare LA HOUSSAYE
FONTAINE SOUS PREAUX - QUINCAMPOIX

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R.411-1 à R.411-8, R 411, R.411-18, et R 411.25 à R.411-28
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

- Vu l'information donnée à la commune de FONTAINE SOUS PREAUX,
- Vu l'information donnée à la commune d'ISNEAUVILLE,
- Vu l'information donnée à la commune de QUINCAMPOIX,

CONSIDERANT :

- La demande présentée par l'Entreprise HAVE SOMACO 101 rue de Stalingrad 76142 LE PETIT QUEVILLY, en date du 19/02/2019,

- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

Qu'en raison des travaux de voirie, pose de bordures et caniveaux et réfection de chaussée en enrobés **sur la RD61 route de la Gare à FONTAINE SOUS PREAUX**, il y a lieu de modifier momentanément la circulation.

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Du 15 AVRIL AU 3 MAI 2019 :

- La RD61, route de la gare La Houssaye, sera interdite à toute circulation le temps des travaux.
- Entre le 23 AVRIL et le 3 MAI, période scolaire, la RD61 sera barrée entre 8h45 et 16h15.
- Une déviation sera mise en place dans les deux sens de circulation par la RD47 à Isneauville et la RD47 et RD61A à Fontaine sous Préaux.
- La circulation pourra être alternée à l'aide de feux tricolores provisoires ou par alternat manuellement par piquets K10
- La rue de la Houssaye (Quicampoix) sera barrée à l'angle de la RD61.
- La vitesse sera limitée à 50km/h,
- Le stationnement sera interdit et qualifié de gênant. Il sera strictement réservé aux engins et véhicules de chantier.
- L'accès aux propriétés riveraines sera, dans la mesure du possible, maintenu tout au long de cette opération, ainsi que pour les véhicules d'urgence.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation de chantier est mise en place par l'Entreprise HAVE SOMACO qui sera chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'intervenant est tenu de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie la date et l'heure de la pose et de la dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

ARTICLE 3 – SECURITE

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de collecte de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services gestionnaires concernés.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.

Le présent arrêté ne dispense par l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.
L'accès aux immeubles riverains ainsi qu'aux réseaux existants, la desserte du chantier et les livraisons doivent toujours être assurés de jour comme de nuit, sauf règlementation particulière reprise ci-dessus.

L'arrêté signé et ses prorogations éventuelles doivent être affichés de façon visible au public sur le chantier pendant les travaux.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra parvenir à la Métropole Rouen Normandie (auto.voirie-pppr@metropole-rouen-normandie.fr) :

↳ Si la durée initiale du chantier est supérieure à deux semaines, cinq (5) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

↳ Si la durée initiale du chantier est inférieure à deux semaines, deux (2) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

En cas de non-respect de l'article 2, les travaux seront suspendus par les services compétents de la Métropole Rouen Normandie.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 7 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune de FONTAINE SOUS PREAUX
- Monsieur le Maire de la commune d'ISNEAUVILLE
- Monsieur le Maire de la Commune de QUINCAMPOIX
- Direction des Routes Agence Départementale de CLERES
- Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Directeur du SAMU
- La Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie
- La Direction des Transports de la Métropole Rouen Normandie
- VTNI Grand Rouen Centre de PETIT QUEVILLY, (sebastien.mabille@transdev.com)

ARTICLE 8 – EXECUTION

- l'Entreprise HAVE SOMACO **(francois.baliros@vinci-construction.fr)**
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de la Seine-Maritime,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de QUINCAMPOIX
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de MONTVILLE,
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de SAINT JACQUES SUR DARNETAL
- La Police Municipale de la Commune d'ISNEAUVILLE,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le

21 MARS 2019

Pour le Président et par délégation,

Le Directeur Territorial du Pôle Plateaux Robec

Jean-Luc BURLAND

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
26 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-030
19185

OPERATION "FORET PROPRE"
HOUPPEVILLE et MONT SAINT AIGNAN

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,
- L'avis réputé favorable de la commune d'HOUPPEVILLE
- L'avis favorable de la commune de MONT SAINT AIGNAN

CONSIDERANT :

- La demande présentée par la Direction de l'Environnement de la Métropole Rouen Normandie,

- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

- Qu'en raison de la présence de personnes sur la chaussée de la RD 121, dans le cadre de l'opération « forêt propre »

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Le dimanche 24 mars 2019,de 9h à 13h, la circulation sera interdite sur la RD 121 dans la section comprise entre le carrefour des RD 43B et RD 121 à MONT SAINT AIGNAN (carrefour des Bouillons) et le carrefour des Longs Vallons RD 66 et RD 121 à HOUPPEVILLE.

Une déviation sera mise en place comme suit :

Sens HOUPPEVILLE vers MONT SAINT AIGNAN : par la RD 66, la RD 3, la RD 1043 et la RD 43.

Sens MONT SAINT AIGNAN vers HOUPPEVILLE : par la RD 43, la RD 1043, la RD 3 et la RD 66.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation est mise en place par les services de la Métropole Rouen Normandie qui seront chargés de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

ARTICLE 3 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.
Le présent arrêté ne dispense pas l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 5 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 6 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- La Direction de l'Environnement de la Métropole Rouen Normandie
- La commune d'HOUPPEVILLE
- La commune de MONT SAINT AIGNAN
- Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Directeur du SAMU
- La Direction des Transports et la Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie

ARTICLE 7 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de MONTILLE,
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de DUCLAIR.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 21 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Adjoint du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Xavier BARBAY

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
26 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-031
19.186

OPERATION "FORET PROPRE"
QUEVILLON et CANTELEU

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,
- L'avis favorable de la commune de QUEVILLON
- L'avis réputé favorable de la commune de CANTELEU

CONSIDERANT :

- La demande présentée par la Direction de l'Environnement de la Métropole Rouen Normandie,
- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,
- Qu'en raison de la présence de personnes sur la chaussée de la RD 367, dans le cadre de l'opération « forêt propre »

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Le dimanche 24 mars 2019, de 13h à 17h, la circulation sera interdite sur la RD 367 dans la section comprise entre le carrefour des RD 67 et RD 367 à QUEVILLON et le carrefour du giratoire aux Loups RD 982 et RD 367 à CANTELEU.

Une déviation sera mise en place comme suit :

Sens QUEVILLON vers CANTELEU : par la RD 67 via SAINT PIERRE DE MANNEVILLE et SAHURS et la RD 351 vers CANTELEU.

Sens CANTELEU vers QUEVILLON : par la RD 982, la RD 351 via SAHURS et la RD 67 via SAINT PIERRE DE MANNEVILLE

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation est mise en place par les services de la Métropole Rouen Normandie qui seront chargés de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

ARTICLE 3 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.
En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.
Le présent arrêté ne dispense pas l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 5 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 6 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- La Direction de l'Environnement de la Métropole Rouen Normandie
- La commune de QUEVILLON
- La commune de CANTELEU
- Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Directeur du SAMU
- La Direction des Transports et la Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie

ARTICLE 7 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de DUCLAIR.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 21 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Adjoint du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Xavier BARBAY

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
28 MARS 2019

Date de réception de la demande : 07 janvier 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : **Office Notarial de la Demi Lune**
3 rue Charles de GAULLE- 76960 NOTRE DAME de BONDEVILLE

Pour : DOUDET/BERTA
Refs : 1025106/FLE/MMO
Propriété : **51 rue de la REPUBLIQUE et 3 passage ST AMAND - ROUEN**

Cadastrée : BI 130,291,301

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/RP/2019-25
19.22

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des vois communales nommées **rue de la REPUBLIQUE et passage ST AMAND** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- Rue de la REPUBLIQUE : L'alignement est fixé par une ligne droite reliant les angles des piliers de part et d'autre des vitrines.
- Passage ST AMAND : l'alignement est représenté par une ligne droite reliant l'angle du pilier du portail de la parcelle BI 300 à la limite entre les constructions sur parcelles BI 130 et 129.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 21 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : BI
Feuille : 000 BI 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 14/01/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

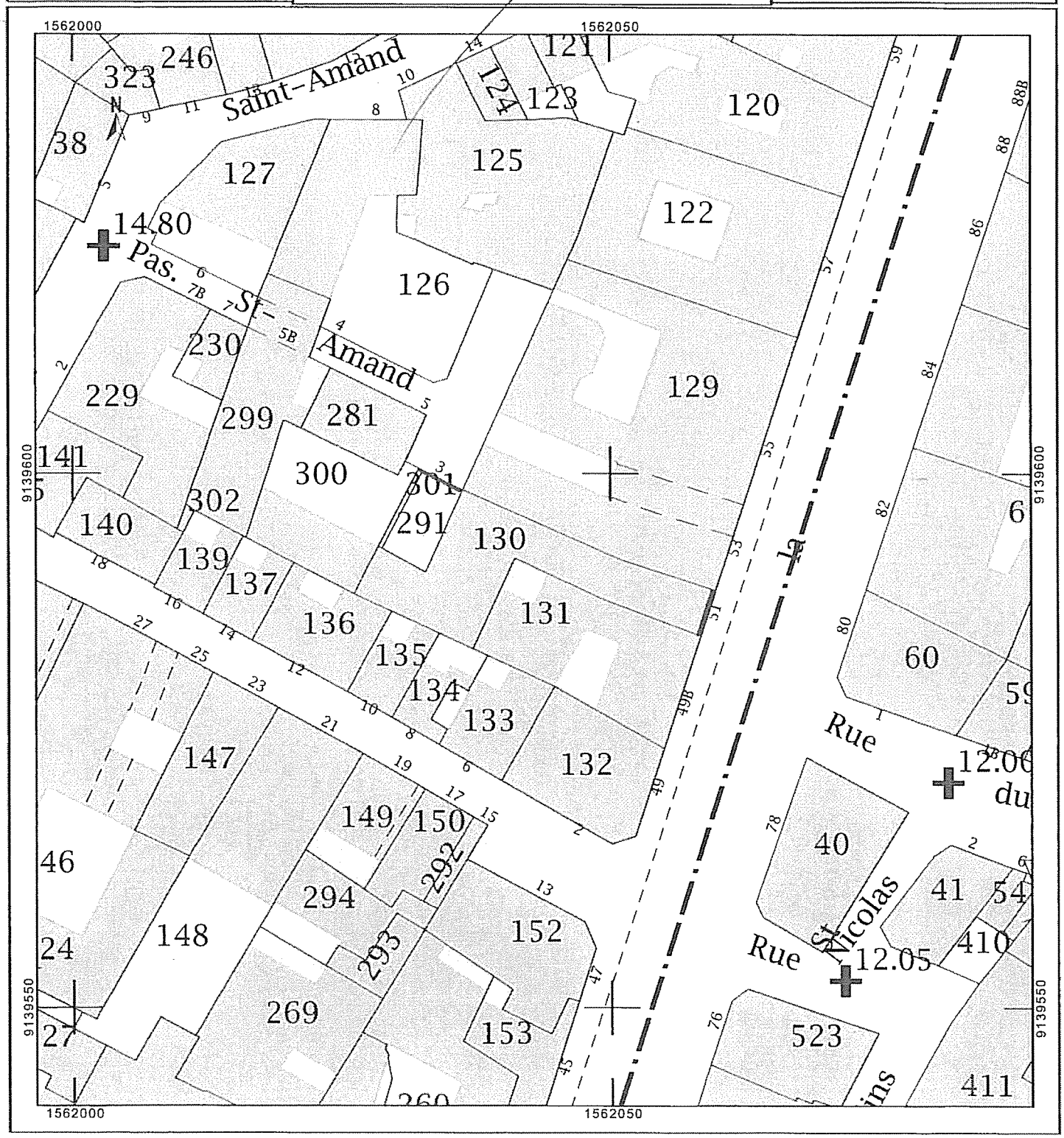
Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/RP/2019/25
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN

Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Réf. du service : Dev. Eco. 02.2019
N° annuel SA : 19.184

métropole ROUEN NORMANDIE

ARRETE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

Nous, Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2122-25 et L5211-2, L5217-2,

Vu le Code de l'Education, notamment les articles L 752-1 et L 752-2,

Vu les statuts de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Décret n°2018-109 du 15 février 2018 relatif aux Ecoles Nationales Supérieures de l'Architecture (ENSA), et notamment l'article 3,

Vu l'arrêté du 27 février 2019 n°19.118 relatif à la désignation des représentants de la Métropole Rouen Normandie au sein du Conseil d'Administration de l'Ecole Nationale Supérieure de l'Architecture (ENSA),

Vu la délibération du Conseil de la Communauté de l'Agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe du 14 avril 2014 relative à l'élection du président,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté de l'Agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe du 14 avril 2014 relative à l'élection des Vice-présidents,

Vu l'arrêté n° DAJ 62.15 en date du 22 mai 2015 portant délégation de fonction à Madame Mélanie BOULANGER, 6ème Vice-présidente en charge des initiatives en faveur des jeunes et de la vie étudiante ainsi que la promotion de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Considérant la compétence de la Métropole relative à l'enseignement supérieur, et notamment : Le Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

ARRETONS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er - Retrait de l'arrêté n°19.118 du 27 février 2019

L'arrêté n°19.118 du 27 février 2019 désignant les représentants de la Métropole Rouen Normandie appelés à siéger au sein du Conseil d'Administration de l'Ecole Nationale Supérieure de l'Architecture (ENSA) est retiré.

ARTICLE 2 - Domaine de la délégation de fonction

Monsieur Guy PESSIOT est désigné en qualité de représentant de la Métropole Rouen Normandie auprès de l'Ecole Nationale Supérieure de l'Architecture de Normandie (ENSA) pour siéger au Conseil d'Administration.

ARTICLE 3 - ~~Absence~~ et empêchement

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy PESSIOT, Madame Françoise GUILLOTIN est désignée en sa qualité de suppléante pour siéger au sein du Conseil d'Administration de l'ENSA.

ARTICLE 4 – Exécution

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Trésorier Principal Municipal, affiché, publié au recueil des actes administratifs et notifié aux intéressés.

Fait à Rouen, le 25 MARS 2019

LE PRESIDENT

FREDERIC SANCHEZ

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification.

Reçu notification le :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**25 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Désignation de Monsieur Guy PESSIOT en qualité de représentant de la Métropole Rouen Normandie pour siéger au sein du Conseil d'Administration de l'Ecole Nationale Supérieure de l'Architecture de Normandie (ENSA)	Arrêté Dev. Eco. 02.2019 SA 19.184 du 25 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
28 MARS 2019
PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

Date de réception de la demande : 12 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Benoit LEGRAND - Notaire – 26 rue Maladrerie – 76 000 ROUEN

Pour : GARCIA / DELAHAYE

Refs : A 2019 14000

Propriété : 97 rue du CHAMP DES OISEAUX et 1 rue du CLOS THIREL - ROUEN

Cadastrée : CL 16

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-95

19.190

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rue du CHAMP DES OISEAUX et rue du CLOS THIREL** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé :
  - En pied des clôtures maçonnées et en pied de la construction principale
  - Au niveau des accès :
    - par une ligne droite reliant l'angle de la construction à l'angle du pilier Ouest de l'accès non couvert.
    - Par une ligne droite reliant les angles des piliers de part et d'autre de la porte de garage

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : CL
Feuille : 000 CL 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

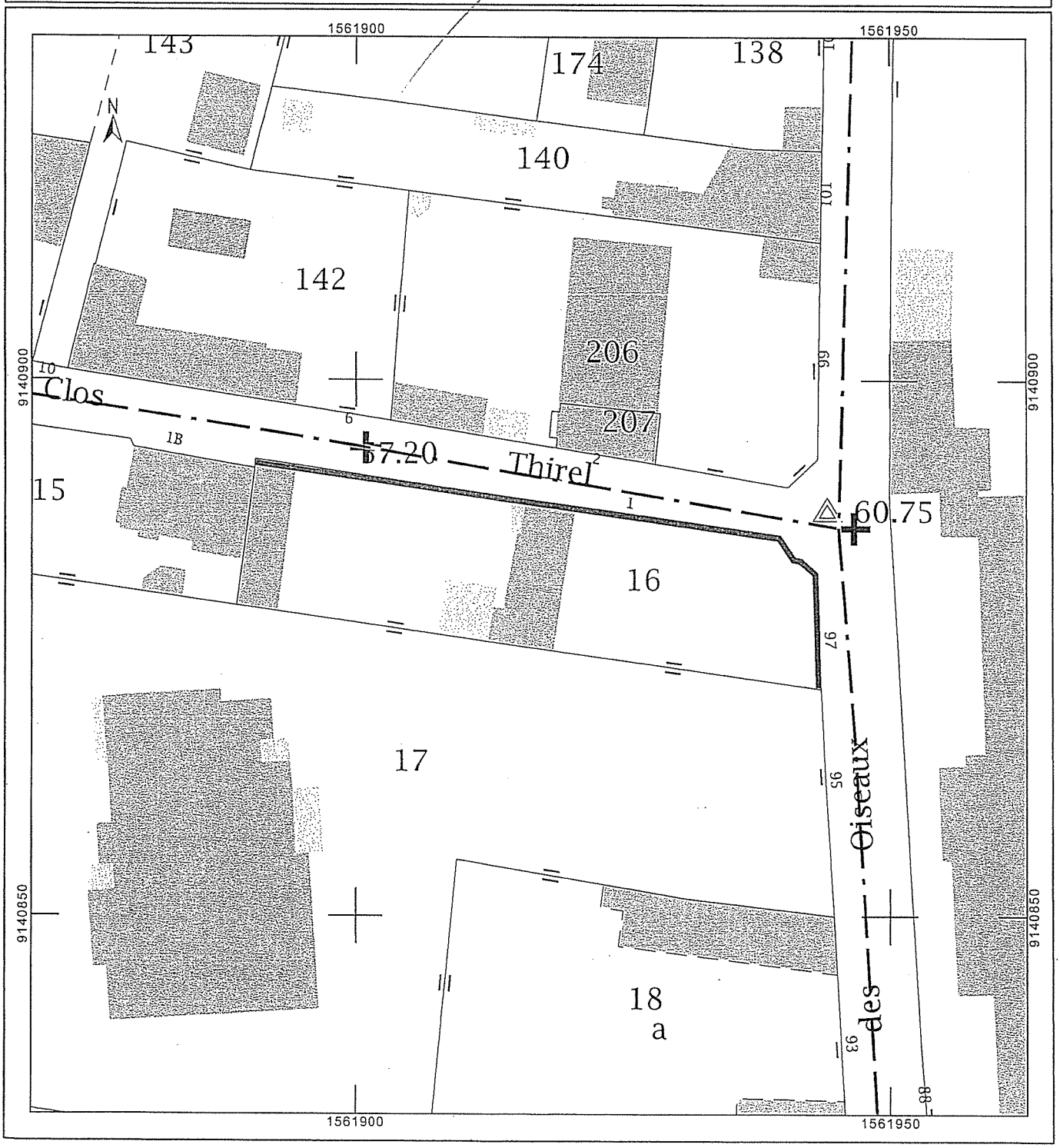
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/095
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

Date de réception de la demande : 21 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Benoit MULLER - Notaire – 9D rue de Verdun –B.P. 8 – 76 440 FORGES LES EAUX

Pour : CAVILLON / TREFOUEL
Refs : 22493 / BM / GH / DC
Propriété : 25 rue AMBROISE FLEURY, rue GERICAULT et rue ADRIEN PASQUIER - ROUEN

Cadastrée : LS 121

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-96

19.191

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rue AMBROISE FLEURY, rue GERICAULT et rue ADRIEN PASQUIER** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé : en pied de construction et au droit des seuils des accès.

Nota : la construction présente des surplombs sur le domaine public (balcons)

Article 2- Piquetage : 2/2

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LS
Feuille : 000 LS 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

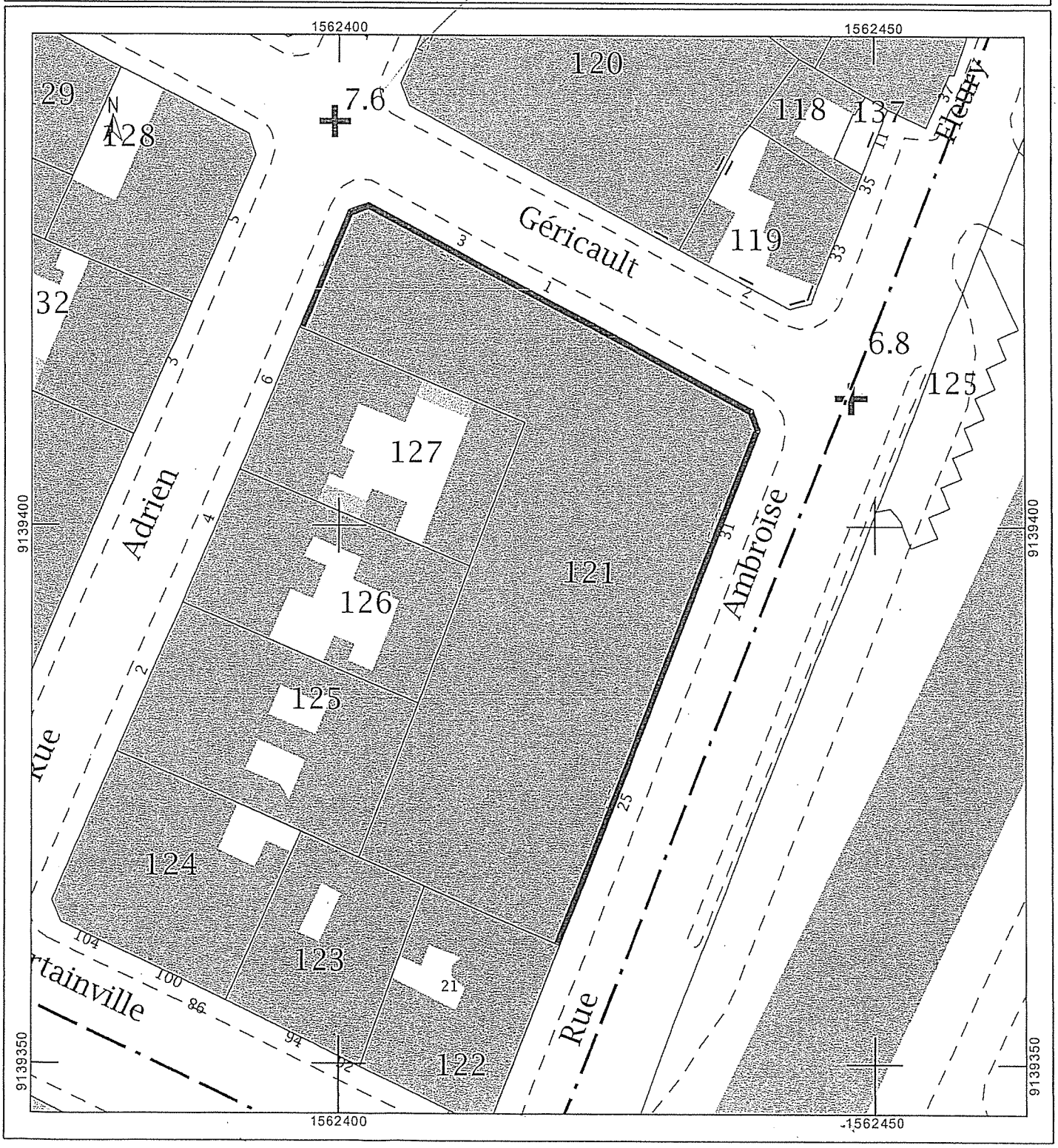
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/096
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

Date de réception de la demande : 19 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Sandra CAUDRON-OSTRIVIDOW - Notaire – 212 route de Neufchâtel – 76 420 BIHOREL

Pour : M. SOHIER / M. Mme MUGAT
Refs : 1000700 / SCO / SCO

Propriété : 31 rue SAINT PATRICE - ROUEN

Cadastrée : CE 120

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-97

19.192

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue SAINT PATRICE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé par une ligne droite passant par les angles des trois piliers en pierre (en pied de seuil des deux portes de garages)

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : CE
Feuille : 000 CE 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

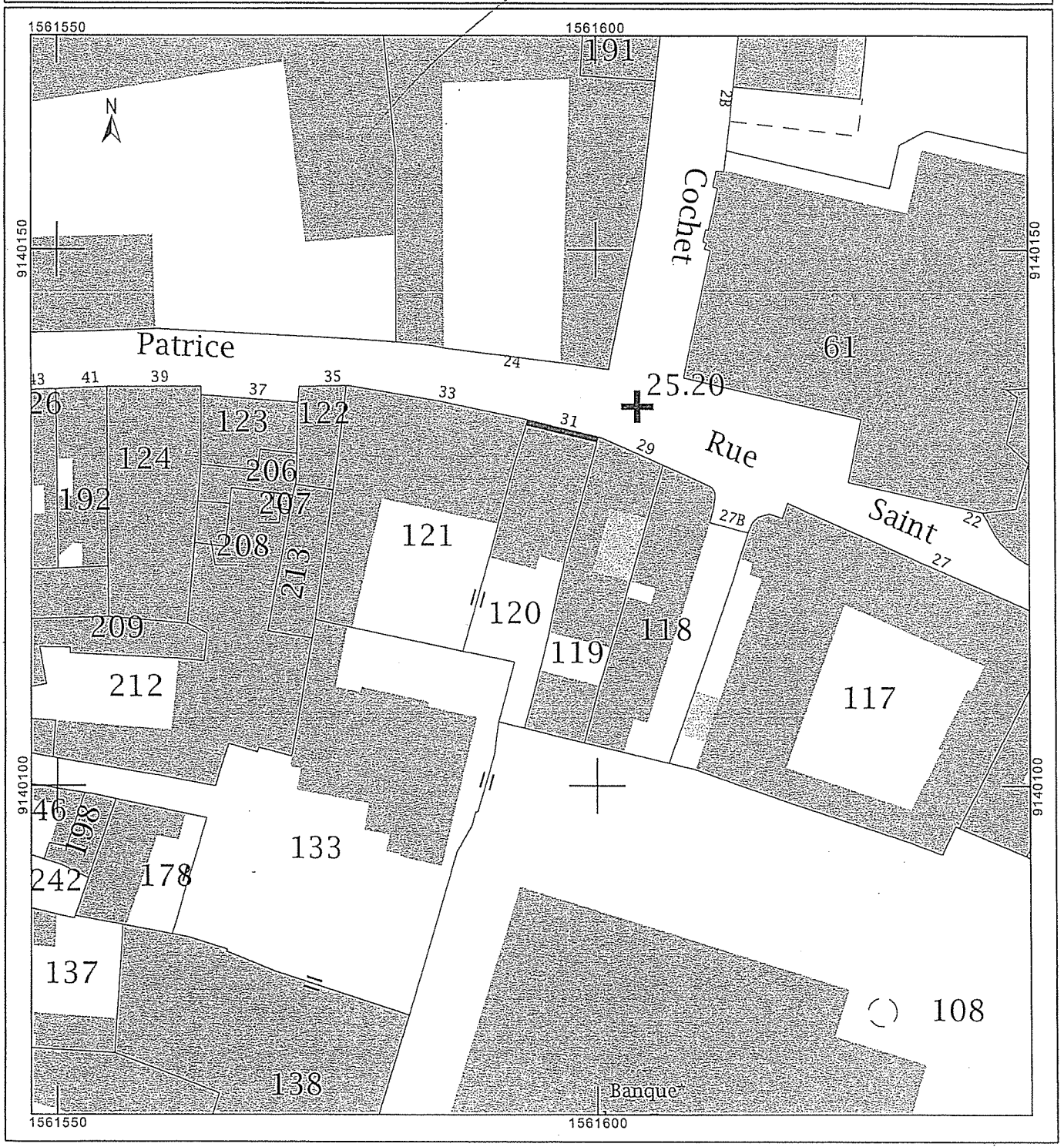
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/097
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le 27 MARS 2019

Date de réception de la demande : 20 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Caroline LEROY- DUDONNE - Notaire – 29 bis rue de la Libération – 76 420 BIHOREL

Pour : Madame Véronique LEFAUX
Refs : 1000056 / CLD / CLD

Propriété : 13 rue CESAR FRANCK - ROUEN

Cadastrée : DV 201

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-98

19.133

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue CESAR FRANCK** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de construction.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : DV
Feuille : 000 DV 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

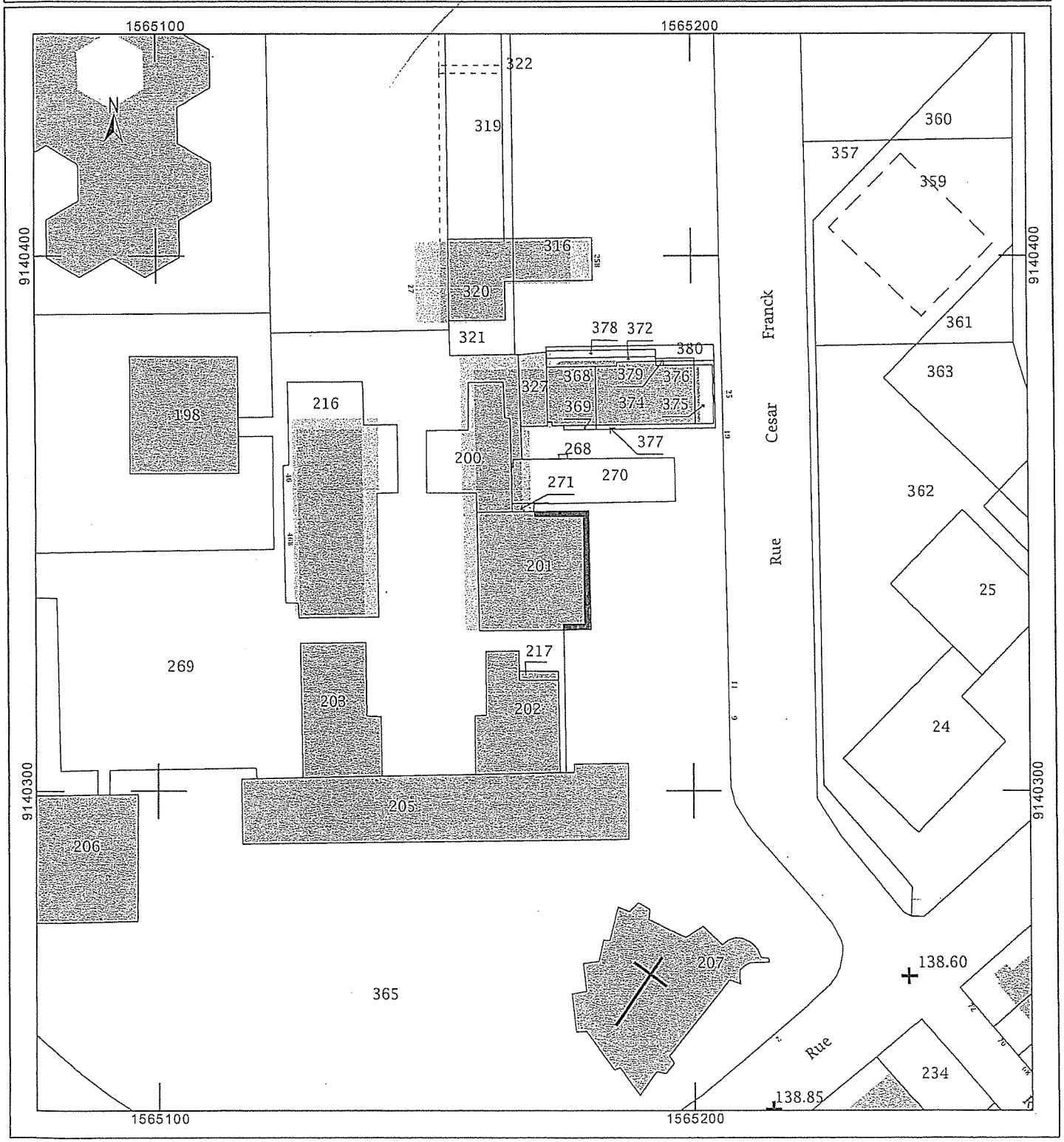
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/098
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

Date de réception de la demande : 20 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Sandra CAUDRON-OSTRIVIDOW - Notaire – 212 route de Neufchâtel – 76 420 BIHOREL

Pour : Mme PAPIN / Mme ATIOGBE
Refs : 1000687 / SCO / SCO
Propriété : 68 route de NEUFCHATEL & rue de la PREVOYANCE - ROUEN

Cadastrée : CO 60

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-99

19.194

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie départementale nommée **route de NEUFCHATEL** et de la voie communale nommée **rue de la PREVOYANCE** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé : en pied de construction et de muret de clôture (angles des piliers de part et d'autre du portail).

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : CO
Feuille : 000 CO 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

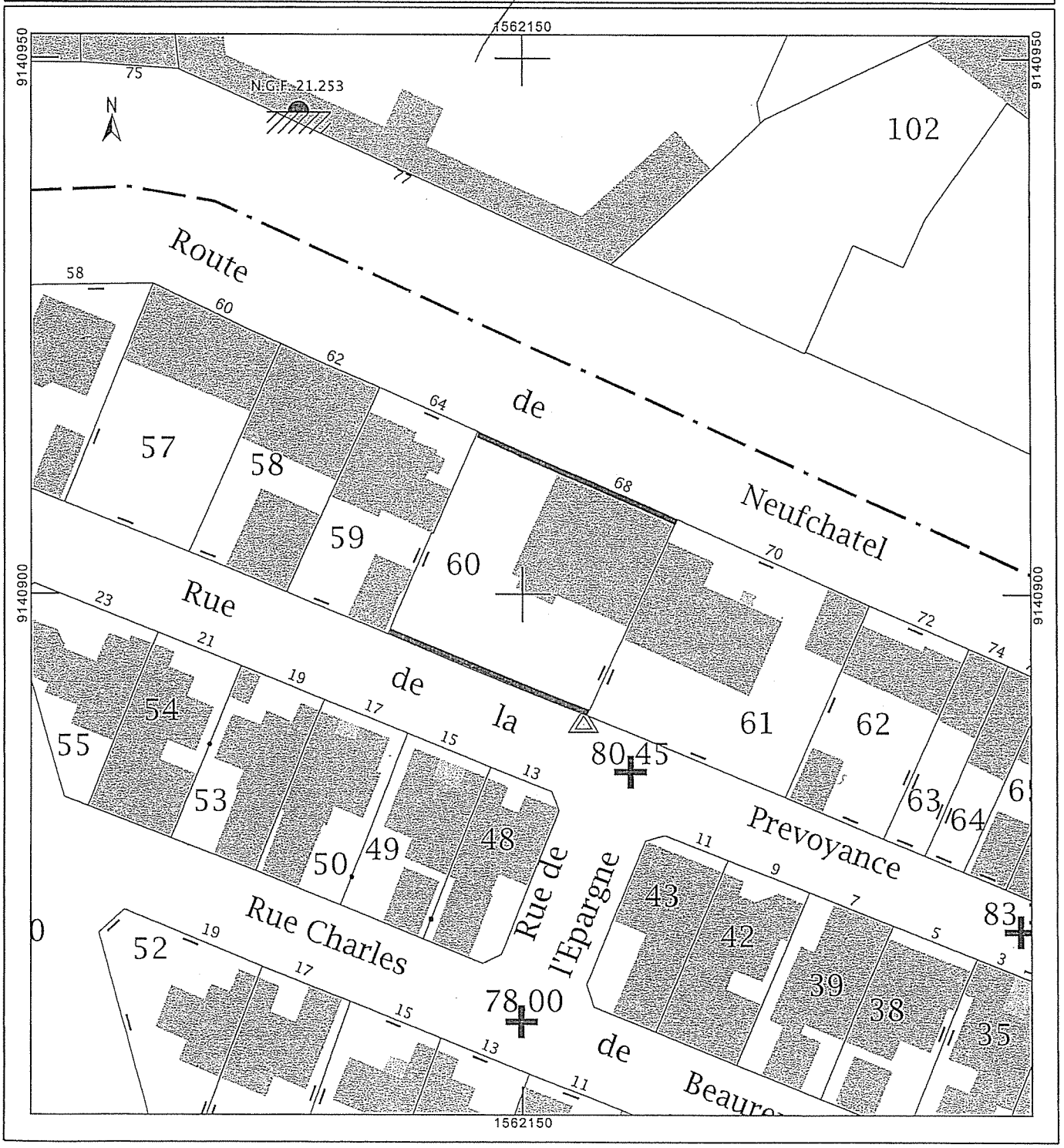
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/099
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

Date de réception de la demande : 15 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Frédéric LECOEUR - Notaire – 3 rue Charles de Gaulle – 76 960 NOTRE DAME DE BONDEVILLE

Pour : SCI BAUCHAIN
Refs : 1025361 / FL / CD / VL

Propriété : 33 rue SAINT GERVAIS - ROUEN

Cadastrée : AW 150

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-102

19.195

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue SAINT GERVAIS** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de construction et à l'angle des piliers de part et d'autre des accès piéton et garage.

Nota : la construction présente :
- Un surplomb sur Domaine Public (au n°35)
- Un empiètement sur Domaine Public (escalier et rampe PMR)

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : AW
Feuille : 000 AW 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

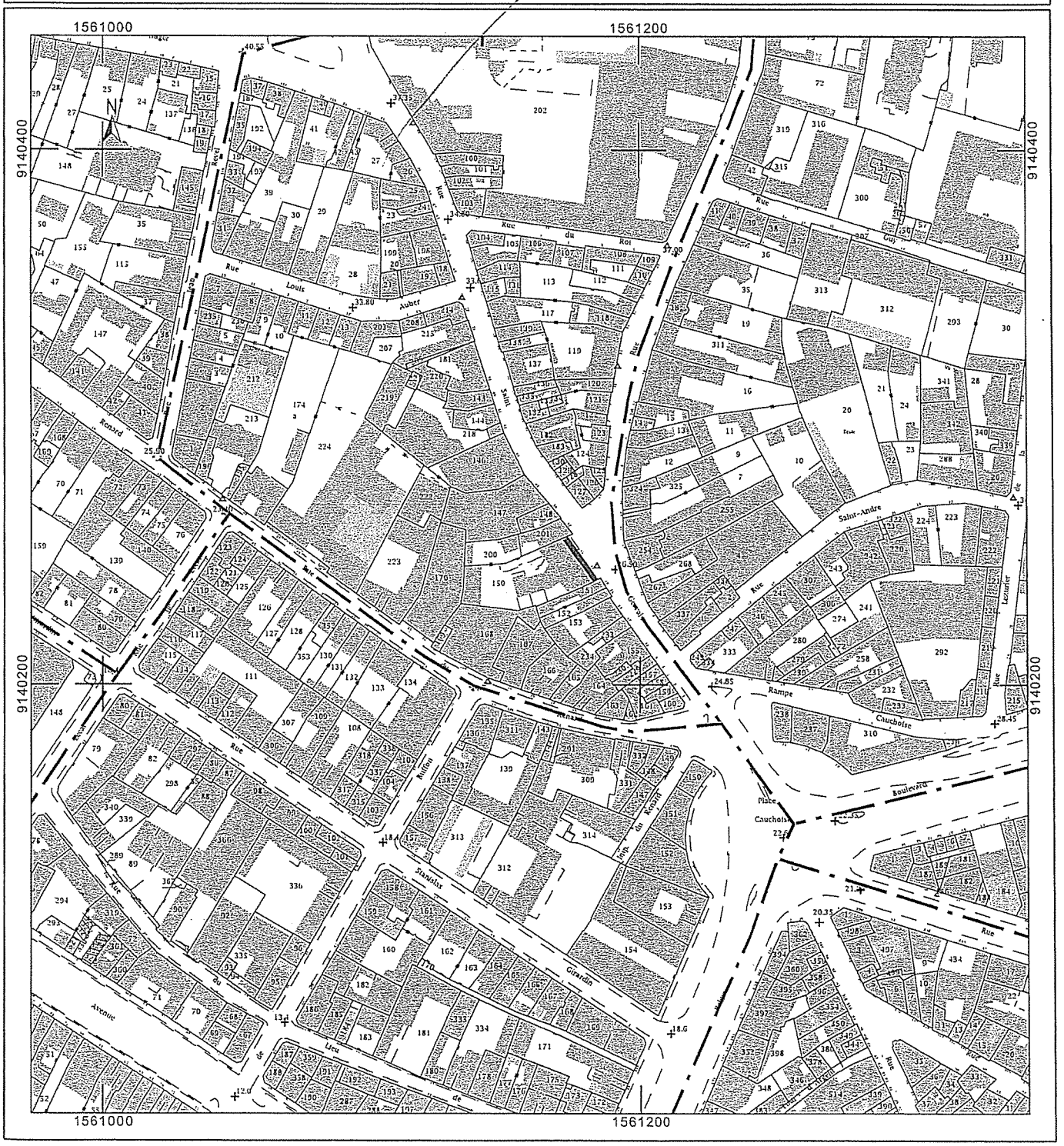
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/102
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

Date de réception de la demande : 18 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Frédéric LECOEUR - Notaire – 3 rue Charles de Gaulle – 76 960 NOTRE DAME DE BONDEVILLE

Pour : M. & Mme ERMEL
Refs : 1025059 / FL / CD / VL

Propriété : 22-24-30 rue STANISLAS GIRARDIN - ROUEN

Cadastrée : LA 111

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-103

19.196

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue STANISLAS GIRARDIN** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé :
  - N°22-24 : en pied de construction et en pied de seuil des deux entrées.
  - N°30 : en pied de construction et en pied de seuil des entrées cochère et piétonne.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LA
Feuille : 000 LA 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

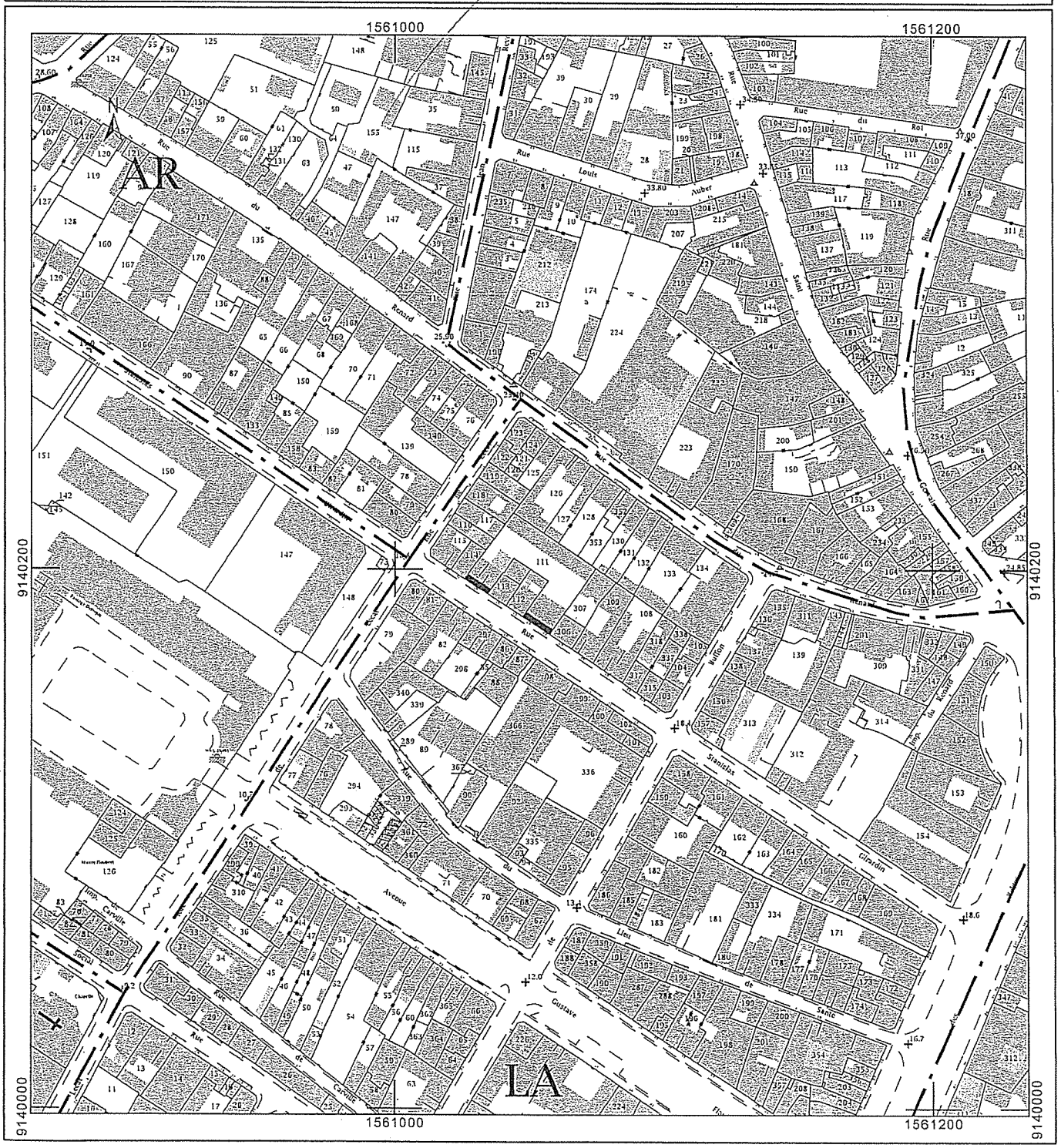
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/103
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

Date de réception de la demande : 18 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Jean Philippe LECONTE - Notaire – 340 route de PARIS – B.P. 10 - 76 520 BOOS

Pour : COSTA / BOUVET
Refs : 1005993 / JPL / NG / CD

Propriété : 18 rue DUGAY TROUIN, rue GEORGES D'AMBOISE & rue FLAHAUT - ROUEN

Cadastrée : LB 154

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-104

19.187

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **rue DUGAY TROUIN, rue GEORGES D'AMBOISE & rue FLAHAUT** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé :
  - Rue Dugay Trouin : en pied de muret de clôture, par une ligne droite reliant les angles des murets de clôture, puis en pied de clôture
  - Rue Georges d'Amboise : en pied de construction
  - Rue Flahaut : en pied de construction, en pied de seuil de l'entrée de garage, en pied de construction, en pied de seuil de l'entrée de garage, puis en pied de construction.

Nota : la construction présente un surplomb sur Domaine Public (balcons) et surfaces habitables.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LB
Feuille : 000 LB 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

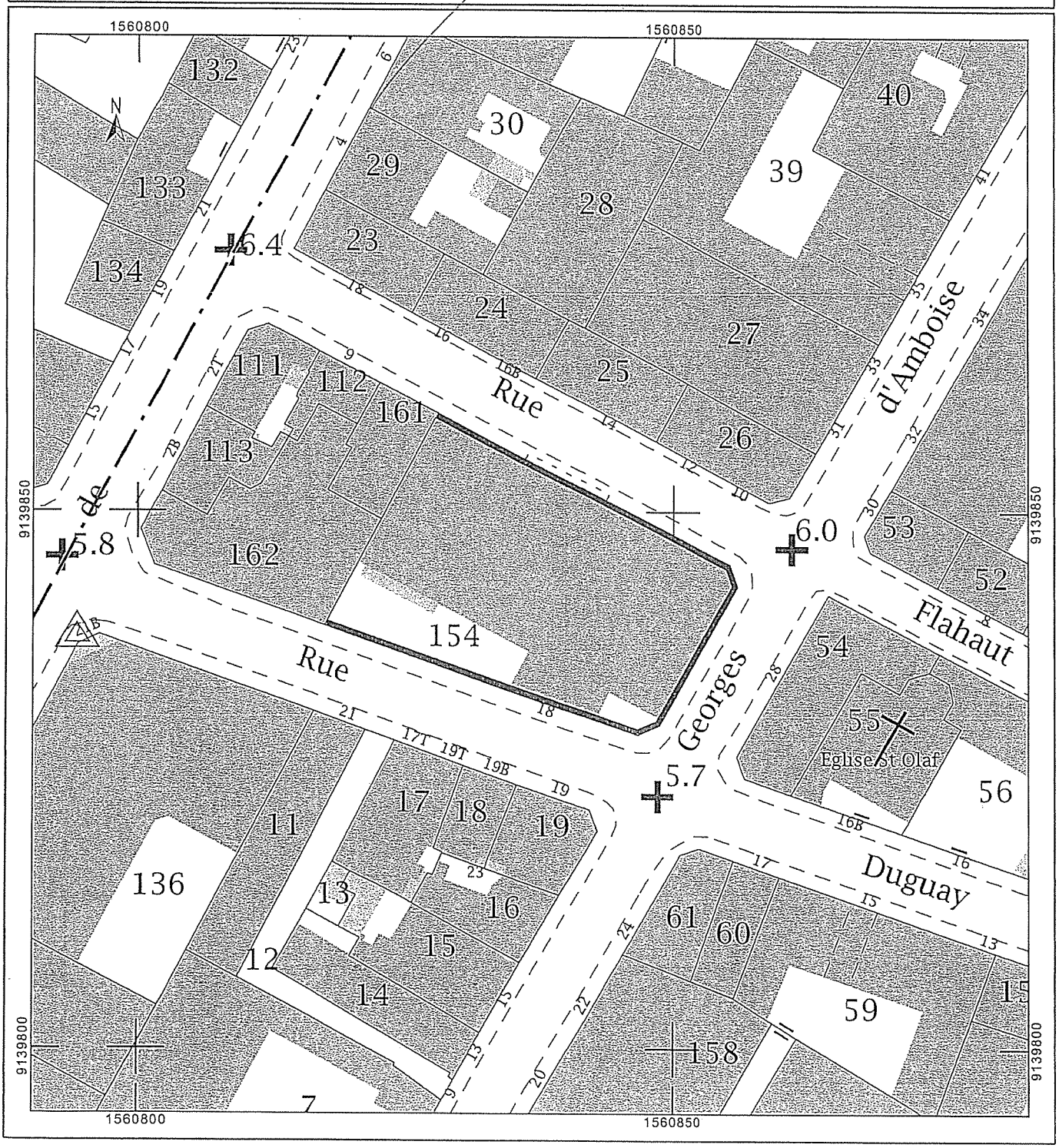
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/104
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

Date de réception de la demande : 18 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Charles-Edouard BLAISET - Notaire – 100 rue de l'Eglise – B.P. 536 - 76 235 BOIS GUILLAUME CEDEX

Pour : GIORDANI / RAISON
Refs : 1000468 / CEB / EP

Propriété : 10-14 rue ANDRE GIDE, rue HERBIERE, rue de la VICOMTE & place de la PUCELLE - ROUEN

Cadastrée : BD 213

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-105
19.198

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie départementale nommée **rue ANDRE GIDE, rue HERBIERE, rue de la VICOMTE & place de la PUCELLE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de la construction, laquelle présente des surplombs sur le domaine public

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : BD
Feuille : 000 BD 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

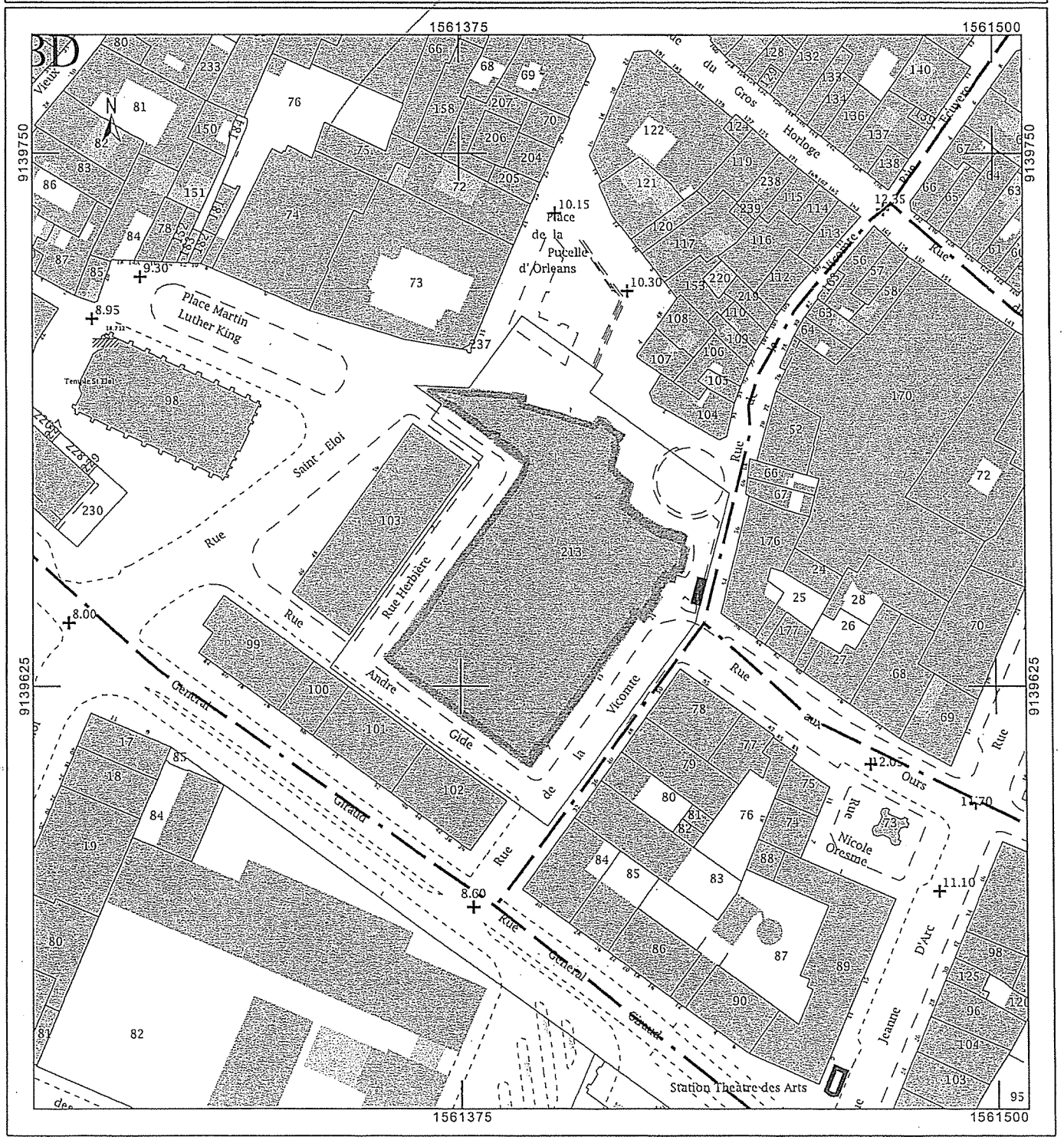
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/105
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
27 MARS 2019

Date de réception de la demande : 15 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Frédéric LECOEUR - Notaire – 3 rue Charles de Gaulle – 76 960 NOTRE DAME DE BONDEVILLE

Pour : M. & Mme VINCKE
Refs : 1025533 / FLE / JL

Propriété : 85 rue DESCROIZILLES - ROUEN

Cadastrée : EK 9

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-106
19.199

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue DESCROIZILLES** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de clôture maçonnée, en pied de construction, en pied de seuil des accès (piéton et véhicules), puis en pied de clôture maçonnée.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : EK
Feuille : 000 EK 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

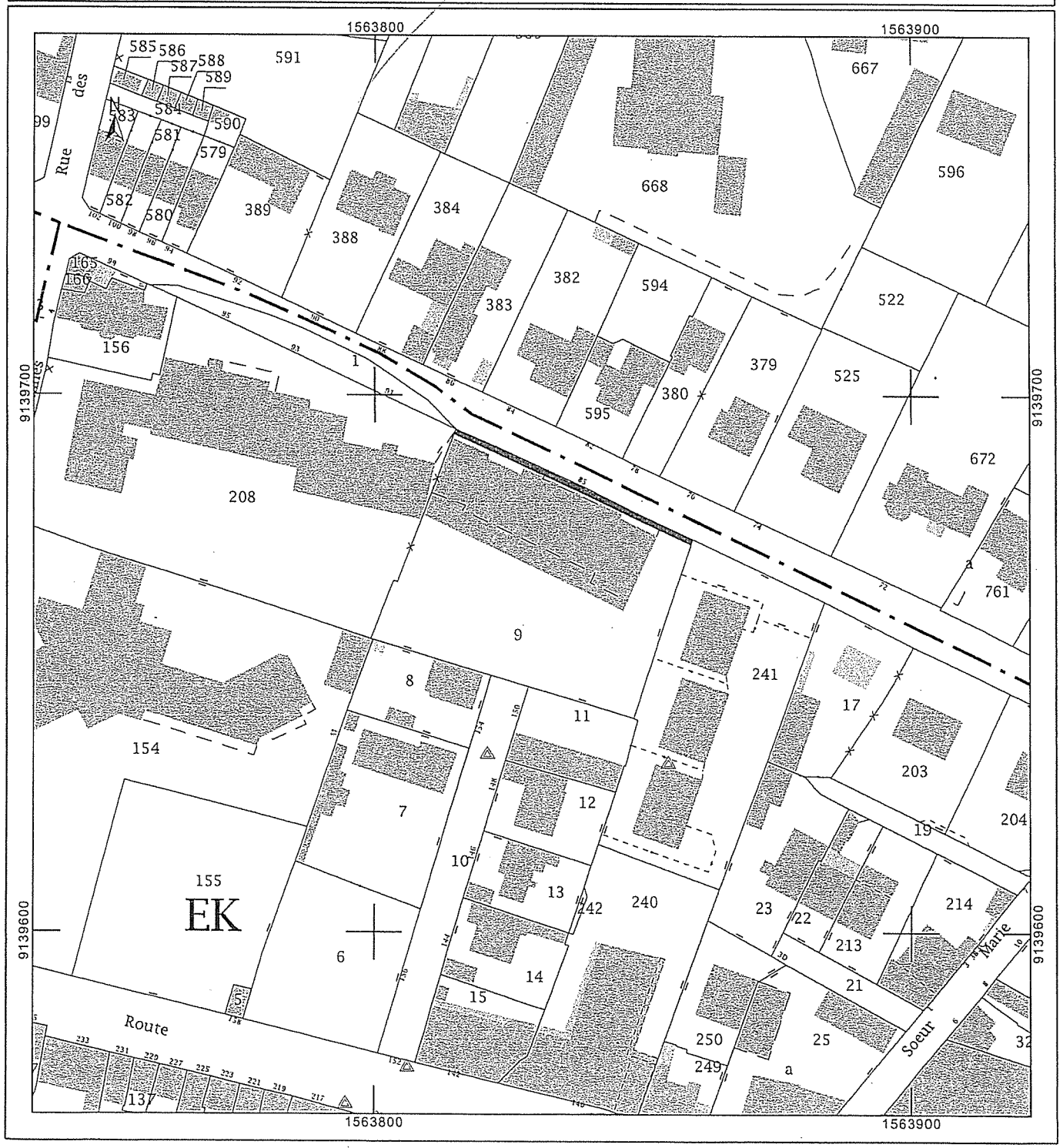
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/106
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
28 MARS 2019

Date de réception de la demande : 11 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Mathieu LELEU-EPONVILLE Notaire – 175 avenue du 14 Juillet B.P. 32 – 76 301 SOTTEVILLE LES ROUEN CEDEX

Pour : BARRE / JOUZEL-VATE
Refs : 1011902 / ME / CLA

Propriété : 9B rue ETIENNE DELARUE - ROUEN

Cadastrée : NE 224

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-91
19.23

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue ETIENNE DELARUE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé : par une ligne droite reliant l'angle du pilier du portail de la parcelle NE 174 à l'angle de la porte de garage en limite de la parcelle NE 225.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : NE
Feuille : 000 NE 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 08/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

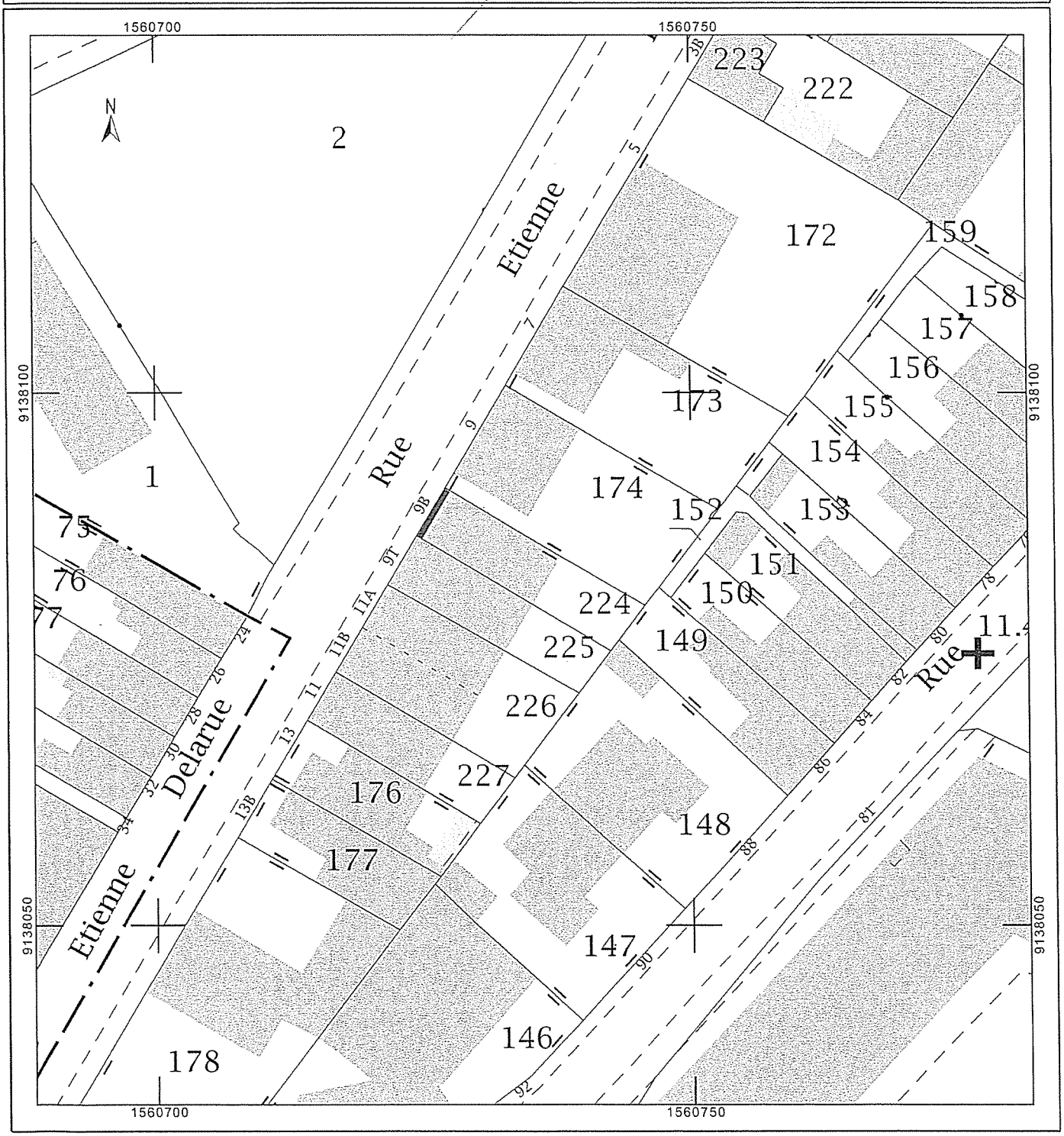
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/091
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
28 MARS 2019

Date de réception de la demande : 07 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Bénédicte BODIN-BERTEL Notaire – rue Ransbach Baumbach – Le verger des Réautés – BP 1 – 35 730 PLEURTUIT

Pour : DAVID / CARROZZO
Refs : 1008912 / BBB / BBB / MC
Propriété : avenue de la PORTE DES CHAMPS, rue des CAPUCINS, rue POITRON - ROUEN

Cadastrée : LN 82 – LN 144

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-92

19.204

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

- **Vu** le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales nommées **avenue de la PORTE DES CHAMPS, rue des CAPUCINS, rue POITRON** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est l' **alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

➢ L' alignement est fixé :

- Parcelle LN 144 : rue des Capucins et rue Poitron : en pied de construction en limite de parcelle LN 83 , en pied de bordurette séparant les espaces verts du trottoir et au droit de chacun des accès : par une ligne droite parallèle au fil d'eau et reliant les bordurettes indiquées ci-dessus.

- Parcelle LN 82 : avenue de la Porte des Champs : au droit de l'accès par une ligne droite reliant les angles des piliers de part et d'autre du portail.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LN
Feuille : 000 LN 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 11/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

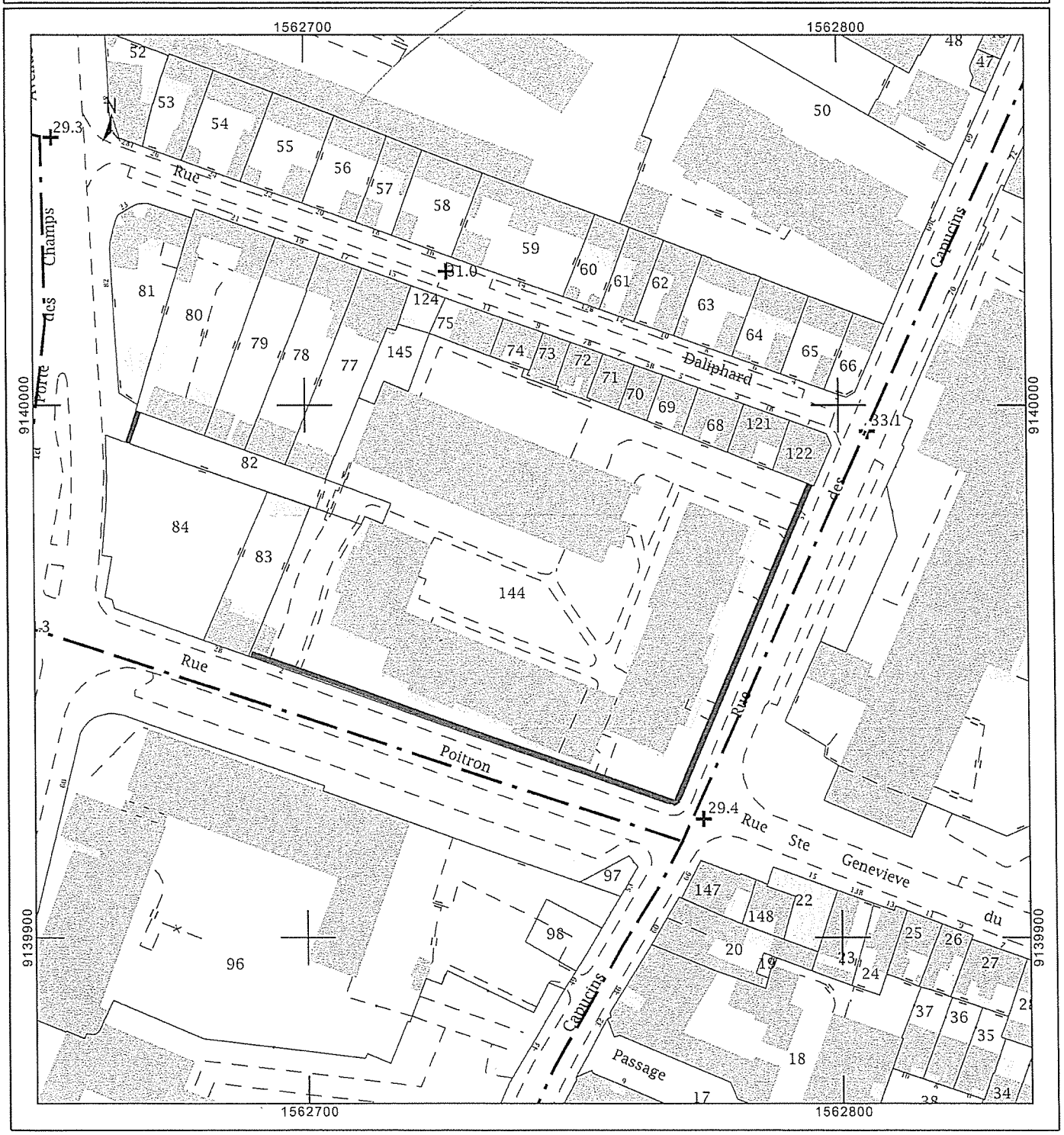
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/092
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
2 8 MARS 2019

Date de réception de la demande : 12 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Clémence FLEURY - Notaire – 12 rue Aristide Briand – 76 570 PAVILLY

Pour : DECULTOT François
Refs : 1016330 / CF / LJ / FP
Propriété : 38 rue d'ORNAY - ROUEN

Cadastrée : DL 267

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-94
19.205

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale nommée **rue d'ORNAY** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé par une ligne droite reliant l'angle du pilier de la porte de garage, à l'angle du pilier de clôture en limite de clôture de la parcelle DL 268.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : DL
Feuille : 000 DL 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

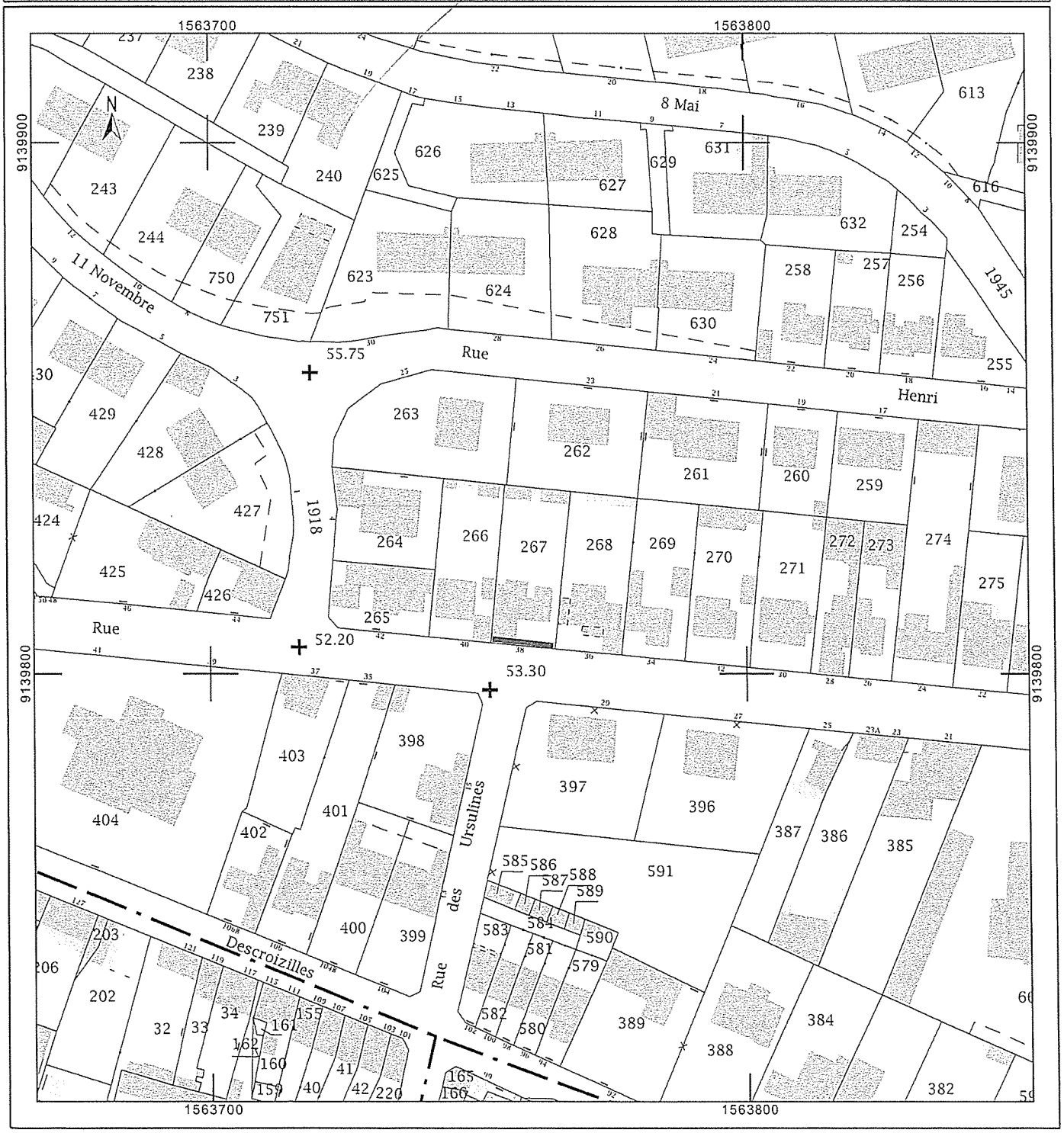
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/094
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
29 MARS 2019

Date de réception la demande : 06/03/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : GE 360
4 RUE COUTURE 76100 ROUEN

Pour SCI TOURNESOL
Propriété : 1A rue Paul Nouel 76770 MALAUNAY
Cadastrée : AO 314

Pôle de Proximité Austreberthe Cailly
Service Urbanisme
108 Allée François Mitterrand CS 50589
76006 ROUEN Cedex
Tel: 02.35.52.48.81
MRN/PPAC/2019/11
19.206

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

Les termes de limites de propriété correspondent :

- Côté Route de Dieppe : à la limite située à l'angle du pilier de la parcelle AO 1107 (point A) jusqu'à l'angle de la dalle béton (point B),
- Côté rue Paul Nouel : à la limite situé à l'angle du bâtiment (point C).

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen NORMANDIE et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 25 MARS 2019

Pour le Président, par délégation,
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe Cailly

métropole
ROUENNORMANDIE

Pascal LE BELLER

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
29 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Seine Sud

ARRETE N° : PP2S 2019 - 011
19.207

RD 18E Giratoire des Vaches
SAINT ETIENNE DU ROUVRAY

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'avis de la commune de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY,

CONSIDERANT :

- La demande présentée le 25 mars 2019 par la Sté ICART,

- Qu'en raison des travaux EN URGENCE de réparation du réseau fibré dans la chambre de télécommunication située au PR 8+300 et 8+350 effectués par la Sté ICART pour le compte de la Sté FREE, il y a lieu de modifier la circulation sur ces voies de circulation,

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

La circulation de tous les véhicules circulant sur la route RD 18E, durant 2 jours du vendredi 29 mars au mercredi 3 avril 2019 de **9h00 à 16h00**, est réglementée comme suit :

- L'emprise de la zone de travaux devra être délimité par des K5C depuis la RD 18E au PR 8 + 285 au marquage horizontale type « zébra » jusqu'à la fin de la zone de travaux sur le giratoire « des vaches »au PR 8 + 385.
- Le dispositif de K5C devra être suffisamment rapproché afin de ne pas autoriser l'entrée sur la zone. (guide SETRA / Signalisation Temporaire / Routes Bidirectionnelles / Manuel du Chef de Chantier / Fiche réf. CF 31)
- Fermeture de la voie de circulation extérieur de l'anneau du giratoire sur l'emprise du chantier par un panneau B21 et des plots de signalisation type K5A.
- Mise en place de panneaux AK5 avec cartouche KM9 sur toutes les branches du giratoire afin de prévenir les usagers.
- La vitesse sur l'emprise du chantier sera limitée à 50 km/h.
- Aucun véhicule ou engin de chantier ne sera stationné en dehors de la zone de travaux balisée.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place par l'entreprise ICART et entretenue par elle.

Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,

- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 5 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune de Saint Etienne du Rouvray,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur le représentant de la Sté ICART.

ARTICLE6 – EXECUTION

Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Monsieur le Commissaire de Police d'Elbeuf, et les agents placés sous leurs ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 26 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité Seine Sud

Manuel DE ARAUJO

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
29 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-039
19.58

REPARATION DES JOINTS DE CHAUSSEE
CANTELEU

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,
- L'avis réputé favorable de la commune de CANTELEU
- L'avis favorable de la DDTM sous réserve du passage des transports exceptionnels

CONSIDERANT :

- La demande présentée par l'entreprise FREYSSINET,

- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

- Qu'en raison du déroulement des travaux de réparation des joints de chaussée exécutés par l'entreprise FREYSSINET, il y a lieu de modifier momentanément la circulation côte de Canteleu (pont du Belvédère), RD 982.

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Du 1er au 5 avril 2019, la chaussée sera rétrécie au droit du chantier. La circulation sera alternée par feux tricolores, la vitesse sera limitée à 50km/h et le stationnement sera interdit au droit du chantier, côte de Canteleu, RD 982 du PR 2+330 au PR 2+520.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation de chantier (schéma CF26a joint) sera mise en place par l'entreprise FREYSSINET qui sera chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'intervenant est tenu de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie la date et l'heure de la pose et de la dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

ARTICLE 3 – SECURITE

L'entreprise chargée des travaux doit procéder à la mise en place d'une déviation afin de ne pas obliger les piétons à s'exposer aux risques de la circulation automobile.

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de collecte de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services gestionnaires concernés.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.
Le présent arrêté ne dispense pas l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.

L'accès aux immeubles riverains ainsi qu'aux réseaux existants, la desserte du chantier et les livraisons doivent toujours être assurés de jour comme de nuit, sauf règlementation particulière reprise ci-dessus.

L'arrêté signé et ses prorogations éventuelles doivent être affichés de façon visible au public sur le chantier pendant les travaux.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra parvenir à la Métropole Rouen Normandie (auto.voirie-ppac@metropole-rouen-normandie.fr) :

- Si la durée initiale du chantier est supérieure à deux semaines, cinq (5) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

- Si la durée initiale du chantier est inférieure à deux semaines, deux (2) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

En cas de non-respect de l'article 2, les travaux seront suspendus par les services compétents de la Métropole Rouen Normandie.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 7 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- L'entreprise FREYSSINET
- La commune de CANTELEU
- La DDTM
- Monsieur le Directeur du SAMU
- La Direction des Transports et la Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie

ARTICLE 8 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de DUCLAIR,
- Le commissariat de Police de ROUEN.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 27 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
29 MARS 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Austreberthe Cailly

ARRETE N° : PPAC/19-040
19.29

CREATION D'UN HYDRANT
SAINTE MARGUERITE SUR DUCLAIR

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R.411-1 à R.411-8 et R.411-25 et si manifestation sportive sur la voie publique les articles R.411-29 à R.411-31,
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8ème partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie portant délégation de signature à Monsieur Pascal LE BELLER, Directeur du Pôle de Proximité Austreberthe-Cailly,
- L'avis réputé favorable de la commune de SAINTE MARGUERITE SUR DUCLAIR

CONSIDERANT :

- La demande présentée par l'entreprise REB NORMANDIE,

- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

- Qu'en raison du déroulement des travaux de création d'un hydrant exécutés par l'entreprise REB NORMANDIE, il y a lieu de modifier momentanément la circulation route du Hamel, VC3.

ARRETE

ARTICLE 1er – REGLEMENTATION

Du 1er au 3 avril 2019, face au n° 61 route du Hamel, le stationnement sera interdit à tous les véhicules dans la zone de travaux.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation de chantier est mise en place par l'entreprise REB NORMANDIE qui sera chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du présent arrêté.

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'intervenant est tenu de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie la date et l'heure de la pose et de la dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

ARTICLE 3 – SECURITE

L'entreprise chargée des travaux doit procéder à la mise en place d'une déviation afin de ne pas obliger les piétons à s'exposer aux risques de la circulation automobile.

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de collecte de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services gestionnaires concernés.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.
Le présent arrêté ne dispense pas l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations règlementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.
L'accès aux immeubles riverains ainsi qu'aux réseaux existants, la desserte du chantier et les livraisons doivent toujours être assurés de jour comme de nuit, sauf règlementation particulière reprise ci-dessus.

L'arrêté signé et ses prorogations éventuelles doivent être affichés de façon visible au public sur le chantier pendant les travaux.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra parvenir à la Métropole Rouen Normandie (auto.voirie-ppac@metropole-rouen-normandie.fr) :

↳ Si la durée initiale du chantier est supérieure à deux semaines, cinq (5) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

↳ Si la durée initiale du chantier est inférieure à deux semaines, deux (2) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

En cas de non-respect de l'article 2, les travaux seront suspendus par les services compétents de la Métropole Rouen Normandie.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 7 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- L'entreprise REB NORMANDIE
- La commune de SAINTE MARGUERITE SUR DUCLAIR
- Monsieur le Directeur du SAMU
- La Direction des Transports et la Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie

ARTICLE 8 – EXECUTION

- Monsieur le Président de la Métropole Rouen Normandie, Service des Assemblées,
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de DUCLAIR.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le 27 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe-Cailly

Pascal LE BELLER

métropole
ROUENNORMANDIE

DAJ 03.19
19.210

Affiché le
- 4 AVR. 2019

ARRETE

Nous, Président de la Métropole Rouen-Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2221-14, L. 5211-9, R. 2221-63, R. 2221-67 et R. 2221-68,

Vu le décret n°2014-1604 en date du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole Rouen-Normandie à compter du 1er janvier 2015 par transformation de la Communauté d'Agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie du 6 novembre 2017 créant une régie dotée de la seule autonomie financière, gérant un service public industriel et commercial, chargée de la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de certains réseaux de chaleur ou de froid urbains de la Métropole à compter du 1er janvier 2018,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie du 28 février 2019 portant désignation de Monsieur Christian LONGUEMARE en qualité de Directeur de la Régie Publique de l'énergie calorifique,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie en date du 12 mars 2018 portant délégation de pouvoirs au Président, représentant légal de la Régie,

Vu les statuts de la Régie Publique de l'énergie calorifique, notamment l'article 18,

Vu l'arrêté n°19.1755 du 26 mars 2019 portant nomination de Monsieur Christian LONGUEMARE dans les fonctions de Directeur de la Régie publique de l'énergie calorifique,

ARRETONS CE QUI SUIT

Métropole Rouen Normandie
Le 108
108 allée François Mitterrand
CS 50589
76006 ROUEN CEDEX

Tél. 0235526810 • Fax 0235526859
www.metropole-rouen-normandie.fr

ARTICLE 1er

Il est donné délégation à Monsieur Christian LONGUEMARE, Directeur de la Régie Publique de l'énergie calorifique de la Métropole Rouen-Normandie, à l'effet de signer les pièces entrant dans ses attributions et dans le domaine suivant :

- La Régie Publique de l'énergie calorifique,

Telles que :

- Les courriers et correspondances à caractère administratif ou technique, et notamment les courriers-type, les demandes de devis et les consultations diverses, les demandes et fournitures de renseignements ;

- Tout document administratif établi avec les usagers des réseaux approuvé préalablement par l'organe compétent de la Régie et après avis du Conseil d'Exploitation de la Régie, en ce notamment compris les polices d'abonnement ;

- Les actes et pièces relatifs à l'exécution de l'ensemble des marchés publics, à l'exception de leurs avenants, relevant de son champ d'intervention, notamment les ordres de service, les actes de sous-traitance, les procès-verbaux d'admission, de réception et de levée de réserves.

- Les actes et pièces administratives et financières pris dans le cadre de l'exécution des accords-cadres à bons de commandes, notamment les bons de commandes dont le montant n'excède pas 30 000 € HT ;

- La préparation, la passation et l'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et services dont le montant n'excède pas 30 000 € TTC ;

- Les réponses aux demandes formulées dans le cadre des déclarations d'intention de commencement de travaux et les demandes de renseignements.

ARTICLE 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian LONGUEMARE, Directeur de la Régie Publique de l'énergie calorifique, les délégations définies à l'article 1 sont assurées par :

- Monsieur Mathias ADER, Directeur énergie, environnement.

ARTICLE 3

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° DAJ 01-18 du 14 février 2018.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen-Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis aux
  - Représentant de l'Etat
  - Trésorier principal Municipal
- Affiché
- Publié au Recueil des Actes Administratifs

et

- Notifié à l'intéressé,

Fait à ROUEN le 27 MARS 2019

Le Président

Frédéric SANCHEZ

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification.

Reçu notification le :

582

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**2 AVRIL 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Délégation de signature donnée à Christian LONGUEMARE, Directeur de la Régie publique de l'énergie calorifique (abroge l'arrêté DAJ 01.18)	Arrêté DAJ 03.19 – SA 19.210 du 27 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole RouenNORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
03 AVR. 2019
PRÉFECTURE

Jeunesse n° 19.107

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

ARRETE

Nous, Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-2 IV, L 5211-9 et L 5211-10 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment dans son livre III, titre I, chapitre IV « dispositions financières » ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2007 autorisant l'Association de Prévention pour l'Est de Rouen (A.P.E.R.), association loi 1901 dont le numéro SIRET est le 433 767 423 00026 à exercer des missions de prévention spécialisée sur le territoire de la commune de Darnétal ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain en date du 12 décembre 2016 approuvant les termes de la convention de transfert de compétence à intervenir avec le Département de Seine-Maritime et portant notamment sur la compétence de la prévention spécialisée ;

Vu la convention de transfert signée en date du 16 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain C2018_0491 du 8 octobre 2018 relative à la fixation des objectifs annuels d'évolution des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux pour la tarification 2019 des services de prévention spécialisée publiée le 15 octobre 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain C2018_0656 du 17 décembre 2018 relative au vote du budget primitif métropolitain de l'exercice 2019 publiée le 9 janvier 2019 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, l'Association de Prévention pour l'Est de Rouen (l'A.P.E.R.) et la Ville de Darnétal en date du 22 février 2018 ;

Vu les propositions émises par le conseil d'administration du service, en vue de la fixation de la dotation globale au titre de l'exercice 2019 ;

Vu le courrier de proposition de modification budgétaire de la Métropole Rouen Normandie en date du 22 février 2019 au titre des articles L.314-7, R.314-22, R.314-23 et R.314-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Considérant que la Métropole Rouen Normandie exerce de la compétence de la prévention spécialisée depuis le 1er janvier 2017 ;

Considérant l'accord de principe transmis par l'A.P.E.R. sur les propositions de modifications budgétaires suite à l'entretien du 15 janvier 2019 ;

Considérant la confirmation de cet accord de principe, par l'absence de contestation du courrier susvisé, valant approbation ;

ARRETONS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et dépenses prévisionnelles du service de prévention spécialisée de l'Association de Prévention de l'Est de Rouen (A.P.E.R.) à Darnétal sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Budget alloué
Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 880,00 €
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	173 525,57 €
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	16 694,43 €
(1) Total des dépenses	**206 100,00 €**
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	35 200,00 €
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	5 900,00 €
(2) Total des recettes en atténuations	**41 100,00 €**
(3) Dépenses nettes (1-2)	165 000,00 €
(4) Affectation des résultats antérieurs	-
(5) Groupe I : Produits de la tarification (3-4)	**165 000,00 €**

ARTICLE 2

Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est fixée à 165 000 € à compter du 1er janvier 2019.

En application de l'article R.314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la dotation globale de financement est versée au service par fraction forfaitaire égale au douzième de son montant.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir à Monsieur le Président du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Nantes, Greffe du TITSS, Cour Administrative d'Appel, 2 place de l'Édit de Nantes, BP 18529, 44185 Nantes Cedex 04, dans un délai franc d'un mois à compter de la notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de la publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Métropole Rouen Normandie et notifié à l'organisme gestionnaire concerné.

Fait à ROUEN, le 28 MARS 2019

Pour le Président et par délégation,
La Conseillère Métropolitaine
chargée de l'action sociale
et de la prévention spécialisée

Anne-Marie DEL SOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE SERVICE DES ASSEMBLEES	28 MARS 2019

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Dotation globale de financement pour 2019 pour l'Association de Prévention pour l'Est de Rouen (APER)	Arrêté Jeunesse 19.107 du 28 mars 2019	
Dotation globale de financement pour 2019 pour l'Association Stéphanaise de Prévention Individuelle et Collective (ASPIC)	Arrêté Jeunesse 19.110 du 28 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
29 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Jeunesse n° 19.110

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 1 AVR. 2019

ARRETE

Nous, Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5217-2 IV, L 5211-9 et L 5211-10 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment dans son livre III, titre I, chapitre IV « dispositions financières » ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2007 autorisant l'Association Stéphanaise de Prévention Individuelle et Collective (A.S.P.I.C.), association loi 1901 dont le numéro SIRET est le 304 425 705 00049 à exercer des missions de prévention spécialisée sur le territoire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain en date du 12 décembre 2016 approuvant les termes de la convention de transfert de compétence à intervenir avec le Département de Seine-Maritime et portant notamment sur la compétence de la prévention spécialisée ;

Vu la convention de transfert signée en date du 16 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain C2018_0491 du 8 octobre 2018 relative à la fixation des objectifs annuels d'évolution des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux pour la tarification 2019 des services de prévention spécialisée publiée le 15 octobre 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Métropolitain C2018_0656 du 17 décembre 2018 relative au vote du budget primitif métropolitain de l'exercice 2019 publiée le 9 janvier 2019 ;

Vu la convention tripartite entre la Métropole Rouen Normandie, l'Association Stéphanaise de Prévention Individuelle et Collective (A.S.P.I.C.) et la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray en date du 10 avril 2018 ;

Vu les propositions émises par le conseil d'administration du service, en vue de la fixation de la dotation globale au titre de l'exercice 2019 ;

Vu le courrier de proposition de modification budgétaire de la Métropole Rouen Normandie en date du 22 février 2019 au titre des articles L.314-7, R.314-22, R.314-23 et R.314-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Considérant que la Métropole Rouen Normandie exerce de la compétence de la prévention spécialisée depuis le 1er janvier 2017 ;

Considérant la réponse de l'A.S.P.I.C. du 30 janvier 2019, reçue le 30 janvier 2019, qui n'apporte pas d'élément permettant de modifier les propositions de modification budgétaire qui ont été adressées le 17 janvier 2019 ;

ARRETONS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et dépenses prévisionnelles du service de prévention spécialisée de l'Association Stéphanaise de Prévention Individuelle et Collective A.S.P.I.C. à Saint-Etienne-du-Rouvray sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Budget alloué
Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	24 330 €
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	274 070 €
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	33 900 €
(1) Total des dépenses	**332 300 €**
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	64 500 €
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-
(2) Total des recettes en atténuations	**64 500 €**
(3) Dépenses nettes (1-2)	267 800 €
(4) Affectation des résultats antérieurs	3 000 €
(5) Groupe I : Produits de la tarification (3-4)	**264 800 €**

ARTICLE 2

Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est fixée à 267 800 € à compter du 1er janvier 2019.

En application de l'article R.314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la dotation globale de financement est versée au service par fraction forfaitaire égale au douzième de son montant.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir à Monsieur le Président du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Nantes, Greffe du TITSS, Cour Administrative d'Appel, 2 place de l'Édit de Nantes, BP 18529, 44185 Nantes Cedex 04, dans un délai franc d'un mois à compter de la notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de la publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Métropole Rouen Normandie et notifié à l'organisme gestionnaire concerné.

Fait à ROUEN, le 28 MARS 2019

Pour le Président et par délégation,
La Conseillère Métropolitaine
chargée de l'action sociale
et de la prévention spécialisée

Del Sole

Anne-Marie DEL SOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE EXEMPLAIRE

BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS VALANT ACCUSE DE RECEPTION

COLLECTIVITÉ	DATE D'ENVOI :
METROPOLE ROUEN NORMANDIE **SERVICE DES ASSEMBLEES**	**28 MARS 2019**

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Dotation globale de financement pour 2019 pour l'Association de Prévention pour l'Est de Rouen (APER)	Arrêté Jeunesse 19.107 du 28 mars 2019	
Dotation globale de financement pour 2019 pour l'Association Stéphanaise de Prévention Individuelle et Collective (ASPIC)	Arrêté Jeunesse 19.110 du 28 mars 2019	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

métropole ROUEN NORMANDIE

CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER
29 MARS 2019
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 3 AVR. 2019

Date de réception de la demande : 27 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Guillaume GRENET - Notaire – 71 avenue Charles de Gaulle – B.P. 1 - 76 760 YERVILLE

Pour : EURL AMBRE
Refs : GG / SF / SV

Propriété : 34 rue de BUFFON, rue du CONTRAT SOCIAL - ROUEN
Cadastrée : LA 229

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-108
19.213

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure des voies communales **rue de BUFFON, rue du CONTRAT SOCIAL** transférées à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de construction, en pied de seuil des accès (marches et entrée cochère).

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 28 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LA
Feuille : 000 LA 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

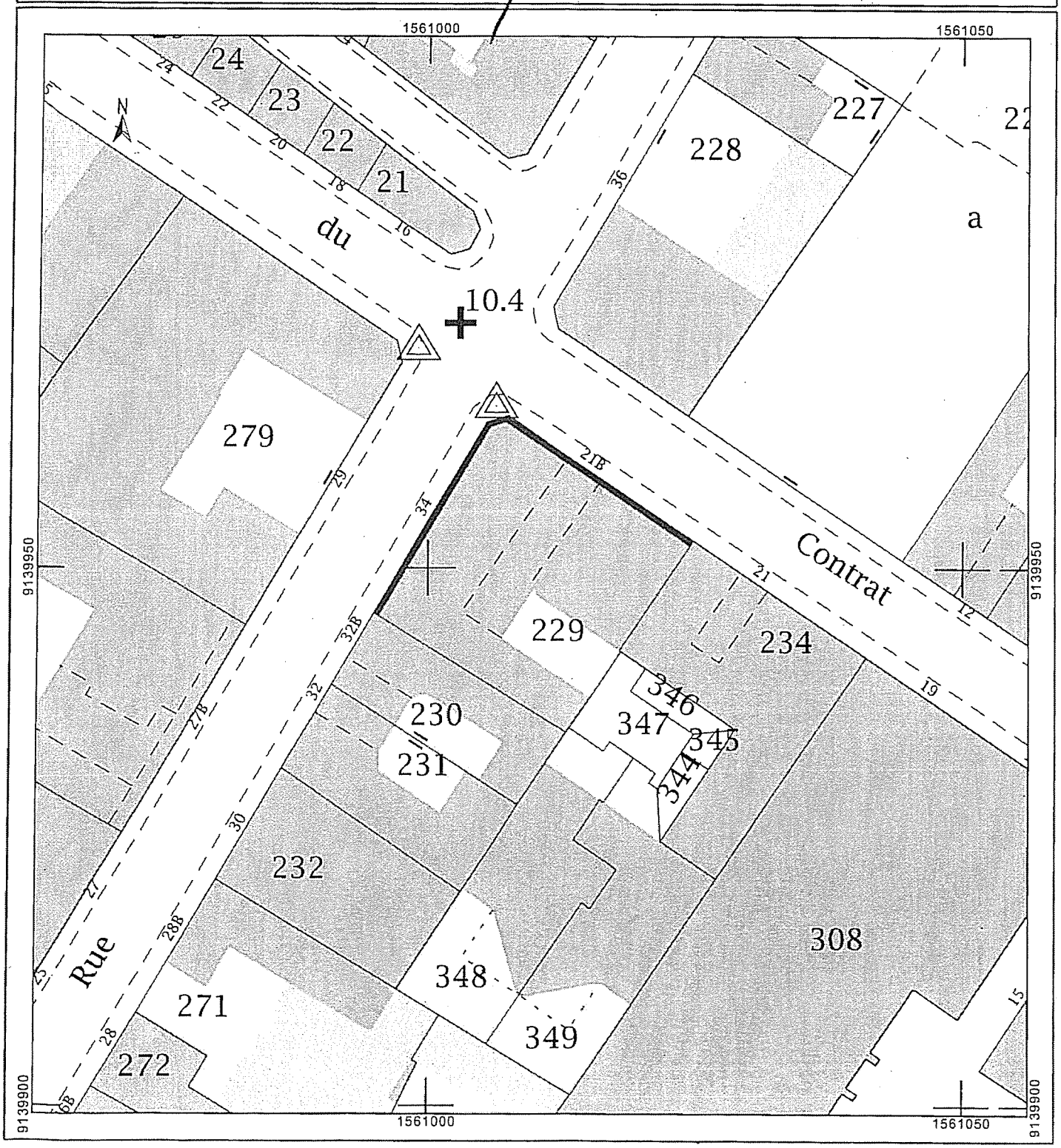
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/108
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 3 AVR. 2019

Date de réception de la demande : 25 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Catherine BERTHEMET - Notaire – 25 place du Château – CS 90079 – 27 110 LE NEUBOURG

Pour : CTS HENNION / LAURENT
Refs : 1006634 / CBE/ JT

Propriété : 15 rue ETOUPEE - ROUEN

Cadastrée : BE 182

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-109
19.214

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale **rue ETOUPEE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de construction.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 28 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : BE
Feuille : 000 BE 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 01/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

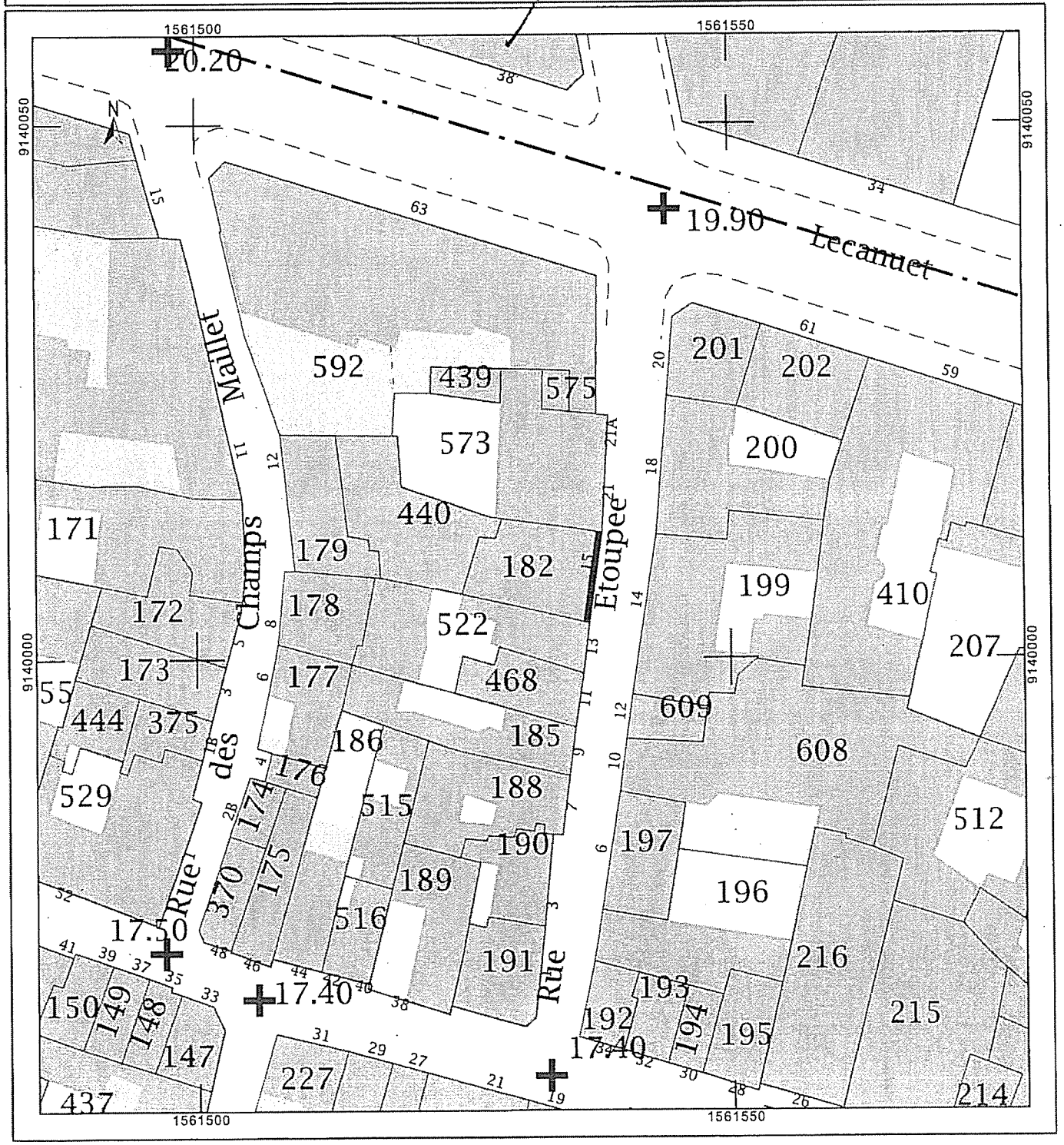
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/109
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 3 AVR. 2019

Date de réception de la demande : 28 février 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Frédéric LECOEUR - Notaire – 3 rue Charles de Gaulle – 76 960 NOTRE DAME DE BONDEVILLE

Pour : M. BOURDON
Refs : 1025344 / FL/ CD / VL

Propriété : 60 rue SAINT GERVAIS - ROUEN

Cadastrée : AW 117

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-112
19.215

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale **rue SAINT GERVAIS** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de construction.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 28 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : AW
Feuille : 000 AW 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 08/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

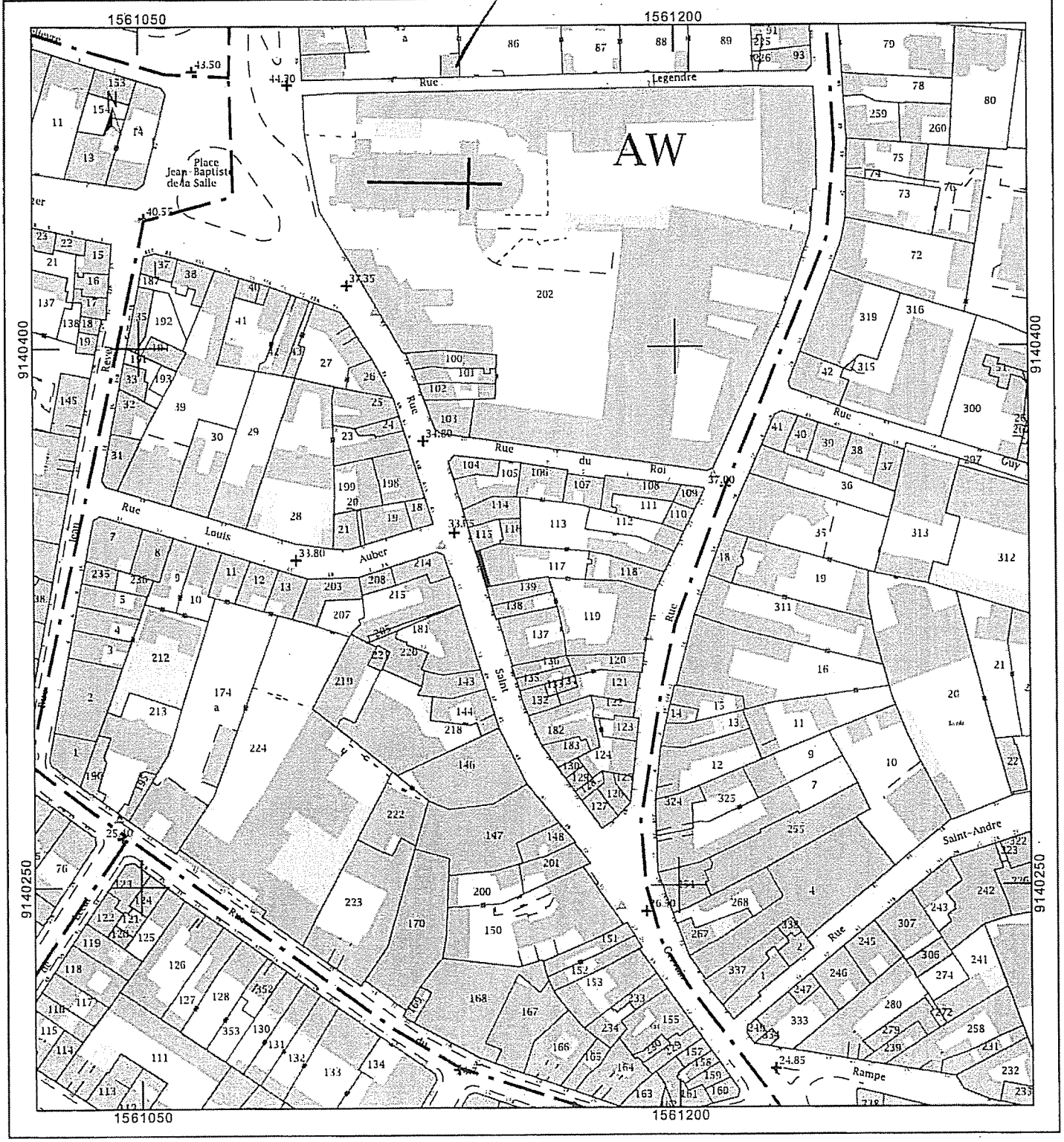
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/112
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 3 AVR. 2019

Date de réception de la demande : 01 mars 2019

Nom /adresse du pétitionnaire : Maître Frédéric MAURER - Notaire – 26 rue Maladrerie – 76 000 ROUEN

Pour : SCI LEUCAT
Refs : A 2019 14041

Propriété : 20 rue du LIEU DE SANTE - ROUEN

Cadastrée : LA 181

Pôle de Proximité de Rouen
Service Voirie et Mobilité Urbaine
Cellule Conservation de l'Espace Public
Rue Roger BESUS
76037 ROUEN Cedex 1
Tel :02.35.08.86.22
MRN/DEPN/SVMU/CCEP/DC/2019-113

19.216

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu le Règlement de Voirie Communale approuvé par Arrêtés Municipaux des 26 Mars et 04 Novembre 1936 et Délibération du Conseil Municipal du 01 Juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du 06 novembre 2017 de Monsieur le Président de Métropole-Rouen-Normandie portant délégation de signature à Madame Fabienne HANOUEL, Directrice du Pôle de Proximité de Rouen ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

L'alignement en bordure de la voie communale **rue du LIEU DE SANTE** transférée à la Métropole Rouen Normandie, au droit de la propriété susmentionnée, est **l'alignement de fait observé sur le terrain** avec ces précisions :

- L'alignement est fixé en pied de clôture maçonnée, puis au droit de l'accès : par une ligne droite reliant les angles de la clôture et enfin en pied de construction.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Toutes servitudes et/ou contraintes au titre du code de l'urbanisme susceptibles de concerner cette(ces) parcelle(s) -notamment marge de recul, emplacement réservé,...- ne pourront être précisées qu'après instruction d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il convient de déposer dans les formes réglementaires, auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine, et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 28 mars 2019

Pour le Président, par délégation,
Fabienne HANOUEL

Directrice du Pôle de Proximité de ROUEN

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Département :
SEINE MARITIME

Commune :
ROUEN

Section : LA
Feuille : 000 LA 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 08/03/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

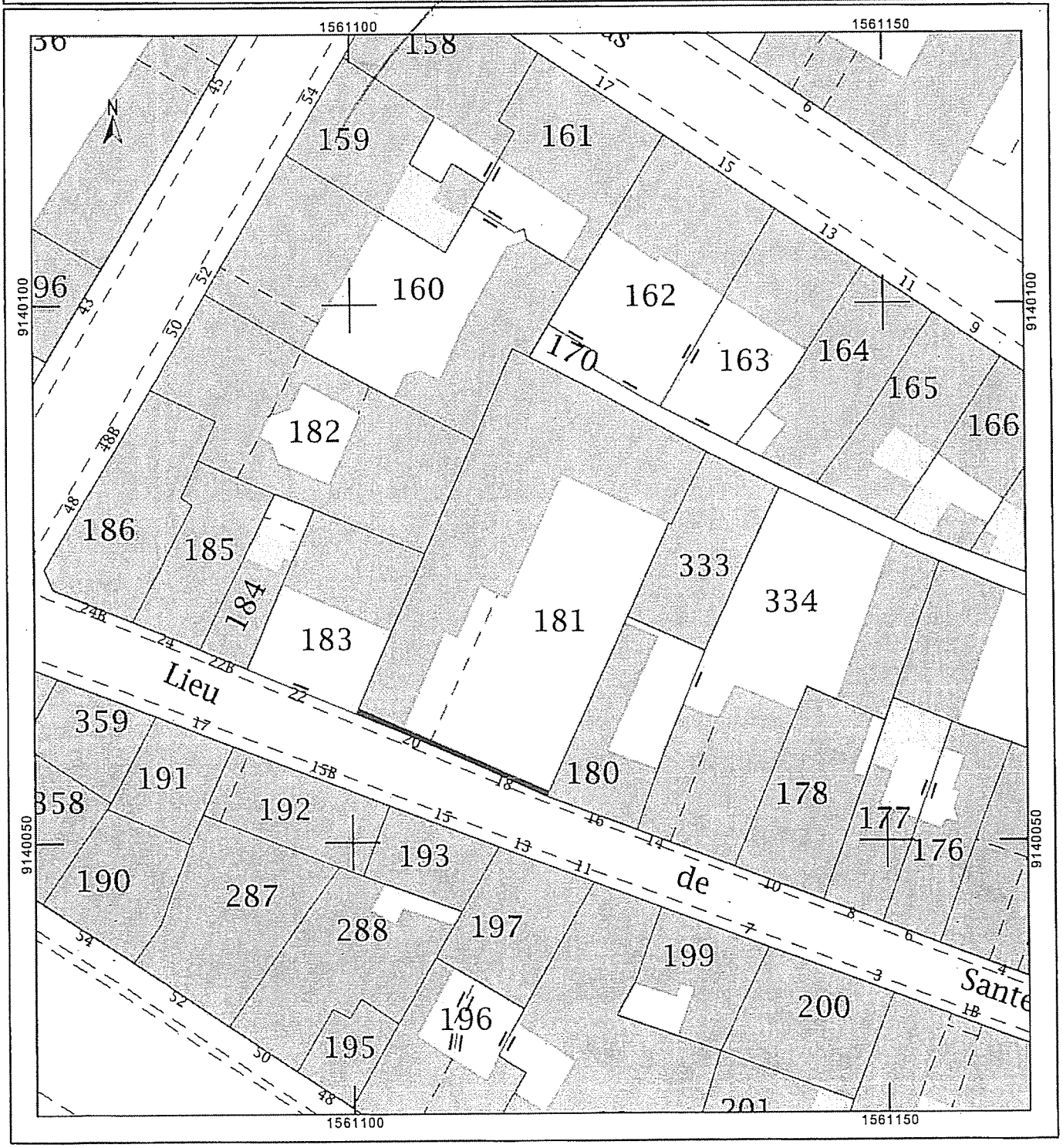
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vu pour être annexé
à l'arrêté d'alignement
DEPN/SMVU/CCEP/DC/2019/113
Pour le Président, par délégation,
La Directrice du Pôle de proximité de
ROUEN
Fabienne HANOUEL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
P.T.G.C. Rouen
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale Cité administrative 76037
76037 ROUEN CEDEX 1
tél. 02 32 18 92 11 -fax
ptgc.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



métropole
ROUENNORMANDIE

Affiché le
- 3 AVR. 2019

Date de réception la demande : 28/03/2019

Nom /adresse du pétitionnaire : EUCLY EUROTOP
AGENCE DE ROUEN – 33 BOULEVARD DE L'YSER
76000 ROUEN

Pour : INDIVISION DOHYAMBOURE
Propriété : Quai de la Libération DUCLAIR
Cadastrée : AV 184

Pôle de Proximité Austreberthe Cailly
Service Urbanisme
108 Allée François Mitterrand CS 50589
76006 ROUEN Cedex
Tel: 02.35.52.48.81
MRN/PPAC/2019/12
19.217

ARRETE de VOIRIE portant ALIGNEMENT de voirie

Le Président,

Vu la demande d'ALIGNEMENT sus visée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le décret 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

Vu le Code général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment l'article L 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-3 et L 141-12 ;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Alignement :

La limite de propriété correspond à la limite de fait. Les termes de limites suivantes ont été reconnus :

- 1 et 3 : angle du bâtiment,
- 2 : clou implanté.

Article 2- Piquetage :

La mise en œuvre de l'alignement individuel sur le terrain (piquetage) est à la charge et aux frais du pétitionnaire.

Article 3- Responsabilité :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4- Formalités administratives:

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Le bénéficiaire du présent arrêté et les entreprises intervenantes ne sont pas plus dispensés du dépôt des différentes formalités nécessaires avant travaux :

- Déclaration de Travaux et d'Intention de Commencement de Travaux avant d'effectuer des travaux à proximité d'un ou plusieurs réseaux ou canalisations,
- Demande d'autorisations de voirie : Permission de Voirie pour travaux de construction ou réparation en bordure de la voie publique, Permis de Stationnement pour toute occupation temporaire du domaine public nécessitée par les travaux envisagés ;
- ...

Article 5- Validité et renouvellement de l'arrêté :

L'arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif non créateur de droit. Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.et reste valable, en ce qui concerne la délimitation de la voie publique, tant qu'il ne se produit pas de fait nouveau.

Article 6- Publication et affichage :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen NORMANDIE et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Fait à ROUEN, le 28 MARS 2019

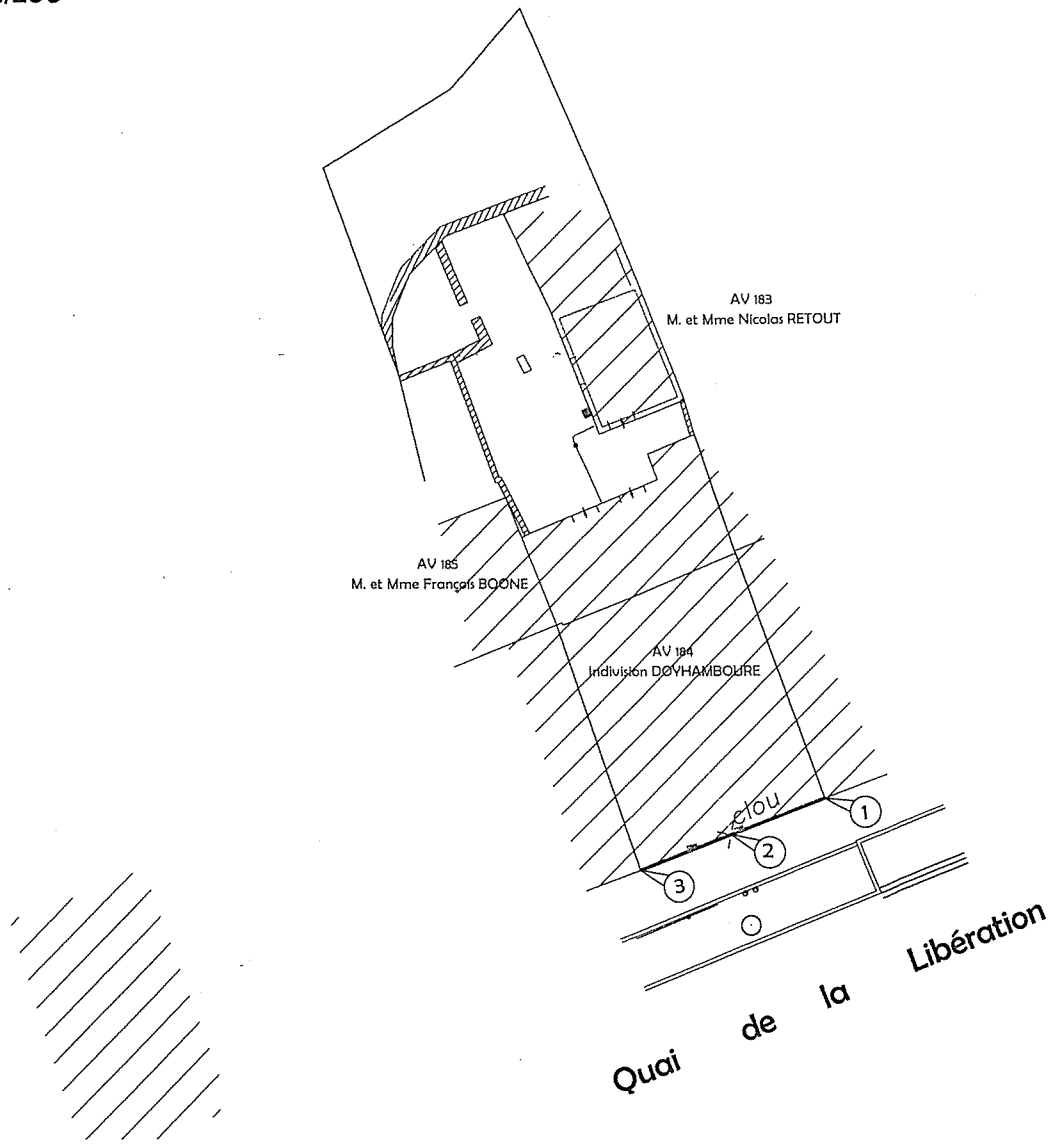
Pour le Président, par délégation,
Le Directeur du Pôle de Proximité
Austreberthe Cailly

métropole Rouen NORMANDIE

Pascal LE BELLER

Informations importantes : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décompté depuis la date de sa notification et/ou publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de Métropole Rouen NORMANDIE, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
-à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la métropole pendant ce délai.

Croquis de bornage
Echelle : 1/200



Bon pour accord sur la limite définie par les points: 1-2-3

Métropole Rouen Normandie
Vu et approuvé le

(dater et signer) 28 MARS 2019

Pour le Président et par délégation
Le Directeur du pôle de proximité Austreberthe-Cailly
métropole ROUENNORMANDIE
Pascal LE BELLER

Mélanie THOMAS, Géomètre Expert
Vu et approuvé le

Croquis destiné à être annexé au procès verbal de Bornage

LEGENDE

- Compteur de Gaz
- Plaque réseau indéterminée
- Bouche à clé (eau)
- Bordure de trottoir
- Caniveau à double pente
- Clôture lisse
- Application cadastrale
- Alignement
- Mur
- Mur de soutènement

- 609 -

Euclyd Eurotop
Géomètres-Experts

Yves DELAVIGNE - Richard DODELIN
Sylvain HENNOCQUE - Dominique PFAFF
Joël QUENOUILLE et Associés

33 Boulevard de l'Yser
76000 ROUEN
Tél : 02.35.71.42.32
Fax : 02.35.07.50.66
rouen@euclyd-eurotop.fr

COMMUNE DE DUCLAIR
148 Quai de la Libération
Propriété de l'Indivision DOYHAMBOURE

Dressé le : 26 Février 2019

Dossier: Y17917